

De la dioxine dans des produits laitiers

Selon une étude du ministère de l'agriculture, certains laits, beurres et fromages produits en France contiennent de la dioxine, substance toxique considérée comme cancérigène. p. 12

Les « gestes » d'Israël

Tandis que M^{me} Albright regagnait Washington, au terme d'une visite de cinq jours au Proche-Orient, le gouvernement de M. Netanyahou a fait quelques « gestes » en direction des Palestiniens. p. 4

L'immobilier de bureau « frémit »

Le marché parisien de l'immobilier de bureau renaît mais les investisseurs étrangers restent prédominants. p. 20

La disparition de Roger Frey

L'ancien ministre du général de Gaulle et ancien président du Conseil constitutionnel est mort, samedi, à l'âge de 84 ans. p. 14 et 8

L'avocate irlandaise



Alors que les négociations sur l'avenir institutionnel de l'Ulster doivent s'ouvrir à Belfast, l'ancienne présidente irlandaise, Mary Robinson, vient d'être nommée haut-commissaire aux droits de l'homme à l'ONU. Portrait p. 15, nos informations p. 15 et notre éditorial p. 19

Elections dans le calme en Bosnie

Les élections municipales en Bosnie, samedi 13 et dimanche 14 septembre, ont été marquées par une participation importante et se sont déroulées dans le calme. p. 3

Automobile : le Salon de Francfort

De la Smart à l'auto-scooter de BMW ou la Mini de l'an 2000, désormais anglo-bavaroise, la suprématie des voitures allemandes a été ébranlée au Salon de Francfort. p. 25

Les Américains préfèrent le câble

Les téléspectateurs américains choisissent de plus en plus le câble au détriment de la télévision hertzienne. p. 31

Allemagne, 3 DM ; Autriche-Guyane, 9 F ; Belgique, 25 KTS ; Canada, 46 F\$; Danemark, 14 DKK ; Espagne, 220 PTA ; France, 7,50 F ; Grèce, 400 DR ; Hongrie, 140 F ; Italie, 2000 L ; Luxembourg, 46 F ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 DKK ; Pays-Bas, 3 F ; Portugal, 200 Esc ; Royaume-Uni, 9 F ; Suède, 10 SKr ; Suisse, 2,50 F ; Tunisie, 12 Din ; USA, 0,75 \$; USA (Hawaï), 3,50 \$.

M 0147-916-7.50 F



M. Jospin s'explique sur son action

- Le premier ministre défend, dans « Le Monde », une méthode de gouvernement sans « a priori idéologique »
- Il souhaite « tout faire » pour encourager la reprise
- La conférence salariale se réunira le 10 octobre
- Le gouvernement veut équilibrer les comptes sociaux en 1999
- « Le Monde » révèle le contenu des projets sur l'immigration

AVENIR des entreprises publiques, impôts, Sécurité sociale, conférence salariale-emploi-temps de travail, monnaie unique : dans un entretien au Monde, Lionel Jospin répond aux questions que soulève l'action de son gouvernement depuis trois mois et aux interrogations que font naître ses projets.

M. Jospin précise ses choix sur le projet de budget pour 1998 : « Faciliter la reprise économique, limiter le déficit, ne pas accroître les prélèvements obligatoires, introduire plus d'équité dans notre système fiscal, rééquilibrer les prélèvements sur les revenus du travail et ceux du capital, mobiliser l'épargne vers les PME, affirmer de grandes priorités dans les dépenses ».

La conférence sur les salaires, l'emploi et le temps de travail se réunira le 10 octobre. S'agissant de la Sécurité sociale, M. Jospin réaffirme l'objectif de « maîtrise des dépenses de santé » et précise qu'il souhaite parvenir à l'équilibre des comptes en 1999. Écartant tout « a priori idéologique » en faveur de la



- Notre entretien avec le premier ministre p. 6 et 7
- Euro : les Quinze accélèrent la monnaie unique p. 2
- PCF : Robert Hue peine à faire accepter ses choix p. 8
- Cumul des mandats et emplois-jeunes : les critiques de la droite p. 9
- Immigration : le contenu des deux projets de loi transmis au Conseil d'Etat et ce qui change par rapport aux lois Pasqua-Debré p. 10
- Fonctionnaires : le casse-tête de la réduction du temps de travail p. 19

La reine américaine du commérage s'en prend aux Windsor

LONDRES

de notre correspondant

Après la mort de la princesse Diana, la reine Elizabeth II croyait avoir tout vu en matière d'attaques à l'encontre de sa personne ou de sa famille. Mais la dynastie, essouffée, est peut-être en train de découvrir pis : la publication prochaine, par Kitty Kelley, la reine américaine du commérage, d'un livre incendiaire intitulé *The Royals*. Après avoir fait un tabac en librairie avec son portrait peu flatteur de Nancy Reagan, « la plume empoisonnée », comme on a surnommé l'auteur dont toutes les célébrités ont peur, s'en prend aux « joyeux campers de Windsor ». Après Jackie Onassis et Elizabeth Taylor, Frank Sinatra...

Accompagnée d'une dizaine de collaborateurs, dotée d'une avance de 4 millions de dollars (environ 24 millions de francs) de son éditeur Warner Books, Kitty Kelley a débarqué à Londres, il y a cinq ans, pour écrire un livre sur les prétendues infidélités conjugales du duc d'Edimbourg. Mais la spécialiste des biographies « non autorisées » a étendu son champ d'investigation à la souveraine et à ses enfants, après l'annonce de la

séparation de Charles et de Diana, en décembre 1992. La détermination de cette journaliste de caractère à apparemment eu raison de tous les obstacles dressés par l'établissement pour protéger le chef de l'Etat : menaces d'une mise à l'index de toute personne proche de la reine qui accepterait de la rencontrer et fin de non-recevoir des chroniqueurs royaux accrédités. Mais, à l'écouter, la passionaria du ragot est parvenue à recueillir plus de 600 témoignages, la plupart enregistrés au magnétophone, ainsi que d'innombrables anecdotes sur la vie privée des membres de la cour.

Le livre, dont la date de publication a été avancée pour tirer profit de l'émotion causée aux Etats-Unis par la mort de la princesse de Galles, ne sera toutefois pas vendu en Grande-Bretagne. L'avocat personnel de la reine, Sir Matthew Farrer, a fait savoir que le prince Philip et son fils cadet, le duc d'York, étaient prêts à se présenter à la Haute Cour pour obtenir la saisie de tous les exemplaires. Cette censure s'appliquerait aussi à tous les journaux qui voudraient publier des extraits au Royaume-Uni. « C'est un nouveau coup

dur pour la famille royale, qui n'a jamais été aussi vulnérable qu'aujourd'hui, après les humiliations en série subies lors de l'hommage à Diana », assure Harold Brooks-Baker, rédacteur en chef du *Burke's Peerage*, le Bottin mondain de l'aristocratie britannique. La Grande-Bretagne a déjà connu une situation similaire en décembre 1986 avec l'affaire *Spycatcher*, les Mémoires de l'ancien numéro deux du contre-espionnage, parus à l'étranger mais proscrits en Grande-Bretagne jusqu'en octobre 1987. L'ouvrage de Peter Wright révélait, entre autres, un complot d'une partie du service secret visant à déstabiliser le second gouvernement Wilson en 1974-1976 ainsi que l'installation de micros à l'ambassade de France au moment où le général de Gaulle s'opposait à l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun. Si, tel un samizdat, le livre de Wright avait été diffusé clandestinement, par un subterfuge n'est plus nécessaire de nos jours : des extraits de *The Royals* seront disponibles sur Internet.

Marc Roche

L'Europe du football



LA SEMAINE est européenne pour les clubs de football avec les rencontres de la Coupe de l'UEFA et de la Ligue des champions. Luis Fernandez, désormais de l'Athletic Bilbao, évoque, dans un entretien au Monde, ces compétitions dans lesquelles son équipe et dix clubs français sont engagés.

Lire page 23

L'Union monétaire, du doute à l'offensive

A SIX MOIS de la désignation par le conseil européen des pays qui mettront en œuvre au 1^{er} janvier 1999 l'Union économique et monétaire, les quinze viennent d'adresser à tous ceux qui co-déterminent un signal fort de leur volonté de mener à bien, dans les

délais prévus, le lancement de l'euro. La décision prise à Maastricht (Luxembourg), samedi 13 décembre, de fixer les parités des monnaies de la future zone euro au printemps prochain, ou même temps que sera annoncée la liste des participants, donnera aux

banques centrales la marge de manœuvre nécessaire pour gérer en douceur cette phase délicate. Approuvée par les ministres des finances et les gouverneurs de banques centrales, y compris Hans Tietmeyer, président de la Bundesbank, elle est une timide

indication adressée aux marchés financiers mais aussi une réponse claire à ceux qui militent encore, notamment en Allemagne, pour un report de la monnaie unique.

Aidés par la reprise qui se confirme, les dirigeants européens abordent la rentrée dans un état d'esprit offensif. L'inquiétude qu'avait fait peser au début de l'été le changement de majorité en France, l'incertitude sur les intentions du nouveau gouvernement socialiste relèvent du passé. Il ne vient plus à l'idée de personne, pas même à Francfort, de questionner sérieusement l'affirmation par le président français, Jacques Chirac, et son premier ministre, Lionel Jospin, de la volonté de la France d'être présente au rendez-vous en respectant les engagements pris dans le traité de Maastricht, notamment en matière de discipline budgétaire.

La bonne santé de l'Espagne, le redressement de l'Italie, dont les chefs de gouvernement ont réaffirmé le 13 septembre à Bologne leur conviction d'être dans le premier train, le nouvel esprit de coopération des Britanniques depuis l'élection de Tony Blair, contribuent aussi à modifier la donne.

Henri de Bresson

Lire la suite page 19

Dialogue sur l'espèce humaine

L'UNESCO vient d'inaugurer son cycle d'« Entretiens du XXI^e siècle » par un dialogue entre le paléontologue américain Stephen Jay Gould et le sociologue français Edgar Morin sur le thème « Quel avenir pour l'espèce humaine ? ». Cet entretien a eu lieu mardi 9 septembre, au siège de l'Unesco, à Paris, devant 2 000 personnes. Le Monde publie l'essentiel de ce débat, que ses organisateurs ont voulu « ouvert sur le long terme » et « le temps long ».

Stephen Jay Gould affirme que l'évolution humaine n'est pas linéaire, qu'elle est un buisson, et non un arbre » et que, voilà 20 000 ou 30 000 ans, Homo sapiens vivait aux côtés d'autres espèces, comme Homo erectus en Asie et Homo neanderthalis en Europe. Edgar Morin estime de son côté que « sauver la biodiversité, c'est sauver la diversité culturelle ».

Lire page 18

CATHERINE CLÉMENT

JERUSALEM, ROME, BÉNARÉS, KOTO

UN GRAND ROMAN D'AVENTURES DANS LE MONDE DES RELIGIONS

Editions du Seuil

International	2	Aujourd'hui	23
France	6	Jour, météorologie	26
Société	10	Culture	27
Régions	13	Grandes villes	30
Caract.	14	Communication	31
Horizons	15	Alimentation	32
Entreprises	20	Radio-Télévision	32
Finances/marchés	22	Kiosque	33

EURO Les ministres des finances des Quinze, réunis samedi 13 septembre à Luxembourg, ont annoncé que les parités entre les monnaies européennes seront rendues publiques dès le mois de

mai 1998, en même temps que sera décidée la liste des pays participant à la monnaie unique. **LA FIXATION** des taux devrait être effectuée à partir des cours pivots existant au sein de l'actuel



système monétaire européen. **JACQUES CHIRAC**, dans un entretien publié par l'hebdomadaire allemand *Focus*, a souligné qu'un éventuel report de l'euro « serait une très mauvaise af-

faire pour nos économies ». **EN ITALIE**, le gouvernement de Romano Prodi affiche son optimisme sur sa participation à l'Union économique et monétaire.

Les Quinze accélèrent la création de la monnaie unique

En annonçant que les taux de change entre les devises européennes seront décidés dès le mois de mai 1998, en même temps que la liste des pays participant à l'euro, les ministres des finances manifestent leur confiance dans la mise en place de l'Union économique et monétaire

MONDORF
(Luxembourg)

C'est une manifestation d'assurance qui ne manquera pas d'être relevée, sinon par l'opinion, du moins par les marchés. Les ministres des finances des Quinze, réunis samedi 13 septembre au Luxembourg, en compagnie des gouverneurs de banques centrales, ont, techniquement parlant, anticipé la création de l'Union économique et monétaire (UEM) : ils ont en effet annoncé que les parités entre les monnaies qui seront retenues pour la définition de l'euro seront rendues publiques début mai 1998, en même temps que sera décidée la liste des pays participant à la monnaie unique.

Autrement dit, ministres et gouverneurs, gens réputés prudents, indiquent aujourd'hui qu'ils s'estiment capables de faire connaître fin avril 1998 et de manière définitive quel sera, par exemple, le cours du mark par rapport au franc qui sera pris en compte le 1^{er} janvier 1999 pour établir l'euro. « C'est un message fort et clair pour les marchés », a souligné Hans Tiet-

meyer, le président de la Bundesbank.

Les gouvernements confirment donc leur volonté de respecter l'échéance prévue par le traité de Maastricht, signifiant du même coup que les divergences qui les séparent encore sur le fonctionnement de l'Union monétaire (à propos, par exemple, de l'existence du « Conseil de l'euro ») ne peuvent en aucun cas être considérées comme un obstacle. « Ceux qui proposent un report de l'euro sont soit mal informés, soit mal intentionnés », ironise le commissaire Yves Thibaut de Silguy.

COORDONNER LES FISCALITÉS

Ils manifestent en outre une confiance sans faille dans leur capacité à préserver, tout au long de la période, la convergence des performances des pays membres et, à partir de mai 1998, à contraindre des mouvements spéculatifs qui cherchent à remettre en cause les parités publiées. « Le mécanisme de change est actuellement parfaitement géré ; il n'y a pas de raison, tout au contraire, qu'il soit moins efficace lorsque nous aurons une déci-

sion irrévocable sur les parités », a commenté Jean-Claude Trichet, le gouverneur de la Banque de France.

En juin, à Amsterdam, les Français avaient fait adopter une résolution destinée à équilibrer le pacte de stabilité budgétaire voulu par l'Allemagne. Les Quinze y soulignent la nécessité de coordonner davantage leurs politiques économiques, afin de stimuler la croissance et l'emploi. C'est alors que les chefs d'Etat et de gouvernement avaient décidé de consacrer un Conseil européen extraordinaire à l'emploi, dont, depuis, la date a été fixée au 20 et 21 novembre.

Quel contenu donner à cette coordination renforcée, au reste, prévue par le traité ? Comment l'institutionnaliser, ou du moins donner de la visibilité, à la concertation entre les pays participant à l'euro ? Sur ce double thème, qui divisaient les Quinze et notamment la France et l'Allemagne, les positions se sont rapprochées. « Tout le monde a admis qu'à partir de la troisième phase de l'UEM, il faudra davantage coordonner les

politiques économiques. Tout le monde est d'accord aussi pour que la Banque centrale européenne accomplisse sa mission en pleine indépendance. Je suis certain que nous pourrions trouver une position commune avant la fin de l'année », a expliqué Jean-Claude Juncker, le premier ministre du Luxembourg qui présidait les travaux du Conseil.

La Commission fera un rapport sur la manière de concevoir cette coordination renforcée. Mais, à Mondorf, le terrain a déjà été sérieusement défriché. Il y a un consensus, ce qui est nouveau, pour admettre que l'effort devra porter sur les politiques fiscales. Les distorsions de concurrence imputables à la fiscalité (responsables notamment de délocalisations d'entreprises) deviendront plus sensibles au sein du marché unique, dès lors que les barrières de change auront complètement disparu.

Mario Monti, le commissaire chargé du marché intérieur, présentera bientôt un projet de code de bonne conduite, dont Dominique Strauss-Kahn, le ministre français de l'économie, des fi-

nances et de l'industrie, souhaite qu'il se concentre d'une part sur la taxation des entreprises, d'autre part sur celle de l'épargne. L'objectif, dans les deux cas, est d'éviter le dumping fiscal. M. Strauss-Kahn, comme d'ailleurs, estime que le code ne suffira pas et qu'à terme il faudra l'encadrement plus contraignant de « directives », dont l'adoption requiert l'unanimité.

Dans quelle mesure la coordination portera-t-elle sur la politique de l'euro vis-à-vis du dollar, du yen ? Le conseil Ecofin, stipule le traité, délibère des grandes orientations de la politique de change. Les Allemands, Theo Waigel l'a répété avec force, interprètent cette disposition de manière restrictive. Ils craignent que les Français, privant un euro faible, venant en faire un instrument de politique commerciale, ce que nient d'une même voix MM. Strauss-Kahn et Trichet. Le ministre français considère comme relevant du simple bon sens qu'en dehors même des situations extraordinaires les ministres de la zone euro aient « un échange de vue deux ou trois fois par an » sur la situation des mar-

chés. Le renforcement de la coordination des politiques économiques intéresse l'ensemble de l'Union et se réalisera à Quinze, au sein du conseil Ecofin, qui conservera son rôle central. Mais la France, faisant valoir que les pays de la zone euro seront confrontés à des problèmes spécifiques, entend qu'il existe une enceinte où ceux-ci puissent être débattus. Ceux qui, au moins dans une première phase, ne feront pas partie de l'euro, tels la Grande-Bretagne ou le Danemark, n'auront guère le projet, même informel.

Les Allemands se méfient, y voyant, à peine dissimulée, une tentative française pour peser sur la BCE. « Le sentiment qu'il est nécessaire d'avoir une instance regroupant les pays ayant une monnaie en commun progresse. Sans dévaloriser le conseil Ecofin, il faut que cette instance soit légitime, visible, qu'elle se réunisse, qu'elle travaille. D'ici à Luxembourg, il faudra s'entendre sur ce qu'on va faire et comment », a résumé M. Strauss-Kahn.

Philippe Lemaître

Fixer les parités avec anticipation pour éviter un scénario catastrophe

BONN

Autonne 1998, une tempête financière souffle sur les marchés des changes européens. Certaines devises s'envolent, d'autres s'effondrent. Les variations sont telles que, le 31 décembre, les ministres des finances de l'Union européenne sont incapables de s'entendre sur la fixation des parités définitives entre les devises des pays participant à l'euro. La monnaie unique est repoussée.

C'est pour éviter ce scénario catastrophe que les ministres des finances des Quinze ont décidé d'annoncer les parités définitives entre les monnaies des pays participant à l'euro dès que serait connu le nom des participants, soit en mai 1998. Ils n'ont cependant pas révélé la méthode qui serait retenue pour fixer ces parités.

RISQUES DE SPÉCULATION

La plupart des observateurs estiment que ce sont les cours pivots au sein de l'actuel système monétaire européen (SME) qui seront retenus (Le Monde du 13 septembre). C'est le souhait de la plupart des gouverneurs de banque centrale, notamment de

Jean-Claude Trichet, gouverneur de la Banque de France, et la conviction des investisseurs. Car la quasi-totalité des devises européennes se trouvent désormais très proches de leurs cours pivots. L'adoption de ces parités indiscutables éviterait aux gouvernements d'interminables négociations, à l'image des marchandages aux cours pivots, qui ont donné lieu au retour de la lire dans le SME en 1996.

L'annonce anticipée des taux de change ne réduira pas à néant les risques de spéculation jusqu'à la fin de 1998. Les tensions seront d'autant plus fortes que les parités choisies seront économiquement justifiées. « A la grande différence des crises de 1992 et 1993, les taux de change actuels ne montrent pas de grande divergence par rapport aux parités de pouvoir d'achat. Il n'y a donc pas de raison d'attaquer telle ou telle devise », explique un banquier à Francfort. Cependant, les investisseurs pourraient considérer que les cours pivots ne reflètent pas les justes valeurs de plusieurs devises, et tenter de contraindre les politiques à revenir sur les parités retenues.

LE CAS ALLEMAND

Les cas de l'Irlande et de l'Allemagne sont à cet égard délicats. La livre irlandaise, dopée par la hausse de la livre sterling, était cotée vendredi 12 septembre sur le marché des changes près de 10 % au-dessus de son cours pivot. Les Quinze sont à la recherche d'une solution particulière. Le cas le plus inquiétant est celui de l'Allemagne.

De l'avis des experts, ce pays souffre d'un manque de compétitivité, lié aux hausses de salaires et aux surcoûts d'inflation qui ont suivi la réunification. Ses coûts de production sont supérieurs à ceux de ses partenaires. Psychologiquement, on voit mal les Allemands, qui craignent par-dessus tout un euro faible, accepter de dévaluer leur devise avant l'adoption de la monnaie unique. Pourtant, rentrer dans l'euro avec un deutschemark surevalué handicaperait durablement la locomotive de l'Europe. Les marchés financiers pourraient chercher à exploiter cette vulnérabilité.

Arnaud Leparmentier

L'Europe doit pouvoir utiliser sa puissance économique, affirme M. Chirac

JACQUES CHIRAC a accordé un entretien à l'hebdomadaire allemand *Focus*, publié lundi 15 septembre. Le président de la République a d'abord été interrogé sur la monnaie unique :

L'euro a une vocation économique essentielle. Le monde est actuellement très influencé par le dollar, qui est lui-même fondé sur la puissance économique américaine. (...) L'Europe est la première puissance économique du monde. Elle doit avoir une monnaie qui lui permette d'utiliser tous les avantages de cette puissance économique. (...) Parce que l'euro sera une monnaie solide, il sera un accélérateur de croissance et créera de l'emploi. (...)

[La règle du déficit budgétaire limité à 3 % du PIB] et les autres critères, ce n'est pas une vue de l'esprit, ce n'est pas une décision technocratique, c'est tout simplement une règle de bon sens. Il faut être sérieux. Nous n'avons plus la croissance des « trente glorieuses ». Nous n'avons plus, hélas, l'inflation, pour effacer nos péchés. (...) En France, il y a eu, sans aucun doute, une réaction contre une politique qui a été jugée par certains trop rigoureuse. J'en ai pris la responsabilité. Aujourd'hui, le gouvernement, formé à partir de l'ancienne opposition, s'est donné les mêmes objectifs de respect des critères. Parce que c'est l'intérêt de la France et de l'Europe.

[Un éventuel report de l'euro] serait une remise en cause beaucoup plus profonde qu'on ne l'imagine, ce serait un risque de déstabilisation des marchés financiers, une très mauvaise affaire pour nos économies.

A propos des rapports entre la France et l'OTAN, Jacques Chirac déclare ensuite :

Je n'imagine pas que la France puisse réintégrer l'OTAN si les commandements régionaux ne sont pas assumés par des Européens. Je comprend que le commandant en chef des forces alliées en Europe soit américain, mais les commandements régionaux doivent être

européens. Ce n'est pas une affaire de prestige, ce n'est même pas une affaire politique, c'est un problème, je dirais presque de civilisation. (...) Ce qui est capital pour moi, c'est la défense européenne, dans le cadre de la défense atlantique, dans le cadre d'un accord entre la défense atlantique et la Russie, mais une défense européenne. Par conséquent, nous devons avoir une organisation de l'OTAN, une nouvelle OTAN, qui permette de progresser efficacement vers une défense européenne. (...)

Les deux commandements en chef de l'OTAN appartiennent aux Américains, le commandement adjoint en Europe appartient aux Anglais, ce qui me paraît tout à fait normal. Les deux grands commandements régionaux doivent appartenir aux Européens. (...) C'est une autre répartition des responsabilités de commandement que je réclame. (...)

Je ne donnerai pas mon accord pour le retour de la France dans l'OTAN si le problème de la répartition des responsabilités n'est pas profondément revu.

L'Italie affiche son optimisme pour la remise en ordre de ses finances publiques

Le gouvernement espère recueillir au printemps les fruits d'un an d'efforts d'assainissement

ROME

Pour Romano Prodi, c'est un heureux présage. L'olivier bonais se trouvant dans son bureau au siège du gouvernement, palazzo Chigi, a été épargné par les flammes qui ont en grande partie détruit accidentellement cette pièce, jeudi 11 septembre. L'olivier est le nom de la coalition de centre-gauche au pouvoir en Italie depuis le mois de mai 1996. « Cela veut dire que la coalition se porte bien », a aussitôt lancé le président du conseil, peu avare de bons mots, et qui, depuis la rentrée, affiche un perpétuel sourire de satisfaction.

Fausto Bertinotti, son allié de Rifondazione comunista, lui cause bien - et ce n'est pas nouveau - quelques tracas à propos de la réforme du statut de la protection sociale, mais Romano Prodi prend les choses avec philosophie. Il n'est pas question de changer de majorité. Si c'est le cas, il s'en ira. Alors si le dirigeant des communistes orthodoxes veut aller à la crise sur cette réforme vitale pour l'Italie, afin qu'elle entre de façon ferme et solide dans l'Union économique et monétaire (UEM), nous verrons bien, semble dire le chef du gouvernement, qui, par ailleurs, est disposé à toutes les clarifications possibles sur ce dossier délicat.

C'est en fait le véritable test de la rentrée politique. Car de lui dépend le sort des finances publiques nationales mais aussi l'avenir des

retraités, car une remise en ordre du système est jugée indispensable par tout le monde. Mais pas de la même manière. Le gouvernement travaille donc avec les syndicats pour trouver une formule susceptible de satisfaire le maximum de personnes. Et la solution n'est pas facile. La dernière trouvaille est une carte de crédit social qui permettra à son détenteur de bénéficier des prestations de l'Etat. Fausto Bertinotti refuse que soient rognés un certain nombre d'avantages acquis. La semaine prochaine devrait être importante pour l'aboutissement de ce dossier. Romano Prodi reste confiant car, selon lui, « le gouvernement a atteint le maximum de la stabilité historique des dernières années ». Il espère donc bien conduire son action jusqu'au printemps 1998, date à laquelle seront sélectionnés les premiers participants à la monnaie unique et recueilli ainsi les fruits de l'énorme effort d'assainissement qui a été accompli en un an.

L'INFLATION BAISSE TOUJOURS

Tout le monde désormais salue le travail accompli par le gouvernement de centre-gauche. Le FMI (Fonds monétaire international) n'est pas le dernier à le reconnaître, comme l'organisme patronal, la Confindustria, ou Cesare Romiti, le président de Fiat. Tous admettent que la potion amère a porté ses fruits et que la reprise est là, palpable, même si elle est encore faible. Le PIB a crû de 1,5 % au

deuxième trimestre par rapport au premier, et de 1,7 % par rapport au deuxième trimestre de 1996. La croissance pourrait atteindre 1,2 % cette année et au moins 2 % sont envisagés pour 1998.

Vertement critiqué il y a moins d'un an par ceux qui aujourd'hui chantent ses louanges, Romano Prodi boit du petit lait. L'inflation continue de baisser et la lire se porte comme un charme après sa rentrée dans le système monétaire européen (SME) en novembre dernier. Le projet de loi de finances pour l'année 1998 ne devrait pas présenter de difficultés majeures, puisque le gouvernement répète à qui veut l'entendre que les économies ne dépasseront pas les 25 000 milliards de lire (80 milliards de francs) comme prévu.

Un vent d'optimisme souffle donc sur le gouvernement, malgré cet empêchement de tourner en rond qu'est Fausto Bertinotti. On sent donc les risques de crise dont la presse parle à longueur de colonnes ? L'explication a été trouvée par Gianfranco Fini, président de l'Alliance nationale (AN) : « Le bras de fer de Bertinotti à l'égard de la majorité est fait. Il n'y aura pas de crise de gouvernement. J'en suis de plus en plus convaincu ». En revanche, l'opposition de droite traverse quelques turbulences. Pierferdinando Casini, dirigeant du centre des chrétiens démocrates (CCD) a mis en cause le leadership de Silvio Berlusconi. Il a fallu toute l'action diplomatique de Gianfranco

Fini pour qu'un amnistie fragile soit finalement signée. Cette velléité de dissidence survient au moment même où Cesare Previti, député de Forza Italia, ancien ministre de la défense de Silvio Berlusconi et proche de ce dernier, risque d'être incarcéré pour corruption, à la demande du pool de magistrats de « Mani pulite » (mains propres) de Milan. Le Parlement doit se prononcer la semaine prochaine sur cette requête.

Pour le moment, les députés ont repris l'examen du projet de réforme des institutions issu de la commission bicamérale à la fin du mois de juin. Ce sera l'autre dossier important de la rentrée. Romano Prodi a clairement fait savoir qu'il souhaitait aller beaucoup plus loin sur la voie de la mise en place d'un système d'autonomie ou de fédéralisme. Umberto Bossi, le sécessionniste de la Ligue du Nord a en effet repris ses campagnes, d'abord en s'attaquant aux syndicats nationaux, puis en préparant le vote du 26 octobre, qui doit, en principe, désigner un Parlement pour la Padanie. Romano Prodi puis le chef de l'Etat, Oscar Luigi Scalfaro, ont mis en garde le sénateur contre l'inconstitutionnalité de son projet, et l'irrégularité d'une telle consultation. Les limites ont été clairement tracées pour le pouvoir afin de ne pas laisser s'enraciner la dérive indépendantiste.

Michel Bôlle-Richard

DEA du CNAM

Science,
Technologie
et Société
(hors temps ouvrable)

Economie,
sociologie,
politiques
de la science et
de la technologie

Centre STS
2 rue Conté 75003 Paris
Tél. : 01.40.27.21.09

Je vis ici

Les négociations sur l'Irlande du Nord s'ouvrent à Belfast

Le Sinn Féin est associé aux débats

LONDRES
de notre correspondant
Les négociations de fond sur l'avenir institutionnel de l'Irlande du Nord s'ouvrent, lundi 15 septembre à Belfast, avec la participation du Sinn Féin, la branche politique de l'Armée républicaine irlandaise. Déterminés à être associés de manière directe ou indirecte à ces pourparlers, conviés par le gouvernement travailliste avec l'appui de Dublin et de Washington, les protestants unionistes devaient faire connaître, lundi matin, leur mode de participation.

En vingt-huit années de guerre civile, la population d'Irlande du Nord, protestante comme catholique, a appris à prendre les événements pour ce qu'ils sont plutôt que de les anticiper. Sans doute ne faut-il pas trop attendre de cette première prise de contact, si spectaculaire soit-elle, en raison de la présence, pour la première fois dans un tel forum, du Sinn Féin. Le chemin reste long et les vieux réflexes sectaires resurgissent facilement.

Mais il reste un fait tangible: l'ouverture des pourparlers de Belfast avec le Sinn Féin à la table des négociations, ainsi que le respect du cessez-le-feu proclamé par l'IRA le 28 juillet, donne une sérieuse chance à la paix. Les partis politiques d'Ulster ont rapidement éprouvé la capacité de séduction et de fermeté alternée de Tony Blair, qui a appliqué au dossier nord-irlandais la même méthode aux forces qui lui a si bien réussi dans d'autres domaines, comme la rénovation économique, l'autonomie de l'Ecosse ou les liens avec les syndicats.

A LA DIRECTION PRÉVUE
Son prédécesseur conservateur, John Major, otage des unionistes au Parlement, n'a jamais pu se résoudre à inviter le Sinn Féin aux négociations tout au long des dix-huit mois qu'a duré le premier cessez-le-feu de l'IRA, rompu en février 1996.

Le nouveau premier ministre, lui, n'a attendu que sept semaines après la trêve pour donner une légitimité démocratique au troisième parti de la province. Le Sinn Féin a signé en grande pompe, le 9 septembre, la déclaration de non-violence dite « Mitchell », du nom de l'ancien sénateur américain chargé de la question épineuse des stocks

d'armes dont les organisations paramilitaires, républicaines comme loyalistes, n'entendent pas se défaire. Deux jours plus tard, l'IRA réitère-t-elle son refus de la moindre livraison d'armes avant un accord? Qu'à cela ne tienne.

Pour Tony Blair, les négociations démarreront à la date prévue et selon le scénario mis en place. L'hôte de Downing Street a fixé une date limite, mai 1998, après laquelle un plan proposé conjointement par Londres et Dublin, à la lumière des résultats de la conférence, sera soumis par voie référendaire aux habitants de l'Irlande du Nord avec ou sans le soutien des partis politiques.

UNE SOLUTION DURABLE
« Nous devons nous assurer, d'une manière ou d'une autre, que la voie des unionistes sera entendue et que l'Union [avec la Grande-Bretagne] sera défendue », dit M. Trimble, chef de l'UUP, principal parti unioniste. Si le communiqué de l'IRA renforce le camp des jusqu'au-boutistes protestants, ce politicien pragmatique est conscient des risques qu'il encourrait de se retrouver dans un isolement total en boycottant le rendez-vous du château de Stormont. Il serait prêt à accepter des pourparlers de proximité, sans contact direct avec le Sinn Féin, à l'instar de la solution choisie lors de la conférence de Genève sur la Bosnie en septembre 1995. Les menaces d'une reprise de la violence sectaire invitent même les plus obtus des protestants, comme le révérend Ian Paisley, qui a décidé de boudé le cessez-le-feu.

Quels sont les ingrédients d'une solution durable, selon Londres et Dublin? Réitérer que l'Irlande du Nord fait partie du Royaume-Uni tant que c'est le vœu d'une majorité de la population; créer des institutions locales de partage du pouvoir au prorata du poids de chaque communauté; réformer la police et renforcer les liens économiques entre le Nord et le Sud pour donner à la minorité catholique le sentiment qu'elle fait partie de l'île dans son intégralité. Si une timide lueur d'espoir se dégage à Belfast, personne ne dissimule la difficulté de l'entreprise.

Marc Roche

Lire aussi notre éditorial page 19

Trois ans de tentatives avortées

Les négociations sur l'avenir de l'Ulster entre protestants unionistes et catholiques nationalistes s'ouvrent, lundi 15 septembre, à Belfast, après trois ans de tentatives avortées.

● août 1994: l'IRA annonce une « cessation complète des hostilités ».

● octobre 1994: les milices loyalistes protestantes (pro-Royaume-Uni) lui emboîtent le pas. Le premier ministre britannique, John Major, annonce des contacts exploratoires avec le Sinn Féin (aile politique de l'IRA).

● janvier 1996: une commission internationale, présidée par l'ex-sénateur américain George Mitchell, propose de mettre en parallèle des pourparlers multipartites et un désarmement des milices.

● 9 février: l'IRA rompt son cessez-le-feu par un attentat à Londres (deux morts). En mars, Londres annonce pour le 10 juin des pourparlers multipartites.

● juin: les pourparlers commencent à Stormont, près de Belfast, entre 9 partis. Le Sinn Féin reste exclu faute de cessez-le-feu.

● octobre: les pourparlers sont bloqués par les exigences contradictoires des unionistes et des nationalistes sur le désarmement.

● décembre: M. Major repousse les propositions défendues par le nationaliste modéré

John Hume pour un cessez-le-feu de l'IRA.

● janvier 1997: Dublin rompt tout contact officiel avec le Sinn Féin.

● 1^{er} mai: le Sinn Féin recueille 16,05 % des voix en Ulster lors des élections générales britanniques. Le vote nationaliste totalise 40 % des voix.

● 16 mai: Tony Blair annonce à Belfast la reprise de contacts exploratoires avec le Sinn Féin.

● juillet: Londres annonce un calendrier pour les pourparlers (15 septembre à mai 1998) et fixe à six semaines la période probatoire d'un cessez-le-feu de l'IRA pour la réhabilitation du Sinn Féin. Deux petits partis unionistes claquent la porte, tandis que le principal parti unioniste, l'UUP de David Trimble, réserve sa position.

● 20 juillet: rétablissement d'un cessez-le-feu par l'IRA.

● 26 août: Londres et Dublin mettent en place une commission internationale chargée de collecter les armes des milices.

● 9 septembre: le Sinn Féin s'engage solennellement à la non-violence et au recours à des moyens démocratiques. Les unionistes boycottent.

● 10 septembre: le premier parti unioniste, l'UUP, redemande des assurances à M. Blair sur le désarmement de l'IRA, qui réaffirme son refus de rendre ses armes avant un référendum politique. — (APF)

Les élections municipales en Bosnie se sont déroulées dans le calme

2,5 millions d'électeurs étaient appelés aux urnes. La participation a été très importante

Les élections municipales qui se sont tenues samedi 13 et dimanche 14 septembre en Bosnie se sont déroulées sans incidents majeurs. 2,5 mil-

lions d'électeurs étaient appelés à élire 4 850 maires et conseillers répartis dans 136 municipalités. Les responsables de l'Organisation

pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) chargés du bon déroulement du scrutin ont affiché leur satisfaction.

SARAJEVO

de notre correspondant

Hormis à Mostar, dans le sud de la Bosnie, où les Musulmans qui vivent à l'est (les Croates résidant à l'ouest) ont boycotté le scrutin samedi, les élections municipales, organisées samedi 13 et dimanche 14 septembre, se sont globalement bien déroulées. Selon l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) qui avait envoyé sur le terrain 2 450 observateurs, seulement trois des 2 229 bureaux de Bosnie n'avaient pas ouvert dimanche, tous trois à Zepce, une ville croate de Bosnie centrale. Autre motif de satisfaction, les électeurs se sont mobilisés puisque 50 % des inscrits avaient effectué leur devoir électoral dès samedi soir.

Les réfugiés (800 000 en Bosnie) ont ainsi voté en masse comme à Vojosca, faubourg de Sarajevo où sont entassés 7 000 réfugiés musulmans chassés par les milices serbes en 1992. Dans un bureau de vote réservé à ces seuls réfugiés, 1 203 des 1 944 inscrits avaient déposé leur bulletin dans l'urne di-

manche midi. « Voter, c'est retrouver un peu de sa dignité », résumait Osman Bakaran, un vieil homme originaire de Foca (sud-est de la Bosnie), aujourd'hui en République serbe. « Cela fait quatre ans que je vis à Sarajevo et je n'ai jamais pu revoir ma maison parce que les Serbes nous la défendent. Je ne sais même pas si ma maison est encore debout. Voter me permet donc de me souvenir que je demeure un citoyen de Foca et que je peux choisir qui je veux comme maire pour ma ville. Et ça, les Serbes ne peuvent pas me l'ôter. » Osman aurait pu aller voter directement à Foca mais il n'a pas osé, « les émotions étant déconseillées pour mon vieux cœur ». Il a donc envoyé son fils « aux nouvelles et voir l'état de la maison ».

Trente-cinq mille personnes avaient ainsi émis le souhait d'aller voter sur leur lieu d'habitation avant-guerre. La force multinationale de l'OTAN (SFOR) avait pour cette occasion quelque peu grossi ses effectifs et s'est déployée sur les axes principaux. Pour la plu-

part de ces candidats au voyage, le vote était un prétexte. Revoir enfin son ancienne habitation représentait la vraie raison de ce déplacement. Mais beaucoup n'ont même pas eu ce plaisir, les bureaux de vote étant installés à la périphérie des villes, ou même à la lisière des forêts.

FAIRE RESPECTER LES RÉSULTATS

Un des rares incidents a eu pour cadre la ville de Drvar (centre-ouest de la Bosnie), à 97 % serbe avant la guerre, et aujourd'hui sous contrôle croate. Plus de cinq cents réfugiés serbes désirant voter chez eux ont passé la nuit de samedi sous des tentes après avoir attendu en vain, toute la journée, l'accès aux isolots. Raison de ces retards selon les Croates: la lenteur du scrutin. « Ils ne veulent pas que l'on rentre chez nous, voilà la vraie raison », admettait Mlle Marceta qui préside une association pour le retour des réfugiés de Drvar.

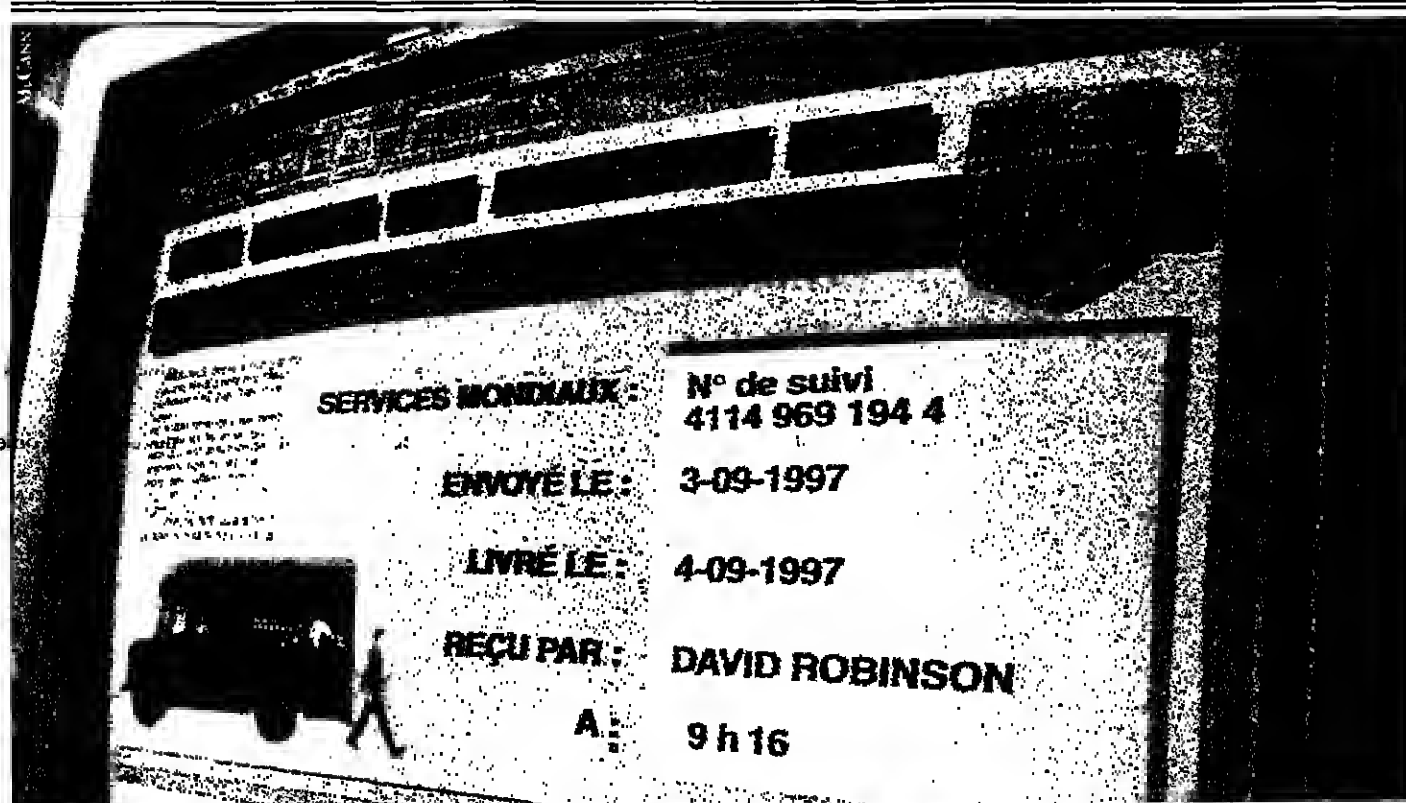
Mlle Marceta est aussi à la tête d'une coalition de partis serbes en compétition à Drvar face au HDZ,

le Parti nationaliste croate. A ce titre, il peut espérer être le nouveau maire de Drvar. « Il peut bien le devenir, mais jamais il ne siègera ici. Le drapeau croate continuera à flatter au-dessus de Drvar », répond-on du côté croate.

Mlle Marceta milite pour un retour global des réfugiés chez eux, qu'ils soient serbes, musulmans ou croates, ainsi qu'ils le prévoient les accords de paix de Dayton. « Après Dayton, explique-t-elle, je suis le premier Serbe à être allé du côté musulman. J'ai rencontré à Tuzla les réfugiés de Srebrenica, et nous avons en commun le même espoir, rentrer chez nous un jour. Le résultat de ces élections illustrera cette volonté. Ce sera ensuite à la communauté internationale de faire en sorte que la consultation qu'elle a organisée soit respectée. »

Un pari difficile lorsque l'on sait que, depuis les élections générales de l'an passé, la plupart des parlementaires musulmans élus en République serbe n'ont jamais pu siéger.

Christian Lecomte



N'EST-CE PAS FORMIDABLE DE CONNAITRE L'HEURE À LAQUELLE VOTRE COLIS EST LIVRÉ, À LA MINUTE PRÈS ?

Maintenant, à partir de votre ordinateur et grâce au logiciel de suivi des colis d'UPS, vous pouvez savoir, dans les minutes qui suivent la livraison de vos colis, qui les a réceptionnés et à quelle heure. Vous pouvez suivre vos colis également sur internet, en tapant <http://www.ups.com>, ou sur minitel en tapant 3615 UPSFRANCE.



C'est comme si c'était fait.



<http://www.ups.com> Pour plus d'infos sur les services UPS et les déclarations descriptives, appelez le 0 800 877 877 (appel gratuit) ou contactez votre conseiller UPSFRANCE.

Benyamin Nétanyahou a décidé de faire des « gestes » en faveur des Palestiniens

L'état financier et le bouclage des territoires ont été desserrés

Alors que le secrétaire d'Etat américain, Madeleine Albright, devait regagner Washington lundi 15 septembre, au terme d'une visite de cinq

jours au Proche-Orient, le gouvernement israélien a décidé de faire quelques « gestes » à l'égard des Palestiniens, en desserrant quel-

ques-unes des contraintes qui pèsent sur les territoires et sur l'autorité palestinienne depuis les attentats du 30 juillet et du 4 septembre.

À LA SUITE de la visite au Proche-Orient du secrétaire d'Etat américain, Madeleine Albright, Benyamin Nétanyahou a décidé, dimanche soir 14 septembre, de faire plusieurs « gestes » en direction des Palestiniens. Les autorités israéliennes ont ainsi levé le « bouclage interne », qui interdit depuis six semaines de circuler d'un village à un autre en Cisjordanie.

En revanche, le « bouclage externe », qui interdit aux Palestiniens d'entrer en Israël - même pour se rendre de Gaza en Cisjordanie occupée -, notamment pour travailler, ou de passer les frontières communes pour se rendre en Egypte ou en Jordanie, a été maintenu.

Le gouvernement israélien a également décidé de restituer à l'autorité palestinienne une partie des 600 millions de francs dus, mais bloqués depuis six semaines à la suite des attentats du 30 juillet et du 4 septembre. L'Etat juif conserve cependant un tiers des sommes dues à l'autorité au titre des droits et taxes prélevés par le fisc sur les travailleurs palestiniens. Selon le porte-parole du premier ministre, Israël a décidé de faire ces « gestes » au vu d'un « plan palestinien concret de lutte antiterroriste » qui aurait été présenté par Yasser Arafat au secrétaire d'Etat



américain. Enfin, le gouvernement israélien a réitéré, dimanche, son opposition à un projet immobilier financé par un bailleur de fonds américain, Irving Moscovitz, qui consiste à construire soixante-dix logements pour des Juifs dans le quartier de Ras al Amoud, dans la partie arabe de Jérusalem. Dimanche, une commission du ministère de l'Intérieur a rejeté un recours administratif présenté par

l'opposition à la suite du feu vert accordé en juillet par la municipalité israélienne de Jérusalem à ce projet controversé. L'impasse dans laquelle se trouve le dialogue israélo-palestinien est la conséquence directe du lancement, en mars, des travaux de construction d'une nouvelle colonie juive, Har Homa, dans la partie orientale de Jérusalem, sur la colline d'Abou Ghneim. M. Al-

bright, qui devait regagner Washington lundi 15 septembre, a invité M. Nétanyahou à geler la colonisation, tandis que M. Arafat, pour sa part, était exhorté à lutter plus activement contre le terrorisme.

« C'EST DU BLUFF » Mis en cause jeudi par le ministre français des affaires étrangères, Hubert Védrine, qui avait jugé « catastrophique » la politique du premier ministre israélien, M. Nétanyahou a répliqué dimanche sur France 2 que, « malgré toutes les critiques que l'on entend, y compris celles venant de France », son gouvernement a « la capacité de réussir la paix [qu'Israël veut] et qui est si importante pour [ses] enfants et pour les enfants palestiniens ».

Dans un entretien au *Journal du dimanche*, Leah Rabin, veuve d'Itzhak Rabin, a critiqué elle aussi les choix de M. Nétanyahou, en assurant que « c'est du bluff » et qu'il n'y a en Israël « ni paix ni sécurité ». Il faut « lutter contre le terrorisme comme s'il n'y avait pas de processus de paix et poursuivre le processus de paix comme s'il n'y avait pas de terrorisme. Il ne faut jamais récompenser les terroristes en arrêtant toute négociation, comme le fait le gouvernement actuel », a estimé M. Rabin.

Le débat sur la présence israélienne au Liban sud rebondit

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Périodiquement relancé chaque fois que des soldats de Tsahal sont tués au Liban sud, le débat sur l'opportunité d'un retrait unilatéral de l'armée israélienne de la « zone de sécurité » occupée depuis vingt-cinq ans au Liban sud fait à nouveau rage dans le pays. Après la mort des douze soldats d'élite de la marine, tués le 5 septembre au nord de la zone occupée, au cours d'une opération ratée dont l'objectif initial n'a toujours pas été dévolé, l'armée israélienne a lancé vendredi soir 12 septembre une nouvelle opération ponctuelle au cours de laquelle six soldats de l'armée régulière libanaise et quatre combattants chiites du Hezbollah ont été tués (*Le Monde* daté 14-15 septembre).

Parmi ces derniers figurait le propre fils du secrétaire général du « Parti de Dieu », Hadi Nasrallah, âgé de dix-huit ans. Pour la première fois, les soldats ont ramené en Israël deux des cadavres, dont celui du jeune homme, en vue de les échanger contre les restes d'un soldat israélien qui avait été abandonné sur place la semaine dernière. Cheikh Hassan Nasrallah avait cependant fait savoir, avant la mort de son fils, que des échanges de cadavres n'intéressaient pas le Hezbollah, soutenu par l'Iran et toléré par la Syrie, et qu'il souhaitait obtenir, contre la restitution des restes du commando

israélien, la libération d'une partie des quelque 150 citoyens libanais détenus par Israël ou sa milice supplétive, l'ALS (Armée du Liban sud).

En attendant, les combats, dits de « faible intensité » en dehors des périodes de grande offensive aérienne israélienne (1994 et 1996), continuent et deux nouveaux soldats israéliens ont été tués dimanche par un engin piégé du Hezbollah à l'intérieur du territoire libanais occupé par Israël. Outre les 73 soldats morts en février dans un accident d'hélicoptère, l'Etat juif a perdu, pour les huit premiers mois de 1997, 33 soldats - dont 20 au cours des quinze derniers jours -, contre 20 à 25 chaque année depuis 1990. Abondamment commentés par les médias, ces chiffres ont relancé le débat sur un retrait unilatéral dont ni le premier ministre, Benyamin Nétanyahou, ni le ministre de la Défense, Itzhak Mordechai, ne veulent entendre parler.

LES CONDITIONS SYRIENNES

Après le général Amnon Shabak, chef d'état-major de Tsahal qui reconnaissait dimanche que « la société israélienne manifeste des signes évidents de fatigue », ni le ministre de la Défense, Itzhak Mordechai, ne veulent entendre parler. Mais, entre-temps, la nouvelle s'était répandue comme une traînée de poudre au sein de la population égyptienne, avide de ce genre de rumeurs. Estimant que les excuses publiques du journal étaient insuffisantes pour laver leur réputation, les deux fils du « raïs » ont poursuivi en diffamation le journal saoudien. Du jamais vu dans les annales de la justice égyptienne ou arabe.

Les avocats du journal ont plaidé, à l'ouverture du procès en juillet, que les tribunaux égyptiens n'étaient pas habilités à examiner l'affaire puisque *Al Sharq al Awsat* est basé à Londres. Toutefois, le tribunal a rejeté la demande et le procès s'est poursuivi sur un rythme accéléré. Jeudi 11 septembre, alors que le procès avait été retenu pour jugement le dimanche, les avocats du journal ont décidé de se

retraiter pour protester contre « le fait que la défense n'ait pas eu la possibilité de pleinement s'exprimer ». Ils ont aussi annoncé qu'ils n'interjetteraient pas appel quelle que soit l'issue du procès.

An même moment, *Al Sharq al Awsat* décidait la fermeture de ses bureaux au Caire. Une mesure qui a été accueillie sans commentaire par les autorités égyptiennes mais qui a provoqué la colère de la soixantaine de personnes, dont dix-sept journalistes, employées par le journal. Le personnel, malgré les déclarations des responsables du journal affirmant que les employés conserveront « tous leurs droits », menace de porter l'affaire devant la justice. La législation égyptienne interdit tout licenciement sans un préavis d'au moins deux mois.

Reste maintenant à savoir quelles seront les répercussions de cette affaire en Arabie saoudite, *Al Sharq al Awsat* étant réputé pour être proche de la famille royale wahabite. Il y a quelques années, un hebdomadaire égyptien proche du courant nassérien avait vu son permis de publier retiré par les autorités égyptiennes à la suite de la publication d'un éditorial critiquant la famille régnante saoudienne.

Patrice Claude

Le quotidien « Al Sharq al Awsat » lourdement condamné au Caire

LE CAIRE

de notre correspondant

Le tribunal d'Abdine, au Caire, a condamné dimanche 14 septembre six journalistes saoudiens et égyptiens à des peines de prison pour avoir « falsifié des faits et diffusé » les deux fils du président égyptien, Alaa et Gamal Mubarak. Hicham et Mohamed Ali Hafez, propriétaires du quotidien saoudien *Al Sharq al Awsat* publié à Londres, Osman al Omayer, rédacteur en chef, tous les trois Saoudiens, ainsi que deux directeurs de rédaction égyptiens, Rawzya Salama et Gamal Ismail, ont été condamnés par contumace à un an de travaux forcés et à 40 000 francs d'amende chacun.

Seul prévenu présent au tribunal, un journaliste égyptien, Sayed Abdel Atti, travaillant pour *Al Sharq al Awsat* ainsi que pour le quotidien d'opposition libérale *Al Wafid*, a de son côté été condamné à six mois de prison et à 30 000 francs d'amende. Le tribunal a toutefois précisé que les condamnés pouvaient arrêter l'exécution des peines de prison en versant 2 000 francs chacun. En outre, les six condamnés doivent verser une amende de dédommagement à la partie civile.

Le quotidien *Al Sharq al Awsat* avait annoncé au mois de mai sur une pleine page la prochaine publication dans la revue *Al Jadid*, dépendant du journal, d'un reportage

sensationnel accusant Alaa et Gamal Mubarak d'abus de pouvoir et de népotisme dans la conduite de leurs affaires commerciales. On ignore si les autorités saoudiennes étaient intervenues à la suite de cette annonce mais toujours est-il que, le lendemain, *Al Sharq al Awsat* avait essayé de corriger le tir en avançant une « erreur » et en annulant la publication de l'article comme signe de bonne foi.

FERMETURE DES BUREAUX

Mais, entre-temps, la nouvelle s'était répandue comme une traînée de poudre au sein de la population égyptienne, avide de ce genre de rumeurs. Estimant que les excuses publiques du journal étaient insuffisantes pour laver leur réputation, les deux fils du « raïs » ont poursuivi en diffamation le journal saoudien. Du jamais vu dans les annales de la justice égyptienne ou arabe.

Les avocats du journal ont plaidé, à l'ouverture du procès en juillet, que les tribunaux égyptiens n'étaient pas habilités à examiner l'affaire puisque *Al Sharq al Awsat* est basé à Londres. Toutefois, le tribunal a rejeté la demande et le procès s'est poursuivi sur un rythme accéléré. Jeudi 11 septembre, alors que le procès avait été retenu pour jugement le dimanche, les avocats du journal ont décidé de se

retraiter pour protester contre « le fait que la défense n'ait pas eu la possibilité de pleinement s'exprimer ». Ils ont aussi annoncé qu'ils n'interjetteraient pas appel quelle que soit l'issue du procès.

An même moment, *Al Sharq al Awsat* décidait la fermeture de ses bureaux au Caire. Une mesure qui a été accueillie sans commentaire par les autorités égyptiennes mais qui a provoqué la colère de la soixantaine de personnes, dont dix-sept journalistes, employées par le journal. Le personnel, malgré les déclarations des responsables du journal affirmant que les employés conserveront « tous leurs droits », menace de porter l'affaire devant la justice. La législation égyptienne interdit tout licenciement sans un préavis d'au moins deux mois.

Reste maintenant à savoir quelles seront les répercussions de cette affaire en Arabie saoudite, *Al Sharq al Awsat* étant réputé pour être proche de la famille royale wahabite. Il y a quelques années, un hebdomadaire égyptien proche du courant nassérien avait vu son permis de publier retiré par les autorités égyptiennes à la suite de la publication d'un éditorial critiquant la famille régnante saoudienne.

Alexandre Bucciantini

Jacques Chirac pour une « solution politique » à la crise algérienne

CONSTANTINE. Favorable à « une solution politique à la crise », Jacques Chirac s'en remet aux « responsables algériens » pour la mettre en œuvre. « Je ne veux pas faire d'ingérence dans les affaires de l'Algérie », précise le chef de l'Etat dans un entretien accordé au magazine allemand *Focus* et publié jeudi 15 septembre. Interrogé sur les vertus d'un dialogue avec les islamistes, le président estime que « ceux qui égorgent les femmes et les enfants disent clairement qu'ils ne veulent pas dialoguer ». Par ailleurs, au moins sept civils ont été tués et une vingtaine ont été blessés au cours des deux derniers jours dans une série d'attentats, rapportaient plusieurs quotidiens privés, dimanche 14 septembre. Six jeunes gens ont été égorés dans la nuit de vendredi à samedi dans la région de Tiemcen, à l'ouest de l'Algérie. A Constantine, un des fondateurs du parti islamiste légal Ennahdha, Abdeljalil Bouarouj, trente-sept ans, a été tué d'une balle dans la tête en plein sermon, lors de la prière du vendredi, dans une mosquée. Son assassin a pris la fuite. Dans une autre mosquée à la périphérie d'Alger, les forces de sécurité ont anéanti, samedi, un commando armé retranché dans le bâtiment. Il a été détruit au cours de l'assaut qui aurait fait sept morts dans les rangs des « terroristes », selon les journaux.

Le Sommet de Libreville laisse la crise congolaise sans issue

LIBREVILLE. Le sommet qui s'est ouvert à la mi-journée, dimanche 14 septembre à Libreville (Gabon), pour trouver une solution négociée à la crise congolaise sous la houlette de huit chefs d'Etat africains, a suspendu ses travaux dans la soirée, sans qu'aucun progrès n'ait été constaté. Il devait reprendre lundi matin. L'ancien président congolais, le général Denis Sassou Nguesso, a été longuement entendu par Omar Bongo (Gabon), Idriss Deby (Tchad), Alpha Oumar Konaré (Mali), Abdou Diour (Sénégal), Ange-Félix Patassé (République centrafricaine), Gnassingbé Eyadéma (Togo), Mathieu Kérékou (Bénin) et Obiang Nguema Mbasogo (Guinée-Equatoriale) et par le ministre camerounais des affaires étrangères, Ferdinand Oyono. Bernard Kolélas, nouveau premier ministre congolais, a exposé la position du gouvernement, alors que le président Pascal Lissouba s'entretenait à Kinshasa avec son homologue de la République démocratique du Congo (RDC, ex-Zaïre), Laurent-Désiré Kabila, qui s'est également proposé comme médiateur dans la crise. Opposant, depuis le 5 juin, les partisans du général Sassou Nguesso à ceux du président Lissouba, les affrontements ont fait quelque 4 000 morts à Brazzaville. - (AFP)

Winnie Mandela accusée d'un nouveau meurtre en Afrique du Sud

JOHANNESBURG. Winnie Madikizela-Mandela, l'ex-épouse du président sud-africain, a fait l'objet, dimanche 14 septembre, d'une nouvelle accusation de meurtre par un ancien proche, interrogé par la télévision publique SABC. Il s'agit de la troisième accusation de ce type contre Winnie Mandela, que la ligue des Femmes du Congrès national africain (ANC) a désignée, dimanche, comme sa candidate à la vice-présidence du parti. Jany, un journaliste accordé à la SABC, Jerry Richardson, ancien entraîneur du Mandela Football Club de Winnie, a accusé cette dernière d'avoir commandité, en 1989, le meurtre d'une jeune fille, Kiki Zwane, convaincue que celle-ci était « une informatrice » des services de l'apartheid. « Cela fait partie des terribles choses que j'ai faites, a dit Jerry Richardson. Je veux le raconter à la Commission vérité et réconciliation », chargée de faire la lumière sur les crimes commis du temps de l'apartheid et qui a le pouvoir d'amnistier ceux dont les mobiles étaient politiques. Richardson avait été condamné à la détention à vie en 1991 pour le meurtre, trois ans plus tôt, d'un jeune militant de l'ANC, l'adolescent Stompie Seipei, dans lequel Winnie Mandela est également accusée d'avoir tenté. - (AFP)

Elections législatives sur fond de malaise social en Norvège

OSLO. Plus de trois millions de Norvégiens sont appelés aux urnes, lundi 15 septembre, pour renouveler leur Parlement. Pour mettre fin à dix ans d'hégémonie travailliste, le centre-droit mise sur la lassitude et le mécontentement d'une partie de la population qui réclame une plus large utilisation des richesses pétrolières du pays pour développer des programmes sociaux (création d'hôpitaux, de crèches, d'écoles etc.). Huit partis politiques sont en lice. Le premier ministre sortant, Thorbjørn Jagland, (travailliste) a déclaré qu'il abandonnerait le pouvoir si son parti n'obtenait pas 36,9 % des voix, comme en 1993. Le parti du Progrès de Karl Hagen (extrême-droite), qui a bâti sa campagne contre les « minorités » du pays, Lapots et immigrants, est crédité de 15 % des intentions de vote de même que les Conservateurs, tandis que l'alliance centriste (chrétiens-populaires, centristes et libéraux de gauche) rallierait environ 25 % des voix. - (AFP)

Baisse des droits de douane en Chine

PÉKIN. La Chine a annoncé, dimanche 14 septembre, une baisse de ses tarifs douaniers de 26 % en moyenne sur plus de 4 800 articles à partir du 1^{er} octobre. Aucune précision n'a été donnée sur la nature de ces produits mais le vice-ministre du commerce extérieur, Sun Zhenyu, avait mentionné, jeudi 11 septembre, les biens d'équipement importés par les sociétés de haute-technologie financées avec des capitaux étrangers. En mars 1996, la Chine avait déjà réduit ses taxes à l'importation de 30 % en moyenne. Selon l'agence Chine Nouvelle, les tarifs douaniers ont été réduits de 60 % au cours des cinq dernières années. L'accès limité de son marché constitue jusqu'à présent l'un des principaux obstacles à l'entrée de la Chine dans l'Organisation mondiale du commerce (OMC). - (AFP)

DÉPÊCHES

■ AFGHANISTAN : les talibans continuent de perdre du terrain dans la région de Mazar-i-Sharif (nord de l'Afghanistan) face aux forces de l'opposition qui poursuivaient, dimanche 14 septembre, leur contre-offensive. Cette nouvelle donne coïncide avec le retour au pays du général Rashid Dostom, en passe de reprendre le pouvoir au détriment du général Malik. - (AFP)

■ MAROC : l'ancien président zairais, Mobutu Sese Selo, mort en exil le 7 septembre à Rabat, des suites d'un cancer de la prostate, a été inhumé samedi 13 septembre dans la capitale marocaine dans la plus grande discrétion, presque en catimini. Il repose désormais au centre du cimetière européen de Rabat, en terre africaine mais loin de Tisala, son village natal sur la rive du fleuve Congo. - (AFP)

ESPRIT

Août-sept. 1997

Les Modernes en mal d'amour

Renseignements : 01 43 04 08 33

كندا جوي

« Les pauvres d'entre les pauvres » on été exclus des obsèques de Mère Teresa

Une cérémonie digne mais sans gestes forts

CALCUTTA
de notre envoyé spécial
Des centaines de milliers de personnes, selon des estimations fortement imprécises, ont suivi, samedi 13 septembre, dans les rues de Calcutta, les obsèques nationales de Mère Teresa. C'est à la fois peu et beaucoup. Peu, si on se souvient que la capitale du Bengale-Occidental compte plus de douze millions d'habitants. Beaucoup, lorsqu'on sait qu'au-delà de sa popularité personnelle, Mère Teresa était restée, pour la majorité de la population indienne, une figure de l'étranger et des classes aisées. De même, faut-il rappeler que les chrétiens sont extrêmement minoritaires. L'Eglise catholique ne touche que 2 % des Indiens, surtout dans deux Etats du sud, le Kerala et le Tamil Nadu.

Dans ces conditions, toute comparaison avec le succès populaire des obsèques de Lady Diana, une semaine plus tôt à Londres, ne pouvait qu'être fallacieuse. Dimanche 14, la presse et les habitants de Calcutta se disaient au contraire frappés par la ferveur des cérémonies et le respect du deuil national dans une ville qui n'est pas un modèle de discipline. De nombreux magasins et entreprises avaient tiré leurs rideaux. Des rues du centre-ville, que ne traversait pas le cortège funèbre, étaient vides. « On se serait cru un jour de grève », assure un témoin. Les images les plus fortes, des obsèques de Mère Teresa resteront les dernières : celles du retour de la dépouille mortelle, samedi après-midi, à la « Maison de la mère », rue A.J.C.-Bose, quartier général de la communauté des Missionnaires de la charité. Précédés de joueurs de cornemuses, huit ghirchos en grand uniforme ont transporté le cercueil, toujours ouvert, à sa dernière demeure. C'est là que la population la plus modeste, grimpée sur les arbres, les toits ou les pieds dans la boue, a pu libérer son émotion et que les religieuses, les jarnes aux yeux, ont jeté le sable dans la tombe de « leur » mère.

Mais c'est devant cette maison aussi, sous les fenêtres mêmes de la chapelle funéraire, qu'un détachement militaire tira quatre salves de fusil. A lui seul, ce geste symbolisa toute l'ambiguïté de ces obsèques d'Etat. Les officiers chargés des cérémonies ont eu beau rappeler que ces salves étaient la manifestation suprême de l'honneur rendu à la défunte, la contradiction était trop voyante avec l'action et l'héritage du Prix Nobel de la paix. Personne ne s'y est trompé. « C'est un ange qu'on avait posé sur un canon », titra The Telegraph du dimanche 14 septembre.

« Les pauvres d'entre les pauvres », chers au cœur de Mère Teresa, n'ont pas eu, de loin, la première place. Délégués de leurs différents « foyers », des handicapés, des orphelins, des personnes âgées et malades étaient bien pré-

sents parmi les quinze mille personnes invitées à suivre la messe sur les gradins du stade Netaji, mais leur participation et leurs témoignages furent très limités. Au total, ces obsèques en grandes pompes ne « rassemblaient » pas à Mère Teresa. La célébration fut digne, mais plate. Il aura manqué quelques gestes et phrases fortes qui, huit jours plus tôt à Londres, pour le deuil de Diana, avaient bouleversé le monde et qui n'auraient pas déçu à la « sainte de Calcutta ».

UNANIMITÉ NATIONALE
Mais la congrégation de Mère Teresa pouvait-elle refuser un tel hommage national, décrété par les plus hautes autorités de l'Etat ? A cette question, la réponse est généralement négative à Calcutta, où les pronostics sur l'avenir des Missionnaires de la charité ne sont pas tous optimistes. Du vivant du Prix Nobel, leur sort ne pouvait pas être menacé. Mais, face à la poussée des extrémistes hindous et aux succès électoraux du Bharatiya Janata Party (BJP), la principale force d'opposition qui préconise un retour aux sources de l'hindouisme, la communauté chrétienne de Calcutta ne se sentait guère rassurée (notamment pour l'attribution de visas aux étrangers).

Le climat d'unanimité nationale qui a entouré Mère Teresa a frappé les observateurs locaux. A l'issue de la messe, Anil Behari Vajpayee, le chef du BJP, est lui-même venu déposer une gerbe au pied du cercueil. Ce qui a provoqué quelques ricanements : « C'est comme si le Pen allait déposer une gerbe sur la tombe du fondateur de SOS-Racisme », murmure le responsable d'une ONG française. Mais l'assistanat a aussi réservé un accueil chaleureux à Jyoti Basu, le gouverneur du Bengale-Occidental, dernier Etat de l'Inde à majorité « marxiste », et surtout à Sonia Gandhi, l'épouse de Rajiv, assassiné en mai 1991, qui, par sa présence aux côtés d'Hillary Clinton, de Bernadette Chirac, des reines de Belgique, d'Espagne et de Jordanie, a conforté la stature de « femme d'Etat » que lui prête la rumeur nationale.

Trente pays avaient envoyé une délégation aux obsèques de Mère Teresa. De même, la plupart des traditions religieuses de l'Inde se sont associées à l'hommage rendu à la religieuse catholique. De la cérémonie, les Missionnaires de la charité ne voulaient retenir dimanche que cette trêve nationale, internationale et interreligieuse, observée autour du cercueil et qui, pour leur avenir, est un gage de sécurité. « Comment aurions-nous pu refuser des obsèques officielles, quand on voit l'ensemble des familles nationales ainsi réunies et le monde entier verser toutes ces larmes ? », demandait le Père Joseph Langford, supérieur de la branche sacerdotale des Missionnaires de la charité. Les héritiers de Mère Teresa n'ignorent pas que ce climat d'unanimité ne va pas durer. L'hypothèse que, à l'occasion de telles obsèques, un « marché » ait été implicitement passé entre une congrégation religieuse qui a besoin de telles cautions, et des autorités qui ne souhaitent pas des « funérailles de pauvres » pour ne pas aggraver l'image de la ville, était exprimée à Calcutta.

Pour l'avenir de Mère Teresa dans l'Eglise catholique, ses orphelins ont moins d'inquiétude. Représentant personnel du pape aux obsèques, le cardinal Angelo Sodano, secrétaire d'Etat du Vatican, a déclaré que « pour avoir consacré sa vie à la défense de l'humanité », sa cause était déjà bien avancée dans une procédure de canonisation souvent lourde à Rome. Un miracle doit être attribué au « postulant » avant qu'il soit déclaré « bienheureux », un deuxième pont qu'il devienne saint et soit « porté sur les autels ». Nul ne doute, à Calcutta, que Mère Teresa battra tous les records de vitesse.

Henri Tineq

Le dalaï-lama s'attend à une évolution de la position chinoise sur le Tibet

Le chef tibétain s'initie aux formules d'autonomie dans les régions du nord de l'Italie

Alors que le quinzième congrès du Parti communiste chinois vient de s'ouvrir à Pékin sous le signe de l'accélération de la réforme économique,

le dalaï-lama visite les régions du nord de l'Italie, où il examine les dispositifs d'autonomie pouvant intéresser le Tibet. Le chef spirituel estime que les

dirigeants chinois, « quels que soient leurs efforts pour donner le change », vont être inévitablement soumis à la « loi du changement ».

TRIESTE
de notre envoyé spécial

« Pour le Tibet, je n'attends pas grand-chose de ce congrès ; les mesures répressives sont de plus en plus dures, en particulier contre les religieux, mais, à terme, la Chine ne peut pas ne pas évoluer. Les autorités elles-mêmes affirment que les réformes vont continuer, et par la force des choses, des changements vont se produire. » Alors que s'ouvrait à Pékin le quinzième congrès du Parti communiste chinois, tel est le sentiment exprimé vendredi 12 septembre par le dalaï-lama à Trieste, dernière étape d'une tournée que le chef spirituel tibétain vient d'effectuer dans les provinces autonomes du nord de l'Italie.

« Le plus important pour moi, explique le dalaï-lama, c'est d'assurer la survie du peuple tibétain et de sa culture, ce qui pourrait se réaliser dans le cadre d'une autonomie véritable qui sauvegarderait l'essentiel. La possibilité de l'autonomie existe dans la Constitution chinoise et serait de l'intérêt des deux peuples, mais elle n'a jamais été appliquée

dans son sens réel ». Et le dalaï-lama d'ajouter : « Qu'ils l'observent ou non, les responsables chinois sont, eux aussi, soumis à la loi du changement, ils le savent et ne peuvent y échapper, quels que soient leurs efforts pour danner le change. »

C'est précisément pour se familiariser avec le fonctionnement de l'autonomie de ces régions, notamment dans les domaines linguistique, culturel et économique, que le dalaï-lama s'est rendu dans le Haut-Adige et le Frioul-Vénétien.

En avril, il avait accepté, pour les mêmes raisons, l'invitation du gouvernement régional basque espagnol, car il estime qu'« une véritable autonomie pourrait être une solution pour le Tibet ».

PRINCIPES DE TOLÉRANCE

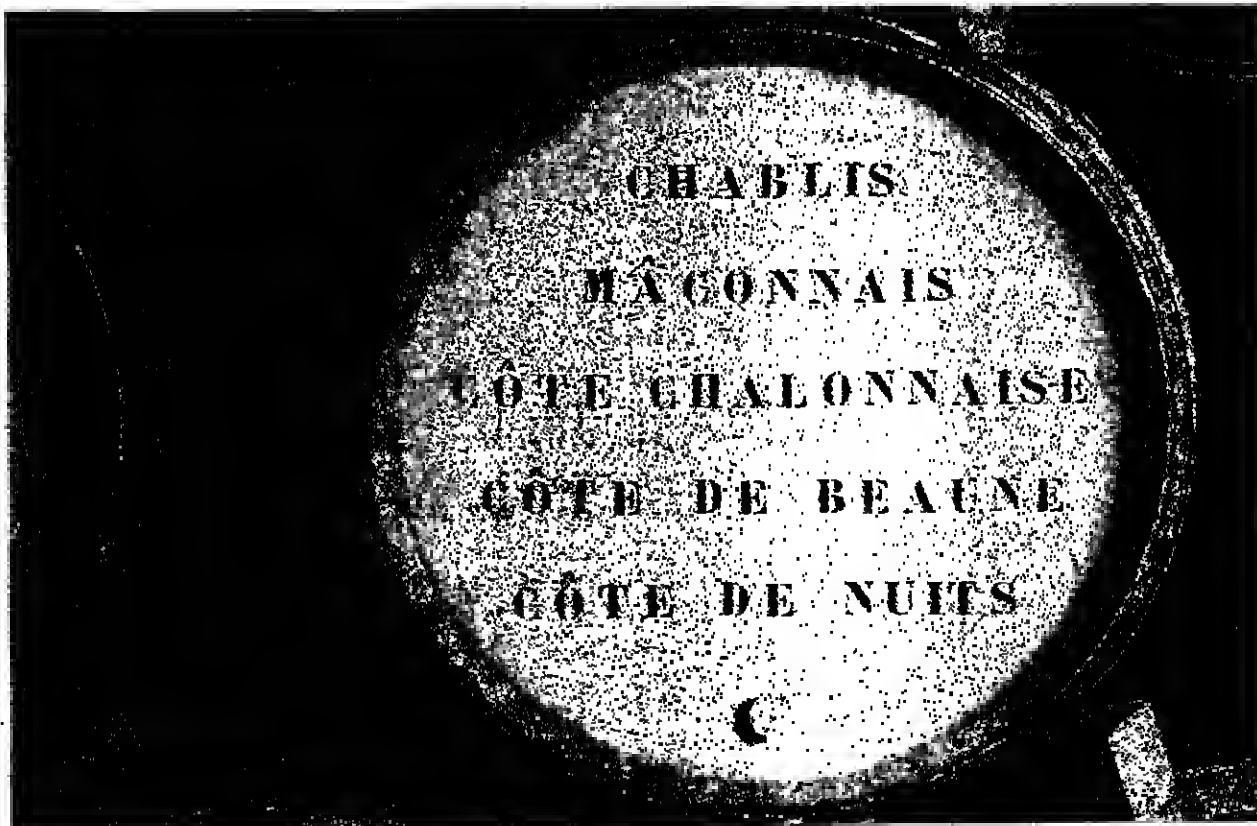
Dans le Haut-Adige, le chef spirituel tibétain a pu étudier pendant trois jours le statut d'autonomie de cette province italienne de langue allemande située à la frontière autrichienne. « A Balzano,

précise le dalaï-lama, le président du gouvernement local m'a expliqué de manière très claire et très simple ce qu'était l'autonomie de sa région et j'ai pu ainsi apprendre et voir ce qui peut être appliqué à la réalité de mon pays. »

A Trieste, où il a reçu le titre de docteur honoris causa de l'université, le dalaï-lama a tenu à rappeler, aux portes des Balkans, les principes de tolérance et de respect de l'autre pour le bien de tous. A Gorizia, une ville sur la frontière italo-slovene, dont il a été fait citoyen d'honneur, il a pu prendre la mesure des complexités de ce point de convergence entre cultures italienne et slovene, germanique et suisse : « Les temps de division entre communautés, a-t-il dit, appartiennent au passé, dans un monde de plus en plus interdépendant. Dans ces conditions, il est indispensable de dialoguer pour régler les différends. » Et de renouveler sa disponibilité à se rendre « dès demain à Pékin pour discuter sérieusement du statut du Tibet ».

Jean-Claude Buhrer

Devant nos cinq vignobles, comment rester de bois ?



Dégustez un Bourgogne entre amis et observez : finies les idées reçues et la langue de bois ! La joie de découvrir s'exprime simplement. Avec 96 appellations en Bourgogne, il y a de quoi être étonné. Avis à tous les amoureux de la vie !

LES NOUVEAUX AMATEURS DE BOURGOGNE

Chablis/Auxerrois - Mâconnais
Côte Chalonnaise - Côte de Nuits
Côte de Beaune

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ.

Photo : J. P. Muzard - Beaune

GOUVERNEMENT Lionel Jospin répond, dans un entretien accordé au *Monde*, aux questions soulevées par l'action de son gouvernement depuis trois mois et par les projets qui

sont les siens. Il explique sa conception du pluralisme au sein de la majorité et du gouvernement et sa vision de la cohabitation avec Jacques Chirac « dans le respect des rôles de cha-

que ». • LA CONFÉRENCE sur les salaires, l'emploi et la durée du travail, que prépare Martine Aubry, se réunira le 10 octobre, annonce le premier ministre. Il précise les enjeux de cette

conférence, en écartant le slogan « trente-cinq heures payées trente-neuf ». • SUR LE PLAN EUROPÉEN, M. Jospin rappelle que l'union monétaire est l'objectif central de son gou-

vernement. Il précise le contenu de ses conversations avec Helmut Kohl au sujet de la coordination des politiques économiques, que la monnaie unique rendra nécessaire.

Lionel Jospin veut allier objectifs « clairs » et moyens « souples »

Dans un entretien au *« Monde »*, le premier ministre précise les principes de l'action qu'il entend conduire dans les semaines à venir. La conférence salaires-emploi-temps de travail se réunira le 10 octobre. Les partis républicains seront consultés en octobre sur le cumul des mandats

« Quel bilan faites-vous après trois mois de gouvernement ?

— Nous avançons, avec la volonté de traiter réellement les problèmes. Nos objectifs sont clairs, et nos moyens sont souples. Quels sont nos objectifs ? L'emploi, la croissance, la réduction des inégalités, le renouveau de la vie publique, la sécurité de nos concitoyens, le rééquilibrage de l'Europe, la préparation de la France à l'avenir. Et si nous voulons de la souplesse dans l'utilisation des moyens, c'est que nos sociétés sont trop complexes pour être conduites brutalement. Nous essayons donc d'agir avec méthode et d'avancer progressivement. Surtout, nous ne prenons pas les Français de haut, mais nous comptons sur ce qu'ils pensent et de ce qu'ils souhaitent. La multiplicité des dialogues que nous avons commencé à engager, notamment avec les partenaires sociaux, avec le monde associatif, sur un certain nombre de dossiers, atteste cette volonté.

— Le caractère « pluriel » de votre majorité et de votre gouvernement ne réduit-il pas l'efficacité de votre action ? Sur les modifications des lois Pasqua et Delors sur l'ouverture du capital de France Télécom, on a entendu des voix discordantes...
— Mais la société elle-même est plurielle ! Alors, elle me plaît, la diversité de mon gouvernement ! L'échange des idées a lieu, le travail est collectif, chacun peut s'exprimer et est sûr d'être écouté et respecté. C'est pourquoi, quand les convergences s'opèrent, elles ne sont pas artificielles. Plus qu'un membre de parti, chaque ministre est un membre du gouvernement à part entière.

— Je voudrais insister surtout sur la qualité des femmes et des hommes qui m'entourent. Ils ne sont pas cyniques, mais réalistes et professionnels. Ils ne sont pas naïfs, mais enthousiastes. Ce ne sont pas des politiciens, mais ce sont des politiques. Alors, vous pensez bien que je ne vais pas leur interdire le droit à la parole !

— Vous admettez donc qu'un ministre, Dominique Voynet ou un autre, puisse émettre publi-

quement une opinion qui ne soit pas strictement conforme à celle que vous défendez...
— Il y a une liberté des personnes et une solidarité des ministres. Les tonalités peuvent varier, mais, pour ce qui concerne l'action du gouvernement, nous dégagons toujours un point de vue commun et cohérent. C'est le cas avec Dominique Voynet.

— Comment avez-vous accueilli les propos de Claude Allègre, qui ont suscité une levée de bouillottes dans le monde enseignant ?
— Claude Allègre est un scientifique, un universitaire, qui connaît très bien le système éducatif pour l'avoir vécu de l'intérieur. Il n'entend pas conduire l'éducation nationale avec le souci de ménager une carrière politique. Donc, il va rompre avec l'immobilisme précédent et faire avancer les choses. C'est nécessaire. Les problèmes qu'il a soulignés sont réels, même s'ils concernent une petite minorité d'enseignants. L'ensemble du corps enseignant accomplit sa tâche, difficile, avec une très grande conscience professionnelle. Qu'on regarde aussi l'action engagée dans ce ministère, et pas seulement les propos ! Quant à ceux-ci, on peut parfois y mettre un peu de polissage...

— Claude Allègre est un scientifique, un universitaire, qui connaît très bien le système éducatif pour l'avoir vécu de l'intérieur. Il n'entend pas conduire l'éducation nationale avec le souci de ménager une carrière politique. Donc, il va rompre avec l'immobilisme précédent et faire avancer les choses. C'est nécessaire. Les problèmes qu'il a soulignés sont réels, même s'ils concernent une petite minorité d'enseignants. L'ensemble du corps enseignant accomplit sa tâche, difficile, avec une très grande conscience professionnelle. Qu'on regarde aussi l'action engagée dans ce ministère, et pas seulement les propos ! Quant à ceux-ci, on peut parfois y mettre un peu de polissage...

COHABITATION

« Le respect des rôles de chacun et un climat de cordiale courtoisie »

— Quel jugement portez-vous sur la manière dont se déroule la cohabitation ? L'Elysée a fait savoir qu'il regretterait le départ de Christian Blanc de la présidence d'Air France...
— C'est très exactement ce que le gouvernement a dit lui-même. Mais il n'appartient pas au patron d'une entreprise publique, quel qu'il soit, d'imposer ses conditions à l'Etat.

— C'est très exactement ce que le gouvernement a dit lui-même. Mais il n'appartient pas au patron d'une entreprise publique, quel qu'il soit, d'imposer ses conditions à l'Etat.



LIONEL JOSPIN

— Vous n'avez donc pas accueilli ce commentaire de l'Elysée comme une critique ? Pourtant, le chef de l'Etat ne se prive pas de manifester, en certaines circonstances, ses désaccords...
— La cohabitation se déroule dans le respect des rôles de chacun et dans un climat de cordiale courtoisie. Je m'attache donc à ma mission, qui est de gouverner, sans autre commentaire.

— Vous dites-vous que vous allez peut-être bénéficier d'une chance que n'ont pas connue vos prédécesseurs ? Après la récession, puis la croissance molle, la reprise économique semble enfin en vue...
— Je me dis surtout que le gouvernement doit tout faire, pour ce qui dépend de lui, afin d'accompagner — en l'encourageant — cette reprise économique. Nous devons veiller à ce que la demande intérieure prenne le relais des exporta-

tions pour fortifier notre croissance. La demande, on le sait, c'est la consommation, mais aussi l'investissement. La consommation vient des ménages, et l'investissement des entreprises. Il faut donc encourager les premiers sans pénaliser les secondes. C'est pour quoi nos mesures doivent être équilibrées.

— Dans la préparation du budget de 1998, vous n'avez pas eu

autres choix que de faire des économies et de limiter l'évolution des dépenses au niveau de celle des prix...
— Il y a des choix dans le budget que nous préparons : faciliter la reprise économique, limiter le déficit, ne pas accroître les prélèvements obligatoires, introduire plus d'équité dans notre système fiscal, rééquilibrer les prélèvements sur les revenus du travail et ceux du capital, mobiliser l'épargne vers les PME, affirmer de grandes priorités dans les dépenses : emploi, logement, éducation, justice, sécurité, culture, recherche. Ce n'est pas rien.

BUDGET

« Il y a des marges de manœuvre, pour peu qu'on veuille les utiliser »

— Vous mesurez, à votre tour, que les marges de manœuvre économiques sont étroites...
— C'est précisément parce que les marges de manœuvre ne sont pas considérables qu'il faut les utiliser à plein. Et pas à contresens, comme l'ont fait mes deux prédécesseurs en alourdissant les prélèvements et en frappant les ménages. Il y a des marges, pour peu qu'on veuille les utiliser. Et c'est bien l'intention du gouvernement que d'en jouer pleinement, dans plusieurs directions qui constituent les priorités que j'ai soulignées.

— Dans la préparation du budget de 1998, vous n'avez pas eu

autres choix que de faire des économies et de limiter l'évolution des dépenses au niveau de celle des prix...
— Il y a des choix dans le budget que nous préparons : faciliter la reprise économique, limiter le déficit, ne pas accroître les prélèvements obligatoires, introduire plus d'équité dans notre système fiscal, rééquilibrer les prélèvements sur les revenus du travail et ceux du capital, mobiliser l'épargne vers les PME, affirmer de grandes priorités dans les dépenses : emploi, logement, éducation, justice, sécurité, culture, recherche. Ce n'est pas rien.

— Vous mesurez, à votre tour, que les marges de manœuvre économiques sont étroites...
— C'est précisément parce que les marges de manœuvre ne sont pas considérables qu'il faut les utiliser à plein. Et pas à contresens, comme l'ont fait mes deux prédécesseurs en alourdissant les prélèvements et en frappant les ménages. Il y a des marges, pour peu qu'on veuille les utiliser. Et c'est bien l'intention du gouvernement que d'en jouer pleinement, dans plusieurs directions qui constituent les priorités que j'ai soulignées.

— Dans la préparation du budget de 1998, vous n'avez pas eu

Claude Allègre avant « polissage »

Peu après sa nomination comme ministre de l'éducation nationale, Claude Allègre fait part à ses interlocuteurs syndicaux de son intention de « dégraisser le « mammoth » éducation nationale, trop souvent traité d'« armée rouge » (Le Monde du 25 juin). En visite dans une école d'Evry le 4 septembre, jour de la rentrée, le ministre déclare : « Il y a beaucoup d'absentéisme dans l'éducation nationale, et il faut mettre fin à cela. 12 % d'absentéisme (M. Allègre reconnaît son erreur le lendemain, le chiffre officiel étant inférieur à 6 %) c'est beaucoup trop. (...) On n'a pas droit à des congés de maladie systématiques... »

Le 10 septembre, lors des journées parlementaires socialistes à Montpellier, le ministre revient à la charge : « Les enseignants ont quatre mois de vacances et, en plus, ils prennent leurs congés formation sur la scolarité ». Interrogé le lendemain sur TF1, M. Allègre a indiqué que ses critiques ne visaient pas les « 90 % des enseignants, qui font merveilleusement leur travail ».

« La réduction du temps de travail ne pourra se faire qu'avec les entreprises »

« La création de trois cent cinquante mille emplois pour les jeunes dans le secteur privé est à l'ordre du jour de la conférence nationale sur les salaires, l'emploi et le temps de travail. Que comptez-vous faire pour stimuler les entreprises ?

— Nous n'oublions certes pas l'emploi des jeunes dans le privé. Le gouvernement commence par prendre les initiatives qui relèvent directement de lui et à exprimer une volonté nationale. A partir du moment où l'Etat met des moyens, donne un élan, une impulsion, où il trouve des partenaires qui acceptent sa démarche et prennent le relais — les collectivités locales, où il y a un écho chez des élus de toutes sensibilités, dans le mouvement associatif ou social —, je suis convaincu que cela exercera un effet d'entraînement sur les entreprises. Il y a déjà quelques grandes entreprises qui sont intéressées par notre démarche et qui amorcent des démarches dans cette direction.

— Mais à quoi va servir au juste la conférence nationale sur l'emploi, les salaires et le temps de travail ?

— Je voudrais d'abord vous annoncer, après consultation, que la conférence se tiendra le 10 octobre. A quoi va-t-elle servir, me dites-vous ? Cela ne sera pas un rendez-vous à l'occasion duquel nous les problèmes — emploi, salaires, temps de travail — vont

être traités et, surtout, résolu d'un coup. Martine Aubry et moi-même, de nombreux rendez-vous avec les acteurs sociaux. Ce sera, le 10 octobre, un moment un peu plus solennel, une rencontre ensemble, où ces trois grandes questions seront abordées ensemble, mais nous n'abandonons pas y réinventer la politique des revenus, dans une grande conférence où on déciderait de tous les objectifs de la politique économique. Vouloir cela, ce serait démesuré et irréaliste.

— Ce sera, concrètement, le moment d'un diagnostic, d'un échange. Le gouvernement proposera l'ouverture d'un certain nombre de processus de négociations. Certains se feront même sans doute directement entre partenaires sociaux.

— Avec un suivi de ces négociations ?

— Oui, bien sûr. On pourrait se retrouver plus tard pour faire le point. Ce qui est important aussi, c'est l'état d'esprit. S'agissant de la réduction du temps de travail, elle ne se fera pas contre les entreprises. Je le sais dans l'expectative, voire dans l'inquiétude. Aussi, je le dis nettement, la réduction du temps de travail est affaire de volonté collective, elle ne pourra se faire qu'avec les entreprises, pour l'emploi. — Cela veut dire que vous ne voulez pas afficher un slogan du

type « trente-cinq heures payées trente-neuf » ?

— Ce slogan n'est pas nôtre. Il serait anti-économique.

— Dans le programme socialiste, il est question de diminution du temps de travail sans baisse de rémunération...

— Ça, c'est clair. Nous ne sommes pas venus au gouvernement pour programmer la baisse des salaires !

— Si, en augmentant la masse salariale, vous cherchez à privilégier l'emploi par rapport aux salaires, cela ne signifie-t-il pas une nouvelle vague salariale pour créer des emplois ?

— Non. Il faut tenir compte, tout à la fois, de la nécessité de créer des emplois, de la volonté des salariés de préserver leurs rémunérations, des contraintes des entreprises exposées à la compétition. Qu'est-ce qui permet de relier ces exigences ? Le temps, la souplesse, la réorganisation de la production, l'apport financier de la puissance publique et, bien sûr, la négociation...

— Comment envisagez-vous l'articulation entre la future loi-cadre et les négociations ?

— Le gouvernement fixe un cap et un cadre, naturellement une date. Mais il laisse toute sa place à la négociation. Et il distingue aussi selon la taille des entreprises. Dans le temps ménagé, bien sûr, il faut agir. Nous y aidons.

— Jamais, dans le passé, les socialistes n'avaient retenu pour objectif une stagnation, en volume, des crédits budgétaires...
— Peut-être, mais comme nous héritons d'une dette trop forte des comptes publics, il nous faut bien réagir. Et puis la France entend, comme la quasi-totalité des pays de l'Union européenne, réaliser l'objectif des 3 % et participer à la monnaie unique. Pour moi, l'euro c'est pas une contrainte ; c'est un projet économique qui peut aider à affirmer l'Europe face à la puissance économique américaine. A condition, naturellement, de ne pas se limiter à la monnaie...

— Que devient le plan de redressement de la Sécurité sociale d'Alain Juppé ?
— Ce plan n'a pas été très efficace. La meilleure preuve, c'est qu'il y a un écart considérable entre les objectifs annoncés de redressement des comptes sociaux et la réalité : le déficit restera majeur...
— Il faut donc reprendre les choses dans la perspective qui a toujours été la nôtre, celle de la maîtrise des dépenses de santé. Mais, là encore, nous avons voulu être réalistes et pragmatiques, puisque nous héritons d'une situation donnée. Nous n'avons pas voulu bouleverser certains mécanismes ou dispositifs actuels, tant que nous n'en avions pas encore mis au point de nouveaux, mieux adaptés et plus efficaces. C'est ce à quoi travaillons, parmi d'autres dossiers importants, Martine Aubry.

— A quelle échéance voulez-vous arriver à l'équilibre des comptes sociaux ?
— Nous nous fixons comme objectif d'arriver à l'équilibre en 1999.
— Quelle est votre stratégie pour les entreprises publiques et, pour commencer, pour Air France ?
— Tous ceux qui connaissent bien le problème d'Air France, y compris ceux qui sont pour sa privatisation — et je n'en suis pas sûr — savent que celle-ci n'a pas de sens aujourd'hui, tout simplement parce que l'entreprise n'est pas en état d'être vendue. Donc, il était absurde de demander cette privatisation au gouvernement. Que des mises sur le marché soient utiles, que des participations croisées puissent être réalisées, que des alliances soient nécessaires à la constitution d'un groupe de taille mondiale, que des actions soient distribuées au personnel, nous en sommes d'accord. Le ministre compétent, Jean-Claude Gaysot, l'a d'ailleurs marqué. Mais qu'on n'essaye pas de nous faire prendre le prétexte idéologique ou politique de la privatisation pour une nécessité économique ! Dans cette affaire, à aucun moment le dogmatisme n'a été du côté du gouvernement.

IMPOTS

« Nous mettons en œuvre les premiers éléments d'une réorientation de notre fiscalité »

— Vous paraissez bien prudent en matière fiscale...

— Nous adoptons une démarche progressive. Dès maintenant, nous mettons en œuvre les premiers éléments d'une réorientation de notre fiscalité. Nous équilibrons les efforts demandés aux entreprises et aux ménages ; pour la première fois depuis 1990, les prélèvements obligatoires n'augmenteront pas plus vite que la richesse nationale ; nous rapprochons la taxation du capital et celle du travail ; nous réduisons les inégalités fiscales quand leur effet d'inflation économique ne les justifie pas ; nous cherchons à aider les PME, nous réalisons certains allègements fiscaux en faveur de la consommation.

— D'autres étapes — sur la fiscalité du patrimoine, la fiscalité locale, la fiscalité « écologique » — seront engagées ensuite, après une réflexion et une concertation préalables, à l'initiative de Dominique Strauss-Kahn.

— Etes-vous favorable, à moyen ou long terme, à la baisse des impôts ?

— Les comptes publics que nous ont laissés nos prédécesseurs ne nous ont pas facilité la préparation de ce projet de loi de finances pour 1998, mais, si la croissance revient, nos marges seront autres, et nous pourrions alors envisager d'alléger globalement l'impôt. Je ne souhaite pas en faire un effet d'an-

M. Hollande sera élu le 27 novembre à la tête du PS

Le Parti socialiste réunira son congrès national, à Brest, du 21 au 23 novembre. Après le congrès, le 27 novembre, le successeur de Lionel Jospin à la tête du PS sera élu au suffrage direct des militants. François Hollande, élu premier secrétaire délégué par le conseil national le 17 juin — M. Jospin restant premier secrétaire —, sera alors officiellement intronisé. Il devrait avoir comme concurrent Jean-Luc Mélenchon, qui anime la Gauche socialiste avec Julien Dray et Marie-Noëlle Lienemann.

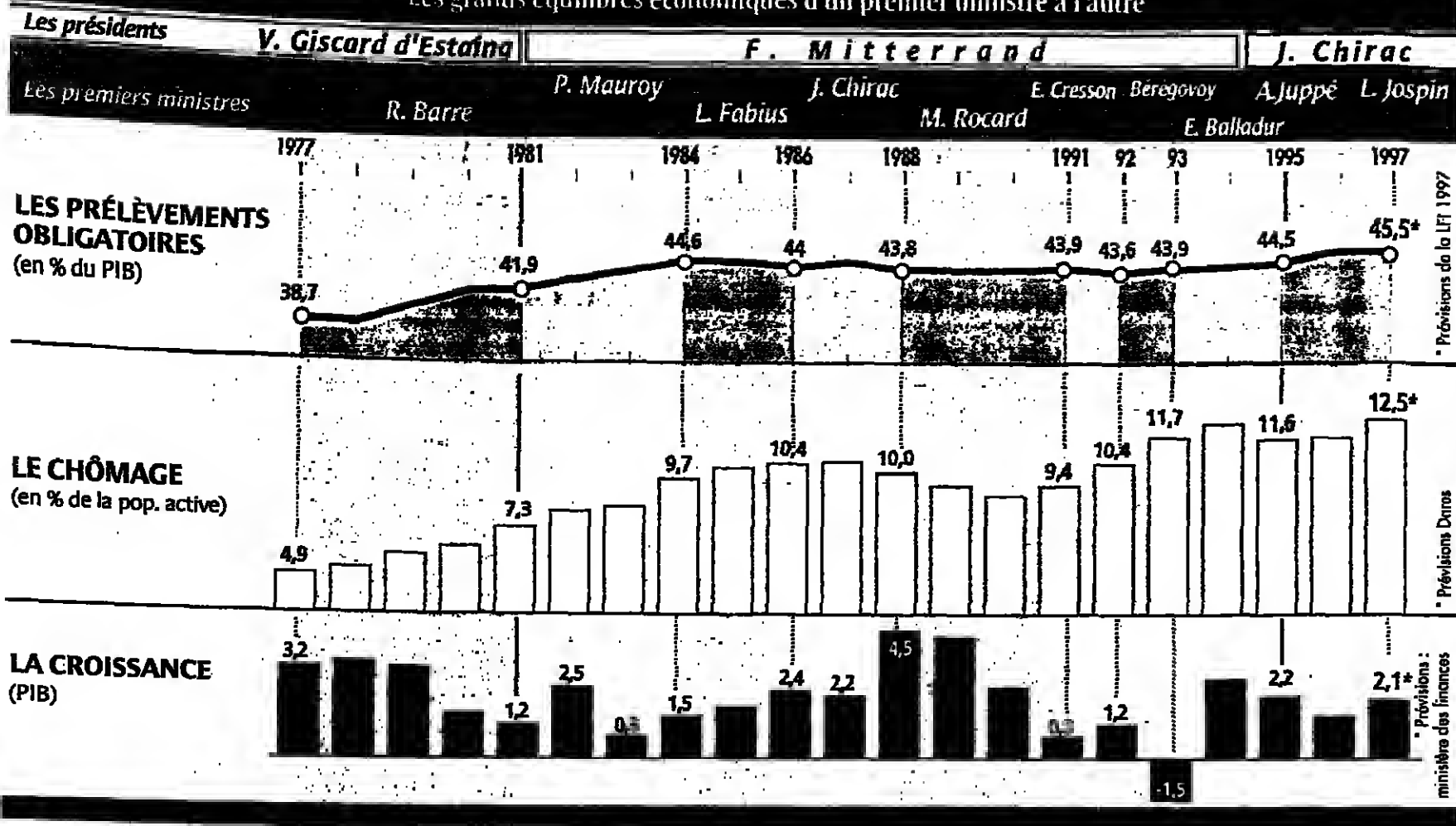
En vue du congrès, huit contributions ont été déposées, celles de M. Hollande et du secrétaire national, celles de Daniel Vaillant, de Laurent Fabius, d'Henri Emmanuelli, de Louis Mermaz, de Jean-Marie Bockel, des amis de Jean Popereau et de la Gauche socialiste. Le 27 septembre, lors de la réunion dite « de synthèse » du conseil national, les contributions se transformeront en motions (sur lesquelles les militants votent). Deux textes devraient rester en compétition : une motion « majoritaire » et une motion de la Gauche socialiste.

DETAILLANT GROSISTE
MATÉLAS & SOMMIERS
CANAPES SALONS CLIC-CLAC
MOBECO
01 42 00 71 00 - 71 7

RAFAL
Face à la gare St-Lazare
Habille les hommes
GRANDS FORTS
15, place du Havre
Paris 8^e - Tél. : 01-43-67-34-84
NCE
18, av. J.-Médéric
C.C. CAP 3000
LYON ROURY
80, rue E.-Herriot

Je vis ici

Les grands équilibres économiques d'un premier ministre à l'autre



Sur quels critères jugez-vous qu'une entreprise relève du secteur public ou non ?

Il y a un certain nombre de situations dans lesquelles le maintien dans le secteur public s'impose : quand l'entreprise exerce son activité avec une mission de service public dans un domaine non concurrentiel ; quand l'entreprise exerce une activité jugée stratégique. Mais il peut arriver que dans certains secteurs — je pense à l'électronique de défense, à l'aéronautique, au transport aérien, aux télécommunications — il soit absolument indispensable, pour constituer des ensembles puissants, pour résister à la tentation hégémonique américaine, de nouer des alliances et pour cela d'ouvrir le capital. Quand nous le ferons, ce sera autour d'une stratégie industrielle, pour préserver nos intérêts nationaux, en veillant aussi aux intérêts particuliers de l'Etat, et non pas au nom d'un a priori idéologique, quel qu'il soit. Aujourd'hui, c'est la droite qui est idéologique.

Cela peut-il aller jusqu'à la vente de la totalité du capital ?

Si une entreprise peut assurer son développement en restant publique, j'y suis assurément favorable. Il peut être nécessaire pour une entreprise publique d'ouvrir son capital : pour constituer un plus grand groupe, ou fait des alliances — avec une autre entreprise française ou avec une entreprise européenne —, avec des participations croisées, et l'Etat reste majoritaire. Mais si l'on poursuit le processus d'aggrégation, qu'on fait rentrer de nouveaux partenaires, privés, il y a un moment où, pour un certain nombre de raisons, y compris éthiques, il peut être envisagé que les capitaux publics deviennent minoritaires.

Je ne m'y refuserai pas par principe, si c'est, incontestablement, avec la justification d'un vrai projet industriel et s'il n'y a pas d'autres moyens de défendre nos intérêts nationaux et d'assurer la pérennité de nos grandes entreprises.

Il va de soi que, dans cette hypothèse, l'Etat prendra ses précautions et veillera à préserver les in-

térêts de la France de façon déterminante et durable.

Qu'est-ce que cela induit comme doctrine des socialistes sur l'avenir du secteur public ?

Je viens de donner quelques points de repère. Mais je ne verrais que des avantages à ce que les socialistes approfondissent leur réflexion collective sur ces questions. Cela ne veut pas dire qu'ils doivent être doctrinaires. J'ai constaté que ce sont souvent les plus doctrinaires en théorie qui se révèlent les plus opportunistes en pratique.

CUMUL DES MANDATS

« Bien évidemment, je n'ai rien décidé »

Le Parti socialiste ne devrait-il pas, quand même, clarifier ses positions plutôt que de réagir au coup par coup ?

Je trouve ses positions cohérentes.

La Gauche socialiste parle d'une « autre cohérence ».

Mais, justement, elle n'a pas de cohérence ! Que nous proposons ? De provoquer des « crises » comme mode de solution des problèmes de notre société. Les socialistes ne se paient plus de mots. Ils savent très bien qu'avec une telle ligne, nous n'aurions pas gagné, que nous ne pourrions gouverner et que nous serions rapidement rejetés. J'ai, heureusement, une autre espérance.

Le PS doit-il, selon vous, faire un aggiornamento lors de son congrès ?

Bien sûr ! Symboliquement, j'ai quitté le poste de premier secrétaire du Parti socialiste en devenant premier ministre. C'est François Hollande qui assume maintenant cette responsabilité. Le gouvernement qui, nous l'avons dit, est pluraliste, ne doit pas avoir le monopole des débats, dans l'économie comme dans les autres domaines.

C'est-à-dire ?

La question du rapport avec les Français ne se joue pas seulement sur les questions économiques et sociales, aussi importantes soient-elles. La relation se joue aussi grâce à une façon de gouverner, à une manière d'être des gouvernants et à l'attention portée aux évolutions sociales et culturelles auxquelles les Français sont particulièrement sensibles.

L'approche républicaine du dossier de l'immigration — à laquelle s'attache tout particulièrement Jean-Pierre Chevènement —, la volonté de limiter le cumul des mandats, notre ferme intention d'assurer la rénovation de la justice et son indépendance par rapport aux interventions politiques, notre souci de mieux garantir la déontologie publique — je pense à la police, aux écoliers et au secret-défense —, tous ces projets suscitent l'intérêt des Français.

Quand prévoyez-vous de consulter les formations politiques sur la limitation du cumul des mandats ?

Dès le mois d'octobre, si leurs responsables le veulent bien. On ne convoque pas ceux qu'on veut consulter. Je prendrai donc contact bientôt avec les responsables des grands partis républicains pour être sûr qu'ils acceptent la démarche. J'ai entendu Philippe Séguin dire qu'on ne peut pas proposer une concertation et avoir déjà décidé. Bien évidemment, je n'ai rien décidé. Mais que le gouvernement ait des propositions à faire ne devrait tout de même pas surprendre.

Certains, y compris au PS, vous reprochent d'annoncer une démarche trop lente sur le cumul, en faisant en sorte que la loi ne s'applique qu'après les prochaines élections.

Si les parlementaires sont prêts à voter un texte limitant plus strictement le cumul des mandats avant même les élections régionales et cantonales, ce n'est pas moi qui m'y opposerai.

Contraindre les parlementaires à ne pas cumuler leur mandat avec une fonction exécutive locale ne suppose-t-il pas de révaloriser d'abord le rôle du Parlement ?

Quand des hommes et des femmes ont tout le temps d'exercer une mission, ils tendent forcément à la révaloriser. L'histoire des institutions le montre. Si les parlementaires, par exemple, pouvaient se consacrer essentiellement à leur fonction de représentant de la nation, cela nous conduirait, d'abord en fait, puis en droit, à une valorisation du rôle du Parlement. Les évolutions s'imposeraient d'elles-mêmes.

EURO

« Nous sommes décidés à faire l'union monétaire et nous prenons les moyens pour y parvenir »

Le débat européen rebondit en Allemagne au moment où il paraît clos en France. Cela vous inquiète-t-il ?

Je me réjouis qu'il ait peu de gloire, dans la vie politique française, sur le rendez-vous de la monnaie unique. C'est une preuve de calme, de volonté et de détermination. Nous sommes, il est vrai, dans une situation différente de nos amis allemands, car les élections législatives ne sont pas devant nous, mais derrière nous.

Nous sommes décidés à faire l'union monétaire et nous prenons les moyens pour y parvenir. Le fait d'avoir une monnaie unique soulève, il est vrai, des questions nouvelles. J'ai dit au chancelier Kohl, lors de notre récente rencontre, que dans l'esprit des Français et, notamment, dans celui du gouvernement, le fait de poser le problème de la coordination des politiques économiques n'avait pas pour objet de limiter l'indépendance de la banque centrale européenne. Le principe de cette indépendance est maintenant accepté.

Les déclarations du gouverneur de la Banque de France, Jean-Claude Trichet, sur la CSG ne vous choquent-elles pas ?

Elles relèvent de sa libre opinion. Nous acceptons donc l'indépendance de la banque centrale européenne. Simplement, nous sommes convaincus qu'on n'a pas mesuré les conséquences d'une monnaie unique pour huit, dix pays européens, voire plus. La monnaie unique nécessite une concertation des politiques économiques. Je précise que cette concertation n'implique pas que les politiques économiques deviennent des politiques communautaires. Elles vont rester nationales, mais elles ont besoin d'être coordonnées. Et les lieux existent pour le faire. Il me semble que j'ai été bien compris par le chancelier Kohl.

Le sommet sur l'emploi sera-t-il une sorte d'amorce de cette concertation ?

L'emploi est un problème majeur. Je ne crois pas pour autant qu'il résume l'ensemble des débats sur la concertation des politiques économiques. Le sommet sur l'emploi permettra de porter l'accent sur une question cruciale en Europe, où les taux de chômage sont plus élevés qu'ailleurs. Cette focalisation sur l'emploi est une bonne chose par rapport aux dominantes de la politique européenne de ces dernières années. L'en attends, à la fois, des premiers résultats concrets et des orientations pour l'avenir.

La concertation des politiques économiques constitue une démarche d'ensemble qui recouvre le budget, l'investissement ainsi que la fiscalité qui a été mise à l'ordre du jour de nos débats par la présidence luxembourgeoise. Ce dont je me félicite. Il n'y aurait pas de sens en effet, à harmoniser le droit de la concurrence et à établir une charte sociale sans rechercher aussi l'harmonisation fiscale, au moins sur les capitaux. L'Europe n'a pas à sécréter ses propres « paradis fiscaux ».

Les Allemands ne veulent pas de dépenses nouvelles.

Nous sommes d'accord pour ne pas envisager de dépenses budgétaires communautaires nouvelles.

ALGÉRIE

« Ceux qui se battent pour la liberté et la démocratie ne doivent pas se sentir isolés »

Il vous est arrivé, dans le passé, de reprocher au président de la République et aux gouvernements de droite des positions trop favorables au régime en place en Algérie. Les déclarations du ministre des affaires étrangères, Hubert Védrine, ne méritent-elles pas la même critique ?

Même si nous ressentons un sentiment d'horreur et de compassion devant ce qui se passe en Algérie, avons-nous toujours à nous sentir coupables ? La France n'est plus responsable de ce qui meurtrit l'Algérie aujourd'hui. Au plan officiel, le gouvernement français est contraint dans son expression. Prendrait-il des initiatives qu'elles ne seraient pas reçues, nous le savons. Nous devons pourtant répéter — je le fais ici — qu'un processus de démocratisation est indispensable à l'Algérie. Hubert Védrine ne pense pas autrement.

C'est de la société française elle-même que doivent venir, avec plus de force, des gestes et des signes. Le Parti socialiste, les autres formations politiques, les associations, les universités, les intellectuels, doivent nouer plus de liens, pratiquer un dialogue plus intense et étroit avec les forces démocratiques de la société algérienne. Notre politique d'asile politique, d'accueil de ceux qui sont menacés doit prendre en compte le malheur qui frappe nos voisins. C'est ce que permettra la législation nouvelle préparée par le gouvernement. Ceux qui se battent pour la liberté et la démocratie ne doivent pas se sentir isolés ; ne jamais les abandonner, c'est la vocation et le devoir de la France.

Propos recueillis par Olivier Biffaud, Patrick Jarreau, Laurent Mauduit et Michel Noblecourt

Martine Aubry ne veut pas « asphyxier » les hôpitaux

APRÈS TROIS MOIS de gestation, la politique de Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, sort peu à peu de l'ombre. Elle en a précisé quelques points importants, dimanche 14 septembre, au cours de l'émission « Polémiques » sur France 2, notamment sur le transfert de la cotisation maladie des salariés vers la contribution sociale généralisée (CSG), la maîtrise des dépenses de santé et la baisse du temps de travail, thème central de la conférence emploi-salaires-temps de travail, dont la date a été fixée au 10 octobre.

M^{me} Aubry a confirmé ce qu'elle avait laissé entendre, la semaine précédente, aux syndicats : cette conférence, réunissant le gouvernement, le patronat et les syndicats, sera précédée d'une « pré-ren-

nion » destinée à définir « un diagnostic commun » sur la situation économique et sociale. L'INSEE, la direction de la prévision (ministère de l'économie) et la DARES (ministère de l'emploi) ont élaboré, cet été, un document préparatoire. Le ministre souhaite que les difficultés négociations qui s'ouvriront ce jour-là — et qu'elle veut voir se prolonger dans les prochains mois entre les partenaires sociaux — prennent appui « sur la réalité des choses, et pas sur des discours idéologiques ».

Le gouvernement entend aider financièrement les entreprises qui passeront aux trente-cinq heures de travail hebdomadaires avant la date butoir fixée par la loi cadre : une enveloppe de l'ordre de 3 milliards de francs a été prévue à cet effet

dans le budget 1998 de son ministère. Ce dossier, sans doute le plus difficile de tous pour le gouvernement de Lionel Jospin, doit encore faire l'objet, jusqu'au mardi 23 septembre, de concertations avec les syndicats, divisés sur la compensation salariale, et le patronat, qui reste hostile au principe même d'une baisse généralisée de la durée du travail.

ÉVALUATION SANITAIRE

M^{me} Aubry a également répondu, sur France 2, aux partisans du plan Juppé, qui assuraient, le 12 septembre, à la suite de l'entretien qu'ils avaient eu avec elle, que le gouvernement souscrivait aux méthodes et aux objectifs de la majorité précédente (Le Monde daté 14-15 septembre). Ils sont « très dif-

férents », a-t-elle tenu à préciser, même si elle garde certains éléments de cette réforme. Ainsi, le ministre a dénoncé les prélèvements « injustes » opérés en 1995 sur les ménages et les « mesures comptables » prises pour freiner les dépenses des hôpitaux et des médecins libéraux. « Pour moi, la maîtrise des dépenses n'est pas l'objectif, a-t-elle résumé. L'objectif, c'est d'améliorer l'état de santé de notre pays ».

Cette démarche est particulièrement vraie pour les hôpitaux, a ajouté M^{me} Aubry, dont « l'objectif n'est pas de les asphyxier, comme cela a été le cas depuis deux ans ». Le gouvernement se prépare à annoncer, pour l'an prochain, des crédits un peu plus importants que ceux qui avaient été accordés par M. Juppé et qui, de l'aven général,

sont « intenables ». De plus, elle va lancer, dès la rentrée, une évaluation « région par région » de l'état sanitaire de la population et du système de soins.

Ces travaux d'experts alimenteront, dans quelques mois, des débats avec la population et les professionnels de santé. Enfin, M^{me} Aubry a tenu, une fois de plus, de rassurer retraités et fonctionnaires sur la hausse de la CSG. « Personne au gouvernement n'a pensé faire gagner les salariés en faisant perdre les retraités et les fonctionnaires », a-t-elle précisé. Le gouvernement étudie donc des formules de compensations financières au profit des quelque quinze millions de personnes concernées.

Jean-Michel Bezat

OISE

L'anglais à Oxford

Bristol - Cambridge - Dublin

Préparation pour adultes et étudiants

Cours pour tous les niveaux

Un trimestre, un mois, une semaine

Cours intensifs avec suivi individuel

Préparation aux examens

Préparation en famille accueillante

Préparation à l'accueil culturel

Bordeaux 05 57 92 59 12

Lille 03 20 40 28 38

Paris 01 47 78 24 60 74

Reims 02 99 79 78 44

21 rue Théophraste Renaudot

75005 Paris

Deux escales pour M. Chirac sur la route d'Andorre

JACQUES CHIRAC devait se rendre, lundi 15 et mardi 16 septembre, en Andorre, dont le président de la République française, traditionnellement, porte le titre de co-prince. Compte tenu des difficultés d'accès à la principauté, le chef de l'Etat devait faire à cette occasion deux escales : à l'aller à Perpignan et au retour à Toulouse.

A la demande des élus locaux des régions Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées, M. Chirac devait rencontrer à cette occasion plusieurs députés de l'opposition ainsi que d'anciens députés RPR et UDF battus lors des dernières élections législatives. Les services de l'Elysée ont précisé qu'il ne s'agit que d'une rencontre amicale et qu'aucune déclaration officielle n'était prévue.

La classe politique rend hommage à Roger Frey

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, qui avait pour Roger Frey « reconnaissance, estime et amitié », a rendu hommage à l'ancien ministre du général de Gaulle, décédé samedi 13 septembre (lire en page 14). Jacques Chirac a déclaré que, « dans toutes ses fonctions, il [Roger Frey] a servi l'Etat et la France avec fermeté et compétence ». Le premier ministre a salué, lui aussi, ce « gaulliste de la première heure » et « animé de puissantes convictions » qui « a assumé des responsabilités éminentes au sommet de l'Etat ».

Philippe Séguin, président du RPR, a rappelé que « dans les postes les plus exposés, Roger Frey apporta à l'œuvre du général de Gaulle le renfort d'un engagement total ». A gauche, le président délégué du Parti radical-socialiste, Roger-Gérard Schwarzenberg, a estimé que, grâce à M. Frey, « le Conseil constitutionnel est enfin devenu une institution républicaine, gardienne des droits individuels et des libertés publiques et une pièce maîtresse de notre Etat de droit ».

DÉPÊCHES

■ **ILE-DE-FRANCE** : Daniel Vaillant, ministre des relations avec le Parlement, a indiqué, dimanche 14 septembre sur Radio 1, qu'il ne serait pas candidat aux élections régionales. « Je ne revendique rien, sinon d'aider mes amis et mes amis socialistes à gagner cette région qui en a bien besoin, car actuellement on ne peut pas dire qu'elle ait été bien dirigée », a dit M. Vaillant, favorable, pour ces élections, à une « stratégie de rassemblement » de la gauche et des écologistes. Pour sa part, l'ancien premier ministre Edouard Balladur, auquel le président du RPR Philippe Séguin a demandé d'être le « chef de file » du RPR à Paris pour les régionales, a réservé sa réponse. Le député RPR de Paris a précisé, dimanche 14 septembre sur Europe 1, qu'il n'attendrait pas « plusieurs mois » pour donner une réponse « de façon définitive et claire ».

■ **AGRICULTURE** : Louis Le Pen, ministre de l'Agriculture, qui reçoit, mardi 16 septembre, la FNSEA pour discuter de son projet de redistribution des aides céréalières, s'est déclaré, samedi 13 septembre, « ouvert au dialogue » et prêt à étudier des modalités « alternatives ». Il y a dix jours, M. Le Pen avait semé un certain émoi dans une partie du monde agricole en annonçant qu'il allait réformer, dès la fin septembre, la répartition des aides céréalières (Le Monde du 5 septembre).

■ **FRONT NATIONAL** : Jean-Marie Le Pen, qui inaugurerait samedi 13 septembre, à Nice, une nouvelle permanence du Front national, a vilipendé le président de l'UDF, François Léotard. Pour le président du Front national, M. Léotard « est le genre d'ennemi qui permet de ne pas avoir d'ami. C'est un grand "disant", un grand "faiseur" et peut-être un grand "faiseur" ».

■ **JEUNES LÉPÉNISTES** : le directeur du Front national de la Jeunesse, Samuel Maréchal, a annoncé à l'issue du Conseil national de son mouvement, samedi 13 septembre, qu'il avait l'intention de faire du FNJ « une jeune garde lepéniste », une force politique de « proposition et d'innovation », incontournable à l'extérieur comme à l'intérieur, et qu'il souhaitait jouer un rôle important dans la « structure pré-gouvernementale » que le FN met en place.

■ **CSG** : Nicole Notat, secrétaire générale de la CFDT, a estimé, samedi 13 septembre, que la CSG devait « garder, surtout si elle prend de l'ampleur, un statut de cotisation et pas un statut d'impôt ». « Il faut que les Français sachent qu'ils paient pour l'assurance maladie et qu'ils ne paient pas pour autre chose qui part dans les caisses de l'Etat et dont on ne sait pas ce que l'Etat fera », a-t-elle déclaré, sur Radio Classique. M^{me} Notat s'est prononcée pour la déductibilité fiscale de la CSG, estimant « qu'il n'y a pas de retour en arrière possible sur ce sujet ».

Les militants du PCF ne cachent pas leur malaise face au soutien apporté par M. Hue au gouvernement

La Fête de « L'Humanité » a souligné la force du refus de toute amorce de privatisation

Lors du discours de clôture de la Fête de « L'Humanité », dimanche 14 septembre, Robert Hue a été sifflé lorsqu'il a défendu la politique de la di-

rection communiste sur les privatisations. Il a expliqué que son parti n'ayant obtenu que 10 % des suffrages aux législatives ne pouvait im-

poser la totalité de son programme. Face à la mauvaise humeur des militants, il a demandé l'organisation d'un référendum sur le passage à l'euro.

DU SOLEIL, après tant d'années de pluie, d'opposition, de mitterrandisme ravageur. La foule - quoique, avec 400 000 visiteurs revendiqués, « on ne dépasse pas les revendus de l'an passé », reconnaît Richard Béning, administrateur général de L'Humanité. Du rouge, sur ces chapeaux en feutre vendus dix francs, nouveau gadget de la fête qui est très vite leur rupture de stock. De la politique, enfin, affichée sur les banderoles qui signent les stands des « fédés », tous branchés sur la plus brûlante actualité.

« Non aux lois Pasqua-Debré », demandent, assez isolés, les sans-papiers et les Jeunesses communistes. « Non aux privatisations », proclament, bien plus nombreuses, les « fédés » d'Ile-de-France. Au coin des allées, alors qu'on signe des cartes exigeant un référendum sur le passage à la monnaie unique, Anicet Le Pors se souvient que, en 1981, on avait édité une cuse spéciale du nom des quatre ministres, avec équerre à leur effigie. « Une véritable euphorie », à mille lieues de la farnesse « vigilance » d'aujourd'hui.

Car, pour cette rentrée de septembre 1996, les communistes sont grognons. Les dirigeants assument leur déconfort : « La mutation ne se fait pas sans douleur », concède le secrétaire national, qui va même jusqu'à plaisanter sur les privatisations avec les responsables

du stand chinois : « Je crois que, en ce moment, nous connaissons les mêmes débats ». En deux ans de « forums » et autres « rendez-vous citoyens », les militants ont pris l'habitude de la contradiction et du micro-baladeur. Les ministres eux-mêmes, quoique bien accueillis, en font les frais.

Grande star de la fête - il est le « tombeur » de Jacques Blanc à Air France -, Jean-Claude Gaysot fait, le premier, les frais de ces inévitables. Le « camarade ministre », qui multiplie les débats, doit s'expliquer sur tout, parlant de lui à la troisième personne. La participation des communistes au gouvernement ? « La très large majorité des communistes l'ont voulu. Ce n'est pas moi qui ai tapé à la porte. »

La réforme de la SNCF ? « Cette bataille-là, le camarade ministre essaie de la mener, mais il ne la mène pas en regardant dans les rétroviseurs. » Et, un peu plus tard : « Si vous comparez que Gaysot, une fois lâché, régirait tout d'un coup de baguette magique, vous risquez d'être déçus. » D'ailleurs, pas question de traîner Christian Blanc d'« escroc », comme le fait remarquer un militant : « Je n'accepte pas cette atteinte à la personne humaine. » D'ailleurs, ajoute le ministre, « ce n'est pas l'opinion de la majorité du personnel d'Air France ».

Une foule importante s'est massée devant la grande scène, où Robert Hue, à l'ancienne, devant la direction communiste « au grand complet », tient le discours de clôture. Une banderole blanche, « Réussir le changement », vient opportunément masquer les petits drapeaux rouges des ultra-orthodoxes : la loutre, cette grande caméra plongeante, en fait sa cible privilégiée, et la retransmet sur les écrans géants. Le ton est au nouveau réalisme : « On ne peut demander à ce gouvernement de la gauche plurielle, composé à l'issue d'élections au cours desquelles le PCF a recueilli 10 % des voix, qu'il fasse la politique correspondant au programme du Parti communiste », explique le secrétaire national du PCF.

« IMMENSE ASPIRATION » : Signe d'un trouble évident, Robert Hue choisit de reprendre, dans son discours, la revendication d'un référendum sur le passage à l'euro. « Tout n'est pas tranché, tout n'est pas décidé sans recours possible (...). Il faut un grand débat national sur la nature et sur les objectifs de la construction européenne et nous réaffirmons la nécessité que notre peuple soit consulté par référendum », a-t-il dit, sachant que l'anti-européanisme des communistes constitue le plus fort élément fédérateur de ses troupes, et que les échéances européennes sont plus lointaines que les privatisations.

Sur ces dernières, en effet, Robert Hue ne modifie guère son discours, ce qui lui attire des sifflets lorsqu'il évoque « la réalisation d'alliances internationales », la « participation de capitaux privés très minoritaires ». « On ne peut certes ignorer le risque qu'une ouverture au capital privé, même minime, porte en elle le danger d'une évolution vers la privatisation. Mais pour quoi cette évolution serait-elle fatale ? », demande Robert Hue en évoquant l'ouverture du capital d'Air France au privé.

Pour France Télécom, sa prudence est aussi grande que devant les parlementaires communistes, le 9 septembre : « La cruauté ne paraît légitime qu'une mise sur le marché de 20 % du capital de cette entreprise puisse conduire à une privatisation partielle (...). Le PCF estime qu'un débat dans lequel les personnes ont tout leur rôle à jouer devrait s'engager afin que d'autres solutions soient trouvées. » C'est ce que le Parti communiste appelle d'habitude le « mouvement social ». Est-ce parce qu'il manque au rendez-vous ? Aujourd'hui, Robert Hue évoque, pour « ceux qui prétendent le capitalisme indépassable », ces immenses rassemblements qui expriment « une même aspiration à une société plus humaine », comme les JMJ ou la ferveur déployée autour de Lady Di...

Ariane Chemin

« Tu viens de te flinguer un réseau militant pour dix ans »

LES DÉLÉGUÉS syndicaux de France Télécom se sont donné le mot. Ceux du Val-d'Oise, le département de Robert Hue -, en particulier, sont venus en force à la fête de L'Humanité, samedi 13 septembre, pour écouter Claude Billard, membre du bureau national du PCF, défendre la nouvelle « ligne » du parti sur les privatisations. A la tribune, Alain Baron, secrétaire fédéral de Sud, Pierre Musso, administrateur CGT de France Télécom, et surtout Alain Gautheron, numéro deux de la fédération CGT-PTT à France Télécom, semblaient décidés à en découdre.

La salle a déjà son idée. « Partielle au total, la privatisation, c'est toujours la privatisation », disent les autocollants collés sur les tee-shirts. Les militants ont envie d'appeler un chat un chat : « On peut bien changer les mots, les dictionnaires ne bougent pas si vite que ça. » Pour tous, le rapport Delebarre est « la reprise in extenso de la loi Fillon ». D'ailleurs, rappelle à la tribune M. Gautheron, « vous savez ce qu'on pouvait lire au début du mois dans l'agenda du gouvernement, sur Internet ? : 5 septembre, remise du rapport

Delebarre sur la privatisation ». Tout est dit. M. Musso renchérit : « La politique de Juppé, la politique de Jospin, c'est du clanage, de la décalconerie ».

Au-delà de la décision du gouvernement, c'est l'attitude du parti qui est mise en cause. « Le 1^{er} juin, j'ai voté sur la base des engagements pris », dit un militant. Le jour de la déclaration PC-PS, « on n'était pas sabbat », renchérit M. Baron. « Nous n'avions pas élu des députés de gauche à l'Assemblée nationale pour qu'ils se taisent », dit un autre, qui rappelle que la CGT a écrit sans succès à « Cochet, Hue et Strauss-Kahn ».

« IL EST AU PS, LUI ? » Claude Billard se voit rappeler chacune de ses déclarations antérieures, datées à l'appui. « Ça commence comme ça, et puis demain, ce sera EDF. Et la Fête de L'Humanité, bien sûr, ce sera les BBR [Fête des Bleu-Blanc-Rouge organisée par le Front national] », lance un militant communiste. Le dirigeant national du PCF a du mal à répondre. « Des questions ont été posées par certains camarades sur le rôle du par-

ti, il est clair que nous ne sommes pas d'accord avec l'ouverture du capital privé à France Télécom. » La salle hurle : « Menteur ! menteur ! » Le responsable communiste tente alors de développer le nouveau discours du parti sur la « mixité » des capitaux : « Certes, France Télécom est dotée de moyens importants, mais je crois qu'on peut néanmoins étudier les questions liées à la guerre écono... » Avant qu'il ne puisse évoquer la « vie » et le « réel », version communiste du réalisme de gauche, les sifflets reprennent.

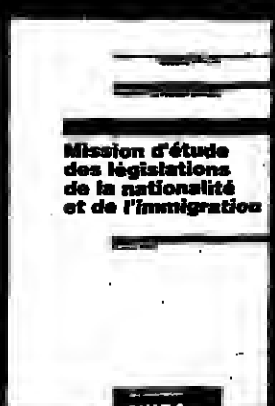
« J'ai fait beaucoup d'efforts pour être serin jusqu'au bout, explique alors M. Gautheron, mais cette politique politicienne qui fait que, en quelques semaines, on est capable de renier des engagements aussi clairs, je ne peux pas. » Un homme brandit la photo de Robert Hue : « Il est au PS, lui ? » Le responsable de Sud prend Claude Billard à part : « Tu vois les gens qui sont là ? Je les connais tous, un par un. En un après-midi, tu viens de te flinguer un réseau militant pour dix ans. »

Ar. Ch.

Le réflexe pour s'informer



Rapport de la commission de réflexion sur la Justice
Rapport au Président de la République
Commission présidée par Pierre Truche, premier président de la Cour de cassation
Collection des Rapports officiels 94 pages 58 F
Annexes 414 pages 100 F



Mission d'étude des législations de la nationalité et de l'immigration
Rapports au Premier ministre Patrick Weil
Collection des Rapports officiels 176 pages 65 F



Commission nationale de l'informatique et des libertés
17^e rapport d'activité 1996
534 pages 180 F



Institutions et vie politique
Edition mise à jour 1997
Collection Les Notices 180 pages 95 F

La documentation Française

29-31, quai Voltaire 75234 Paris Cedex 01
Tel. 01 40 15 70 00 - Télécopie 01 40 15 71 30
4815 ou 3876 la doc. 1 29 F min.
http://www.ladocumentationfrancaise.fr

مكتبة الوثائق

Jeune

Six élections cantonales partielles

INDRE-ET-LOIRE

Canton d'Azay-le-Rideau (second tour)

L. 8 560 ; V. 3 655 ; A. 57,30 % ; E. 3 172.
Marc Pommerehne, div. d., m. de Vallières, 1 902 (59,96 %)... ÉLU
Gaston Michin, div. d., m. d'Azay-le-Rideau, 1 270 (40,03 %).

[Marc Pommerehne (divers) confirme son bon résultat du premier tour, en l'emportant largement devant Gaston Michin (divers droite). Il s'agit de pourvoir au remplacement de Marc Jacquet (divers droite), démissionnaire.

7 septembre 1997 : L. 8 560 ; V. 3 655 ; A. 57,30 % ; E. 3 172. Marc Pommerehne, 857 (27,35 %) ; Gaston Michin, 649 (21,20 %) ; Noël Toupet, PS, 522 (17,05 %) ; Jean-Serge Hurtevent, div., 427 (13,95 %) ; Pascal Péron, FN, 212 (6,92 %) ; Alain Patrice, div., 208 (6,79 %) ; Jacques Berger, PC, 104 (3,39 %) ; Bernard Gentil, div., 101 (3,30 %).

29 mars 1992 : L. 8 545 ; V. 3 044 ; A. 40,97 % ; E. 4 559 ; Marc Jacquet, div. d., 2 730 (59,88 %) ; Gaston Michin, div. d., m., 1 829 (40,11 %).

INDRE-ET-LOIRE

Canton de Sainte-Maure-de-Touraine (second tour)

L. 7 967 ; V. 4 025 ; A. 49,47 % ; E. 3 670.
Jean Savoie, div. d., m. de Pouzaix, 2 118 (57,71 %)... ÉLU
Jacques Coutris, div. d., m. de Sainte-Maure, 1 552 (42,28 %).

[Candidat malheureux aux cantonales de 1985, Jean Savoie (divers droite), vice-président de la Fédération nationale du bâtiment, entre pour la première fois au conseil général. Il devance plus nettement que prévu Jacques Coutris (divers droite), et succède à Jackie Dufour (divers droite), décédé.

7 septembre 1997 : L. 7 968 ; V. 3 634 ; A. 54,39 % ; E. 3 437 ; Jean Savoie, 914 (26,59 %) ; Jacques Coutris, 797 (23,18 %) ; Alain Daytzen, PS, 454 (13,20 %) ; Hubert Sautier, div., 262 (7,62 %) ; Patrick Monory, div., 246 (7,13 %) ; Jean-Pierre Fousse, div., 194 (5,64 %) ; Marie-Rose Bruns, FN, 170 (4,94 %) ; Gérard Mathet, PC, 157 (4,56 %) ; Yves Beaudet, div., 149 (4,33 %) ; Jacqueline Plantefol, div., 94 (2,73 %).

GARD

Canton de Sauvèze (premier tour)

L. 2 375 ; V. 1 604 ; A. 32,46 % ; E. 1 567.
Didier Fongerolles, div. g., m. de Sauvèze, 283 (18,06 %) ; Louis Caucanas, PS diss., m. de Durfort, 256 (16,33 %) ; Michel Hoppe, PS, 218 (13,91 %) ; Jacques Colin, PC, 205 (13,08 %) ; Gérard Guérin, div. d., 163 (10,40 %) ; Jean-Yves Metge, div., 98 (6,25 %) ; Antoine Capaldi, div. d., 95 (6,06 %) ; Didier Olivier, div., 90 (5,74 %) ; Jean Sabatier, div., 87 (5,55 %) ; Olivier Masson, FN, 59 (3,76 %) ; Claude Thillet, ext. g., 13 (0,83 %)... BALLOTAGE.

[Cet élection a été provoquée par la démission, en juin, de Claude Pradille (PS), condamné à trois ans de prison pour corruption dans l'affaire de l'Office HLM du Gard, qu'il présidait. M. Pradille, élu, vendredi 12 septembre, de son mandat de sénateur par le Conseil constitutionnel, avait été réélu dès le premier tour dans ce canton en 1994. Parmi les onze candidats à sa succession, seuls pourrout se maintenir au second tour l'actuel maire de Sauvèze, Didier Fongerolles (divers gauche), soutenu par les Verts, et le socialiste dissident Louis Caucanas. Le candidat officiel du PS, Michel Hoppe, est distancé.

20 mars 1994 : L. 2 493 ; V. 1 942 ; A. 22,10 % ; E. 1 840 ; Claude Pradille, PS, 984 (53,47 %) ; Jean-Yves Metge, div. g., 458 (24,89 %) ; Gérard Guérin, FN, 213 (11,57 %) ; Lévi Bourrelly, PC, 185 (10,05 %).

INDRE

Canton de Châteauneuf-sur-Loire (premier tour)

L. 8 365 ; V. 2 199 ; A. 73,71 % ; E. 2 115.
Marie-Thérèse Farout, PS, 826 (39,05 %) ; Georges Rambert, RPR, 485 (22,93 %) ; Colette Hornuss, FN, 344 (16,26 %) ; Dominique Boué, PC, 317 (14,98 %) ; Mariette Breton, Verts, 143 (6,76 %)... BALLOTAGE.

[Ce canton était devenu vacant à la suite de la démission, pour suspension de cumul de mandats, de Jean-Yves Gateaud (PS), maire de Châteauneuf, élu député en juin. C'est son « dauphin », Marie-Thérèse Farout (PS), qui arrive en tête du premier tour, en devançant Georges Rambert (RPR). Elle améliore le score de M. Gateaud, tandis que l'opposition parlementaire régresse. Le Front national, en revanche, progresse de plus de 6 points.

20 mars 1994 : L. 8 037 ; V. 4 430 ; A. 44,88 % ; E. 4 163 ; Jean-Yves Gateaud, PS, m., 1 450 (34,83 %) ; Marie-Thérèse Guillemont, UDF, 1 128 (27,09 %) ; Charles Barrois, PC, 460 (11,05 %) ; Yves Jacquemin, FN, 430 (10,32 %) ; André Lepers, RPR, 358 (8,60 %) ; Jean Delavergne, Verts, 252 (6,05 %) ; Francis Tard, div. d., 83 (2,04 %).

INDRE

Canton du Blanc (premier tour)

L. 8 703 ; V. 4 234 ; A. 51,33 % ; E. 4 097.
Alain Pasquer, PS, adj., m. du Blanc, 1 810 (44,17 %) ; Jean-Michel Moïs, RPR, 962 (23,48 %) ; André Gateault, div. d., 705 (17,20 %) ; Christophe Bouguin, FN, 228 (5,56 %) ; Jean-Lou Arroux, Verts, 208 (5,07 %) ; Michel Fradet, PC, 184 (4,49 %)... BALLOTAGE.

[Il s'agissait de remplacer Jean-Paul Chantegnet (PS), maire du Blanc, élu député en juin, qui n'était pas contraint de démissionner par la loi sur le cumul des mandats (Le Blanc compte moins de 20 000 habitants), mais qui respecte abondamment une promesse faite lors de sa campagne électorale. Il s'agitait au conseil général depuis 1988. Son adjoint, Alain Pasquer (PS), devait l'emporter sans difficulté au second tour, même si la gauche enregistre un recul par rapport à 1994. La droite était affaiblie par une primaire entre Jean-Michel Moïs (RPR) et André Gateault (divers droite).

20 mars 1994 : L. 8 751 ; V. 5 953 ; A. 51,81 % ; E. 5 683 ; Jean-Paul Chantegnet, PS, 3 295 (56,92 %) ; Jean-Michel Moïs, RPR, 1 045 (18,38 %) ; Marc Granier, div. d., 710 (12,49 %) ; Marc Ranjon, FN, 380 (6,64 %) ; Jean Parpaillet, PC, 313 (5,50 %).

LANDES

Canton de Saint-Vincent-de-Tyrosse (premier tour)

L. 16 489 ; V. 6 076 ; A. 63,15 % ; E. 5 868.
Jean-Claude Sescousse, PS, m. de Saint-Vincent-de-Tyrosse, 3 323 (56,62 %) ; Henri Faberes, RPR, 1 382 (23,55 %) ; Michèle Duwiquet, PC, 710 (12,10 %) ; France Prenat, FN, 453 (7,72 %)... BALLOTAGE.

[En député au mois de juin, le socialiste Jean-Pierre Dufau, maire de Capbreton, avait décidé d'abandonner son mandat de conseiller général, bien qu'il n'y soit pas contraint par la loi sur le cumul des mandats. Jean-Pierre Sescousse (PS), dont c'est la première candidature aux élections cantonales, obtient la majorité absolue des voix dès le premier tour, améliorant le score de M. Dufau. Un second tour sera cependant organisé, puisque M. Sescousse n'obtient pas les voix de 25 % des électeurs inscrits, minimum requis par la loi, en raison de la faible participation. Il affrontera le RPR Henri Faberes. Le PC, représenté par Michèle Duwiquet, progresse de plus de 3 points, tandis que le Front national, qui présentait France Prenat, recule d'un peu moins de 3 points.

22 mars 1992 : L. 15 343 ; V. 10 953 ; A. 28,61 % ; E. 10 311 ; Jean-Pierre Dufau, PS, 4 431 (42,97 %) ; Pierre Dupouy, RPR, 3 012 (29,21 %) ; France Prenat, FN, 1 057 (10,25 %) ; Bertrand Caplaine, PC, 915 (8,87 %) ; Stéphane Chausse, Verts, 896 (8,69 %).

MM. Balladur, Bayrou et Debré contestent le projet limitant le cumul des mandats

Les députés RPR élisent, mardi 16 septembre, le successeur de M. Séguin à la présidence de leur groupe

Les dirigeants de la droite, invités des diverses émissions radiodiffusées et télévisées du 14 septembre, n'ont pas trouvé un langage commun

pour critiquer la politique du gouvernement. Toutefois, Edouard Balladur, François Bayrou et Alain Madelin ont rejeté la solution retenue par

Martine Aubry pour lutter contre le chômage des jeunes. Ce projet de loi ouvre les travaux de la session du Parlement qui commence lundi 15.

QUESTION de tempérance : alors qu'Edouard Balladur a refusé, dimanche 14 septembre sur Europe 1, de trop s'engager dans le jugement qu'il porte sur l'action de Lionel Jospin, Jean-Louis Debré a attribué, le même jour sur France 3, la « médaille d'or du reniement » au premier ministre, en estimant que celui-ci est un « homme habile à passer entre les gouttes ».

L'ancien ministre de l'Intérieur a ainsi défini un style d'opposition et montré ce que pourrait être l'attitude du groupe RPR de l'Assemblée nationale s'il en était élu président. C'est en effet, mardi 16, que les députés néo-gaullistes doivent désigner le successeur à cette fonction de Philippe Séguin. M. Debré est, avec Franck Borotra, Michèle Alliot-Marie, Jacques Godfrain et Dominique Perben, candidat à ce poste important.

Jugeant que les projets du gouvernement sur le droit de la nationalité et le droit d'asile étaient soit « mauvais », soit « exécrables », M. Debré a affirmé, en revanche,

que le texte de Jean-Pierre Chevènement sur l'entrée et le séjour des étrangers en France, « en l'état actuel », allait « dans le bon sens ».

Tout en attendant de connaître le texte définitif du projet qui devrait modifier les lois Pasqua-Debré, le président de la Force démocratique, François Bayrou, a, de son côté, lancé cet avertissement : « S'il s'agit de donner des signaux aux candidats à l'immigration, je ne l'approuverais pas. » Faisant référence à la politique suivie en faveur de l'emploi des jeunes, M. Bayrou a estimé, lors du « Grand Jury RTL-Le Monde » dimanche, que les décisions du gouvernement « vont exactement à l'encontre de tout ce qui se fait partout où l'on réussit ». Le président du groupe UDF de l'Assemblée nationale a prévenu qu'il ne voterait pas une augmentation de la CSG supérieure à deux points.

M. Balladur a abondé dans le même sens en jugeant que les nouveaux emplois imaginés par Martine Aubry sont « largement des emplois fictifs ». Il redoute que

cette politique ne se traduise par un accroissement des dépenses publiques, donc des impôts, et donc, « à terme », du chômage. Alain Madelin a regretté, dimanche sur TF1, qu'il y ait « un problème de service après-vente pour les idées libérales ». « On a mis de temps en temps des injections de politique libérale, mais la France n'a jamais essayé vraiment une politique libérale », a affirmé le président de Démocratie libérale, avant d'ajouter que son parti dispose d'« un formidable espace entre la vieille gauche [et] la vieille droite ».

LE « OUI MAIS » DE M. BALLADUR

A propos de la limitation du cumul des mandats, M. Bayrou, qui est aussi président du conseil général des Pyrénées-Atlantiques, a reconnu que c'est « une idée très à la mode », mais que c'est aussi « une idée fautive ». M. Bayrou voterait contre un tel projet. M. Debré a estimé pareillement qu'il serait « dommageable de séparer complètement la fonction d'élu na-

tional de la fonction d'élu local ». Le député de l'Eure s'est, en revanche, déclaré favorable à une limitation de la durée de l'exercice d'une fonction exécutive locale et à l'interdiction pour un membre du gouvernement d'être membre d'une assemblée locale. M. Balladur a trouvé une autre parade : la limitation du cumul des indemnités. « Les Français ont le sentiment que, derrière le cumul des fonctions, il y a le cumul des avantages et des rémunérations », a-t-il expliqué.

L'ancien premier ministre a continué à réserver sa réponse sur sa propre candidature aux élections régionales à Paris et, indirectement, à la présidence du conseil régional d'Ile-de-France. Il a toutefois convenu que celle-ci s'apparentait à un « oui, mais ». Le « mais » concerne la liberté de manœuvre qui sera laissée au député de Paris lors de la composition de l'ensemble des listes. En clair, M. Balladur ne veut pas de candidats compromis dans les affaires.

Jean-Louis Saux

Le dernier top mode

LANCEL PARIS

Retrouvez nos offres d'emploi

3615 LEMONDE

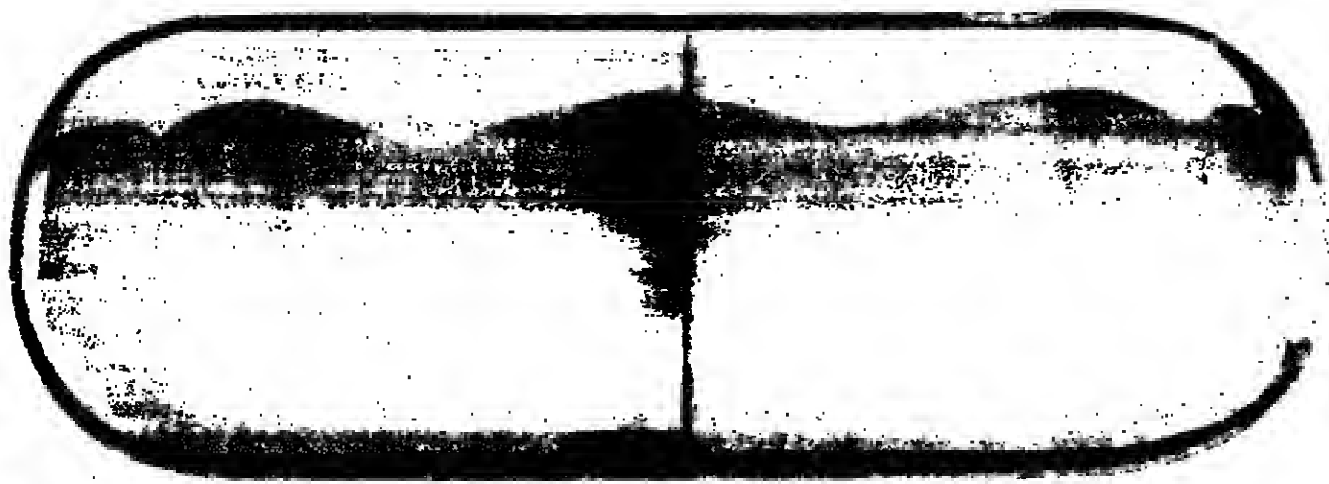
d'obtention d'un titre de séjour sont parfois libéralisées, le dispositif de reconduite à la frontière des irréguliers est resserré, l'administration voyant ses prérogatives renforcées.

Les projets de loi sur la nationalité et les conditions d'entrée et de séjour des étrangers ont été transmis, lundi 15 septembre, au Conseil d'Etat. Malgré des voix discordantes dans la majorité, les arbitrages n'ont guère modifié l'équilibre des textes, fondé sur le rapport de Patrick Weil

Philippe Bernard
et Nathaniel Herzberg

Ph. B. et N. H.

هكذا من الاصل



Proposer une gélule sans gélatine... Naturel, quand on est N°1 de la médecine par les plantes !

Une révolution technologique garantie

de sécurité : Arkopharma, leader de la phytothérapie en France, innove et propose une gélule 100 % d'origine végétale. Cette toute nouvelle gélule est composée de dérivés de cellulose, fibre naturelle qui protège les cellules de tous les végétaux. Une innovation de taille quand on sait

que jusqu'à présent les gélules étaient enveloppées de gélatine, une substance protéique d'origine bovine.

Pour vous permettre d'identifier facilement ces gélules, nous avons créé le label "100 % d'origine végétale". Il figure

désormais sur les produits de la gamme Arkopharma, distribués en pharmacie.



ARKOGELULES

Prenez votre santé en main

 **Arkopharma**

Création du comité consultatif sur le désamiantage de Jussieu

UN ARRÊTÉ du 11 août, paru au *Journal officiel* du 14 septembre, entérine la création du comité consultatif de Jussieu par le ministère de l'Éducation nationale. Ce comité est adjoint à l'établissement public chargé de conduire le chantier du désamiantage et de la restructuration du campus. Cet organisme, dont la composition est contestée par le comité anti-amianté de l'université, compte cinq membres de droit (les dirigeants de Paris-VI, de Paris-VII, de l'établissement public, de l'Institut de physique du globe) et treize membres élus, représentant les personnels enseignants et non enseignants, ainsi que les étudiants. Le comité consultatif comprendra également sept personnalités qualifiées en matière de réhabilitation de bâtiments, d'amianté, d'hygiène et de sécurité.

DÉPÊCHES

■ **MONTAGNE** : quatre alpinistes sont morts et cinq autres, dont un guide, ont été blessés, après avoir été précipités dans des crevasses par le glissement d'une couche de neige fraîche, dimanche 14 septembre, dans le massif des Ecrins (Hautes-Alpes), à environ 3 600 mètres d'altitude. Les blessés souffrent d'hypothermie et de fractures multiples mais leurs jours ne sont pas en danger.

■ **JUSTICE** : Charles Pasqua a été convoqué, à titre de témoin, par le juge d'instruction de Créteil Eric Halphen pour le 18 septembre. L'ancien ministre de l'Intérieur d'avait pas défilé, le 17 juillet, à une première convocation, proposant de répondre au juge « par écrit ». Eric Halphen, qui souhaite notamment l'interrogatoire sur le contenu de notes des renseignements généraux consacrées à l'affaire des HLM de Paris, lui avait répondu qu'« une telle déposition » n'était pas « matériellement possible » (*Le Monde* du 10 septembre).

■ **PÉDAGOGIE** : les mères de trois élèves régulièrement absents en classe ont comparu, mercredi 10 septembre, devant le tribunal correctionnel de Poitiers. Poursuivies « dans un but pédagogique » pour soustraction à l'obligation scolaire, deux d'entre elles ont été reconnues coupables mais ont bénéficié d'un ajournement de peine. Le dossier de la troisième, non francophone, a été mis en délibéré.

■ **JUSTICE** : cinq jeunes hommes soupçonnés d'avoir agressé un policier, le 22 août dans un train aux Mureaux (Yvelines), ont été écroués vendredi 12 septembre. Ce policier, qui rentrait à son domicile, avait été entouré dans une voiture déserte du train par un groupe de jeunes, qui l'avaient frappé au visage avant de lui dérober sa sacoche contenant ses papiers d'identité et sa carte professionnelle.

■ **COUR D'ASSISES** : Dany Leprince, accusé d'avoir tué son frère, sa belle-sœur et deux de ses nièces, en septembre 1994, à Thorigné-sur-Duée (Sarthe), comparaitra, le 3 novembre, devant la cour d'assises de la Sarthe. Mis en examen pour homicides volontaires avec circonstances aggravantes, Dany Leprince est revenu sur les aveux qu'il avait passés deux heures avant la fin de sa garde à vue et ne cesse depuis de clamer son innocence.

■ **ÉDUCATION** : Claude Allègre, ministre de l'Éducation nationale, et Ségoïène Royal, ministre déléguée chargée de l'enseignement scolaire, organisent une table ronde sur la prévention de la violence en milieu scolaire, mardi 16 septembre, avec leurs partenaires syndicaux et associatifs. Concentré sur neuf zones géographiques et bénéficiant du renfort de 10 000 emplois-jeunes, le plan anti-violence de l'éducation nationale, conçu avec le ministère de l'Intérieur, devait être présenté en juillet. Il sera connu mi-octobre.

■ **RELIGION** : Mgr Patrick Le Gal a été nommé évêque de Tulle (Corrèze), vendredi 12 septembre. Le siège épiscopal de Tulle était vacant depuis la démission de Mgr Roger Froment, le 22 octobre 1996.

Certains laits, beurres et fromages produits en France contiennent de la dioxine

Cette substance toxique est considérée comme cancérigène

Une étude mise en œuvre par le ministère de l'Agriculture conduit à la présence de dioxine dans de nombreux laits et produits laitiers fabri-

qués en France. Dans la Somme et dans le Nord, certains produits affichent des taux de 2 voire 3 picogrammes par gramme de matière grasse,

alors que le Conseil de l'Europe recommande des taux inférieurs à 1. Issue de l'incinération des déchets, la dioxine est cancérigène.

LES RÉSULTATS inédits d'une étude de « surveillance nationale » mise en œuvre par le ministère de l'Agriculture conduisent à la présence de dioxine dans de nombreux laits et produits laitiers fabriqués en France. Considérée comme toxique dès lors qu'elle est consommée au-delà de certaines quantités, la dioxine est une substance cancérigène, qui peut, à faibles doses, avoir des effets pathogènes. Intitulé « Résultats du plan de surveillance de la contamination des produits laitiers par les dioxines en 1996 » et daté du 28 mai, ce document émane de la direction générale de l'alimentation - service de la qualité alimentaire et des actions vétérinaires et phytosanitaires - du ministère de l'Agriculture. Transmis aux services du ministère de l'Environnement, il n'a pas été officiellement communiqué aux autorités sanitaires.

Le document fait suite à une série de travaux conduits ces dernières années par l'administration. En 1994 et 1995, un plan de surveillance concernant la « contamination éventuelle des produits laitiers par la dioxine » avait été réalisé, sous l'égide du ministère de l'Agriculture, dans quatorze départements français ayant une production laitière importante. Des prélèvements d'échantillons de lait cru avaient alors été effectués dans des sites proches de sources potentielles de contamination par ce toxique ou des polluants voisins, notamment les incinérateurs. Ce travail devait être complété par une série de prélèvements effectués en octobre 1996 sur des laits de collecte mais aussi, dans 34 départements, sur des beurres, sur des fromages affinés, ainsi que sur

des crèmes et des desserts lactés. Ces dernières mesures s'ajoutent d'abord à celles qu'aucun de ces aliments n'est indemne de dioxines et de furanes, des toxiques produits à partir de l'incinération des déchets des industries métallurgiques et des combustions industrielles. Les experts du Conseil de l'Europe estiment, au vu de ce que l'on sait de la toxicité de ces molécules, qu'il faut atteindre dans le lait et les produits laitiers des concentrations inférieures à 1 picogramme par gramme de matière grasse. Au-delà de 3 picogrammes, il importe d'identifier et de réduire les sources de pollution. Au-delà de 5 picogrammes, les produits doivent être retirés de la commercialisation.

En ce qui concerne le lait collecté en Seine-Maritime et dans le Pas-de-Calais, l'étude du ministère de l'Agriculture fait état de taux compris entre 1,49 et 3,21, avec une moyenne à 1,91. Pour les auteurs de l'étude, ces teneurs « relativement élevées traduisent une conta-

mination de l'environnement qui pourrait être liée aux activités industrielles de ces départements, et notamment le traitement et le recyclage des métaux ». Pour les produits laitiers, la teneur moyenne observée est de 1,16. Si 21 des 40 échantillons analysés ont une teneur inférieure à 1 picogramme, 6 dépassent cependant les 1,5 picogrammes. Des taux supérieurs à 2 et à 3 ont été observés dans la Somme et dans le Nord.

ENQUÊTE NATIONALE

« Les résultats ont été transmis aux bureaux compétents du ministère de l'environnement pour identification des sources d'émission pouvant être à l'origine des valeurs élevées et action éventuelle », peut-on lire en conclusion de ce document. Pour Pierre-Emmanuel Neuhr et Nicolas de Sainte-Agathe, responsables du Centre national d'information indépendante sur les déchets, ces chiffres sont beaucoup plus inquiétants que ne le laisse entendre le ministère de

l'Agriculture et imposent une action énergique. Selon leurs estimations, une alimentation comportant des ratios habituels de produits laitiers conduit à absorber des quantités de dioxine notablement supérieures aux recommandations du Conseil supérieur d'hygiène publique de France.

Pour sa part, le Réseau national de santé publique vient de décider le lancement d'une large enquête nationale visant à situer les taux de dioxine présents dans le lait maternel. Les dosages seront effectués dans des échantillons de lait prélevés dans les différents lactariums français. Cette étude devrait permettre de préciser le niveau de contamination actuel de la population, étant entendu que le lait et les produits laitiers ne sont que l'une des sources d'ingestion des dioxines, ces toxiques étant également présents dans les œufs et les viandes.

Jean-Yves Nau

Des milliers d'homosexuels dénoncent « Paris, capitale de l'ennui »

SUR LE DOS DU TEE-SHIRT, le mot « gay » figure au cœur d'une cible dotée de cinq impacts de balles. Sur le ventre, le nom des victimes est barré d'un trait noir : le Cox, le Scorpion, le Folies Pigalle, l'Enfer et le Queen. Parmi les trois mille à quatre mille manifestants venus protester, dimanche 14 septembre dans les rues du Marais, à Paris, contre la fermeture judiciaire de ces cinq boîtes de nuit gay, ils sont plusieurs dizaines à porter ce maillet. Derrière la banderole de tête « Code save the Queen », on danse tout autant qu'on marche, au son des sifflets et de la musique techno. « Paris, capitale de l'ennui, rendez-nous nos boîtes de nuit », lance le speaker du char du Scorpion, avant d'enchainer : « La fête, c'est pas un péché, homophobie... »

« Homophobie », c'est le slogan lancé par le Syndicat national des entreprises gays (SNEG), organisateur de la manifestation. « On se trouve dans un climat malsain depuis quelques mois, souligne Antoine, vingt-cinq ans. Les films font des descentes dans les boîtes fréquentées par les gays, sur leurs plages, dans leurs bars. Déjà, qu'on se faisait chier à Paris, si maintenant ils nous ferment nos boîtes... »

TROP COMMUNAUTARISTE

Sébastien et Iana sont venus par solidarité, « contre la discrimination ». Couple hétéro, ils sont bien rares dans une foule qui tient un peu de la Gay Pride en mode réduit, où l'homosexualité des participants s'affiche sans tabou, où les Drag Queens font les défilés des caméras de télévision sous les drapeaux arc-en-ciel, symbole de la communauté gay. Certains participants regrettaient ce défilé trop

communautariste, selon eux, et cantonné au quartier gay de Paris, le Marais dans le 4^e arrondissement. Bernard Bousset, président du SNEG, souhaitait justement mobiliser pour l'instant le milieu gay. « On a voulu insister sur le symbole du parcours, surtout en nous arrêtant devant le Cox où, le lendemain de la fermeture, plusieurs centaines de personnes ont bloqué la circulation en guise de contestation », explique-t-il. Malgré la volonté du président du SNEG, les associations homosexuelles ne sont pas toutes là. Les militants du Centre gay et lesbien défilent avec leurs affiches où l'on peut lire « la drogue, c'est notre faute, le chômage aussi ». Aides s'apparaît pas. Quant à Act Up, qui s'oppose au SNEG sur l'attitude à adopter à l'égard de la drogue, ses militants se sont contentés de distribuer quelques tracts « j'aime l'échec » au début de la manifestation.

D'autres gays sont gênés par le poids du SNEG et des boîtes dans cette manifestation, organisée également pour défendre des intérêts mercantiles. « Je ne suis pas d'accord avec la manière des établissements sur les mouvements de foule », déclare Charles Myra, un des organisateurs de l'Europeide, en juin. Venu sur place par curiosité, il critique : « Je ne suis pas sûr qu'il faille mobiliser les gays pour ça. Pour la majorité des manifestants, c'est surtout l'occasion de faire la fête. Vers 19 heures, le cortège s'arrête au croisement de la rue des Archives et de la rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie. La sono monte sur des rythmes techno, deux jeunes éphèbes dansent sur les toits. Pour quelques heures, la rue se fait boîte de nuit.

Vincent Hubé

Voiron (Isère) inaugure une stèle en mémoire de dix-sept enfants juifs déportés

LYON

de notre correspondant régional

Cinquante-trois ans après la rafle, puis la déportation par la Gestapo, soutenue par la milice de Grenoble, de dix-sept enfants juifs et d'une adulte, la ville de Voiron (Isère) a inauguré, dimanche 14 août, devant un millier de personnes, une stèle de marbre portant les noms des disparus. Connu de quelques historiens spécialistes de la déportation - elle figure notamment dans le calendrier de la persécution des juifs de France établi en 1993 par Serge Klarsfeld - mais ignorée jusqu'alors du grand public, cette rafle, qui a pour origine une dénonciation, est survenue dans la nuit du 23 au 24 mars 1944. Elle a précédé de quelques semaines celle dont furent victimes quarante-quatre jeunes enfants à Izieu (Ain).

UN SEUL SURVIVANT

La liste des dix-sept garçons déportés a été redécouverte, il y a quelques mois, dans les archives de l'Alliance israélite de Paris, par une étudiante grenobloise, qui enquêtait sur le rôle des juifs dans la Résistance en Isère (*Le Monde* du 23 août). Ce document provenait de l'Œuvre de secours aux enfants (OSE), dirigée par le rabbin Zalman Chencerson. Pour protéger des enfants dans l'attente d'un passage en Suisse, l'OSE avait, à partir

de 1943, disséminé dans plusieurs villages de l'Isère soixante-dix enfants. La plupart étaient des jeunes d'origine polonaise ou allemande, dont les parents avaient été déportés.

Un seul des enfants arrêtés dans le refuge de Voiron a survécu aux internements à Auschwitz, puis à Gliwicz, en Haute-Silésie. Erwin Uhr, âgé aujourd'hui de soixante-deux ans, a été retrouvé par l'organisation juive B'Nai Brith, il y a une quinzaine de jours à Anvers (Belgique).

Présent dimanche à Voiron, M. Uhr, dont le bras gauche est toujours tatoué avec le numéro matricule de déporté 184 246, a évoqué les circonstances de la rafle du 23 mars 1944. « Les Allemands et les miliciens croyaient trouver des résistants. Ils ont découvert des enfants en pyjama, dont certains dormaient encore. Ils ont dit : ce sont des petits juifs ! » Transportés par camion au siège greoblois de la Gestapo, ils furent acheminés en train quelques jours plus tard à Drancy, puis déportés le 13 avril à Auschwitz. « Il faut bien dire la vérité, ce sont des Français qui nous ont dénoncés. Sans les Français collaborateurs, les Allemands n'auraient jamais pu arrêter et déporter des juifs », a expliqué Erwin Uhr.

Agé de neuf ans, son frère Karl, qui se trouvait à ses côtés lors de la rafle de Voiron, est mort dans

un camp de déportation. « Je me demande comment je suis arrivé à survivre », a-t-il ajouté, souhaitant « que l'on enseigne tout cela aux enfants à l'école, pour que cela n'arrive plus jamais ».

DES RESPONSABLES

« Il n'y a pas un responsable, il y a des responsables », a déclaré Jean-Pierre Masseret, secrétaire d'Etat chargé des anciens combattants, qui participait à la cérémonie. [...] Un Etat français a accepté cela et l'a même facilité. Nous sommes ici pour réparer une faute de mémoire. Le devoir de mémoire est une exigence républicaine. Selon lui, « la honte, la lâcheté et la douleur » sont à l'origine de cet hommage tardif.

Le maire de Voiron, Philippe Vial (div. d.), qui, comme la plupart de ses administrés, a découvert récemment ce drame de la déportation, a rappelé que sa commune fut « le siège d'une lutte impitoyable entre la Résistance et la Milice, très active ici ». « Tout le monde vivait dans la crainte et la peur. L'une et l'autre ont perdu pendant cinquante-trois ans. Pendant un demi-siècle, on n'a pas voulu soulever les pages noires de l'histoire locale. Il faut continuer l'enquête, aller jusqu'au bout et savoir qui a dénoncé et aller, pourquoi pas, devant la justice. »

Claude Francillon



Ajusteur-outilleur, Christian Minisclo est spécialiste du montage des moteurs SNECMA CFM56-7 du Boeing 737. Prochaine Génération. Par la minutie de ses gestes, il contribue à en faire un des avions les plus fiables au monde. Depuis 30 ans, Boeing travaille

avec des entreprises européennes, pour que chaque partie de chaque avion soit réalisée par les meilleurs. C'est le plus court chemin vers l'excellence. Et ce n'est pas Christian Minisclo qui s'entraîne tous les jours au marathon qui vous dira le contraire.

BOEING

Je suis juif

RÉGIONS

LE MONDE / MARDI 16 SEPTEMBRE 1997

ENVIRONNEMENT

Quatre à cinq cents personnes du Collectif Eau pure et de la Confédération paysanne (gauche) ont libéré symboliquement les ports d'un élevage industriel à Loudéac (Côtes-d'Armor), samedi 13 septembre. ● LES MANIFESTANTS PROTESTAIENT CONTRE LES EXTENSIONS ILLÉGALES DE LA POLLUTION ENGENDRÉE PAR CES INSTALLATIONS. ● LE MINISTRE DE

L'Agriculture, Louis Le Penec, lui-même breton, devrait annoncer de nouvelles dispositions sur le programme de maîtrise des pollutions d'origine agricole (PMPOA), mercredi

à Rennes, lors d'une visite au Salon des productions animales, carrefour européen (SPACE). ● DEPUIS 1994, la production porcine de la région a encore augmenté de 16 %. ● LES COURS

DU PORC BRETON S'ENVOLENT depuis plusieurs mois, car la production dans les autres pays de l'Union européenne, frappés par la peste porcine, est en baisse.

La contestation s'amplifie contre les porcheries industrielles en Bretagne

Pour la première fois, samedi à Loudéac, des militants associatifs ont manifesté aux côtés des agriculteurs de la Confédération paysanne. La région attend des décisions sur la maîtrise des pollutions d'origine agricole, que le ministre de l'Agriculture, Louis Le Penec devrait annoncer

LOUDÉAC

de notre correspondant régional. La première trêve sort, hésitante, entre deux haies de manifestants. Elle remplit le sol de la cour finit par s'ébranler et part à tifoler dans le champ voisin. Cinquante, cent, trois cents de ses congénères la rejoignent, sans marquer les mêmes scrupules. « C'est beau de voir ça », commente une agricultrice en souriant ensoleillée. Les quatre cents à cinq cents personnes présentes encerclent le cheptel, afin que les bêtes, enivrées par leur liberté toute neuve, ne partent pas en excursion sur la route. Seuls les porcelets resteront enfermés dans la porcherie aux murs « bombés » : « Elevage hors la loi, Menteur ».

A Loudéac (Côtes-d'Armor), samedi 13 septembre, la Confédération paysanne, rivale de gauche de la très puissante Fédération nationale des exploitants agricoles (FNSEA), a marqué un point dans la guérilla qui se déroule actuellement en Bretagne. Ses adhérents s'en sont déjà pris à des gros éleveurs industriels. Mais c'est la première fois que le collectif Eau pure se joint à une de leurs « opérations

spectaculaires », qui s'est déroulée sans heurts : cette fédération d'écologistes et de simples consommateurs, lassés de voir l'environnement se dégrader dans l'Ouest, avait, jusqu'à présent, essentiellement livré bataille sur le terrain juridique.

La visite annoncée du ministre de l'Agriculture, Louis Le Penec, mercredi 17 septembre, au Salon des productions animales, carrefour européen (SPACE), à Rennes, a donné un coup de fouet à chaque camp. Car les uns et les autres s'attendent que M. Le Penec annonce de nouvelles dispositions sur le programme de maîtrise des pollutions d'origine agricole (PMPOA).

Tout le monde souhaite des modifications de ce plan, mais chacun dans un sens radicalement opposé. Ainsi, l'Union des groupements de producteurs de viande de Bretagne (Ugpbv), « porte-parole actif » de 9 000 éleveurs, a-t-elle réagi, la presse. Jeudi, ses revendications pouvaient se résumer en un point : toujours plus de possibilités d'extension, alors même que l'état de l'eau dans la région a dépassé le seuil critique.

A Loudéac, une élue locale ne décolère pas : « Notre élevage d'une centaine de porcs est quinze fois inférieur à celui-ci et nous avons toujours bien vécu. Nous estimons notre exploitation à 1,1 million de francs. Alors imaginez celle-là ! A part une multinationale, qui aura les moyens d'en prendre la succession ? » Le pire, renchérit son voisin, c'est qu'ils sont en train d'exporter leur désastre dans d'autres régions : deux salariés,

mille porcs, là où pourraient vivre dix familles. La manifestation se clôt devant la vaste fosse de décaissage de la propriété. Cercée d'arbres, à l'aplomb de la colline, elle surplombe un ruisseau.

« CEUX QUI ONT TRICHÉ »
« Il faut limiter la taille des ateliers, tenir compte du nombre d'actifs dans l'exploitation et avoir une approche territoriale par bassins versants », récapitule François Du-

four, chef de file de la Confédération paysanne. Le PMPOA risque de cristalliser la fracture sociale qui se fait jour dans le milieu agricole. Ce programme, élaboré en 1993 par l'Etat et la FNSEA, doit accompagner les éleveurs dans la mise aux normes de leurs bâtiments agricoles et de leurs pratiques d'épandage des déjections animales, moyennant un financement pouvant aller jusqu'à 60 %. Les pouvoirs publics avaient prévu de s'adresser d'abord aux élevages les plus importants, donc les plus pollués.

Logique quant à la résorption des dégâts, mais « discriminatoire », estime la Confédération paysanne, qui a d'ailleurs déposé un recours devant le Conseil d'Etat. Vers 2002, lorsque les exploitations de taille inférieure seront touchées par le dispositif d'accompagnement, il ne leur restera plus de possibilité pour établir des plans d'épandage corrects, ni de terre pour installer les juments, estime-t-il. « Injuste », et même « immoral », s'empare Jacques Boubien, président du collectif Eau pure. « Ces aides publiques faramineuses - 16 milliards

de francs ! - non plafonnées et accompagnées de fausses fiscalités vont aller à ceux qui ont triché » : l'accord avait été obtenu au prix d'une amnistie générale des éleveurs dont le cheptel dépassait les quantités autorisées.

« Nous ne réclamons pas de nouveau blanchiment, de nouvelle amnistie, plaide pour sa part Marcel Corman, président de l'Ugpbv. Mais nous voulons sortir de l'impasse du PMPOA, qui freine notre développement. » Arguant que le protocole n'était « pas assez précis » au moment de sa signature, son organisation demande que soit pris en compte le cheptel au moment où l'éleveur s'engage dans les travaux de mise en norme, et non au 1^{er} janvier 1994, date officielle de la « remise à zéro des compteurs ». Or, en trois ans, la production bretonne a encore augmenté de 16 % pour les porcs, 18 % pour les volailles, et le PMPOA balbutiant n'a encore fourni aucun signe d'amélioration. Cet été, les alertes se sont multipliées dans les départements bretons, sur les côtes comme dans les rivières.

Martine Valo

Des légionnaires remplaceront les missiles nucléaires sur le plateau d'Albion

LE MINISTRE de la défense, Alain Richard (PS), a confié aux élus locaux intéressés qu'il maintiendra le projet de son prédécesseur, Charles Millon (UDF) : baser sur le plateau d'Albion, à la limite du Vaucluse, de la Drôme et des Alpes-de-Haute-Provence, un régiment d'un millier d'hommes qui prendra la place du 1^{er} groupement des missiles stratégiques.

Cette formation, un régiment professionnalisé de la Légion étrangère et spécialisé dans le génie, sera installée en 1999-2000. Elle résulte de la dissolution du 4^e régiment du génie, précédemment stationné à La Valbonne (Alpes), où subsisteront un régiment d'artillerie, un centre d'instruction élémentaire à la conduite automobile, une école de plongée de l'armée de terre et un centre mobilisateur - soit plus d'un millier de militaires professionnels et cent dix civils.

Sur le plateau d'Albion, plus spécialement à Saint-Christol (Vaucluse), le régiment étranger de génie sera constitué, pour la grande majorité, de légionnaires venus de Djibouti, de Polynésie, de Corse et du sud-est de la France, avec un encadrement issu

de l'armée régulière. La création de cette unité n'empêche pas que, dans le cadre de la contraction décidée de l'ensemble du dispositif militaire en France, la Légion étrangère verra ses effectifs globaux diminuer, passant de 8 600 hommes à 7 800, soit cependant une baisse moindre que celle de l'armée régulière.

An ministère de la défense, on précise que la mesure qui touche le plateau d'Albion n'est que l'un des éléments de la reconversion de la base nucléaire, dont la fermeture a été préconisée par Jacques Chirac en 1996.

En effet, M. Richard, dans le cadre de ses attributions, a décidé d'exécuter les dispositions prises par M. Millon, qui prévoyait aussi l'ouverture, à côté du régiment étranger de génie, d'un centre technique de l'armée de l'air et d'une annexe de la direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), soit plusieurs dizaines de personnels en complément. Des projets de réutilisation partielle des infrastructures militaires pour des besoins civils font aussi l'objet de négociations.

Jacques Isnard

DÉPÊCHES

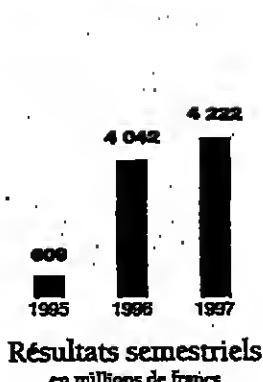
■ FINISTÈRE : le ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement, Dominique Voynet (Verts), a affirmé samedi 13 septembre à la pointe du Raz (Finistère) qu'un « effort accru de transparence et d'explication » de l'Etat devait être entrepris afin d'améliorer la protection et la gestion des grands sites naturels. Estimant que la loi sur les sites naturels, qui date de 1930, était « insuffisante », la ministre a insisté pour que les élus locaux, les associations et les propriétaires « soient mieux informés généralement qu'auparavant » des procédures légales et réglementaires de classement de site.

■ LOIRE-ATLANTIQUE : Dominique Voynet a jugé, samedi 13 septembre, « inutile » la construction d'une centrale nucléaire sur le site du Carnet (Loire-Atlantique), dans un entretien au Télégramme de Brest. M^{me} Voynet a estimé que « la surcapacité de production électrique que connaît la France depuis plus de dix ans a rendu cette construction inutile ». Le 1^{er} juin, entre 25 000 et 30 000 opposants avaient formé une chaîne humaine autour du site pour protester contre le projet d'EDF, actuellement suspendu (Le Monde du 3 juin).

■ HAUTE-GARONNE : Une quarantaine de manifestants ont perturbé samedi 13 septembre une manifestation rurale à Saint-Gaudens contre le projet du barrage de Charlas (Haute-Garonne). Le barrage, d'un coût estimé à plus d'un milliard de francs, devrait s'étendre sur 600 hectares de terres agricoles dans le Comminges et servir notamment à l'irrigation de la pollution de l'agglomération toulousaine (Le Monde du 17 juillet). Pour les manifestants, ce barrage va, en fait, « noyer » des terres cultivables.

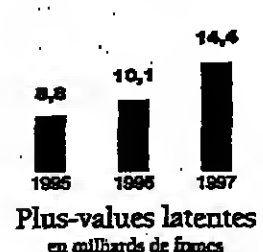
GROUPE PARIBAS

Résultat net au 1^{er} semestre
4,2 milliards de francs.



38,40 francs
Résultat net par action

8,7 %
Ratio Cooke Tier One



Le Groupe Paribas enregistre une hausse de son résultat net part du Groupe, qui atteint 4,2 milliards de francs contre 4 milliards de francs au premier semestre 1996.

Le Groupe Paribas est désormais clairement centré sur ses deux pôles d'activités, la Banque d'affaires internationale et les Services financiers spécialisés, après l'achèvement de la cession des activités de banque de détail (Banque Continentale du Luxembourg, Banque Ottomane, Crédit du Nord, Paribas Belgique, Paribas Hollande, Paribas Pacifique et Paribas Polynésie).

Hors activités de banque de détail cédées, ou en cours de cession, le résultat net s'établit à 3,4 milliards de francs, en progression de 13 % au premier semestre 1997. La structure financière de Paribas est renforcée, son ratio Cooke Tier One s'élève à 8,7 %. L'actif net estimé au 30 juin atteint 59,9 milliards de francs, soit 545 francs par action.

La Banque d'affaires internationale

Banque Paribas : une rentabilité des activités opérationnelles de 15 %
Les revenus des activités de la Banque Paribas progressent de 17 % et le résultat net s'élève à 1,2 milliard de francs. En parallèle, la Banque renforce ses équipes pour répondre à l'accroissement de ses activités.

Paribas Affaires Industrielles : une récurrence confirmée des résultats
La contribution de PAI au résultat net du Groupe s'établit à 1,8 milliard de francs. La réserve de plus-values latentes s'élève à 14,4 milliards de francs, soit une hausse de 34,6 % depuis le 31 décembre 1996.

Les Services financiers spécialisés

La Compagnie Bancaire : une rentabilité conforme aux objectifs 1997 de 10 %
La croissance des activités opérationnelles se poursuit. Le résultat s'établit à 588 millions de francs.

Le Groupe Paribas poursuit sa stratégie de spécialisation dans des secteurs d'activité en croissance et continue d'investir pour assurer le développement de ses métiers.

Dans chacun des secteurs où il opère, le Groupe Paribas a pour ambition de figurer parmi les 10 meilleures banques mondiales en l'an 2000. Il veut assurer à ses actionnaires une rentabilité forte (15 %), récurrente et une croissance régulière des résultats.

PARIBAS ACTIONNAIRE

3, rue d'Antin, 75002 Paris Tél. vert : 0 800 05 17 88 3616 code CIBT (2,19 F la minute) Internet : <http://www.paribas.com>

DISPARITION

Roger Frey

Un « baron » silencieux du gaullisme

ANCIEN MINISTRE de l'intérieur du général de Gaulle, ancien président du Conseil constitutionnel, Roger Frey est mort, samedi 13 septembre, des suites d'une attaque cérébrale. Il avait quatre-vingt-quatre ans.

Ce cadavre de père alsacien et de mère normande - il est né le 11 juin 1913 à Nouméa - n'est pas devenu par hasard un des « barons » du gaullisme. Engagé en 1940 dans le bataillon du Pacifique des Forces françaises libres (FFL), il a été chargé de mission auprès du général MacArthur, attaché à l'état-major du chef de la France libre, avant de participer aux campagnes d'Allemagne et d'Autriche. En 1945, il a effectué une mission officielle en Chine où il rencontra Mao Zedong et Chou En-lai. Son gaullisme était total, son attachement à la personne du général sans faille. Il fut de tous les « coups », mais toujours en silence.

Car Roger Frey était un homme assez peu loquace, préférant les tête-à-tête aux réunions bruyantes, l'action discrète, voire secrète, aux gestes spectaculaires. Les traits impassibles dans un visage blafard qu'éclairaient des yeux d'un bleu étonnamment pâle, son élégance s'accordait à son affabilité constante. Il fut l'un des premiers à participer au comité directeur du RPF de 1947, dont il devint le trésorier en 1951, tout comme il fut l'un des conjurés, avec son ami Jacques Soustelle, préparant le retour de de Gaulle en mai 1958. Entre-temps, il avait été la cheville ouvrière du gaullisme partisan, au poste faussé de secrétaire général de la République, chargé de la propagande, il entre dans le premier gouvernement de Michel Debré

en 1959, comme ministre de l'information. Il siégua au gouvernement sans interruption jusqu'en juillet 1973 et, après une année passée à la présidence du groupe UDR de l'Assemblée nationale, il retrouva en février 1974 un autre palais national, en devenant président du Conseil constitutionnel. C'est Georges Pompidou qui, un mois avant sa mort, lui avait confié cette fonction où il est demeuré jusqu'en mars 1983, vivant ainsi à ce poste essentiel l'arrivée de la gauche au pouvoir. Depuis lors, Roger Frey demeura discret, préparant ses Mémoires, révélant quelques souvenirs à de rares confidents.

« POLICES PARALLÈLES »

Son nom restera surtout attaché à son passage place Beauvau. Or il est devenu ministre de l'intérieur un peu par hasard en assumant, en avril 1961, l'intérim du titulaire tombé malade, Pierre Chatenet. Il sera confirmé à ce poste à chaque remaniement jusqu'en avril 1967. Il prend donc en charge le ministère de l'intérieur au moment où éclate le putsch des généraux d'Algérie. Il tient alors le ministère avec son ami Alexandre Sanguinetti et distribue même des casques aux volontaires qui veulent s'opposer à l'arrivée redoutée des parachutistes.

En charge de la protection du général contre les partisans de l'Algérie française, il lutte à la fois contre le FLN et contre l'OAS, avec des méthodes critiquées par tous ceux qui estiment qu'une démocratie ne peut utiliser des moyens illégaux pour combattre ses adversaires, même lorsque ceux-ci usent du terrorisme. L'existence de « polices parallèles » lui fut vivement reprochée. Il est responsable, avec Maurice Papon, préfet de police, de la répression de la manifestation du 17 octobre 1961, à Paris, au cours de laquelle de nombreux Algériens furent tués. De même, il sera très vivement pris à partie par

toute la gauche, sur le comportement des forces de police dans la répression d'une manifestation anti-OAS organisée par le PCF, le 8 février 1962, au cours de laquelle neuf personnes périrent écrasées contre les grilles du métro Charonne. C'est aussi pendant qu'il était ministre de l'intérieur que des dérogations policières furent mises au jour par l'enquête à Paris, le 19 octobre 1965, de Mehdi Ben Barka, dirigeant de l'opposition marocaine.

Sur toutes les « affaires » qu'il a eu à connaître, Roger Frey entretenait une part de mystère et conservait bien des secrets. Ami de Georges Pompidou, il s'était vu confier les relations avec le Parlement, lorsque, après les élections de 1967 remportées de justesse par la majorité, le premier ministre a souhaité améliorer les rapports entre l'exécutif et le législatif.

Ministre pendant treize ans et demi sous la V^e République, Roger Frey, qui avait été constamment réélu député du 12^e arrondissement de Paris depuis 1962, n'avait cependant siégé qu'un an à l'Assemblée nationale, de mars 1973 à février 1974, avant d'être nommé au Conseil constitutionnel.

Il faisait partie de ce petit groupe de fidèles baptisés les « barons » qui avaient acquis leurs titres de noblesse dans le gaullisme historique, qui entretenaient entre eux une solidarité à toute épreuve et protégeaient leurs secrets. Se réunissant fréquemment, ils avaient dans la discrétion, l'entretien l'esprit durant la traversée du désert, préparé le retour de 1958, choisi même comme successeur possible du général dès 1965 l'un d'entre eux, Georges Pompidou.

Il se sont toujours mal remis de la disparition de celui-ci en 1974. Les fonctions de Roger Frey à la présidence du Conseil constitutionnel lui avaient évité de faire les choix politiques que ses compagnons avaient dû alors ef-

fectuer. Il n'a jamais compté parmi les « chiraquiens », bien qu'il ait maintenu son adhésion au RPR et qu'il soit parfois venu à quelques réunions de ce parti. Il est vrai que celui qui est aujourd'hui président de la République n'a pas toujours été très cordial envers ce « baron ». Depuis longtemps partisan d'une relative ouverture et d'une certaine décentralisation de la vie politique, Roger Frey avait, lors de sa première visite à Valéry Giscard d'Estaing, élu président de la République, suggéré à celui-ci d'élargir aux parlementaires la possibilité de saisir le Conseil constitutionnel. Ce fut fait très vite.

L'ancien ministre de l'intérieur présida ainsi à la transformation du Conseil en institution protectrice de l'Etat de droit, en instrument au service de l'opposition. Alors que François Mitterrand, premier secrétaire du PS, avait trahi lors de la nomination de Roger Frey à cette présidence - « Que le droit soit aujourd'hui confié à M. Roger Frey, quelle distraction ! » - c'est sous autorité que les gardiens de la Constitution, lors de l'alternance de 1981, eurent la sagesse de ne pas transformer leur institution en bastion d'une droite dont ils émanaient en général.

Pendant deux ans ainsi, les relations entre le nouveau président de la République et un homme qui l'avait qualifié, un jour, de « marchand d'illusions », ont été faites de respect réciproque. Au point que lorsque, après la décision du Conseil constitutionnel annulant la première loi de nationalisation, des socialistes accusèrent son président d'avoir défendu des intérêts personnels, François Mitterrand défendit publiquement l'honneur de Roger Frey.

André Passeron

* Ce texte écrit par notre ancien collaborateur, mort le 12 août 1994, a été réactualisé.

Dora Vallier

Une historienne engagée de la modernité picturale

DORA VALLIER, historienne et critique d'art, est décédée à Paris vendredi 12 septembre.

Née à Sofia (Bulgarie) en 1921, Dora Vallier, étudiante à l'école de l'art à la Sorbonne et à l'école du Louvre, avait été recrutée en 1954 par Christian Zervos aux Cahiers d'art. A cette époque, elle confiait une première tâche délicate : interroger sur sa vie et son œuvre Georges Braque, réputé laconique et peu enclin à l'autobiographie. En une dizaine de rencontres, elle y réussit si bien que, de 1954 à 1960, elle publia dans les Cahiers d'art une suite d'entretiens avec des artistes majeurs du XX^e siècle : Léger, Villon, Brancusi et Miró. Ils ont été par la suite publiés en un recueil, *L'intérieur de l'art* (Seuil, 1982).

DIRECTIONS COMPLÉMENTAIRES

A partir de cet épisode décisif, les travaux de Dora Vallier se développent selon deux directions complémentaires. Elle est, d'une part, l'auteur du catalogue raisonné du Donatier Rousseau (Flammarion, 1970), et a consacré plusieurs ouvrages à ce peintre débouffé par Apollinaire, Picasso et Delaunay.

Elle se fait, par ailleurs, l'historienne et l'avocate engagée de la modernité picturale, du

cubisme à l'abstraction. Au catalogue raisonné de l'œuvre gravé de Braque (Flammarion, 1982), s'ajoutent de nombreuses monographies, dédiées à Villon, Poliakoff et Vieira da Silva. En 1967, elle publie *L'art abstrait*, tentative de synthèse qui associe dans la même perspective Mondrian, Kandinsky, Malevitch, Delaunay et leurs héritiers de l'après-guerre. En un temps où ces artistes ne bénéficiaient guère de l'attention des musées et des éditeurs, ce petit livre d'initiation demeura longtemps unique en son genre. Il avait aussi le grand mérite d'exposer les doctrines et théories qui ont sous-tendu le développement de l'abstraction.

La même exigence se retrouve dans les nombreuses études dans lesquelles Dora Vallier a poursuivi son œuvre, que ce soit pour analyser les rapports du cubisme et de la couleur, pour sonder ce qui, chez Malevitch, relève d'une sémiotique des formes et du chromatisme ou pour réunir dans le même regard Kandinsky et Schoenberg. Plusieurs de ces travaux ont été réédités sous forme de recueils, *Du noir au blanc*, *Les Couleurs dans la peinture* (L'Echoppe, 1989).

Philippe Dagen

NOMINATION

EPISCOPAT

M^{re} Patrick Le Gal, modérateur (supérieur) de la communauté Notre-Dame de la Sagesse, a été nommé évêque de Tulle (Corrèze), vendredi 12 septembre, par le pape Jean Paul II. Il succède à M^{re} Roger Frémont, qui avait démissionné le 22 octobre 1996.

(Né le 14 janvier 1953 à Erment (Val d'Oise), Patrick Le Gal est diplômé de l'école supérieure de commerce de Rouen, et titulaire d'une maîtrise de droit privé et

d'une licence de théologie. Il a été ordonné prêtre le 8 décembre 1982 dans la communauté Notre-Dame de la Sagesse, qui avait été fondée dans le diocèse de Versailles par le père Ebrard au début des années 70 et dans laquelle il était entré en 1976. Il a ensuite enseigné le droit canonique à l'université de Frébourg, où il a été aussi aumônier des étudiants. Depuis 1986, Patrick Le Gal était directeur du foyer de la Charité de La Part-Dieu à Poissy (Yvelines) et aumônier du lycée international de Saint-Germain-en-Laye. Il avait été nommé modérateur (supérieur) de la communauté Notre-Dame de la Sagesse en 1989.)

AU CARNET DU « MONDE »

Décès

- Michèle BARGUES, sa sœur, Christophe BARGUES, son frère, Isabelle Pleskoff-BARGUES, Juliette Butler, Judith et Vladimir BARGUES, sa famille. Et ses amis, ont la tristesse de faire part du décès accidentel de

Jean-François BARGUES,

survenu en Espagne, le 21 août 1997, à l'âge de quarante-huit ans.

Les obsèques auront lieu le mardi 16 septembre, à 11 heures, au cimetière du Montparnasse.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- On nous prie d'annoncer le décès de

M. Francis COLOMBIÈRE,

survenu le 11 septembre 1997, dans sa quarante-neuvième année.

Un hommage pourra lui être rendu le mardi 16 septembre, de 11 heures à 12 heures, à la chambre funéraire des Batignolles, 10, rue Pierre-Rebère, Paris-17^e.

Les obsèques religieuses auront lieu dans le Lot.

- Marie-Annick Chautier, sa compagne, Pierre et Stéphane, ses fils, ont la tristesse de faire part du décès de

André DUMATRE,

survenu le 11 septembre 1997.

L'incinération aura lieu au crématorium du Père-Lachaise.

30, rue Feytaud, 75002 Paris.

- Le conseil de surveillance, Le président, Et les membres du directeur, Et l'ensemble du personnel CNP Assurances, ont le regret d'annoncer le décès de

M. Alain PRATE,

inspecteur général des finances locales, commandeur de la Légion d'honneur, président du conseil de surveillance de la CNP,

survenu le 11 septembre 1997.

- Pierre et Leticia TODOROV, Alice, Louise, Paul, Antoine, Et toute la famille, ont la tristesse de faire part du décès de

Dora TODOROV VALLIER,

survenu le 12 septembre 1997.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 17 septembre, à 11 heures, en la cathédrale orthodoxe russe, 12, rue Daru, Paris-8^e.

28, rue Gay-Lussac, 75005 Paris. (Lire ci-dessus.)

Avis de messe

- Une messe sera célébrée en l'église Saint-Honoré d'Eylau, 66 bis, avenue Raymond-Poincaré, Paris-16^e, le jeudi 18 septembre, à 18 h 30, à la mémoire de

Chantal LAJAT,

chevalier de l'ordre national du Mérite, décédée le 16 juillet 1997.

Patrice Lajet, son époux, Ses enfants et petits-enfants.

Anniversaires de décès

- Il y a un an, le 14 septembre 1996, à Athènes,

Martine FOUQUET,

née DELAPORTE nous quittait beaucoup trop tôt.

Vous qui l'avez connue et aimée, souvenez-vous de son sourire.

- 1967-1997, le 16 septembre 1967,

Jean-Henri GRANIER

nous quittait.

Nous ne l'oublions pas.

Souvenir

- A mon compagnon de vie,

Jean-Louis FRASCA,

que Dieu assainisse sur les quais de Seine, ce matin du 14 septembre 1996.

Merci d'avoir une pensée pour lui.

CARNET DU MONDE

Téléphones : 01-42-17-39-80 01-42-17-38-42
01-42-17-29-96
Fax : 01-42-17-21-36

Conférences

- Le Centre d'éducation permanente de l'université Paris-I propose, dans le cadre de l'université permanente, des cycles de conférences en histoire de l'art et archéologie.

Exemples de thèmes : les Cyclades à l'époque archaïque, l'hôtel particulier à Paris, au XVII^e siècle, le sujet dans l'art du XX^e, etc.

Pour obtenir des renseignements complémentaires, veuillez contacter : Sylvie Sourmail. Tél. : 01-40-46-28-57. Fax : 01-43-54-66-91. Centre d'éducation permanente de l'université Paris-I, 14, rue Cujas, 75005 Paris.

Colloques

- Les 20 et 21 septembre 1997, un colloque, organisé par la Fonction européenne pour la psychanalyse, se déroulera dans les salons de l'Unesco sur le thème : *Les valeurs humanitaires au risque de la guerre fratricide*, qui réunira des psychanalystes, des sociologues, des journalistes, des écrivains, des philosophes.

On peut s'inscrire sur place, au 125, avenue de Suffren, Paris-7^e, ou par téléphone au 01-43-57-25-60.

Expositions

- 20 et 21 septembre 1997.

Pour la sortie du livre *Basilique Saint-Maurice d'Epinal*, le Philatélic-Club-Vosgien organise une exposition philatélique et un bureau temporaire au Centre culturel d'Epinal, rue Claude-Gellée.

Souvenirs : carte-postale imagerie d'Epinal.

Deux autres cartes-postales et deux enveloppes. Renseignements : M. Robert Zuccaro, 17, rue Jean-Vinot, 88000 Epinal. Tél. : 03-29-64-13-97.

Soutenances de thèse

- Florence Memier soutiendra sa thèse, directeur : M. Dorelle Roman et société à Byzance au XIX^e siècle. Samedi 20 septembre, à 9 h 30, à l'université de Toulouse-Le-Mirail.

Communications diverses

- L'hebdomadaire moderne/bibliothèque pour tous en dix séances ou à distance. Séances individuelles du professeur J. Benadvis : 01-47-97-30-22/06-60-43-45-78.

Le Monde

Il n'y a pas de jour
pour chercher un emploi.

Mais il y a un seul jour
pour en trouver :
c'est le mardi.*
C'est dans Le Monde.

Le Monde

INITIATIVES

Demandez-le à votre marchand de journaux

Un supplément de 32 pages avec Le Monde daté mercredi*

لبنان 2000

HORIZONS

Portrait

PAR un après-midi des années 50, une petite fille se promenait sur une plage de l'ouest de l'Irlande, non loin du lieu où débarquèrent en 1798 les troupes révolutionnaires du général Humbert lors d'une vaine tentative pour libérer l'Ile du joug anglais. Elle avait la tête remplie d'idées qui ne viennent généralement pas à l'esprit d'enfants de sept ans. Mary Robinson, car c'était elle, allait devenir présidente d'Irlande avant de prendre, le 12 septembre, ses nouvelles fonctions de haut-commissaire des Nations unies pour les droits de l'homme. Elle pensait alors à la Grande Famine qui, en 1845-1847, tua ou força à l'exil des millions d'Irlandais. Elle avait été influencée par son père, un médecin de campagne qu'elle accompagnait souvent dans ses tournées chez les pauvres de son comté natal de Mayo.

C'est de cette époque que date sa conviction que les torts peuvent et doivent être redressés. Pierre angulaire d'une vie consacrée aux droits de l'homme et surtout à leur application à la vie quotidienne des gens, cette conviction l'a poussée pendant ses vingt années au Sénat. Elle a mené parallèlement une carrière juridique devant les tribunaux irlandais et européens, où elle a souvent remporté des batailles perdues auparavant au Parlement. Un an après avoir quitté la politique pour se consacrer à sa carrière d'avocate, une série d'événements tout à fait inattendus, et qui ont fait craquer le moule traditionnel de la politique irlandaise, l'ont portée en 1990 à la présidence.

Dotée d'un solide bon sens combiné à son habileté professionnelle et politique, elle aura besoin de tous ses talents, et devra en développer d'autres, dans son nouveau poste. Créé en 1993, il a été occupé par l'Équatorien José Ayala-Lasso, qui ne s'est guère fait remarquer. Le poids de la bureaucratie nanaïenne et le ressentiment des gouvernements face à ce qu'ils perçoivent comme une ingérence dans leurs affaires intérieures seront les principaux obstacles auxquels elle se heurtera. A son arrivée à la présidence, on pensait aussi que Mary Robinson inaugurerait les chrysanthèmes et qu'elle finirait frustrée de n'avoir pu réaliser ce qu'elle avait promis. Ces sceptiques ont eu tort. Elle fait maintenant face au même défi et il est possible que, pour une fois, elle soit la bonne personne au bon poste et au bon moment.

Sa vie l'aura au moins préparée à ces tâches. Seule fille au milieu de quatre frères, elle a dû lutter pour se faire sa place. Après une enfance privilégiée, elle a passé une année à Paris chez « Made-moiselle Anita », une école pour jeunes filles étrangères que dirigeait une certaine Anita Pojunaika au 10, rue de l'Amiral-d'Estaing. Comme se souvient l'un de ses frères : « Ce séjour a métamorphosé un garçon manqué en jeune femme. Je me souviens clairement du moment où j'ai réalisé que cette créature féminine parlait couramment français, et qui pouvait discuter littérature et politique, ne pourrait plus jamais jouer avec moi aux gendarmes et aux voleurs. »

Après avoir fait son droit, elle se frotta au radicalisme du mouvement étudiant américain à la Harvard Law School, en pleine guerre du Vietnam. Elle y découvrit que le droit pouvait devenir un instrument de justice sociale. Dès son retour, les élections de 1969 lui offrirent une chance d'exercer ses convictions. En Irlande, les deux principales universités choisissent chacune trois membres d'un Sénat aux pouvoirs fort limités. L'assistante catholique de vingt-cinq ans fut élue haut la main par le Trinity College, dont l'électorat est essentiellement protestant et masculin.

Comme souvent, le Parlement irlandais avait évolué moins vite que le pays. La jeune sénatrice se positionna à l'avant-garde du changement, préconisant - avec un courage frisant l'incoscience, dans une Irlande conservatrice et cléricale - des réformes dans des domaines tels que la contraception, le divorce, les enfants naturels, le droit d'information sur l'avortement, les droits des homosexuels et des gens du voyage, ainsi que l'égalité des droits pour les femmes. Elle a longtemps prêché dans le désert. Les grands partis, y



Mary Robinson, avocate des droits de l'homme

Juriste et militante très active pour les droits des femmes et des minorités, la présidente de la République d'Irlande a su imposer ses idéaux dans un pays très conservateur. Elle espère obtenir le même succès dans ses nouvelles fonctions de haut-commissaire aux droits de l'homme à l'ONU

compris le Parti travailliste irlandais, qu'elle avait rejoint en 1976, tremblaient à l'idée de provoquer l'électorat et l'Eglise catholique. Au Sénat, elle avait souvent le soutien d'élus de l'Université tandis que les professionnels de la politique, embarrassés, lui manifestaient hostilité et dédain. Elle trouvait chaque jour dans son courrier des lettres d'insultes ou des préservatifs usagés.

DERRIÈRE le discours parfois trop intellectuel de la femme en campagne se cache une chaleur personnelle, un univers familial préservé avec son mari Nick - un avocat protestant - et ses trois enfants. Mais elle sait aussi s'amuser. Ainsi, avant son élection, s'est-elle rendue à une soirée déguisée en touriste américaine, abusant pendant des heures ses amis les plus proches.

Ce caractère l'a aidée à supporter les coups bas. Sa détermination a fini par susciter l'admiration. Après l'entrée de l'Irlande dans la CEE en 1973, la législation communautaire lui a offert un nouveau terrain d'action. Une des affaires qui ont fait sa réputation a été celle de David Norris (également élu de Trinity), qui contestait la constitutionnalité des lois victoriennes contre l'homosexualité : engagée en 1977, cette action trouva son aboutissement en 1995 avec une réforme de la loi.

Lassée des compromis perma-

nants, mal à l'aise au sein du Labour, elle en claqua la porte en 1985. Elle fut pourtant choisie comme candidate à la présidence de la République par ce parti, avec le soutien des groupuscules et des organisations de défense des droits de l'homme. Elle surprit tout le monde en l'emportant contre les deux principaux partis. Elle doit son succès à sa réputation d'indépendance et d'intégrité,

« C'est une des forces des Irlandais de célébrer leur passé, non pas pour sa puissance ou ses victoires, mais pour la profonde dignité de la survie de l'homme »

dans une culture où l'on se méfie des politiciens, tout comme à sa volonté de protéger les droits de gens sans se soucier de la personnalité des offensés. Il lui est même arrivé - dans des circonstances différentes - de défendre les droits des gardiens de prison et de ceux qu'ils enferment chaque soir dans leurs cellules.

Son élection aura cristallisé les changements de l'Irlande. Le jour du vote, les observateurs avaient noté un bouleversement des habitudes politiques : les femmes, qui, jusqu'à présent, avaient accompa-

gné leur mari au bureau de vote, s'étaient présentées entre elles, déterminées, dès l'ouverture des bureaux. Quand elle entra dans la résidence officielle - Aras an Uachtarain, précédemment celle du gouverneur général britannique -, celle-ci ressemblait à une cage dorée. Mary Robinson en a ouvert les portes à ses compatriotes de toutes origines, les encourageant à prendre possession

de l'institution. Ce qui lui a permis d'être mieux en phase avec l'opinion que les politiciens et d'atteindre un taux de popularité dépassant 90 %.

ELLLE a su prendre des risques pour tirer toutes les possibilités d'une institution symbolique. Sa célèbre poignée de main avec Gerry Adams - président du Sinn Féin, branche politique de l'IRA - a conduit les gouvernements britannique et irlandais au bord de l'apoplexie. Mais elle a offert respect et assu-

rance à une communauté nationaliste assise, qui sentait que Dublin et Londres se désintéressaient de son sort. Elle a aussi pris des risques avec les Irlandais du Nord, visitant par exemple en 1993 Warrington après qu'une bombe de l'IRA y eut décapité deux enfants.

Elle a su parler pour les unionistes protestants du Nord - elle, la catholique mariée à un protestant, qui avait quitté le Labour pour protester contre un accord anglo-irlandais qu'elle jugeait trop défavorable aux unionistes - qui ont reconnu qu'elle était profondément préoccupée par les divisions de la société irlandaise. Elle a fait entendre sa voix de femme dans un univers où les hommes masculinisaient le champ de bataille. Elle déclarait au Monde en 1996 que tous les Irlandais ont « l'absolue détermination de réclamer leur droit à un avenir de paix (...) ». Cela représente un profond encouragement aux politiciens pour qu'ils prennent des risques pour parvenir à un compromis. »

Tendant la main aux unionistes, elle ajoutait : « Notre concept d'irlandité doit être assez vaste pour inclure ceux qui vivent dans toute l'Ile et dont l'identité est plus britannique qu'irlandaise, c'est-à-dire les unionistes du Nord. Le fait qu'ils se définissent comme britanniques n'exclut pas qu'ils aient aussi leur part d'irlandité. Notre diaspora comprend un vaste ensemble de gens, Améri-

cains, Australiens ou Français d'origine irlandaise, qui s'identifient avec nous. »

Elle s'est aussi attaquée au plus ancien problème de l'Irlande, celui de l'émigration, regardée par les politiciens locaux comme un mal contre lequel on ne pouvait pas grand-chose, mais aussi comme une soupape de sécurité face à un chômage massif. Mary Robinson a vu dans cette diaspora non pas un symbole d'échec ou de honte nationale, mais un atout, une voix de plus dans le concert irlandais. Evoquant un passé douloureux, elle a dit un jour : « Chaque pays est prompt à faire la liste de ses triomphes (...). Pour moi, il est aussi important de rapporter un passé plus sombre (...). C'est une des forces des Irlandais de célébrer leur passé non pas pour sa puissance ou ses victoires, mais pour la profonde dignité de la survie de l'homme. »

Dès son entrée à l'Aras an Uachtarain, elle alluma une lampe à la fenêtre de sa cuisine, symbole pour tous les Irlandais - et peut-être pour tous les immigrés - qu'ils étaient ici chez eux et qu'ils seraient toujours les bienvenus. Cette lumière, qui aura brillé pendant toute sa présidence, témoigne aussi de son militantisme en faveur des droits de l'homme dans le monde. Premier chef de l'Etat à assister aux sessions du Tribunal de La Haye sur les crimes de guerre, elle s'est rendue au Rwanda et elle a visité la Somalie en pleine guerre civile. Elle a aussi été rapporteur au Conseil de l'Europe sur les droits de l'homme. Des membres de sa délégation y ont découvert sa conception d'un déjeuner de travail après l'avoir trouvée à son bureau, avalant des sandwiches et rédigeant son rapport.

LORSQU'il devint clair, courant 1996, que Boutros Boutros-Ghali ne serait pas réélu secrétaire général de l'ONU, le nom de Mary Robinson fut un temps avancé pour le remplacer. Mais, quand le poste de haut-commissaire aux droits de l'homme devint vacant, le gouvernement irlandais, faisant fi de ses désaccords avec elle, fit campagne en sa faveur. Sa candidature a été soutenue par plusieurs pays, dont les Etats-Unis, où vivent une cinquantaine de millions d'Américains d'origine irlandaise. Tous vont apprendre, comme les partis irlandais, de quel bois son indépendance d'esprit est faite.

Cette femme symbolise le nouveau rôle international d'un pays longtemps considéré comme un appendice de son grand voisin britannique. Comme le dit l'universitaire Declan Kiberd dans *Inventing Ireland*, où il décrit son île comme la première colonie moderne, la seule en Europe et qui eut la malchance de se trouver à quelques heures de vol du colonisateur anglais : « Mary est l'exemple du radical irlandais traditionnel qui se dissimule derrière des oripeaux conservateurs. Elle a réussi une brillante réconciliation au niveau de la symbolique politique entre les meilleures traditions locales et une conscience moderne rénovée. »

L'Irlande que représente Mary Robinson est une nouvelle Irlande qui a pris confiance en elle, devenue sûre d'elle et mûre, ayant laissé derrière elle l'autoflagellation, la stagnation et la dépression post-coloniale et ce cancer d'une émigration qui la vidait de ses forces vives. Elle a cessé d'être un quémendeur venu d'un coin perdu de la planète pour devenir un pays dont le niveau de vie dépassera bientôt celui du Royaume-Uni, où les émigrants commencent à revenir pour travailler dans des industries et des services en pleine expansion. Un pays qui consacre un pourcentage sans précédent de son budget à l'aide au tiers-monde et qui - ancienne colonie dévastée par la famine devenue « success story » - est un trait d'union entre le Nord et le Sud.

Mary Robinson n'a guère d'illusions sur la difficulté du travail qui l'attend. Mais elle y est bien préparée. Même quand elle évolue dans les hautes sphères de la politique, elle n'oublie pas de garder les pieds sur terre. Descendant les Champs-Élysées, lors de sa visite d'Etat en France en 1993, elle se souvenait encore des pavés de Paris sur lesquels elle avait usé ses souliers pour économiser un ticket de métro.

Patrice de Beer et John Horgan

650 agences
d'intérim en France,
1200 agences
en Europe.

Notre
implantation la plus
réussie, c'est celle de
nos intérimaires au
sein des entreprises.

Vedior, groupe européen de travail temporaire, associe sa puissance au pionnier de l'intérim, Bis. 650 agences en France vous ouvrent désormais leurs portes sous la nouvelle enseigne VediorBis. Présent dans 7 pays au travers de 1200 agences, le groupe

Vedior offre aujourd'hui aux entreprises françaises un réseau d'agences dense et expérimenté qui s'appuie à la fois sur une vision qualitative de la gestion des ressources humaines et une puissance d'innovation déjà largement démontrée en Europe.

VediorBis. *Faisons travailler les talents.*

Jevisio

Faut-il privatiser Air France ?

par Jean-Louis Bianco

PRESQUE toute l'intelligentsia économique et toute la droite sont convaincues avec un bel ensemble qu'il faut privatiser Air France. Si le gouvernement ne le fait pas, c'est seulement, jugent-ils, parce qu'il ne veut pas déplaire au Parti communiste.

Pourtant, dans ce dossier, le dogmatisme n'est pas là où on le croit. Au fond, la pensée unique qui dévore tout à la fois l'intelligence et le subconscient de nos élites veut que la gestion privée soit toujours meilleure, par principe et en pratique, que la gestion publique. La réalité, comme toujours, est plus compliquée. L'Etat actionnaire est en effet souvent très mauvais, mais dans le secteur bancaire, par exemple, les catastrophes de la gestion privée sont elles-mêmes réparties sur tout le territoire de la planète. EDF-GDF, France Télécom ou la SNCF soutiennent largement la comparaison, en termes de productivité, avec leurs homologues privés.

Dans le cas d'Air France, au lieu d'obéir à des préjugés, regardons la réalité en face, en répondant à deux questions : y a-t-il un intérêt général (la notion de « service public ») qui s'oppose à la privatisation ? Quel est l'intérêt stratégique de l'entreprise Air France ?

Il faut tout simplement qu'Air France ait un bon patron, que l'Etat actionnaire soit clair dans ses orientations et que les personnels continuent à se mobiliser

J'ai défendu et je continuerai à défendre la notion de service public, qui signifie simplement qu'il existe des intérêts généraux de la nation ou de l'Europe que le jeu de la concurrence ne permet pas d'atteindre automatiquement : développement à long terme, aménagement du territoire, équité sociale. Mais la notion de service public n'implique pas nécessairement qu'il soit accompli par une entreprise publique. On peut trouver d'autres formes de régulation, même si l'expérience anglaise montre que c'est très loin d'être aussi facile que le prétendent les adeptes de la pensée unique.

Dans le cas du transport, la réalité technique fait qu'un quasi-monopole public pour le transport aérien intérieur n'a plus de sens car la concurrence s'exerce entre les modes de transport, et, de toute manière, la concurrence aérienne est en principe ouverte depuis cette année. Encore faut-il faire jouer effectivement les mécanismes de péréquation qui permettent d'éviter la fermeture de lignes dites « non rentables », mais qui peuvent être essentielles à l'aménagement du territoire. Je

ne vois pas au nom de quoi British Airways, si elle veut se développer sur les lignes « juteuses » comme Paris-Marseille ou Paris-Nice, serait dispensée d'apporter son écot pour financer le déficit des lignes transversales.

En revanche, dans les arguments qui ont été évoqués en faveur de la privatisation d'Air France, aucun ne me paraît décisif :

1) Air France n'est pas la seule compagnie aérienne majoritairement publique : c'est le cas en Autriche, en Finlande, en Italie, et SAS est détenue à 50 % par les gouvernements suédois, danois et norvégiens.

2) Le redressement financier d'Air France a été réalisé alors que c'est toujours une entreprise publique.

3) Le fait que l'actionnaire soit majoritairement public n'a pas empêché Air France (pas plus qu'EDF) de nouer des alliances. Il paraît que certains partenaires étrangers sont inquiets des variations et des interférences d'un gouvernement dans les orientations d'entreprise. Mais rien n'empêche l'Etat actionnaire de fixer pour une fois, clairement, publiquement et durablement, les règles qu'il entend suivre. Que l'on sache, la versatilité des actionnaires ou du management des entreprises privées n'est pas moindre ! Et les bumeurs ou les sympathies des présidents ou des directeurs généraux comptent autant, quoi que l'on en dise, que les belles stratégies apparemment rationnelles.

4) La compagnie Air France pourrait-elle être mise en Bourse instantanément ? Je ne le crois pas. D'abord parce que, malgré un formidable redressement, ses résultats sont peut-être plus fragiles que le PDG sortant ne le proclame, et aussi parce qu'Air France n'est pas en train de gagner des parts de marché, alors qu'un investisseur financier regardera les profits futurs escomptés.

5) La Commission européenne exige-t-elle une privatisation immédiate ou même une date précise pour une privatisation massive ? Apparemment, ce n'est pas le cas.

6) Une privatisation est-elle nécessaire pour financer la stratégie de développement d'Air France ? Rien ne démontre qu'une ouverture du capital à 49 %, comme envisagée par le gouvernement, soit à ce stade insuffisante.

En réalité, Air France ne manque pas d'atouts forts : sa position centrale en Europe, porte d'entrée idéale pour les voyageurs d'Asie ou d'Amérique, et sur l'aéroport de Roissy, une des seules grandes plates-formes européennes non saturées. Les alliances existent et peuvent se développer avec Delta, Continental, Indian Airlines, Japan Airlines, Royal Air Maroc, Aeroflot... Il faut tout simplement qu'Air France ait un bon patron, que l'Etat actionnaire soit clair dans ses orientations et que les personnels continuent à se mobiliser. Affirmer que la privatisation est indispensable aujourd'hui relève du dogmatisme.

Jean-Louis Bianco, ancien ministre des transports, est député (PS) des Alpes-de-Haute-Provence.

AU COURRIER DU « MONDE »

DE MAASTRICHT À AMSTERDAM

Je comprends la déception exprimée par Jack Lang dans son point de vue intitulé « Je ne voterai pas le traité d'Amsterdam » (Le Monde du 19 août). C'est vrai que l'approfondissement des institutions n'a pas été réalisé en préalable aux prochains élargissements et que le traité d'Amsterdam semble encore plus flou que celui de Maastricht. Sa seule logique n'est que d'être une mise à jour de ce dernier. Cela dit, ne pas ratifier le traité d'Amsterdam me paraît dangereux. Outre le fait de mêler sa voix à celle des nationalistes, ne serait-ce pas risquer de jeter le bébé avec l'eau du bain ? La construction européenne en serait ébranlée au seul profit de ceux que M. Lang appelle justement les « professionnels de l'européisme ». Et quelle corré-

l'alternative ? M. Lang propose une « convention pour la création d'une Europe nouvelle » et pense qu'elle « serait habitée par la volonté de réussir ».

C'est une belle déclaration de principe, mais peut-on garantir qu'elle donnerait des résultats différents de celui du congrès de La Haye (mai 1948), qui accoucha, un an plus tard, du bien faible Conseil de l'Europe ? Utiliser les potentialités offertes par le traité d'Amsterdam est peut-être plus réaliste, en particulier la possibilité de coopérations renforcées entre Etats volontaires. Le vrai problème est en effet d'empêcher certains Etats de bloquer la construction européenne. Ces coopérations renforcées serviraient à mettre réellement en œuvre le traité de Maastricht et ses suites.

Alain-Pierre Menger, Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône)

La triste histoire de l'enfant de personne

par Axel Kahn

L'ACTUALITÉ nous offre aujourd'hui un fabliau des temps modernes qui s'alimente des possibilités infinies offertes par le *Kama-sutra* procréatif. L'histoire est véridique. Aux Etats-Unis, un homme et une femme, mariés, tous deux stériles, désiraient néanmoins un enfant, ce qui semble d'une parfaite légitimité. Et alors, que croyez-vous qu'il arriva ?

Tout esprit sensé et rationnel aurait proposé une solution banale par son évidence même : il existe, malheureusement, de par le monde, des enfants déjà nés qui ont le malheur de n'avoir point de foyer, point de parents. Des parents sans enfant et sans espoir d'en avoir d'un côté, des enfants sans parents de l'autre, l'adoption semble s'imposer, tant à la fois réalisation d'un désir d'enfant et acte de solidarité d'une profonde humanité.

Mais je ne sais si cette éventualité a même effleuré l'esprit de notre couple qui a trouvé beaucoup plus simple de piocher dans le sac à malices des techniques dérivées de « l'assistance médicale à la procréation ». Puisque, à défaut de matrice et d'ovules féminins, ce couple avait des dollars, ils ont acheté, sur le marché, des gamètes féminins et masculins et ont de-

mandé à un biologiste de la reproduction de réaliser une fécondation *in vitro*.

Il fallait encore placer cet embryon là où il devait être pour se développer : dans le ventre d'une femme. Qu'à cela ne tienne, une mère porteuse fut embauchée, qui mena la grossesse à son terme. L'enfant, une petite fille, naquit donc. Elle a maintenant deux ans.

Manque de chance pour elle, le couple — il est un peu difficile de

dé la fabrication. Mais alors, ce serait une décision qui lui reviendrait, et elle perdrait ainsi tout droit à la revendication d'une pension alimentaire versée par son ex-époux — ce à quoi elle se refuse. Ainsi, cette petite fille, commandée par quelqu'un, fabriquée grâce à la coopération de tierces personnes, n'est-elle l'enfant de personne.

Cette histoire saugrenue, naturellement exceptionnelle, est

Cette histoire saugrenue, naturellement exceptionnelle, est néanmoins symbolique d'une évolution des critères définissant la qualité de parents dans certaines couches de nos sociétés

parier des parents — se sépara peu après la naissance, et le père refusa de reconnaître cet enfant qui n'avait vraiment rien de lui, et même de verser une pension alimentaire pour ce rejeton venu au monde d'où !

Restait une solution à la mère, que la justice ne reconnaît pas comme telle, puisqu'elle n'est pas la mère biologique et qu'elle n'a pas accouché de cet enfant : l'adopter après en avoir com-

néanmoins symbolique d'une évolution des critères définissant la qualité de parents dans certaines couches de nos sociétés. Pour les hommes, dans la dernière période, l'exigence d'avoir à tout prix un enfant biologique semble s'être accrue considérablement, d'autant à la filiation du sang une place bien plus importante qu'à la filiation de l'esprit. Pour les femmes, cette exigence d'une filiation biologique est moins forte, la

mère ayant tendance à se « réapproprier » l'enfant qu'elle porte et dont elle accouche, même quand il n'est pas son enfant biologique : c'est là le ressort qui pousse des femmes ménopausées à avoir des enfants, qui ne sont naturellement biologiquement pas les leurs, mais qui leur « appartiennent » néanmoins, puisqu'elles les ont non seulement commandés, mais encore portés et qu'elles en ont accouché.

Parfois, cependant, ces deux sources évidentes des sentiments paternels et maternels, sont inaccessibles. L'histoire que je viens de rappeler montre qu'a émergé alors une autre source d'appropriation de l'enfant : l'avenir conçu avec « ses » vœux et « ses » spermatozoïdes... puisqu'on les a achetés ; avoir permis son développement dans « son » utérus, puisqu'on l'a loué. Quand on a des dollars, est-il vraiment indispensable d'avoir le reste ? Et puis, parfois, les chutes traditionnelles de la vie refont surface, la belle mécanique s'enraye, et une petite fille, de personne, est néanmoins là, qui aurait bien des comptes à demander.

Le professeur Axel Kahn est spécialiste de génétique et membre du Comité national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé.

Aficio est arrivé

RICOH est heureux de vous faire part de la naissance d'Aficio

Aficio est là. C'est le nouveau concept de RICOH en matière d'équipement de bureau qui vous permet dès à présent, d'aborder avec succès, l'ère numérique. Aficio, une gamme complète de produits qui vous offre au prix de l'analogique, une grande richesse fonctionnelle et de multiples possibilités grâce à sa conception modulaire. Choisissez les fonctionnalités que vous souhaitez — copies numériques couleurs ou noir & blanc, télécopies, numérisation ou impression de documents — et sélectionnez simplement la configuration qui correspond le mieux à vos besoins. La conception novatrice de la gamme Aficio apporte à l'univers du bureau, un plus incontestable en flexibilité et productivité. Aficio, c'est l'environnement numérique du bureau qui répond désormais aux besoins de chacun.

Aficio TM
de RICOH

Ricoh France S.A. Tél. 01 40 94 37 08, Fax 01 40 94 39 05
Gestetner S.A. Tél. 01 49 80 21 95, Fax 01 49 80 71 94
Nashuatec France S.A. Tél. 01 48 90 21 69, Fax 01 43 77 03 89
Rex Rotary S.A. Tél. 01 39 90 54 72, Fax 01 39 90 14 40

RICOH / nashuatec / Rex-Rotary / Gestetner

Les « Entretiens du XXI^e siècle » de l'Unesco

Les vues d'un sociologue et d'un paléontologue sur l'avenir de l'espèce humaine

Edgar Morin : « Sauver la biodiversité, c'est sauver la diversité culturelle. » Stephen Jay Gould : « L'évolution humaine est un buisson, et non un arbre. »

L'UNESCO commence une série d'« Entretiens du XXI^e siècle ». Le premier, un dialogue entre le paléontologue américain Stephen Jay Gould et le sociologue français Edgar Morin, sur le thème « Quel avenir pour l'espèce humaine ? », a eu lieu mardi 9 septembre au siège de l'Unesco, à Paris, devant environ 2 000 personnes. Nous en publions ici de larges extraits.

« Stephen Jay Gould : on parle beaucoup du futur en ce moment en raison de la proximité du troisième millénaire. Mais ce qui caractérise le futur, c'est qu'il est imprévisible. On ne peut rien prédire d'utile à son sujet, quelle que soit la distance dans le temps que l'on envisage. Les raisons même de cette impossibilité sont intéressantes.

« L'évolution est davantage un processus historique, comparable en cela à l'histoire humaine, qu'un processus scientifique dirigé par les lois générales de la nature. L'histoire est contingente. Elle n'est pas dominée par le hasard, comme un jeu de dés. Ce qui arrive a du sens. Mais il y a tellement de chemins possibles, et un changement minime au départ peut aboutir à des résultats tellement considérables à l'arrivée, qu'il n'y a pratiquement rien à prédire. Cela n'a rien de négatif à mes yeux. C'est même plutôt excitant de penser que les sciences de l'évolution ont le caractère contingent de l'histoire humaine et non la prédictibilité des lois de la nature.

« Edgar Morin : je partirai de ce que dit Stephen Jay Gould, c'est-à-dire de l'incertitude fondamentale en ce qui concerne le futur pour l'espèce, pour l'humanité en général. Je dirai même que notre seule certitude aujourd'hui, c'est cette incertitude. Certes, l'avenir de l'humanité a toujours été incertain, mais les générations précédentes ne le savaient pas. Soit elles vivaient dans un temps cyclique où tout recommençait, soit ce temps était guidé par la flèche du progrès. Or ce qui arrive aujourd'hui, c'est qu'il n'y a plus de rails vers le futur, plus de locomotive qui nous transporterait vers l'avenir heureux. Je dirais même que le mythe du progrès est mort. Ce qui ne veut pas dire la fin de toute possibilité de progrès.

« Quelque chose d'autre nous conduit à l'incertitude : c'est - je ne veux pas dire l'évolution, terme qui déplaît à Stephen Jay Gould -, disons le devenir. Il ne se déroule pas de façon frontale : l'histoire ne s'avance pas comme un fleuve majestueux ou comme un glacier. Elle avance plutôt en crabe : il y a d'abord une déviation, minuscule. Et cette déviation, si elle se fortifie, crée une tendance. Et cette tendance, si elle se développe, peut devenir universelle. C'est ce qui est arrivé pour les grandes idées religieuses - christianisme, islam -, pour les grandes idées non religieuses - le socialisme. C'est aussi vrai pour le capitalisme, qui est d'abord un phénomène très local, un phénomène bizarre, anormal, dans les sociétés féodales.

« La seule certitude, peut-être, pour l'espèce humaine, c'est la mort. Mais la date de cette mort elle-même est très incertaine. Parce que l'humanité peut mourir très rapidement par une catastrophe qu'elle provoquerait elle-même. Il peut y avoir un cataclysme cosmique, la chute d'une météorite. Il y a une pluralité de scénarios possibles. Ce qui est impossible, c'est le meilleur des mondes. Ce qui est possible, c'est un monde meilleur. Mais il est impossible que l'homme devienne le maître souverain du cosmos. (...) Étant donné les limites de l'espèce humaine, il est impossible pour celui-ci de tout connaître, de tout savoir. Il nous est néanmoins possible de développer notre savoir, notre connaissance, notre conscience. L'esprit humain est profondément sous-développé, ainsi que nos possibilités affectives. Des possibilités extraordinaires, liées à la complexité de notre cerveau, existent.

« Stephen Jay Gould : on peut faire des prédictions, c'est vrai. On peut aussi prédire une courbe démographique. Mais le temps manque pour une adaptation biologique de l'espèce humaine à des problèmes tels que la pollution. Les masques à gaz sont la seule riposte à un monde pollué. L'espèce n'aura pas matériellement le temps de changer. Si nous voulons faire face,

par exemple, à l'explosion démographique, nous devons pratiquer le contrôle des naissances.

« Edgar Morin : nous assisterons peut-être à une nouvelle naissance de l'humanité, fondée sur une confédération terrienne. Avant le changement, la transformation semble impossible. Mais c'est justement parce que, dans un système, certaines choses semblent impossibles que le système change. Il se crée ainsi un nouveau système, un méta-système, une méta-organisation : c'est l'histoire des civilisations.

« Hôlderlin disait : « Quand le péril croît, croît ce qui sauve. » Nous avons atteint des limites qui sont sources d'angoisse, mais ces limites sont aussi sources d'espérance en un monde plus civilisé. Une nouvelle organisation de la société doit tenir compte de la diversité culturelle de notre espèce. Il faut passer d'organisations sociales locales à une confédération mondiale.

« Stephen Jay Gould : nous continuons à considérer l'évolution comme un mouvement qui suit une voie déterminée. Dans le cas de l'évolution humaine en particulier, nous avons tendance à percevoir

l'évolution comme un mouvement dans une direction donnée, un changement le long d'un chemin. L'illusion de l'existence d'un tel chemin nous conduit à croire que nous pouvons extrapoler vers l'avenir. En fait, l'évolution ne fonctionne pas de cette façon. Ce n'est pas une séquence linéaire, et il n'y a pas, en conséquence, quelque

c'est par séparation, embranchement, différenciation, lorsque de petites populations isolées se forment, et cet embranchement se produit sur une très courte période de temps, extrêmement rapidement, même, si on se place du point de vue géologique.

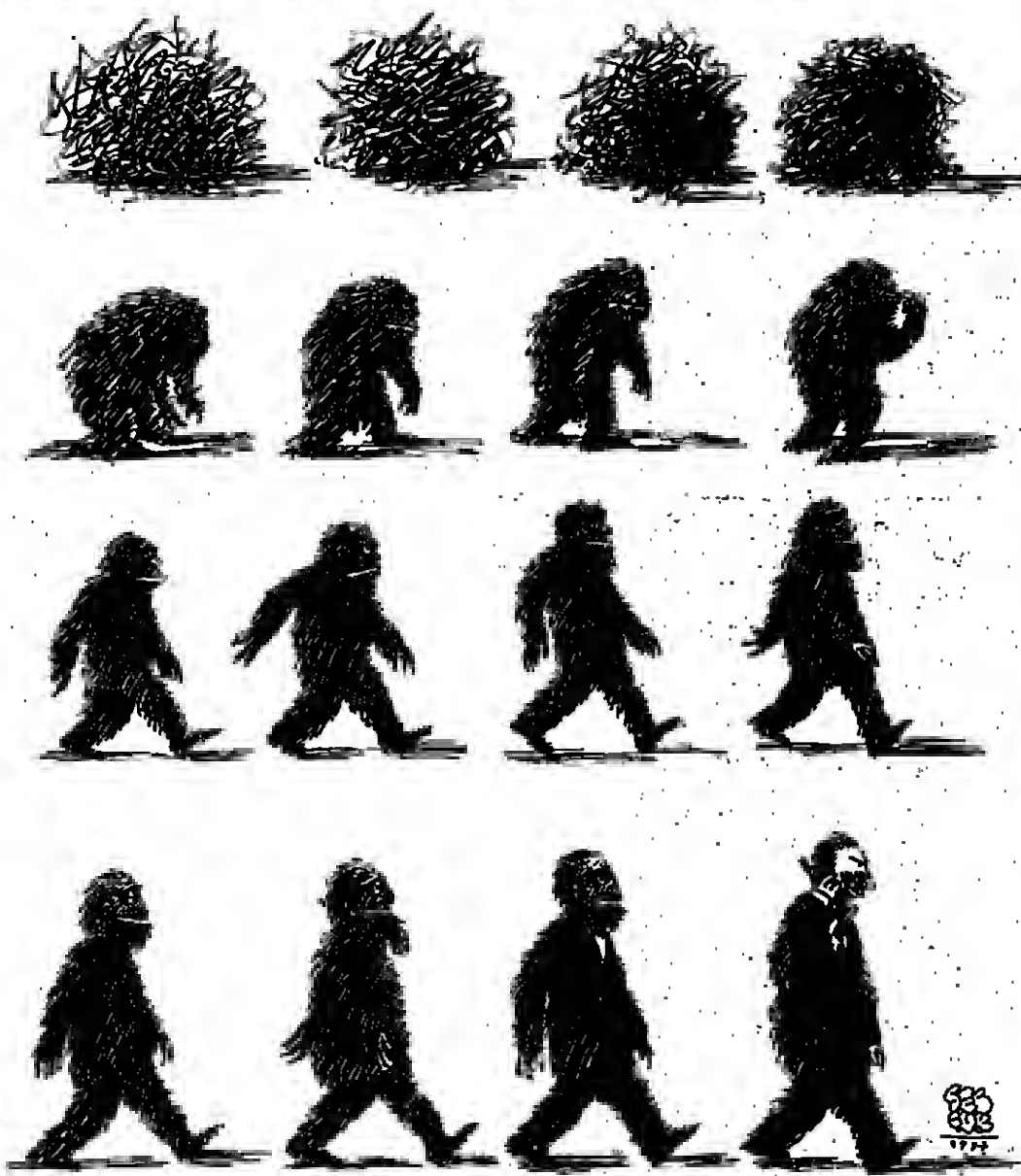
« En raison de la stabilité des populations anciennes, il est impos-

Les gens qui ont fait les dessins de Lascaux étaient exactement semblables à nous, et tout ce qui s'est produit depuis dans la civilisation humaine s'est opéré sans changement biologique

chose qui serait le « chaînon manquant ».

« En fait, ce qui caractérise l'espèce, c'est la stabilité. Des populations importantes ne changent guère, une espèce dure en moyenne quatre millions d'années, et aucun changement notable ne se produit pendant cette période. Quand un changement intervient,

sible de déterminer précisément où et quand cette espèce va se trouver isolée. Cela vaut particulièrement pour l'histoire humaine. Il y a évidemment des tendances discernables dans cette histoire, telles que l'augmentation de la taille du cerveau ou celle du corps. L'évolution humaine est un buisson, et non un arbre.



Un ardent défenseur de la théorie de l'évolution

STEPHEN JAY GOULD raconte qu'il a eu, dès l'âge de cinq ans, l'ambition de devenir paléontologue après une visite au Muséum d'histoire naturelle de Manhattan, où il fut impressionné par la reconstitution en grandeur nature d'un tyrannosaure. Il est né en 1941 à New York. En 1967, il consacre sa thèse de doctorat, à l'université Columbia, à des recherches sur les escargots fossiles des Bermudes. Il est nommé professeur de paléontologie à Harvard en 1973, où il enseigne également la géologie, la biologie et l'histoire des sciences. Il est un grand admirateur de Darwin et un ardent défenseur de la théorie de l'évolution, ce qui l'a conduit à l'occasion à polémiquer avec les pasteurs baptistes du sud des États-Unis partisans du « créationnisme » et de l'interprétation littérale de la Bible.

Stephen Jay Gould est persuadé que l'évolution n'est ni planifiée ni guidée par une volonté supérieure. Le mécanisme décrit par Darwin de changements morphologiques dus au hasard et suivis de la sélection naturelle des espèces les mieux adaptées à leur environnement ex-



STEPHEN JAY GOULD

chut, selon lui, l'idée d'une évolution se dirigeant vers une direction prédéterminée.

Il est un auteur prolifique d'ouvrages de vulgarisation concernant la théorie de l'évolution, dont beaucoup ont été traduits en français, tels que *Comme les huit doigts de la main*, *Le Sourire du flamant rose*, *La Foire aux dinosaures*, ou *La Vie est belle*. Son dernier livre, *L'Éventail du vivant*, vient de paraître au Seuil. Stephen Jay Gould collabore régulièrement au magazine *Natural History* et à la *New York Review of Books*.

D. D.

Un décrypteur infatigable du monde contemporain

EDGAR MORIN, né en 1921 à Paris, est un des sociologues français les plus marquants de l'époque contemporaine. Après avoir été membre du Parti communiste, comme beaucoup d'intellectuels de sa génération, il a tenté de rendre compte du sens de sa rupture avec le PCF. Licencié en histoire et en droit, entré au CNRS en 1950, il a été longtemps directeur de recherches dans cette institution. Il est depuis 1993 directeur de recherches émérite.

Edgar Morin a été un sociologue de terrain, s'intéressant à des phénomènes jusque-là peu étudiés ou méprisés par la sociologie traditionnelle, comme les rumeurs populaires ou le cinéma. Il a produit une œuvre abondante, dont le centre est formé par les quatre volumes de *La Méthode : La Nature de la nature* (1977), *La Vie de la vie* (1980), *La Connaissance de la connaissance* (1986), *Les Idées* (1991).

Il est aussi l'auteur de *La Rumeur d'Orléans* (1969), *Pour sortir du XX^e siècle* (1981), *Penser l'Europe* (1987), *Terre-Patrie* (1993).



EDGAR MORIN

Il mène, également, depuis *L'Homme et la mort*, paru en 1951, une réflexion à la croisée de la philosophie et de l'anthropologie, de la sociologie et de la biologie. Le maître mot de sa démarche est ce qu'il appelle « la pensée complexe », qu'il définit ainsi : « La pensée simple résout les problèmes simples sans problème de pensée. La pensée complexe ne résout pas d'elle-même les problèmes, mais elle constitue une aide à la stratégie qui peut les résoudre. Elle nous dit : "Aide-toi, la pensée complexe t'aidera." »

D. D.

trêmement rapide, par comparaison avec le changement biologique, qui n'a eu lieu que de Darwin. L'évolution biologique n'est pas linéaire. Quand une espèce évolue pour s'adapter, les croisements ne peuvent se produire, et les adaptations ne peuvent pas être échangées entre les espèces. Cela n'est véritablement pas le cas pour le changement culturel, dans la mesure où le mélange des lignées est au cœur du changement culturel, qui se définit par la fertilisation croisée. Tout ce qui arrive à l'espèce humaine est dû au changement culturel. Le terme de comparaison, ce qui concerne le changement culturel, est l'infection, et non pas l'évolution.

« Edgar Morin : il y a certes une différence entre l'évolution biologique et l'évolution culturelle, mais il y a aussi une analogie : il y a eu dans l'histoire humaine des destructions de masse, des extinctions brutales : les Incas, les Aztèques, l'implosion de l'URSS, les guerres mondiales. Mais il y a également eu des explosions créatrices très localisées, très fécondes, comme la petite Athènes du V^e siècle avant Jésus-

Réhabiliter le long terme

Jérôme Bindé, directeur de l'unité d'analyse et de prévision de l'Unesco, a présenté ainsi ce cycle de rencontres : « Nous l'avons voulu d'emblée ouvert. Ouvert sur l'avenir, ouvert sur la notion de dialogue, parce qu'il est impensable pour nous, à l'Unesco, de prétendre explorer le futur sans l'échange, dans la diversité des points de vue, sans l'éclat et le feu du débat et de la discussion. Le XXI^e siècle ne saurait être réduit à un monologue, serait-il celui de la technologie. Ouvert enfin sur un projet à long terme, sur un sujet de prospective parce que, face à l'hégémonie présente du court terme - qui impose la tyrannie de l'urgence dans la sphère financière, sur la scène médiatique, et dans l'arène politique -, nous ne pouvons "légitimement" espérer, pour reprendre l'expression d'Emmanuel Kant, que si nous commençons par de bon à réhabiliter le "temps long" et l'idée de projet à long terme. »

Christ, où apparaissent à la fois l'idée de démocratie et la philosophie.

« Stephen Jay Gould : j'aurais peut-être dû dire que l'histoire humaine est comme l'histoire biologique. Dans un cas comme dans l'autre, il n'y a pas de prévisibilité. Il y a en des cataclysmes, des disparitions, des événements ayant des répercussions considérables, d'autres dont les répercussions auraient été très différentes si les circonstances avaient été légèrement différentes au départ, comme dans le cas du christianisme. Supposons, par exemple, que le cheval, qui est d'abord apparu en Amérique, ait survécu sur ce continent. Supposons que les Aztèques aient inventé la roue, ou la navigation. L'histoire de la civilisation mondiale aurait été radicalement différente.

« Edgar Morin : la culture est intervenue au cours de l'histoire dans le processus biologique. Ainsi la stabilité de l'espèce est renforcée par la pratique de l'exogamie, qui diminue la probabilité d'une mutation biologique. Les messages sont par ailleurs créateurs de diversité, de civilisation, comme on le voit au Brésil.

« Stephen Jay Gould : le développement des biotechnologies introduit un élément d'incertitude dans le futur de l'espèce humaine. Les progrès de la génétique depuis une dizaine d'années nous ouvrent la possibilité, pour la première fois, de modifier notre propre espèce. Mais je n'ai aucune idée de ce que l'avenir nous réserve dans ce domaine.

« Edgar Morin : culturellement, il faut en revenir à l'unité du multiple. Le courant d'homogénéisation est très dangereux et a déjà détruit de nombreuses cultures. C'est le cas, en particulier, des cultures qu'on appelle primitives. Heureusement, il existe des résistances et des contre-courants, comme le mouvement écologique. Sauver la biodiversité, c'est sauver la diversité culturelle. »

Page préparée par Dominique Dhombres

Je vis ici

Le casse-tête du temps de travail dans la fonction publique

LES REPRÉSENTANTS SYNDICAUX des fonctionnaires sont mécontents : ils veulent « leur » confiance sur l'emploi, les salaires et la réduction du temps de travail, pilotée par « leur » ministre, Emile Zuccarelli, parallèle à celle que conduira Martine Aubry pour le secteur privé. Or le gouvernement ne semble pas, pour l'instant, décidé à les satisfaire, comme le montre la réponse de sphinx faite par Lionel Jospin à une délégation de l'UNSA (Union nationale des syndicats autonomes), le 11 septembre.

Les syndicalistes font valoir que, pendant la campagne de législatures, les socialistes n'ont rien fait en faveur de la fonction publique de leurs promesses électorales sur la réduction du temps de travail. Certains patrons pourraient, de façon inattendue, les soutenir, en suggérant que la puissance publique montre l'exemple, elle qui emploie 5 millions de personnes.

Le gouvernement a de fortes raisons de se montrer prudent : la réduction du temps de travail ne devant pas se faire au détriment du principe constitutionnel de continuité du service public, des créations d'emploi seront nécessaires là où il ne sera pas possible d'obtenir des gains de productivité. Mais le gouvernement ne souhaite pas augmenter le nombre de ses agents, dont les traitements et pensions représentent déjà 40 % du budget de l'Etat.

TROIS FONCTIONS PUBLIQUES

Discuter de la réduction du temps de travail dans « la » fonction publique paraît en outre illusoire : il y a désormais trois fonctions publiques, fort jalouses de leurs spécificités. La territoriale n'a jamais été soumise à l'horaire hebdomadaire des trente-neuf heures. An non du principe de libre administration des collectivités locales, les élus fixent eux-mêmes – dans la limite que leur impose le rapport de forces social local – la durée du travail de leurs agents.

Les premières expériences de réduction du temps de travail ont eu lieu en 1982. Pour faire des économies, certains élus ont en effet rallongé les horaires, tel Gilles de Robien, premier magistrat (UDF) d'Amiens, qui, prenant la succession d'un élu communiste en 1983, a fait repasser la mairie de trente-cinq à trente-neuf heures, tout en promouvant la réduction du temps de travail sur le plan national. A Bordeaux, Alain Juppé (RPR) a accepté que les agents ne travaillent que trente-cinq heures au lieu de trente-sept. Le conseil général de la Dordogne, que préside Bernard Cazau (PS), envisage d'instituer la semaine de quatre jours.

Les élus n'ont pas le droit de diminuer le traitement indiciaire de leurs agents. Certains, comme Pierre Mauroy à Lille, continuent donc de leur payer trente-neuf heures pour trente-cinq heures de

service. D'autres, comme Gilles Bourdoulieu (UDF), maire de Cholet, envisagent de réduire leurs primes. D'autres encore, tel Marc Wolf (divers gauche), à Mons-en-Barrois, convertissent progressivement tous les emplois de titulaires en « postes à temps non complet », malgré l'opposition des syndicats, pour diminuer les salaires.

Une négociation sur le temps de travail des fonctionnaires pourrait difficilement s'engager sans la participation des élus locaux, qui tiennent à conserver leurs prérogatives. Mais alors, quelles associations d'élus choisir, dont la représentativité soit juridiquement inattaquable ?

La durée du travail n'est pas la même d'un versant à l'autre de la fonction publique, d'un métier à l'autre, d'un corps à l'autre, d'un service à l'autre. Quel de commun entre un instituteur, présent dans sa classe pendant vingt-six heures, et un policier, assujéti à un rythme de travail cyclique (trois jours d'activité, deux jours de repos) ? Certains services ont institué des horaires dérogatoires : le règlement intérieur des bibliothèques d'Etat prévoit qu'on n'y travaille que trente-six heures. Dans certains musées ou certains bureaux de poste, on n'en effectue que trente-sept.

Il est peu probable qu'une négociation sur la réduction du temps de travail permette d'harmoniser ces situations disparates, car les organisations syndicales défendent les acquis sociaux du personnel. La CGT, première organisation représentative des trois fonctions publiques, réclame les trente-cinq heures ; mais sa fédération de la santé, première dans les hôpitaux, n'acceptera pas que le personnel de nuit soit allongé sur cette durée collective, déjà obtenue au prix d'une lutte sociale, en 1991. Quant à la fédération des PTT, première à La Poste, elle exige que les employés des centres de tri, qui ne font que trente-deux heures la nuit, continuent de travailler moins que les autres.

DIMENSION THÉORIQUE

La FSU, première dans la fonction publique d'Etat, exige pour sa part que les agents fassent quatre heures de cours au lieu de quinze actuellement, et que les certificats en accomplissent quinze au lieu de dix-huit.

Certains hauts fonctionnaires chuchotent que le passage à trente-cinq heures se traduirait par une augmentation du temps de travail de certains agents. Il est en effet de notoriété publique que l'on accomplit tout juste trente heures dans certaines administrations, centrales ou déconcentrées. Les chefs de service, mal formés à la gestion des ressources humaines et soucieux de paix sociale, n'osent rien dire, et les pointures, utilisées sans contrôle, ne trahissent per-

soin. Les experts gouvernementaux craignent que les syndicats ne demandent une réduction horaire qui tienne compte des situations acquises.

Les administrations réfléchiront à deux fois avant de proposer une annulation du temps de travail. En effet, les deux expériences qui ont été menées ont montré que les agents ont su négocier de substantielles contreparties.

En 1987, les quelque 10 000 agents contractuels de droit public des Crous (centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires) ont obtenu six semaines de congés payés et six semaines de « temps non travaillé » (mais bel et bien payé), en échange de cette contrepartie.

PROBLÈMES D'ORGANISATION

Sept ans plus tard, les 100 000 fonctionnaires des catégories techniques, ouvriers et de service (« TOS »), des lycées et collèges ont obtenu neuf semaines de congés payés, en échange d'un emploi du temps qui s'inscrit dans une fourchette de trente-cinq à quarante-trois heures. Ils se trouvaient, il est vrai, en situation plus fragile, puisque le gouvernement menaçait de les faire passer sous la tutelle des conseils généraux et régionaux.

Toute réduction du temps de travail implique de redoutables problèmes d'organisation dans les ser-

vices qui sont en contact avec le public. Les chefs de service qui ont des agents à temps partiels savent bien quelles difficultés leur pose l'existence de postes à 50 %, 60 %, 70 %, 80 % ou 90 % de l'horaire légal. Dans l'enseignement primaire, d'ailleurs, seuls les mi-temps sont autorisés, les chefs d'établissement ne voyant pas comment mettre plus de deux instituteurs sur un même poste.

Toute négociation paraît difficile : le gouvernement ne veut pas créer d'emplois supplémentaires et les syndicats considèrent cette mesure comme nécessaire. En outre, une majorité (CGT, FO, FSU et CFTC) ne veut entendre parler ni d'annulation ni de perte de salaire. Seules, la CFDT et l'UNSA acceptent de discuter de l'annulation, la CGC la réclamant pour ses cadres.

Ayant senti que la discussion irait à l'échec, Alain Juppé avait demandé à ses ministres de la fonction publique de ne parler que d'aménagement du temps de travail : il proposait d'ouvrir les services publics plus largement et d'accorder des réductions horaires aux agents qui accepteraient de travailler à des heures atypiques (le soir ou le samedi). Le gouvernement de Lionel Jospin pourra-t-il se contenter de cette ambition ?

Rafaële Rivais

Réseau par Ballesta



Tran-Duc-Hoa

L'Europe, du doute à l'offensive

Suite de la première page

Reste le cas de l'Allemagne, qui paraît toujours avancer à reculons vers l'abandon de sa monnaie et dont les difficultés économiques inquiètent. L'annonce par l'Office fédéral allemand de statistique d'une reprise plus forte que prévue de la croissance au deuxième trimestre, qui ramène le déficit budgétaire allemand à des niveaux compatibles avec le traité de Maastricht (3,1 %), a été accueillie partout avec soulagement.

A commencer par Bonn, où le chancelier Kohl, que les mauvais chiffres du chômage mettent en difficulté, peut respirer un peu. Son ministre des finances, Theo Waigel, qui s'était mis en mauvaise posture cet été en laissant entendre qu'il voulait quitter son poste, peut se targuer de tenir ses objectifs.

Le combat d'arrière-garde mené en Saxe et en Bavière pour défendre le report de la monnaie unique atteste du travail d'explication qu'il reste encore à faire outre-Rhin pour justifier l'euro. Ce combat, attisé par les rivalités politiques internes à la majorité au pouvoir, par la suspicion traditionnelle des Länder à l'égard du

gouvernement fédéral, s'est aggravé à l'approche de la campagne pour les élections de septembre 1998.

Tout indique, sauf nouvelle dégradation de la situation économique allemande, qu'il devrait perdre de sa vigueur. L'opposition social-démocrate, qui avait tenté l'année dernière d'exploiter l'inquiétude publique, est largement revenue de cette tentation. Appuyé par le leader des Verts au Bundestag, Joschka Fischer, le président du parti social-démocrate, Oskar Lafontaine, défend depuis plusieurs mois maintenant une ligne clairement en faveur de l'adoption comme prévue de l'euro en janvier 1999.

Son concurrent pour la candidature à la chancellerie, le populaire ministre-président de Basse-Saxe, Gerhard Schröder, qui a longtemps fait valoir qu'un report valait mieux qu'un abandon des cités, est revenu à des positions prudentes. Dans un texte de référence que M. Schröder, président de la commission économique du SPD, vient de présenter à Dresde, il est ainsi souligné que « l'introduction dans les temps voulus de la monnaie commune européenne, selon les critères arrêtés, doit être un pas important vers l'Union économique et monétaire vers une offensive européenne pour l'emploi ».

Le Parti social-démocrate, qui avait abandonné au chancelier Kohl, lors des dernières élections, le terrain européen, a compris la leçon. Lors du débat du Bundestag sur le projet de budget du

gouvernement, le 10 septembre, Oskar Lafontaine a défendu l'adoption d'un « pacte pour l'emploi » au niveau européen. « Vous devez enfin comprendre, a-t-il dit à l'adresse du chancelier, qu'il faut avoir une politique de l'emploi aussi au niveau européen. Nous espérons qu'au Conseil européen de Luxembourg une percée sera obtenue dans l'intérêt des chômeurs ».

UN PROJET POLITIQUE

Après avoir embarrasé ses partenaires, qui craignent un blocage de Bonn, l'offensive du gouvernement français pour obtenir une meilleure prise en compte des politiques de l'emploi a enclenché un nouvel état d'esprit en Europe. Jacques Santer, qui faisait le bilan à mi-parcours de sa présidence de la Commission européenne, a eu, le 10 septembre à Bruxelles, des phrases énergiques pour demander aux gouvernements de prendre leurs responsabilités en prévision du sommet extraordinaire sur l'emploi prévu en novembre au Luxembourg.

Si Bonn reste friileux, par crainte d'être embarqué dans des programmes coûteux, Paris n'est pas isolé sur le principe d'une stratégie européenne dans ce domaine, à condition de ne pas chercher à imposer de nouvelles dépenses. Les résultats du sommet de Luxembourg permettront de tester aussi la capacité des quinze à progresser dans la coordination de leurs politiques économiques et sociales, comme les Français le réclament à cor et à cri avant le passage à la monnaie unique. Là

aussi, les choses progressent, comme l'a montré le conseil Eco-fin de Maastricht. Le ministre français des finances, Dominique Strauss-Kahn, qui parle aujourd'hui d'un « conseil informel » des ministres des finances de la zone euro plutôt que d'un « gouvernement économique », se rapproche dans sa formulation de ce que Theo Waigel avait accepté à Lyon au printemps dernier. Plusieurs gouvernements (Luxembourg, Autriche) ont approuvé l'esprit des propositions françaises.

L'Allemagne fait figure aujourd'hui à son tour, dans ses troubles, de mauvais élève. Le chancelier autrichien a vivement critiqué Hans Tietmeyer pour avoir émis des doutes sur le calendrier de l'euro. Viktor Klima a notamment rappelé que l'euro est un projet aussi bien politique qu'économique, « pour empêcher le retour du nationalisme, du chauvinisme ».

Henri de Bresson

RECTIFICATIF

GADZARTS ET QUADZARTS
Dans l'article consacré au projet de loi contre les abus du blanchiment (*Le Monde* du 4 septembre), il fallait lire « gadzarts » pour la dénomination des élèves et anciens de l'école nationale supérieure des arts et métiers (Ensam), et non « quadzarts » qui fait référence à l'école des Beaux-Arts, spécialiste elle aussi de blanchiments réputés.

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : <http://www.lemonde.fr>

EDITORIAL

Un espoir pour l'Ulster

ENCORE Tony Blair ! Aux marches de l'Angleterre, après l'Ecosse et le pays de Galles, le premier ministre britannique se saisit, cette fois, du dossier de l'Irlande du Nord. Avec son collègue de Dublin, Bertie Aherne, M. Blair a convoqué, lundi 15 septembre, tous les partis politiques d'Ulster pour des conversations sur l'avenir de la province. Elles doivent se tenir à Belfast et prendre fin avant le 1^{er} juin 1998.

Si les unionistes acceptent d'y participer, ils auront, pour la première fois, en face d'eux, les nationalistes du Sinn Féin, la branche politique de l'IRA. D'un côté, les protestants, qui veulent maintenir l'Ulster au sein du Royaume-Uni ; de l'autre, les catholiques, qui entendent obtenir la réunification de l'Irlande. Par ailleurs, les conversations se dérouleront sans précédent.

L'initiative de M. Blair est courageuse. L'Ulster est un dossier ingrat : il y a plus de coups que de lauriers à recevoir. Nombre de prédateurs du chef travailliste ont dû renoncer, lamentablement. En trente ans, la guerre civile nord-irlandaise a fait plus de 3 000 morts. Il faut avoir parcouru les rues de Belfast et de Londonderry pour mesurer le fossé de haine, de violence accumulée, de peurs moyennées, d'infamie bête et d'intolérance absolue qui sépare les deux factions de ce malheureux morceau de terre d'Irlande. Là bas, les milices protestantes assassinent une jeune fille de dix-sept ans parce qu'elle frite avec un catholique, tandis que les « soldats » de l'IRA mutilent à

vie, par balles tirées dans les genoux, un gamin de seize ans, catholique, qui a des fréquentations du « mauvais » côté.

Tony Blair veut enrayer cette spirale du malheur. Si les pourparlers devaient capoter ou ne pas aboutir d'ici au mois de mai, le premier ministre britannique et son collègue de l'Eire soumettront, par référendum, aux populations du sud et du nord de l'Ile une formule de règlement progressif.

Pas question, en somme, de refermer le dossier sur un échec des conversations. Tony Blair a d'ailleurs quelques solides atouts en poche, pour tenir en respect et à égale distance l'une et l'autre des parties en conflit.

Contrairement à John Major, le premier ministre travailliste dispose d'une large majorité et ne dépend pas du vote unioniste à la Chambre des communes. Contrairement à son prédécesseur conservateur, encore, M. Blair a de bonnes relations avec Bill Clinton, d'une part, et avec le premier ministre de Dublin, d'autre part, deux hommes qui peuvent l'un et l'autre influencer le camp nationaliste. Un quatrième homme, John Hume, courageux chef du camp catholique modéré, a sacrifié les honneurs de la présidence de la République d'Irlande pour rester dans sa communauté, au nord, et prendre part aux pourparlers.

L'Union européenne ne peut rester indifférente à l'initiative de Tony Blair et Bertie Aherne : pour la première fois, il y a une petite chance de mettre fin à une interminable guerre civile dont un peuple européen est le martyr.

LE MONDE est édité par la SA LE MONDE

Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani
Directeur : Jean-Marie Colombani ; Directeur général : Jean-Marie Colombani ; Directeur général adjoint : Jean-Marie Colombani

Directeur de la rédaction : Rémy Pélissier
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Yves Lhonnau, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Boute, Bruno de Camas, Pierre Georges, Laurent Gaudier, Eric Hachez, Michel Hachez, Bertrand de la Croix
Directeur technique : Dominique Boyette
Rédacteur en chef technique : Eric Asan
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fontaine

Médiateur : Thomas Perrenoud

Directeur éditorial : Eric Pélissier ; Directeur délégué : Anne Chaussegros
Comité de la diffusion : Alain Rollé ; Directeur des relations internationales : Daniel Venier

Comité de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courtois, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Bonne-Méry (1944-1949), Jacques Fauret (1949-1952), André Larroque (1952-1955), André Fontaine (1955-1959), Jacques Larroque (1959-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde

Dirige de la société : tout ans à compter du 10 décembre 1994
Capital social : 961 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert Bonne-Méry, Société anonyme des Lettres du Monde, Le Monde Éditions, Le Monde Investissements, Le Monde Presse, H&P Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Le bonheur d'inspiration de Disney

DUMBO, l'éléphant volant, de Walt Disney, a connu un succès considérable, samedi soir au Festival de Cannes. On se souvient d'un court métrage, inspiré d'un conte d'Andersen, *Le Petit Cygne*, qui nous narrait les tribulations du héros, égaré dans une famille de canards et se croyant, par comparaison, un monstre.

L'inspiration est ici la même : Dumbo, bébé éléphant, se trouve nanti d'une paire d'oreilles si longues qu'elles lui valent les incessantes railleries de ses camarades de cirque. Il part, le cœur brisé, en compagnie de la brave souris Timothée ; mais un corbeau lui apprend à se servir de ses oreilles comme d'ailes, particulièrement qui lui vaudra d'obtenir la vedette sous son chapiteau natal, puis d'être engagé à Hollywood. Jamais, je crois bien, l'art de

Disney n'a atteint à un pareil bonheur d'inspiration : les couleurs ou les traits plus agréables composent d'étonnantes harmonies, la musique est fort réussie (Frank Churchill avait déjà écrit celle de *Blanche-Neige*), l'animation est parfaite, et l'on éprouve par moments l'illusion du relief, due probablement à l'emploi d'une caméra multiple.

Fait remarquable : l'influence de *Fantasia* – cet accord interne des impressions visuelles et sonores que recherchait déjà un Oscar Fischinger avant-guerre – est sensible ici en plus d'un instant ; mais Disney a su tirer le maximum de l'enseignement d'un demi-échec, et il a discipliné son inspiration, ne cessant jamais de se perfectionner.

Henri Magnum

(16 septembre 1947.)

Le Monde sur TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel : 3615 code LMDOC ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30

Index et microfilms du Monde : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE

Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

FINANCE La Société générale et le GAN viennent de céder deux ensembles immobiliers de poids à la Société foncière lyonnaise. L'ensemble Edouard-VII, un patrimoine de

55 000 mètres carrés autour du Théâtre Edouard-VII, qui appartenait à la banque, a été vendu 2,15 milliards de francs. ● FORTS DE CES TRANSACTIONS, les professionnels de

l'immobilier reprennent confiance. Leur optimisme se limite toutefois au marché des bureaux neufs ou rénovés, de très grande qualité, dans les meilleurs quartiers parisiens ou de la

Défense. ● LES INVESTISSEMENTS dans l'immobilier de bureau devraient progresser de 60 % en 1997. Ils dépassent déjà 12 milliards de francs pour les neuf premiers mois de

l'année. ● LE CABINET BOURDAIS se félicite aussi d'enregistrer un frémissement sur les loyers de bureaux. Mais la demande privilégie les locaux neufs, rénovés ou rénovés.

Le marché des bureaux parisiens aborde la sortie de la crise

En investissant 2,8 milliards de francs dans la capitale, la Société foncière lyonnaise a confirmé la tendance qui s'amorce depuis le début de l'année : l'immobilier redémarre. Le mouvement reste toutefois limité aux immeubles de grande qualité

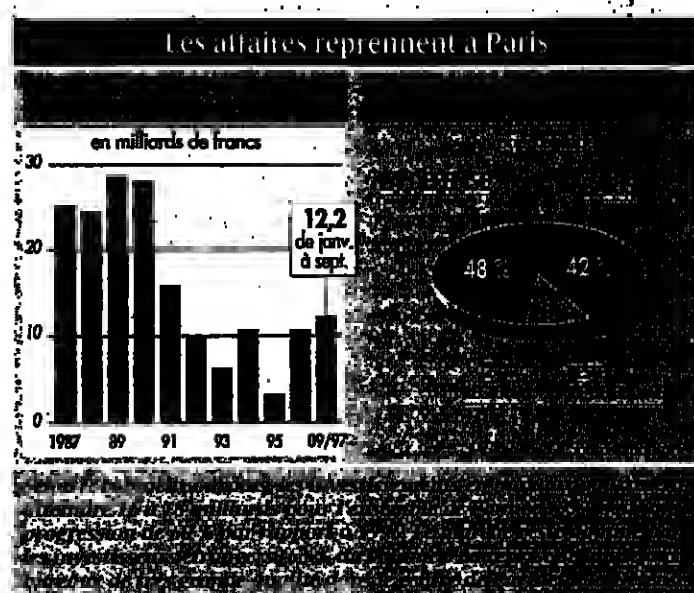
DÉJÀ PROPRIÉTAIRE du Louvre des Antiquaires, d'un ensemble d'immeubles qui appartenait au Crédit foncier, situé entre les rues François-I^{er}, Marignan et Marbeuf, d'un autre situé dans les rues Prongy et Jouffroy, dans le XVII^e arrondissement, et de deux immeubles rue Scribe, la Société foncière lyonnaise (SFL) vient d'annoncer 2,8 milliards de francs d'investissements supplémentaires en plein cœur de Paris. Le conseil d'administration de la SFL a décidé, jeudi 11 septembre, d'acquiescer des participations majoritaires dans un patrimoine diversifié de locaux d'habitation et de bureaux cé-

55 000 mètres carrés, dont 56 % de bureaux, 13 % de commerces de détail, 10 % d'appartements, ainsi qu'une résidence hôtelière, l'Olympia, le Théâtre Edouard VII et des parkings. SFL bénéficie d'une garantie locative de trois ans accordée par la Société générale dont les équipes assureront le suivi de la fin des travaux, de la commercialisation et de la gestion locative. Pour financer ces acquisitions, qui offriront un rendement légèrement supérieur à 6 %, la Société foncière, filiale de l'assureur britannique Commercial Union, va procéder à une augmentation de capital.

mètre carré (hors taxes et hors charges) par an pour certains emplacements d'excellente qualité dans le Triangle d'Or (Etoile, Opéra, Concorde). Un niveau qui n'avait pas été atteint depuis longtemps. Dans l'ensemble Edouard VII, dont la Société générale assure la commercialisation, les loyers s'élevaient à 3 200 francs, selon un analyste. A la Défense, le seul des 2 000 francs a été atteint.

Si les statistiques font état d'un stock stable (avec 3,8 millions de mètres carrés immédiatement disponibles et 4,4 millions de mètres carrés disponibles immédiatement et d'ici à la fin de 1998), les experts soulignent que les investissements restent faibles. Côté bureaux, « 12,2 milliards de francs ont été engagés au cours des huit premiers mois de l'année 1997, à comparer avec un volume global estimé à 10,5 milliards pour l'ensemble de l'année 1996, et nous prévoyons 16 à 18 milliards de francs d'engagements pour l'ensemble de l'année 1997, soit une croissance de 60 % environ par rapport à 1996 », indique le cabinet Bourdais. La Défense arrive en tête des investissements du fait du rachat par la Caisse des dépôts et de placement du Québec de plusieurs tours appartenant à la Générale des eaux.

Le poids de cette opération confirme également la domination des investisseurs étrangers sur le marché. « Mais certains investisseurs français se réveillent », précise Bourdais, qui cite les compagnies d'assurance-vie et quelques fondatrices cotées, comme Unibail et la Société foncière lyonnaise. Les investissements classiques restent toutefois rares, la plupart des transactions



s'appuyant sur un montage financier plus ou moins sophistiqué. La vente de l'ensemble Edouard VII, par exemple, va de pair avec la souscription, par la Société foncière lyonnaise, de 500 millions de francs d'obligations remboursables en actions de la SFL.

TAUX DE RENDEMENT

Côté logement, le cabinet relève quelques opérations significatives d'investissement réalisées par la SFL. Predica ou Instar, le groupe du financier français Walter Butler, pour près de 1,5 milliard de francs, et estime que les investissements sur ce segment de marché devraient atteindre 5 à 6 milliards de francs en 1997.

du bureau, le taux de rendement net des immeubles les plus recherchés est passé sous la barre des 7 %, à 6,75 %, ce qui est, selon Bourdais, « l'expression d'une forte demande face à une offre qui demeure peu abondante pour des immeubles loués et des anticipations sur une évolution positive des loyers ». Le contraste reste très fort entre les bureaux neufs ou bien rénovés, et l'ancien non rénové, souvent obsolète, qui ne repart pas mais ne pèse pas sur le segment actif du marché.

Commentant, dans ce contexte, les derniers investissements de la Société foncière lyonnaise, Philippe Le Trung, spécialiste de l'immobilier à la société de Bourse Ferry, estime que « la SFL constitue le véhicule idéal pour jouer la reprise du marché

immobilier, qui semble être aujourd'hui certaine pour les meilleurs produits parisiens ».

La stratégie et les opérations montées par la Société foncière lyonnaise, devenue la quatrième fondatrice de la place - derrière Simco, Sejmig et Unibail - avec 9 milliards de francs d'actifs, sont caractéristiques d'une autre tendance fondamentale pour l'immobilier français, et en particulier pour l'immobilier coté : l'apparition de sociétés foncières d'un nouveau genre avec un mode de gestion et un état d'esprit très différents des sociétés traditionnelles. Alec Emmott, le directeur général de la SFL, a d'ailleurs été formé à l'école britannique : il est issu du département immobilier de Commercial Union. Il s'efforce de recréer le patrimoine de la SFL dans Paris intra-muros, sur des immeubles haussmanniens de grande qualité, en recherchant un équilibre entre les loyers d'immeubles d'habitation et de locaux commerciaux et professionnels et en dynamisant la gestion du patrimoine de la société pour distribuer une partie des plus-values, une fois qu'elles auront été reconstruites.

Selon Philippe Le Trung, le respect de l'actionnaire est essentiel pour l'équipe dirigeante de la SFL. La foudre, compte à son tour de table le fonds Hermès, fonds de pension des postiers britanniques - qui lui a apporté le Louvre des Antiquaires en échange d'actions en décembre 1995 -, et Grosvenor Estate Holdings, la société qui gère les actifs immobiliers du duc de Westminster, principal propriétaire foncier à Londres.

Sophie Fay

Les facteurs de dynamisme

Pour les experts du cabinet en immobilier Bourdais, la nouvelle vitalité du marché de l'immobilier parisien a plusieurs explications. Du côté de la demande tout d'abord, le cabinet souligne quatre facteurs positifs : un dollar fort, des taux d'intérêt à long terme bas, des performances boursières qui incitent à arbitrer au profit de l'immobilier et un système bancaire français prêteur. Seul bémol : les possibles changements fiscaux sur l'assurance-vie limiteront peut-être la capacité d'investissement des compagnies d'assurances.

Du côté de l'offre, l'éventail des propositions est plus large, compte tenu du désengagement immobilier des grands investisseurs institutionnels français et de l'apparition de portefeuilles d'actifs et non plus de créances à mesure que les banques transforment ou cèdent les créances issues de la crise immobilière. Enfin, le cabinet souligne une tendance de fond, l'approche plus financière de l'immobilier des nouveaux investisseurs.

dés par le GAN pour 676 millions de francs, ainsi que l'ensemble Edouard VII, un programme immobilier de la Société générale en cours d'achèvement, pour 2,15 milliards.

Cet ensemble couvre 15 hectare dans le quartier de l'Opéra, en bordure du boulevard des Capucines, et doit comprendre à terme

Cette opération significative marque un certain renouveau du marché de l'immobilier parisien, que confirment les experts du cabinet immobilier Bourdais. En ce qui concerne les loyers, le cabinet constate des « frémissements à la hausse » jamais enregistrés depuis 1990, avec des prix de 3 000 francs le

Heineken investit dans sa brasserie française Fischer

AMSTERDAM

de notre correspondant
Cent quatre-vingts millions de francs : c'est le montant de la facture présentée à Heineken pour la modernisation de l'usine Fischer, à Indre, vendredi 12 septembre, Karel Vuursteen, président du deuxième brasseur mondial. Cette somme servira à rénover les lignes d'emouteillage et les tanks de fermentation, jugés obsolètes par le nouveau propriétaire de la firme alsacienne. Heineken a repris Fischer et Saint-Arnould au début de l'année dernière, à la surprise d'un grand nombre d'observateurs et même du directeur, approché à la suite d'une dispute entre les actionnaires.

Le deuxième brasseur en France après Kronenbourg voit, depuis plus d'un an, ses ventes s'éroder. « Au premier semestre 1997, le temps moussade a affecté le volume de ventes, de même que la constitution de stocks en 1996, due à la hausse des accises au 1^{er} janvier 1997 », a expliqué Karel Vuursteen. Le président de Heineken s'affirme cependant « satisfait » de la France, même s'il reconnaît que « ce marché ne répond pas encore aux critères internes de rentabilité ».

Heineken a enregistré une hausse de 11 % de son chiffre d'affaires total, mais seulement 2 % de la croissance sont dus à une augmentation des ventes. Le résultat d'exploitation a augmenté de 15 %, et le bénéfice net de 9,8 %, principalement grâce à la baisse du prix des matières premières et des produits de conditionnement. Grâce à un excellent mois d'août en Europe et à un bon été aux Etats-Unis, Heineken pronostique, pour l'année en cours, une hausse de son bénéfice net « largement supérieure » à 10 %.

Alain Franco

Promodès estime irrecevable l'offre de M. Naouri sur Casino

PROMODÈS A-T-IL PERDU la bataille avant de l'avoir livrée ? Ou bien le duo Jean-Charles Naouri-Antoine Guichard a-t-il été victime d'un piège ? La réunion de famille des descendants du fondateur de Casino, qui s'est tenue à Saint-Etienne, samedi 13 septembre, s'est transformée, à en croire l'entourage de M. Guichard, en plébiscite pour le projet présenté par Rallye, la société de M. Naouri (Le Monde daté 14-15 septembre). Antoine Guichard aurait même réussi à faire applaudir la contre-offre par la centaine de participants qui s'était rendue au siège du groupe stéphanois. Dans un « relevé de décisions des actionnaires familiaux », M. Guichard et ses quatre cousins, Yves et Charles Guichard, Gilles et Freddy Pinoncelly, représentant les cinq principales branches de la famille, annoncent qu'ils ont « constitué une société civile aux fins d'exer-

cer leurs droits de préemption ». Bref, le patriarche, allié indéfectible de M. Naouri, s'est efforcé de « verrouiller » sa parenté. Dans le camp de Paul-Louis Halley, on voit dans ce débordement de communication la preuve que rien n'est joué. « Les héritiers étaient deux fois moins nombreux que lors de la précédente réunion de famille, le 30 août, observe un proche de M. Halley. Il y en a donc la moitié qui ne veulent pas se lier les mains. » Selon le quotidien La Tribune, les « dissidents » de la famille Guichard estiment représenter 2 % du capital, soit 4 % des droits de vote, tandis que, dans l'entourage d'Antoine Guichard, on évalue à 50 000 le nombre d'actions qu'ils représentent, autant dire presque rien par rapport aux 6,2 millions d'actions (15,6 % des droits de vote) détenues par la famille. Sur le fond, Promodès, sur la défensive

lundi matin, a d'emblée critiqué l'offre concurrente, tant sur le plan juridique qu'économique. « Nous doutons de la recevabilité de l'offre de M. Naouri, explique un porte-parole. Les deux options qu'il propose ne sont ni des OPA ni des OPE, mais des offres partielles. Il apparaît clairement que M. Naouri veut prendre le contrôle de Casino en ne déboursant quasiment rien. Tout cela est très significatif du traitement habituel qu'il réserve à ses minoritaires. Est-ce que la famille Guichard sera traitée de la même façon lorsqu'il sera majoritaire dans Casino ? »

DÉCISION IMMINENTE

Le groupe normand n'est évidemment pas d'accord avec les évaluations faites par M. Naouri sur son offre. Selon les calculs réalisés par Morgan Stanley et la Société générale, les deux banques-conseils de Pro-

modès, Rallye proposerait dans l'une de ses deux offres l'équivalent de 338 francs pour l'action ordinaire Casino, ce qui serait illégal face aux 340 francs offerts par Promodès.

Tout le monde attend maintenant la décision de recevabilité du Conseil des marchés financiers. Il a cinq jours ouvrables pour se prononcer après le dépôt de l'offre, et devrait donc rendre son verdict mercredi ou jeudi. M. Naouri n'étant clairement pas vendeur de Rallye, Promodès pourrait être tenté de retirer son offre sur cette société pour se concentrer sur le seul Casino. Ce qui ramènerait le montant total de l'OPA de 28 milliards à 19 milliards de francs, et dégrèverait une marge de manœuvre pour permettre au groupe normand de surenchérir.

P. Ga.

Le maître de chais, le tonnelier et le capitaliste

COGNAC
de notre envoyé spécial
Les deux hommes étaient inséparables. Yann Filloux, cinquante ans, est le maître de chais de Hennessy.

REPORTAGE

En imposant sa culture du marketing chez Hennessy, LVMH a troublé le tête-à-tête ancestral de deux familles

Henri de Pracomtal, quarante-quatre ans, descendant du fondateur Richard Hennessy par sa grand-mère, était président du directoire de Hennessy jusqu'à ce lundi 1^{er} septembre où il a été remplacé par Christophe Navarre, ex-directeur général du brasseur Interbrew France. Entre les deux hommes existait plus qu'une passion commune pour le cognac. Des liens ancestraux unissent leurs deux familles : les Filloux sont les maîtres de chais des Hennessy depuis sept générations. Yann est entré dans l'entreprise « à moins de vingt ans » pour y apprendre le métier de ses aïeux. Henri, dont le père Alain dirigeait la maison avant lui, est littéralement tombé dans le cognac quand il était

petit. Ce qui ne l'a pas empêché de faire HEC avant de rejoindre l'entreprise familiale à vingt et un ans.

Les deux hommes, qui siègent ensemble au directoire, se comprennent au premier coup d'œil, au premier coup de nez de l'air. Ensemble, ils ont présidé, cinq ans durant, aux destinées de la plus importante, de la plus prestigieuse maison de Cognac - Hennessy, numéro un mondial, représente à lui seul plus de 30 % de la production locale. Puis est arrivée la crise. L'intraitable Bernard Arnault, propriétaire de Hennessy via le groupe LVMH, qu'il préside, a décidé de recruter un homme de la bière pour relancer Hennessy. « Il faut bien que les choses évoluent », soupire M. Filloux. C'est une sorte d'âge d'or qui se termine pour cette maison créée en 1765 par un officier irlandais de Louis XV tombé amoureux de la région et de ses eaux-de-vie.

Face au whisky triomphant sur toute la planète, le cognac se doit de rénover son image et la façon dont on le consomme. L'apport de l'ancien patron d'Interbrew, homme de marketing, sera précieux, reconnaît le maître de chais. Lui, le dépositaire

de la tradition séculaire, n'hésite plus à vous servir en apéritif un cognac en « long drink », coupé avec du Schweppes comme une vulgaire vodka... « Au départ, le goût sucré du tonic m'a choqué, mais j'ai vite pris l'habitude », dit-il en faisant claquer sa langue. On ne se refait pas. Le « nez » de Hennessy ne peut s'empêcher de goûter, humer, taster en permanence.

UN ASSEMBLAGE

« Il faut dix ans pour faire un nez », dit-il. Régissant sur un stock de 200 000 barriques d'eaux-de-vie, dont les plus anciennes remontent aux années 1800, Yann Filloux, chaque jour que Dieu fait, goûte, choisit et assemble les alcools de différents terroirs, dont la subtilité chimique a fait la réputation de Hennessy. Chaque barrique est comme une couleur sur la palette de l'artiste. Le maître de chais a ainsi sa disposition un « teinturier » inamovible, qu'il remet avec ses adjoints constamment à jour, dont il suit pas à pas l'évolution au fil des ans.

Ici, pas de millésime comme dans le vin, pas de « pure malt » comme dans le whisky. L'art du cognac est dans l'assemblage. « Hennessy est

une marque, sa réputation repose entièrement sur son savoir-faire, pas sur telle récolte ou tel terroir », commente le maître de chais. Sa dernière création, le « Richard Hennessy », est vendue, dans les boutiques hors taxes, à 1 200 dollars (7 500 francs) le flacon - en cristal - de 70 centilitres. La formule ? « Top secret », souffle M. Filloux. On saura juste que, « par le jeu des assemblages successifs, plusieurs centaines d'eaux-de-vie peuvent entrer dans la composition d'un grand cognac ». Bien sûr, plus ils sont vieux et de qualité, plus les cognacs ont des chances de provenir des terroirs les plus nobles de la région : la Grande Champagne et la Petite Champagne. Pourtant, le maître de chais le confesse, ses liqueurs ne seraient rien sans les fûts dans lesquels ils vieillissent. Sans le bois de chêne, vieillit trois ans à l'air libre puis soigneusement assemblé et « bouillonné » (grillé) au feu de bois par l'artisan-tonnelier, le cognac ne serait qu'une vulgaire eau-de-vie de raisin, claire comme de l'eau de roche, sans relief ni parfum. Alors, pour poursuivre son duo avec son vieux ami, Henri de Pracomtal a décidé de se faire tonnelier. L'héritier a racheté à Hennessy sa filiale de fabrication de

fûts, Taransaud. Il affirme qu'il a toujours eu « la passion du bois ». Pas de n'importe quel bois : celui des chênes de la forêt de Tronçais ou des Vosges, où Taransaud choisit longuement, patiemment, les meilleures essences. D'ailleurs, la société que Henri de Pracomtal a créée pour reprendre Taransaud, avec son père et quelques membres de sa famille, s'appelle tout simplement « Chêne ».

Et voilà nos deux passionnés à nouveau complices. Henri de Pracomtal couve ses stocks de bois - 120 millions de francs qui dorment à ciel ouvert - comme Yann Filloux ses barriques.

Le premier rêve de faire de Taransaud « le » tonnelier incontournable pour tous les crus à travers le monde, pas seulement dans le cognac et pas seulement en France, mais « partout où l'on élève le vin dans le respect de la tradition ». Le second poursuit sa quête de la li- queste parfaite, sorte de Graal de tout maître de chais. En sachant qu'après lui, probablement, la lignée des Filloux s'éteindra. « Ma fille a un bon nez, mais c'est une fille », observe-t-il en souriant.

Pascal Galtier

Je vis à Paris

Pour l'industrie nautique française, l'année 1997 devrait être dopée par les exportations

La France occupe la première place sur le marché mondial des voiliers

Les salons nautiques de La Rochelle et de Cannes ont fermé leurs portes le 15 septembre. Les constructeurs français, qui avaient vu leurs

ventes chuter d'un tiers au début de la décennie, retrouvent le moral. L'année 1997 sera bonne, malgré un léger tassement du marché intérieur.

L'engouement des Français pour le nautisme ne se dément pas. Mais il profite à la vente d'occasions, au détriment des bateaux neufs.

CANNES ET LA ROCHELLE

de nos envoyés spéciaux

Malgré une légère baisse du marché intérieur, les constructeurs français de bateaux de plaisance tirent un bilan plutôt satisfaisant de leur activité, à l'issue du Salon nautique de La Rochelle, qui s'est tenu du 10 au 15 septembre, et du 20^e Festival international de la plaisance de Cannes, qui s'est déroulé du 11 au 15. Dopée par la hausse du dollar et l'euphorie du marché américain, les exportations représentent 50 % de leur production, et même 67 % pour les seuls voiliers.

L'industrie française a retrouvé une quasi-stabilité depuis quatre ans, avec 2,5 milliards de francs de chiffre d'affaires cette année. Leader mondial dans le domaine de la voile, elle occupe également la toute première place sur le marché des bateaux pneumatiques, dont la société Zodiac est le leader avec 38 % des ventes mondiales. Entre 1990 et 1993, les constructeurs français avaient perdu jusqu'à 30 % de leurs ventes sous l'effet de la crise économique.

Les récentes restructurations sont un motif de satisfaction pour les industriels. Constitué de milliers de PME, le secteur était mal préparé à la mondialisation de l'économie. Le rachat, il y a deux ans, de Jeanneau, numéro deux mondial de la plaisance à voile, par Bénéteau, le numéro un, et la reprise de Gibert Marine et d'ACM par Dufour ont permis la constitution de groupes solides et en forte

croissance. La taille de ces nouveaux acteurs leur permet de diminuer leurs coûts, d'augmenter leur puissance commerciale et de renforcer leurs structures financières. Pour autant, au sein de ces groupes, les marques restent et les ateliers continuent à travailler sur des produits spécifiques correspondant à leur savoir-faire.

Les récentes restructurations sont un motif de satisfaction pour un secteur qui était constitué de milliers de PME

Pour Annette Roux, PDG de Bénéteau-Jeanneau, 1997 est « une très belle année ». Avec 1,1 milliard de francs de chiffre d'affaires, son groupe représente 20 % du marché mondial de la plaisance à voile. Ce dynamisme a permis de réduire l'endettement du groupe, qui mise sur une croissance annuelle de l'ordre de 8 %.

L'intérêt croissant des Français pour la mer et le bateau crée un environnement favorable : les grandes courses sont très suivies, les Salons nautiques attirent chaque année plus de visiteurs. Une étude réalisée par la Fédération des industries nautiques révèle un loisir plus répandu que son image traditionnelle ne le laisse penser : trois à quatre millions de Français pratiquent régulièrement la plaisance, et plus de 65 000 nouveaux permis ont été délivrés en 1996. Selon la même source, la France compte plus de 1 200 clubs de voile, et près de 700 écoles pour initier, former ou entraîner les adeptes des sports nautiques.

Malgré ces résultats encourageants, le marché demeure fragile. La filière nautique, si l'on inclut toutes ses activités – production, distribution, services, activités des ports –, représente en France un chiffre d'affaires annuel de 10 milliards de francs, réalisé par quelque 3 000 entreprises, et employant environ 30 000 personnes. En 1997, le chiffre d'affaires global de la profession semble devoir se maintenir, traduisant en réalité une légère diminution de la production. Car, si le nombre des gros bateaux vendus reste à peu près stable, celui des petits a tendance à baisser.

De plus, le dynamisme du marché de l'occasion freine l'achat de bateaux neufs. La durée de vie d'un bateau de plaisance bien construit et bien entretenu est très longue, et le public le sait : sur quatre bateaux vendus, trois sont des « se-

conde main ». On accuse la « trop bonne qualité des bateaux », qui leur assure une durée de vie d'environ trente ans. Mais il faut tenir compte aussi de leur faible taux d'utilisation, qui est de quinze jours par an seulement en moyenne. Cet essor du marché de l'occasion explique que le festival, qui proposait déjà une section réservée aux bateaux d'occasion de 10 à 16 mètres, propose en outre, pour la première fois cette année, une section d'occasion pour les plus de 16 mètres, et accueille les « brokers », les courtiers en bateaux d'occasion.

Les industriels du nautisme restent préoccupés par une éventuelle suppression brutale de la loi Pons détaxant les investissements dans les DOM-TOM. En

1996, 11 % de la production totale ont été vendus sous régime détaxé. Or le gouvernement, lancé dans une chasse aux niches fiscales, envisage de supprimer ce dispositif. « Nous sommes tous capables de nous adapter. Nous sommes conscients que la loi Pons, qui devait, de toute manière, disparaître en 2001, est condamnée », souligne Annette Roux, mais sa suppression précipitée serait une catastrophe pour le secteur. Les professionnels de la plaisance craignent aussi que les projets du gouvernement sur la réduction du temps de travail entraînent une nouvelle hausse des coûts de production.

Delphine Agouin et Pascal Beauvais

DÉPÊCHES

■ **COMMISSION BANCAIRE** : Armand Pujal vient d'être nommé secrétaire général adjoint de la Commission bancaire. Il succède à Pierre Duquesne, devenu conseiller du premier ministre, Lionel Jospin. Contrairement à son prédécesseur, issu de la direction du Trésor, M. Pujal a fait toute sa carrière à la Banque de France. Il était jusqu'à présent l'adjoint du directeur général des services étrangers Jean-Pierre Patat.

■ **SHELL** : le groupe pétrolier anglo-néerlandais a conclu un accord, vendredi 12 septembre, avec l'italien Montedison pour racheter les 50 % qu'il ne détenait pas dans le chimiste Montell, numéro un mondial des polypropylènes pour 2 milliards de dollars (12 milliards de francs). Shell a annoncé une vaste réorganisation de son activité chimique pour se recentrer sur les matières plastiques.

■ **NESTLÉ** : le pétrolier finlandais a vendu, lundi 15 septembre, sa participation de 50 % dans le groupe chimiste Borealis à l'autrichien OMV et à la société d'Abu Dhabi International Petroleum Investment, pour 4 milliards de markka (4,5 milliards de francs).

■ **FRANCE TELECOM** : les fédérations syndicales appellent le personnel « à des initiatives décentralisées », mercredi 17 septembre, pour protester contre l'ouverture du capital de l'opérateur.

■ **PSA** : Jacques Calvet, président du directeur du constructeur automobile, se dit « mécontent », dans un entretien accordé au quotidien *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 15 septembre, des ventes du groupe hors Europe occidentale. « Leur part doit augmenter de 15 % actuellement à 25 % d'ici l'an 2002. Nous pourrions aussi être plus forts en Allemagne », a-t-il estimé.

■ **ACCOR** : la filiale asiatique du groupe hôtelier français s'apprête à vendre le contrôle de son réseau asiatique (70 hôtels dans 12 pays) à un « partenaire potentiel stratégique », a indiqué dimanche 14 septembre son président, David Baffsky.

■ **DANONE** : le groupe agroalimentaire a cédé, vendredi 12 septembre, sa filiale néo-zélandaise Best à Huttons Kiwi, le leader local de la charcuterie. La fusion doit donner naissance à une société dont Danone Asia détiendra 50 % et Huttons Kiwi 70 %.

■ **3 SUISSES** : Daniel Richard, PDG de 3 Suisses France, a quitté le groupe. Il est remplacé par Thierry Daignes, directeur financier et juridique de 3 Suisses International.



Résultat net bénéficiaire de 126 millions de francs au premier semestre 1997

Progression du résultat d'exploitation

Renforcement de la structure financière

Désengagement de l'immobilier de Berlin

Le Conseil d'Administration de la SGE s'est réuni le 10 septembre 1997, sous la présidence d'Antoine Zacharias, pour arrêter les comptes semestriels au 30 juin 1997.

ACTIVITÉ

Dans sa nouvelle configuration, intégrant GTIE et Santerne dans les travaux électriques et CBC dans le bâtiment, la SGE a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 25,4 milliards de francs au premier semestre 1997, en progression de 24,5 % sur celui de la même période de l'exercice précédent (20,4 milliards de francs).

A périmètre comparable et taux de change constant, la variation aurait été une diminution de 4 % conforme aux prévisions, traduisant en France et dans l'étranger, les efforts de sélectivité des entreprises du Groupe dans leurs prises d'affaires et la poursuite de la rationalisation des structures opérationnelles.

En France, grâce à la progression des grands chantiers (Stade de France,

TGV sud-est, travaux autoroutiers, grands terrassements) et à la bonne résistance des filiales routières, le chiffre d'affaires est resté stable à structure constante.

L'activité réalisée hors de France, qui représente, avec 8,6 milliards de francs, 34 % du chiffre d'affaires total, a ainsi enregistré un repli de 14 % ; il s'explique par la baisse programmée de l'activité des filiales allemandes, évoluant sur un marché toujours difficile et par l'achèvement de plusieurs grands chantiers à l'international (Viaduc de Kwai Chung à Hong Kong, centrale de Hub River au Pakistan, projet hydro-électrique du Lesotho), dont les effets ont pu être partiellement compensés par la reprise confirmée du secteur du BTP en Grande-Bretagne.

RÉSULTATS

Le résultat net semestriel, part du Groupe, est un profit de 126 millions de francs, contre une perte de 58 millions de francs au premier semestre 1996.

en millions de francs	30 juin 1996	30 juin 1997	Variation
Chiffre d'affaires	20 435	25 454	+ 24,5 %
			+ 6 % à structure comparable
			+ 14 % à structure comparable
dont chiffre d'affaires hors de France	8 479	8 643	+ 2 %

Résultat net part du Groupe			
- avant survaleurs	6	175	+ 167
- après survaleurs	(58)	126	+ 164
Dont :			
- BTP	(44) (1)	(224)	- 180
- Routes	(270)	(197)	+ 73
- Travaux électriques	21	150	+ 129
- Thermique-Mécanique	(156)	(156)	+ 20
- Confort, Holdings et divers	411	535	+ 122
Résultat d'exploitation	(326)	(169)	+ 157
Résultat financier et exceptionnel	305 (2)	331	+ 26
Capacité d'autofinancement	692 (3)	434	- non comparable
Capitaux propres	3 157	3 835	+ 698
Provisions pour risques et charges	5 656	7 019	+ 1 363
Total	8 773	10 834 (4)	+ 2 061
Excédent (endettement) financier net	(673)	1 013	+ 1 686

(1) Dont éléments non récurrents sur grands chantiers (notamment aéroport de Karachi) pour un montant net de 200 ME.

(2) Y compris plus-value de cession des titres Saint-Gobain : 320.

(3) Il est envisagé, à la clôture des comptes 1997, d'affecter une provision complémentaire de l'ordre de 800 MF à la couverture des engagements de retraite du Groupe concernant le personnel en activité (filiales allemandes principalement). Ce montant serait imputé directement sur les capitaux propres consolidés. Au global le total « capitaux propres + provisions » resterait inchangé.

AUTRES ÉLÉMENTS FINANCIERS

La capacité d'autofinancement ressort, quant à elle, à 434 millions de francs, en retrait apparent sur le chiffre du 30 juin 1996 (692 millions de francs), qui intégrait l'incidence de la cession des actions Saint-Gobain. Corrigée de cet effet, elle enregistre une progression de 260 millions de francs.

Par ailleurs, conséquence, pour l'essentiel des modifications de périmètre intervenues au 1^{er} janvier 1997, les principaux indicateurs du bilan consolidé

font apparaître un renforcement sensible de la structure financière du Groupe, avec un montant de fonds propres de 3,8 milliards de francs et un montant de provisions pour risques et charges supérieur à 7 milliards de francs.

Le résultat de la société mère s'établit pour le semestre à - 5 millions de francs contre 180 millions de francs au 30 juin 1996.

PERSPECTIVES 1997

Le Conseil d'Administration a examiné les perspectives du Groupe pour l'ensemble de l'année 1997. Malgré un environnement général toujours marqué, à l'exception de la Grande-Bretagne, par un tassement des volumes et la persistance de pressions sur les marges, la SGE confirme son objectif d'un chiffre d'affaires consolidé supérieur à 52 milliards de francs et celui du retour à un résultat net bénéficiaire voisin de 300 millions de francs (contre une perte de 572 millions de francs en 1996).

Ce résultat tient compte de l'amélioration attendue d'un exercice sur l'autre d'environ 300 millions de francs de la contribution des filiales opérationnelles (hors plus-values de cessions), en dépit des charges induites en Allemagne par la mise en sommeil des filiales Bâtiment de Berlin et par le redéploiement stratégique de G+H Montage.

Monsieur Zacharias a également informé le Conseil de la reprise par la CGIS de l'ensemble des engagements souscrits par la SGE à l'occasion

de la cession des opérations immobilières de Berlin. Cette reprise s'accompagne du transfert des provisions constituées fin 1996.

A l'issue de ces différentes opérations et du transfert de l'essentiel des activités immobilières de CBC, prévu au cours du deuxième semestre 1997, l'engagement de la SGE dans le secteur de l'immobilier deviendra totalement marginal au 31 décembre 1997.

Le Groupe SGE, pôle construction de la Générale des Eaux, aborde ainsi l'exercice 1998 avec un portefeuille diversifié, garantissant une meilleure récurrence de résultat au travers des travaux électriques, des travaux routiers et des concessions. La structure financière, quant à elle, s'améliore encore avec un total de fonds propres et provisions pour risques et charges de 11 milliards de francs et un excédent financier net supérieur à 4 milliards de francs à fin 1997.

Le groupe Schaeffer-Dufour financera le plan social

ÉPINAL

de notre correspondant
Les pouvoirs publics ont gagné le bras de fer engagé avec le groupe textile Schaeffer-Dufour au lendemain de la mise en liquidation judiciaire, le 2 septembre, du tissage Cernay-Perrin, à Nomexy, dans les Vosges. Le préfet du département, Dominique Schmitt, avait alors exigé que le groupe « assume ses responsabilités vis-à-vis des cinquante-trois salariés de l'entreprise », faute de quoi il « demandait au trésorier payeur général de mettre en recouvrement les 10 millions d'aide publique perçus par le groupe au moment de la reprise en 1992 » (*Le Monde* du 5 septembre).

Vendredi soir, le préfet des Vosges a rendu publique une lettre adressée par le secrétaire à l'Industrie, Christian Pierret, à Philippe Séguin, député de la circonscription. Courrier dans lequel le ministre annonce que « le groupe Dufour, conscient de la me-

nace que faisait peser cette mise en recouvrement sur ses disponibilités financières et sur son image, a finalement choisi d'assumer ses responsabilités. Il s'est en effet engagé à financer le plan social et à faciliter les procédures de reprise ».

FILIALES AFRICAINES

Aucune précision n'a été fournie sur le niveau de l'engagement financier pris par le groupe Schaeffer-Dufour, mais le coût du projet de plan social élaboré par les représentants du personnel s'élève à environ 5 millions de francs. S'agissant d'une mise en liquidation judiciaire, le groupe n'était pas contraint de financer ce plan social. Mais les pouvoirs publics s'étaient émus du fait que, Schaeffer-Dufour réalisant des bénéfices grâce à ses filiales africaines, il puisse ainsi « abandonner un site et son personnel sans rendre de comptes ».

Christophe Dollet

RÈGLEMENT MENSUEL

LUNDI 15 SEPTEMBRE
Liquidation : 23 septembre
Taux de report : 3,50
Cours relevés à 12h30

[illegible]

45.00	+	0.38	Lockwood	805	+0.62
65.50			L'Oreal	2113	+0.75
389		+1.79	LVNH Med. Equip. Hm.	1226	+0.62
375		+1.20	Manitowoc Welding	656	+1.2
158		+0.75	Medco	790	+0.7
400		+0.25	Metrolite Inter.	15,45	+1.84
812		+0.61	Michelin	357,40	+0.6
630		+1.11	Minerals	1,11	+0.75
525		+0.57	Nord-Est	120	+0.75
321		+0.28	Nordton (N.Y.)	382,20	+0.47
242		+0.04	NPB #	814	+0.24
424		-1.15	Onyx	10,10	
676			Parsons	472,10	+0.94
40.65		+0.11	Pathco	1170	-1.10
100		0.03	Peddinghaus	294	+1.36
747		+0.20	Peacock-Print. Rad.	764	+0.78
100		+0.48	Pelco-Cor. (L.J.)	2555	-0.41
100		0.03	Perkin-Elmer	454	+0.4
758		+0.65	Prithagar	405	+1.24
290,20		+0.06	Proforma	2064	+0.53
110		+0.59	Publicis #	100	+3.84
140		+0.69	Pulse-Columbian	11	+0.20
100		+0.07	Rembrandt	175,90	-0.73
288		+1.59	Renee	1596	+0.25
8.30		+1.39	Rhone-Poulenc A.	227	+1.05
1225		+1.17	Rochet	1,20	+0.41
6.35			Roe Impex (L.J.)	5500	-0.90
311		-7.89	Sada (Pty)	189	-0.52
415		-0.93	Salem SA	2559	+0.81
1030		+0.14	Sals-Columbian	955	+0.55
2120		-0.39	Salomon (L.J.)	458,50	+0.13
130			Salveper (N.Y.)	466,90	+0.0
42			Sarni	178	+0.4
542			Sartorius	1310	+0.03
402		-1.26	Sampson (N.Y.)	321	+0.99
240		+0.91	Schneider SA	330,90	+0.8
730		+1.64	SCI	166	-1.79
338			S.E.B.	384	-0.95
366			Sefmex CA	382	+0.26
146			SEIFA	178	-0.95
225		-0.51	Selenopex	16	-0.95
245		+1.74	SGE	995	-2.61
201		+0.53	SHM	147,90	-1.96
129		-0.25	SIB SA	406	-3.44
694		+0.89	Sico	55	+0.10
370			Silmo	457,50	+0.09
780		-0.26	S.I.T.A.	1099	+0.34
858		+0.26	S.K. Reseignol	115,40	+0.64
147.80		+0.26	Societe Generale	16	+0.07
130		+0.20	Soderhof Alliance	2022	-0.07
335		-0.48	Sommer-Albert	214	
819		+0.14	Sophia	222	-0.45
339		-0.28	Spartan	435	+0.55
197		-0.62	Suez Lyonic	380	+1.05
160		+0.05	Suez Pionces Bank	623	+0.48
217		+1.05	Syntheslab	765	+2.34
758		+0.17	Tadpole	167,50	+0.07
217		-0.26	Tecumseh-CSF	167,50	+0.07
238		-1.20	Total	619	+0.96
			UPR Localab	588	+2.04
			UPL	446	+0.22
			Unihall	202,40	+0.22
		-0.84	Unihall porteur	575	-0.52

Union Assurance Pol.	607	- 81,3	Honchar #	
Unifon	122	- 1,02	L.B.M. #	
Valco	354,40	+ 0,64	L.C.I.	
Valco	384,40	- 0,36	No Valender #	
Via Banque	165	- 1,21	Kingfisher plc #	
Worms & Cie	360	+ 0,81	Alcanchem #	
Zuifac ex d. d. d. d. d.	1319	+ 0,45	McC Domini #	
ZF Cabot	1300		Merchand #	
			Mitsubishi Corp #	
			Mobile Corporation	
			Morgan J.P. Pl. #	
			Nevelis & Nott #	
			Nipp. Motifactor #	
			Nokka #	
			Norsk Hydro #	
			Petrofin #	
			Philip Morris #	
			Phillips NM #	
			Pleco Crane Inc #	
			Proncor Gamble #	
			Quibret	
			Randall's #	
			Rhone-Poulenc #	
			Rio Tinto PLC #	
			Royal Dutch #	
			Sagin Uranium	
			Sakuma #	
			S&W Hammer #	
			SCS Titanium Micro	
			Sielt Transport #	
			Silmar #	
			Sony Corp. #	
			Sominito Bank #	
			T.O.K. #	
			Toshiba #	
			Toshiba #	
			Unifiber #	
			Valbrun #	
			Vast Rides #	
			Volkswagen A.G. #	
			Waco (act. 6)	
			Wentworth #	
			Yamamoto #	
			Zambia Copper	

VALEURS ÉTRANGÈRES	Cours derniers	% variation 3/172 (1)
ABN Amro Intl. #	119,80	- 2,33
Adcoex S.A.	2198	- 3,02
Adidas AG #	715	- 2,75
American Express	463	- 0,43
Anglo #	305,10	+ 1,04
Anglo #	18,25	+ 1,80
Ajo Whiggin App.	39,35	+ 0,27
B.A.S.F. #	201	+ 1,54
Banco Santander #	175	+ 2,88
Barrick Gold #	129,70	- 1,23
B.A.S.F. #	201	- 1,45
Boyer #	224,40	- 2,40
Continental PLC	11,45	+ 0,87
Crown Cork & Seal	281	-
Crown Cork PPF CW	280	-
Daimler Benz #	432	-
De Beers #	176,10	+ 0,51
Deutsche Bank #	332,20	- 0,05
Dynalene #	248,40	+ 0,88
Difonction #	40,70	- 0,56
Dr. Martens #	574,10	-
Eastman Kodak #	387,70	+ 1,77
Euro Bank #	30	- 0,59
Echo Bay Mines #	3,49	-
Electrolux #	447,50	-
Erikson #	256,10	+ 1,53
Exxon #	263,18	- 0,68
Freight #	31,30	+ 0,31
Genor act. neg.	13	= 1
General Elect. #	387,50	+ 1,75
General Motors #	399,50	-
ICI Indulg #	514	-
Grif Metropolitan	55,30	- 0,19
Guinness Plc #	33,90	- 0,18
Hanson P.L.C. reg.	25,15	- 1,94
Hammer Gold #	24,65	+ 0,88
Hittachi #	51,80	- 2,02
		+ 1,15

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; LI =
Ny = Nancy; NS = Nan
SYMBOLES
1 on 2 = cotes de
croix de dédicat.
DERNIÈRE COLON
Lundi dést. mardi :
Mardi dést. mercredi :
Mercredi dést. jeudi :
Jeudi dést. vendredi :
Vendredi dést. samedi :

238	+0,42
361	+1,37
36,20	-1,97
309	+0,32
74	-2,56
101,80	+1,37
279	-0,35
544	+2,03
34,25	+0,16
444,10	
66	+0,15
7250	+0,35
75,50	+0,13
487	+1,02
940	+3,50
2178	+4,17
254	
63,40	+1,18
94,10	+0,42
791	+1,13
312	-1,60
11,15	
524	-0,17
95	-0,52
305,70	+1,76
187	-0,48
24	+4,16
400	+2,42
507	+0,19
41,05	-0,12
308	+0,54
539	-1,29
84,50	
—	—
166	+0,84
30,50	
1230	-1,40
471	-0,42
290	+0,06
3924	-2,24
157	
138,50	+0,57
145,30	+3,23
14	+6,42

COMPTANT

Une sélection Cours relevés à 12h30
LUNDI 15 SEPTEMBRE

[illegible]


**Gestion de fonds internationaux
Voir plus loin.**




- Internationalisation
- Diversification des placements
- Investissement à long terme

Templeton France S.A. Maison de Titres - 16, av. George V - 75008 Paris
TEL: (33) 01 40 73 86 00 - Fax: (33) 01 40 73 86 40

(Publicité)

 **templeton**
Nouveaux horizons de l'investissement

**Gestion de fonds internationaux
Voir plus loin.**



- Internationalisation
- Diversification des placements
- Investissement à long terme

Templeton France S.A. Maison de Titres - 16, av. George V - 75008 Paris
TEL: (33) 01 40 73 86 00 - Fax: (33) 01 40 33 86 40

Centenaire Marney	450	Metal Deploye	380
Champer (N.Y.)	29	Mort	710
O.C. In Euro City	42,110	Atkinson (Nile)	100
C.I.T.R.A.M. (C)	2,081	C.I.T.R.	31,771
Concorde Air Italy	1,250	Edut-Maharout	309
Continental Air Line	560	Exp. Chateaubert (N.Y.)	802
Durham	548	Furture	262
Dido Boston	742	Paris Orient	270
Eaux Sapein Vichy	3,600	Promodes (C)	1,730
Felix	971	PSI Industries Iry	426,80
Est. May, Paris	1,300	Roumier I	36
Ficheil Beauche	60,50	Saga	88
Fidel	31,35	S.I.P.I.	308,20
Finelec	319,50	Seignol	4,700
F.I.P.P.	349	Talghier	31,34
Fondex (Cie)	1,585	Tour Eiffel	662,90
Pond. Lysienne (C)	226, 71	Vicat	544
Fondex I	465	Ches. Rouquier	1,944
Francara	282,30	Elyo	2,320
France S.A.	1,234	Finma	394
From. Paul-Renaud	2,950	Galleg (D)	1,600
Gevel	1,254	Givandun-Lyonne	1,291
G.T.I. (Transop)	191,90	Gr. Bazet Lyon (C)	1,61,10
Immoval	144,10	Gr. Mod. Strasbourg	1,992
Immoval	69	Hotel Lorient	525
Locamion (L)	463	Hous. Deauville	540
Ludia	60,50	Immoval Lyon (L)	540
Monoprix	285	L. Bouffier (L)	367

SECOND MARCHÉ

Une sélection Cours relevés à 12h30
LUNDI 15 SEPTEMBRE

VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours	Plus/Minus
Alcatel (Nds) #	57,25	57,25	0
AFE #	47,5	47,5	0
Aigle #	287	287	0
Albert SA (Nds)	170	170	0
Alcan Techno. #	1758	1758	0
Alprochim Int'l #	291	291	0
Aluminium P.C. Int.	3850	3850	0
Assystim #	913	913	0
Baque Placide (L.)	717	717	0
Baque Tarnaud (Nds)	351	351	0
Bell Canada #	1660	1660	0
B I M P #	104	104	0
Bolton (Lyd) #	379,30	379,30	0
Boltonex (Lyd) #	699	699	0
Bot SA	270	270	0
CA B&P Int'l	775	775	0
CAJibe & Vihane	318	318	0
CA Lohre ADL Nds #	324	324	0
CA Mobilfin (Nds)	236	236	0
CA Parole Capital	332	332	0
CA Odeon (L.)	345	345	0
CA Odeu CC	320,10	320,10	0
CA Somme CC	337	337	0
CA Trésouche (Nds)	430	430	0
Dequay	500	500	0
Deucons (Lyd)	565	565	0
Duromet Sur-Avalpide	63	63	0
Emile-Leydier (Lyd)	418	418	0
Emp. Indus. CC (Nds)	327,50	327,50	0
Enpand SA	189	189	0
Factorem	691	691	0
Fahsley #	220,30	220,30	0
Finsco	69,80	69,80	0
Finisat	665	665	0

72	Guerbet	230	Robertet	470
73	Hermès International	475	Roubaud-Guidard	500
74	Hurol Dubois	708	Souchères	500
75	IGST Groupe	240	Stimley (Lg)	500
76	ILC	134	Sofa (Lg)	500
77	ICOM Informatique	316	Sofibus	500
78	Idanov	74	Sogeparc (Fin)	500
79	Inf. Computer	86	Sopin	500
80	IPREM	74	Stéph. Leclerc	500
81	ME-Micropole TV	309	Sylva	500
82	Manitoux	230	Téléseine-France	500
83	Manutan	415	TFI	500
84	Marie Brizard	625	Thermador Hol.	500
85	Martel-Lévy-Profin	4580	Thomson	500
86	Microlis (Lg)	607	Ubolux	500
87	MCI Quotien	282	Union Fin.France	500
88	Montezoux Joys-Lyr	130	Viel et Cie	500
89	Naf-Naf	72	Vivier et Cie	500
90	Nord-Dentres	741	Winnor	500

	proches	lointains
329	Apolligne Oncor	45
330	Bévéreille	858
331	Bézu	192
332	Col	230,90
333	Electronique D2	900
334	FIMM Phantom n°	223
335	Garcet	♦ 341
336	Copystar section II	♦ 12,50
337	High Co.	♦ 136
338	Infante	93
339	Jules-Regol	♦ 77
340	Labris Arnis	60
341	107	81
342	Offices	1316
343	Picloggia	♦ 220
344	Providis	20
345	RZI Saint	415
346	Santa	8

ABBREVIATIONS
 B = Bordeaux;
 Ny = Nancy;
 S = Strasbourg

SYMBOLS
 * ou 2 = crédit
 cagnotte 3 =
 détaché;
 4 = demandé
 réduite; * cor

	prelins.	couirs
en CL.....	751	
.....	1,50	
portale.....	176	
Monde.....	164	
que.....	25,30	

IONS

Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille;
Ns = Nantes.

gories de cotation - sans indication

♦ cours; préfixe; ■ coupon



♦ droit de rachat; o : offert;

§ : ? offre réduite; † demande

tratt d'animation.

SICAV et FCP

Une sélection
Cours de clôture le 12 septembre

VALEURS		CSC-GESTION		
	Emission	Rachat	SEULEUR CHEZ DES OFFIC	
	Frans Inc.	net		
			Univer Bourg Inc. D. C.	140,48
			Nord Sud Develop. C.	254,96
			Nord Sud Develop. D. C.	249,76
AGPII		116,08	MULTI-PROMOTEURS CORP.	
Agipi Actions (Aus.)	143,75	116,08	Paroissienne Re traite C.	314,05
Agipi Actions (Aus.)	116,61	116,08	Paroissienne Re traite D. C.	304,52
			Slav Associations C.	2483,29
				
BANQUES POPULAIRES				
Valorg	249,35	249,35	CSC FINANCE	
			Fonitrac C.	17975,44
			Mutuel depots Slav C.	19043,13
				
BNP				
Natio Court Terme	14278	14278	CAISSE D'EPARGNE	
Natio Espagne	2229,34	2229,34	Ess. Act. Pol. D PEA C.	284,28
Natio Esp. Capital C/O	17202,57	17202,57	Ess. Capitalisation C.	253,58
Natio Esp. Croissance	359,72	359,72	Ess. Expansion C.	65052,91
Natio Esp. Financier	149,49	149,49	Ess. Investissement C.	8144,64
Natio Espagne Re traite	1308,17	1308,17	Ess. Invest. D PEA C.	228,68
Natio Espagne Triflor	11315,96	11315,96	Ess. Monopremiers	11362,65
Natio Euro Valeurs	105,23	105,23	Ess. Monopremiers C.	13101,11
Natio Euro Gols	102,47	102,47	Ess. Monopremiers D.	13247,19
Natio Euro Opport.	2116,17	2116,17	Ess. Monopremiers D.	301,63
Natio Invest	773,76	773,76	Ess. Monopremiers D.	321,63
Natio Opportunites	198,29	198,29	Ess. Monopremiers D.	321,63
Natio Reverses	11714,64	11714,64	Ess. Monopremiers D.	321,63
Natio Securite	11496,50	11496,50	Ess. Monopremiers D.	321,63
Natio Valeurs	1274,94	1274,94	Ess. Monopremiers D.	321,63

[illegible][illegible]

	0	208,39
	0	14947,22
	0	5346,67
Et. D.	0	237475

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE ASSET MANAGEMENT	
	38190,26
	31097,38
	1076,28
	1066,16
	1053,61
	412,68
D.	372,36
	9285,64
	7530,81
rance D.	730,40
ort. C.	2063,30
ort. D.	1969,08
	1915,90
	1791,23
	315,49
	2570,68
résultats de placements	
	1474,08
	1700,08
mpo D.	216,74

Sur : • cours précédent.	
--------------------------	--

ههنا من الاجل

FOOTBALL La Coupe de l'UEFA, à laquelle participeront sept clubs français, devait donner, mardi 16 septembre, le coup d'envoi d'une semaine européenne char-

gée qui se poursuivra, mercredi 17 septembre, avec la Ligue des champions, pour s'achever jeudi 18 septembre, le coup d'envoi de la Coupe des coupes. ● LUIS FERNANDEZ, premier entraîneur

français à avoir gagné un trophée européen, en 1996, avec le Paris-Saint-Germain, se félicite de la présence de dix clubs tricolores dans ces compétitions, mais invite à rela-

tiver la performance. ● ENGAGÉ EN COUPE DE L'UEFA avec l'Athletic de Bilbao, il rêve cependant de participer à la création d'un deuxième grand club parisien, qui évoluerait

au Stade de France de Saint-Denis. ● L'INFLATION des rencontres a conduit TF 1 à recentrer sa politique de retransmissions autour de la Ligue des champions.

Luis Fernandez rêve de poursuivre son parcours européen au Stade de France

Dans un entretien accordé au « Monde », l'ancien entraîneur du Paris-Saint-Germain, désormais à la tête de l'Athletic de Bilbao, engagé en Coupe de l'UEFA, veut créer un deuxième grand club parisien domicilié au Stade de France de Saint-Denis

BILBAO
de notre envoyé spécial
Pour la première fois de l'histoire des coupes d'Europe, sept clubs français vont participer, mardi 16 septembre, à la Coupe de l'UEFA. Ancien entraîneur du Paris-Saint-Germain et premier technicien français à avoir remporté une coupe d'Europe (en 1996 avec le PSG), Luis Fernandez est aussi engagé dans cette compétition à la tête du club espagnol de l'Athletic de Bilbao, qui doit affronter les Italiens de la Sampdoria de Gênes. Sur la santé actuelle du football français, son expérience étrangère, l'avenir de l'équipe de France et celui du Stade de France à Saint-Denis, l'ancien international ouvre son cœur.
« Avec dix clubs engagés cette saison dans les trois coupes d'Europe, le football français bat un record. Cette présence massive vous étonne-t-elle ?
« Non. Le travail en profondeur effectué depuis de longues années dans les centres de formation porte ses fruits. Depuis le début des années 90, les clubs français flirrent régulièrement avec les meilleurs. Une qualification en demi-finale européenne n'est plus considérée comme un exploit. Mais la perfor-

mance due à la présence massive des clubs français en Coupe de l'UEFA doit tout de même être relativisée.
« Que voulez-vous dire ?
« Trois clubs français s'y sont qualifiés par le biais de la Coupe Intertoto, une compétition à laquelle ne participent pas les clubs espagnols, italiens et anglais. Dans ce cas de figure, la tâche des clubs français est grandement facilitée.
« Les clubs espagnols qui participent aux coupes d'Europe bénéficient-ils d'un calendrier adapté ?
« Nous sommes moins aidés que les clubs français. Mon équipe a par exemple dû affronter l'Athletic de Madrid samedi 13 en championnat et va rencontrer la Sampdoria de Gênes mardi 16 en Coupe de l'UEFA. Les clubs français ont disputé leurs matches de championnat le vendredi. Un jour de récupération supplémentaire, cela peut faire la différence.
« L'Athletic de Bilbao reste le symbole du club « anti-arrêt Bosman ». Votre équipe ne peut toujours aligner que des joueurs basques. Ce particularisme est-il viable dans le football moderne ?

« En débarquant à Bilbao la saison dernière, je connaissais les règles du jeu. Et je n'ai jamais eu l'intention de changer cette tradition propre à l'Athletic. Même si cette philosophie, car c'en est une, peut paraître inadaptée dans le football de haut niveau, je la trouve magnifique et respectable. Et comme les joueurs basques possèdent des qualités exceptionnelles, cela ne nous empêche pas de disputer la coupe d'Europe. Regardez ce club : il va fêter son centenaire, compte 35 000 socios, le stade de San Mames est plein à chaque match, la presse est toujours absente des maillots et le peuple basque s'identifie à l'Athletic. Franchement, travailler avec des joueurs aussi doués, généreux, disciplinés et travailleurs que les Basques, c'est un vrai bonheur pour un entraîneur.
« Vous paraissiez très heureux à Bilbao...
« Je le suis tellement que j'ai résigné pour une saison supplémentaire, jusqu'en 1999. J'ai pourtant reçu des propositions d'autres clubs espagnols, de l'OM, de Bordeaux, de Lens. Mais il existe ici de vraies valeurs, et dans le football d'aujourd'hui cela devient rare. Et puis disputer la Liga (ndlr : le championnat espagnol), c'est vraiment quelque chose d'exceptionnel. Affron-

ter le Real, le Barça, le Betis, Valence, dans des stades pleins et des ambiances de folie, c'est une expérience fantastique, même si la pression médiatique est terrible. Quand je pense que certains ont dit que j'avais quitté le PSG pour fuir la pression, il y a vraiment de quoi rire. Qu'ils viennent ici, ils comprendront ce qu'est la pression...
« Vous avez regardé le match PSG-Steamer Bucarest ?
« Non, j'assistais au même moment à une réception en compagnie du président de l'Athletic. Mais cette qualification m'a fait très plaisir pour les joueurs. Cela étant dit, avec les efforts financiers consentis par les dirigeants parisiens depuis mon départ, la victoire était vraiment la moindre des choses. Pendant mes deux saisons à la tête du PSG, je n'ai pas eu la chance d'avoir des dirigeants aussi généreux sur le marché des transferts.
« Que manque-t-il au PSG pour dominer le football européen ?
« Je n'arrive pas à comprendre pourquoi autant de jeunes talents originaires de la région parisienne s'en vont dans des clubs de province. Lorsque la politique de détention et de formation du PSG sera au point, le club aura franchi une étape décisive.

« Vous resterez dans l'Histoire comme le premier entraîneur français à avoir remporté une coupe d'Europe. Attermiez-vous enrichir votre palmarès à la tête de l'équipe de France ?
« Je ne suis pas encore assez mûr pour être sélectionneur. Je vais avoir trente-huit ans le 2 octobre et je me considère encore comme un entraîneur en apprentissage : deux ans à Cannes, deux ans au PSG, aujourd'hui à Bilbao, demain ailleurs. En tout cas, je ne fais pas de plan de carrière.
« On a pourtant parlé de vous en tant que successeur d'Aimé Jacquet...
« Laissons Aimé travailler en paix ! C'est un technicien que j'admire profondément, un homme qui sert le football, contrairement à beaucoup d'autres qui l'utilisent pour se faire briller. Actuellement, l'équipe de France est peut-être la meilleure au monde. Il faut laisser les Bleus travailler sereinement. Si j'y a trop de pression autour des joueurs français, le Mondial sera un échec.
« Y a-t-il un projet qui vous tient à cœur ?
« Le vrai challenge, c'est de faire vivre le Stade de France à Saint-Denis. Mais il faudra attendre deux ou trois ans avant qu'un vrai projet ne voie le jour. Il faut le temps pour

créer un club avec des structures solides, un vrai club « parisien », comme j'en rêve.
« Le PSG ne peut pas devenir le club résident à Saint-Denis...
« Non. Le PSG, c'est le Parc des Princes.
« Alors comment faire vivre le Stade de France ?
« Il faut procéder par étapes. Aller à Gennevilliers, à Saint-Denis, dans toutes les communes du coin, parler aux éducateurs, aux jeunes, aux responsables municipaux. Il y a deux ans, j'ai été au ministère de la jeunesse et des sports pour discuter du projet. Mais les politiques ont une vision à court terme. Si Jospin ou Séguin m'appellent pour faire bouger les choses auprès des jeunes footballeurs de la région parisienne, j'arrive ! Moi, j'ai moi-même une dizaine de grosses boîtes conscientes de l'intérêt sportif mais aussi économique et social de créer un deuxième grand club à Paris. Un club profondément enraciné auprès du public populaire. Et des actionnaires qui gèreront chacun un domaine bien précis et me laisseront carte blanche dans le domaine sportif. Ce projet me plaît et je sais que j'y arriverai un jour. »

Propos recueillis par Alain Constant

Une incroyable semaine

— Mardi 16 septembre
● Coupe de l'UEFA (32es de finale aller) :
Deportivo La Corogne (Esp.)-Azerne (Fra.)
Lyon (Fra.)-Brendbury (Dan.)
Strasbourg (Fra.)-Glasgow Rangers (Eco.) à 21 heures sur Canal Plus
Bastia (Fra.)-Benfica Lisbonne (Por.) à 20 h 30 sur Canal Plus
Bordeaux (Fra.)-Aston Villa (Ang.)
Mouscron (Bel.)-Metz (Fra.)
Aarhus (Dan.)-Nantes (Fra.)
— Matches retour le 30 septembre
Mercredi 17 septembre
● Ligue des champions (1^{re} journée) :
Groupe A : Galatasaray Istanbul (Tur.)-Borussia Dortmund (All.)
Sparta Prague (Tch.)-Parma (Ita.)
Groupe B : FC Koelce (Slov.)-Manchester United (Ang.)
Juventus Turin (Ita.)-Feyenoord Rotterdam (Pb.)
Groupe C : PSV Eindhoven (Pb.)-Dynamo Kiev (Ukr.)
Newcastle (Ang.)-FC Barcelone (Esp.)
Groupe D : Real Madrid (Esp.)-Rosenborg Trondheim (Nor.)
Olympiakos Le Pirée (Grè.)-FC

Porto (Por.)
Groupe E : Bayern Munich (All.)-Besiktas Istanbul (Tur.)
Paris SG (Fra.)-IFK Goetsborg (Sue.) à 20 h 30 sur TF 1
Groupe F : Sporting Portugal (Por.)-Monaco (Fra.) à 20 h 15 sur Multivision (paiement à la séance)
Bayer Leverkusen (All.)-Lierse (Bel.)
— Jeudi 18 septembre
● Coupe des coupes (1^{er} de finale aller) :
Nice (Fra.)-Kilmarnock (Eco.) à 20 h 30 sur Canal Plus
— Samedi 20 septembre
● Championnat de France (8^e journée) :
Guingamp-Nantes
Cannes-Rennes
Lens-Toulouse
Auxerre-Lyon
Marseille-Châteauroux
Le Havre-PSG
Strasbourg-Bordeaux
— Dimanche 21 septembre
● Championnat de France (8^e journée-matches en retard) :
Montpellier-Monaco
Bastia-Metz à 20 h 30 sur Canal Plus

TF 1 L'AVAIT DIT, Jean-Claude Dassié, patron des sports de la Une, faillit-il y avoir moins de football à l'antenne de la première chaîne de France. Au terme de plusieurs semaines de négociations, TF 1 a réussi à se débarrasser de la retransmission des épreuves de la Coupe des coupes et de la Coupe de l'UEFA, les C2 et C3, rachetées par Canal Plus (Le Monde daté 14-15 septembre). Depuis de longs mois, TF 1 souhaitait parvenir à ce « bon accord ». Selon Jean-Claude Dassié, la chaîne avait « une position simple » : en finir avec la C2 et la C3, aux audiences peu en rapport avec ses standards, pour ne conserver que la Ligue des champions, épreuve qualifiée de « crème de la crème » du football européen. Toutefois, TF 1 ne renonce pas totalement à la Coupe des coupes et à la Coupe de l'UEFA. « On finit par trouver un terrain d'entente », annonce M. Dassié.

Dès le départ, la mission confiée par la direction de TF 1 au patron du service des sports était sans ambiguïté. Elle tenait en « trois objectifs », confie Jean-Claude Dassié : réduire le nombre de matches diffusés à l'antenne, faire des économies et garder le meilleur du football français et européen dans le giron de la Une. Présentés il y a peu aux analystes financiers, inquiets de la baisse de la part du marché publicitaire capté par TF 1, les trois axes de ce redéploiement devaient absolument être mis en place dès la saison 1997-1998. Pour M. Dassié, ce récent accord était déjà en germe « lorsque la direction de la Une disait qu'il y avait trop de football sur TF 1 ». Selon lui, « la nouvelle redistribution est excellente ». Mieux, « même le passage de la Coupe de la Ligue sur France 3 » ne vient pas assombrir le sentiment du devoir accompli du patron des sports de TF 1.

En réduisant les retransmissions consacrées au football, TF 1 adresse aussi une manière d'avertissement aux dirigeants français du ballon rond. « La qualification de dix clubs français dévalue les Coupes d'Europe », déplore Jean-Claude Dassié. Selon lui, « il faudra que tout cela s'allège un peu », car cette pléthore de matches « est improgrammable ». En outre, « la qualification aux trois Coupes d'Europe de plus de la moitié du championnat de première division dévalorise le championnat », remarque le patron des sports de TF 1.

Pour pallier le retrait de la Une, certains avaient songé à faire jouer les synergies avec le bouquet satellitaire Télévision par satellite (TPS), mené par TF 1 et fort de près de 200 000 abonnés. Dans cette optique, les premiers tours de la C2 et de la C3, moins générateurs de fortes audiences et donc de recettes publicitaires, auraient été diffusés sur Multivision, service de paiement à la séance de TPS. « Trop tôt », a tranché Jean-Claude Dassié, TPS ne rassemble pas assez d'abonnés « le public n'aurait pas apprécié ».

Un constat qui oblige ainsi TF 1 à retransmettre un résumé de vingt minutes de la rencontre Sporting Portugal-AS Monaco, diffusée intégralement sur TPS, après le match PSG-Göteborg. Au cours des prochaines années, l'option TPS pourrait revenir en force « si le numérique confirme son succès », assure le patron des sports. En concentrant ses efforts sur la Ligue des champions, « la seule grande Coupe d'Europe », selon M. Dassié, TF 1 a réussi « à alléger le nombre de ses retransmissions de football entre septembre et décembre ». L'avenir dira si les recettes publicitaires en auront tiré le meilleur profit.

Guy Duthell

COTE

Canal Plus : 100
TF 1 : 95
France 2 : 90
France 3 : 85
M6 : 80
M5 : 75
M7 : 70
M8 : 65
M9 : 60
M10 : 55
M11 : 50
M12 : 45
M13 : 40
M14 : 35
M15 : 30
M16 : 25
M17 : 20
M18 : 15
M19 : 10
M20 : 5

Le basket français cherche le bon canal

GRAVELINES
de notre envoyé spécial
La soirée promettait d'être belle à Gravelines. Le modeste Basket Club Maritime (BCM) de la petite cité nordiste recevait, samedi 13 septembre, pour le compte de la deuxième journée du championnat de France de basket-ball, l'un des clubs français les plus huppés, l'Élan béarnais de Pau-Orthez.
Le premier du classement de la saison régulière, en 1996-1997, contre le dernier : une affiche pour laquelle les supporters du BCM s'étaient mobilisés. Trois mille cinq cents d'entre eux avaient pris place dans le Sportica de Gravelines pour soutenir les leurs. Ceux-ci se sont finalement présentés avec une tenue blanche immaculée : le BCM Gravelines, dernier des deux derniers championnats de France de basket, n'a pas trouvé de « sponsor maillot » à l'intersaison. Le président du BCM, Bernard Faucon s'interroge sur les possibilités de partenariat des entreprises avec le basket français. « Roger Caille, le PDG de l'entreprise Jet Services, sponsor de Pau-Orthez depuis 1996, se pose lui aussi des questions sur son investissement (6,5 millions de francs cette saison), depuis que Canal Plus a annoncé que le

championnat de France de basket ne serait plus retransmis cette année qu'aux abonnés aux programmes numériques de la chaîne cryptée.
« Évoquant « la couverture médiatique indigente » du basket, Roger Caille a menacé de se retirer de ce sport à la fin de l'année. « J'ai une démarche de bon gestionnaire, je veux en avoir pour mon argent, commente-t-il. J'ai besoin d'un support pour le développement européen de mon entreprise et je ne vois pas comment on va faire parler de nous en étant diffusé seulement sur le numérique. »
« MANIÈRE »
En deux ans, la diffusion du championnat de France de basket est passée des samedis après-midi en clair d'Antenne 2 aux après-midi « super-cryptés » de Canal Plus numérique. Deux années au cours desquelles le basket a dû abandonner sa place de deuxième sport collectif français, derrière l'irrésistible football.
« Cette évolution est un mystère pour moi », avoue Pierre Seillan. Le président de Pau-Orthez ne comprend pas comment son sport, avec ses 500 000 licenciés en France, a pu tomber à ce niveau. « Nous n'avons certaine-

ment pas su vendre le basket comme il le fallait, poursuit-il. A moins de deux ans de l'organisation en France du championnat d'Europe des nations, ce concert de protestations cache à peine la mise en cause de la « mainmise » de Canal Plus sur le basket, et, surtout, du manque de dynamisme des autorités du basket français : « Si la Fédération et la Ligue nationale continuent comme cela, ils vont se retrouver à la tête d'un petit sport, comme à l'époque des patronages », raille Roger Caille. « Nous nous heurtons à un mur en matière de télévision, rétorque Jean Bayle-Lespiat, le président de la Ligue nationale de basket (LNB).
C'est qu'au début du mois de septembre 1997 que les présidents des clubs de ProA ont pris connaissance de la décision de Canal Plus de retransmettre les matches du championnat de France sur le numérique. Organisée dans les locaux de la chaîne cryptée, leur assemblée générale venait de s'achever lorsque Charles Biétry, président de PSG Omnisports et directeur des sports de Canal Plus, a annoncé la nouvelle. « Nous étions tous étonnés, personne n'avait l'air au courant », se souvient Pierre Seillan, qui a trouvé le séthode

« curieuse ». Charles Biétry, lui, écarte toute critique : « Malgré tous les efforts que nous avons consentis avec Canal Plus, il s'avère que les audiences du basket ne décollent pas du tout. Elles sont environ vingt fois inférieures à celles du foot et quatre fois inférieures à celles du rugby. »
Le contrat entre la LNB et Canal Plus est, logiquement, à l'image de ces résultats décevants : pour la saison 1996-1997, la chaîne cryptée avait versé 7 millions de francs à la Ligue, soit environ 420 000 francs par club, à comparer aux 14,2 millions de francs perçus par chaque club de division 1 de football pour le seul championnat. La télévision se désintéresse du basket et les sponsors menacent de suivre le même mouvement : cette désaffection se traduit déjà sur le niveau de salaire des joueurs des équipes de second rang de la ProA. Samedi, cela n'a pas empêché les joueurs du BCM Gravelines de tenir tête à leurs « têtes » adversaires de Pau-Orthez. Ces derniers ont eu recours à une prolongation pour gâcher définitivement la fête de Gravelines, en l'emportant d'un petit point (77-76).

Eric Collier

Merlene Ottey veut battre Marion Jones sur 100 mètres en 1998

CARL LEWIS s'en va, mais Merlene Ottey reste. Contrairement au champion américain, qui a fait son dernier tour de piste à trente-six ans, samedi 13 septembre à Houston (Le Monde du 13 septembre), la sprinteuse jamaïcaine, qui en a trente-sept, a annoncé, dimanche, à la finale du Grand Prix de la Fédération internationale d'athlétisme, à Fukuo-ka, qu'elle allait se consacrer essentiellement au 100 mètres la saison prochaine. Interrogée sur son principal objectif pour 1998, Ottey a d'abord répondu en souriant : « Marion », faisant allusion à l'Américaine Marion Jones, qui l'avait battue la veille dans le 200 mètres.
Malgré un palmarès inouï depuis le début de sa carrière aux Jeux olympiques de Moscou, en 1980, Merlene Ottey est l'une des grandes malchanceuses de l'athlétisme. Elle a bien remporté six médailles, mais aucune d'elles n'est d'or. Aux Jeux olympiques d'Atlanta, elle avait terminé deuxième du 100 mètres, derrière l'Américaine Gail Devers, et avait été battue dans le 200 mètres par la Française Marie-José Pérec. Elle a récolté dix médailles mondiales,

elle est double championne du monde du 200 mètres (1993 et 1995), mais elle n'a pas non plus gagné de titre mondial sur 100 mètres. Aux Mondiaux de 1993, elle s'était inclinée d'un millième de seconde devant Gail Devers.
En 1997, Merlene Ottey pensait être un peu plus tranquille. Las, Marion Jones, nouvelle merveille du sprint américain, s'est posée en incontestable remplaçante de Gail Devers. Cette athlète de vingt-deux ans l'a surclassée aux championnats du monde d'Athènes dans le 100 mètres. Sur l'ensemble de la saison, la jeune Américaine mène devant la Jamaïcaine trois victoires à deux sur 100 mètres. Pérec, Marion Jones est encore plus impressionnante sur 200 mètres et mène trois à zéro dans leur face-à-face.
Comment trouver le plaisir et la force de courir à trente-sept ans ? « Je vais prendre de longues vacances », a indiqué Merlene Ottey. Pour la première fois depuis seize ans, elle a décidé de faire l'impasse sur la saison en salle. La championne jamaïcaine devrait être de retour sur les pistes au mois de mai.

RÉCÉ

LUNDI
Liquidat
Taux de
Cours n

VALE

FRAN

B.N.A. (T.P.)

C2/3/4/5/6

Renaud (T.J.)

Rhône-Paul

Saint-Gobain

Thomson S.

Accor

AGF-AusCo

Air Liquide

Alcatel-Alsth

Alstom (T.A.)

Axa

Baillet-Latour

Banque Paribas

Bouygues (O)

Bouygues (I)

Bouygues (E)

Bouygues (S)

Bouygues (N)

Bouygues (L)

Bouygues (M)

Bouygues (A)

Bouygues (P)

Bouygues (D)

Bouygues (C)

Bouygues (B)

Bouygues (V)

Bouygues (G)

Bouygues (F)

Bouygues (J)

Bouygues (K)

Bouygues (H)

Bouygues (I)

Bouygues (L)

Bouygues (M)

Bouygues (N)

Bouygues (O)

Bouygues (P)

Bouygues (Q)

Bouygues (R)

Bouygues (S)

Bouygues (T)

Bouygues (U)

Bouygues (V)

Bouygues (W)

Bouygues (X)

Bouygues (Y)

Bouygues (Z)

Bouygues (A)

Bouygues (B)

Bouygues (C)

Bouygues (D)

Bouygues (E)

Bouygues (F)

Bouygues (G)

Bouygues (H)

Bouygues (I)

Bouygues (J)

Bouygues (K)

Bouygues (L)

Bouygues (M)

Bouygues (N)

Bouygues (O)

Bouygues (P)

Bouygues (Q)

Bouygues (R)

Bouygues (S)

Mark O'Meara profite d'un mauvais jour de Greg Norman

Seul membre de la sélection américaine face à une coalition européenne, le vainqueur du Trophée Lancôme a marqué un point psychologique pour son équipe avant la Ryder Cup, qui les opposera du 26 au 28 septembre

Le golfeur américain Mark O'Meara a emporté, dimanche 14 septembre, le 28^e Trophée Lancôme, disputé sur le parcours de Saint-Nom-la-Bretèche (Yvelines). Il a notamment dominé l'Australien Greg Norman,

« Cette activité consiste à frapper une petite sphère, la balle, sans taper une grosse sphère, la Terre. » Ainsi Winston Churchill définissait-il le golf, exercice de self-control d'origine anglo-saxonne qui suscita longtemps l'incrédulité de peuples plus sanguins. On se demande d'ailleurs si l'ancien premier ministre britannique ne parlait pas encore de ce sport lorsqu'il promettait « du sang et des larmes ». Le 28^e Trophée Lancôme, disputé du 11 au 14 septembre, a une nouvelle fois démontré que propulser un projectile avec un ergon inadéquat est contre-nature et ne peut que provoquer des contrariétés, quelle que soit l'adresse intrinsèque du frappeur.

Greg Norman est actuellement le numéro un mondial de la discipline. En quarante-deux ans d'existence et vingt et un ans de carrière professionnelle, l'Australien a cependant acquis une relative maîtrise. Il s'est bâti un palmarès et une fortune considérables. Il a remporté soixante-quatorze victoires internationales. Le golf lui a permis de s'offrir quelques demeures bourgeoises, des Ferrari de différentes

couleurs, un jet privé, un hélicoptère et d'autres babioles. Pourtant, de ce joueur bors pair, on retiendra surtout la litanie de ses effondrements lors de grands tournois. Cette funèbre liste résume mieux que tout l'insoutenable légèreté du golf.

A Saint-Nom-la-Bretèche, dimanche 14 septembre, Greg Norman s'est une nouvelle fois auto-détruit. Après trois journées d'une belle constance (67, 66, 68), le champion s'est liquéfié à l'occasion de son dernier parcours, concédant un piètre 72. Coleader le matin, il n'était plus que troisième ex aequo le soir. Mark O'Meara ne peut se targuer d'avoir eu sa tête. L'Américain s'est contenté de surmonter sur les dix-huit derniers trous, ne rendant qu'une honnête carte de 69, pour remporter le titre (69, 67, 66, 69; -13). « J'ai réussi à mettre régulièrement la balle dans le trou, c'est tout ce que demande ce sport », résumait le vainqueur.

Avec sept joueurs séparés par seulement quatre points, l'ultime tour augurait pourtant de coups de génie et de coups du sort. Il ne délivra finalement que de l'ordinaire. « C'était un jour étrange,

résumait Greg Norman. Il n'y a presque rien à en dire. Rien n'est arrivé à personne. » L'Australien, auteur d'un exceptionnel eagle (deux au-dessous du par) la veille au trou numéro 9 (un par 4), ne servit dimanche qu'un jeu sans

Au trou dix-sept, un putt bien ajusté à environ six mètres rétablissait une situation qu'un coup hasardeux avait compromis. Au trou dix-huit, l'Américain égarait son coup de départ mais se ressaisissait bellement sur le suivant

éclair. Sa balle était toujours aussi longue, avalant 300 mètres d'une traite. Mais les approches étaient banales et le putting presque commun.

A ses côtés, Mark O'Meara faisait à peine mieux. Les deux hommes se livrèrent donc à une sorte de qui-perd-gagne. Au trou dix-sept, un putt bien ajusté à environ six mètres rétablissait une situation qu'un coup hasardeux

déjà renoncé depuis le 13 quand un putt remarquablement pensé échoua sur la lèvre du trou, suspendu au-dessus du vide.

Le joueur a alors compris que le mauvais sort s'acharnait à nouveau. Comme en 1996, où il abandonna la victoire aux Masters à Nick Faldo après avoir possédé six coups d'avance sur l'Anglais. Comme en 1987, toujours dans le même tournoi d'Augusta, où Larry Mize l'estourbit en play-off d'un coup magistral (la semaine suivante, un magazine de golf proposa au vainqueur de rééditer la tentative : Mize essaya dix fois, en vain). Comme ces innombrables tournois majeurs où Greg Norman n'a récolté qu'une place d'honneur quand il pouvait passer à la première, victime du syndrome du dernier jour.

A la fin de son sacerdoce parisien, un sourire un peu forcé éclairait son visage; le héros malheureux n'aspirait qu'à retrouver sa maison afin de se livrer à ses passe-temps favoris : la pêche et la plongée. Adolescent, il pratiquait déjà assidûment ces deux activités ainsi que le surf dans son Queensland natal. A dix-sept ans, il se décida pour la première fois à accompagner sa mère sur un parcours de golf. « La première balle que j'ai tapée était facile : les autres, toutes les autres, depuis, ont été beaucoup plus dures », aime-t-il à raconter.

Derrière des abords de bête froide, de tueur méthodique, lui oot valu un surnom – le « Requin blanc » – se dissimule un être émotif et impressionnable. On a beaucoup invoqué la fragilité psychologique du joueur. On pourra également avancer la cruauté du sport qu'il pratique. Les mésaventures de Severiano Ballesteros, qui passe pour un inextinguible combattant, en témoignent, dimanche. L'Allemand Bernhard Langer aurait également pu décrire la chiennerie de son métier, auteur, dimanche, d'un quadruple bogey (quatre au-dessus du par) quand il ferrait encore pour la victoire.

Le golf est, on le dit, affaire de mental. De ce point de vue, Mark

O'Meara a sans doute inscrit le premier point de la Ryder Cup, compétition biennale qui opposera l'Europe aux Etats-Unis les 26, 27 et 28 septembre à Valderrama, en Espagne. Le vainqueur du Trophée Lancôme, seul représentant de l'équipe américaine, a pris l'ascendant sur la cohorte des sélectionnés européens présents à Saint-Nom-la-Bretèche. Anciens vainqueurs du tournoi, Bernhard Langer, Colin Montgomerie, Ian Woosnam, Jesper Parnevik n'ont rien pu contre un joueur qui découvrait le parcours. « Cela va augmenter le moral de l'équipe », expliquait le vainqueur.

Le dixième joueur mondial, dont la réputation n'a jamais dépassé son pré carré américain, c'est pas l'élément le plus connu de l'escadron transatlantique qu'un Concorde transportera dimanche prochain en Europe. A quarante ans, fort déjà de trois participations à la Ryder Cup, il sera chargé de conseiller une bril-

lante génération qui découvrira cette épreuve particulière. Ami de Tiger Woods, il lui sera sans doute associé. Après la victoire d'un des siens en terre adverse, la sélection des Etats-Unis est plus que jamais favorite. Les Européens ont deux semaines pour se persuader qu'en golf c'est là une notion bien relative.

Les espoirs

de Fabrice Tarnaud

Fabrice Tarnaud a terminé dix-huitième et meilleur Français du Trophée Lancôme (69, 70, 73, 68; -4). Une bonne performance pour cet Alsacien de vingt-huit ans, actuellement troisième au classement français. Professionnel depuis 1992, le joueur connaît des fortunes diverses sur le circuit européen depuis trois ans. Satisfait d'avoir « bien joué à la maison », il rattrape ainsi une saison erratique qui l'a vu rater onze cuts (seul éliminatoire à atteindre à l'issue du deuxième jour pour être autorisé à repartir le lendemain) d'affilée, puis terminer quatrième en Allemagne du BMW International Open, un tournoi au plateau relevé. « Ma carrière rend ma vie passionnante en me portant tantôt au plus haut, tantôt au plus bas. Mais elle finit par m'épuiser », Fabrice Tarnaud espère toujours justifier les promesses entrevues lors de ses débuts amateurs. « J'ai envie de gagner un tournoi majeur (NDLR : US Open, USPGA, British Open, Masters) et de participer un jour à la Ryder Cup », affirme-t-il. Il n'est pas le premier golfeur français à y parvenir.

lante génération qui découvrira cette épreuve particulière. Ami de Tiger Woods, il lui sera sans doute associé. Après la victoire d'un des siens en terre adverse, la sélection des Etats-Unis est plus que jamais favorite. Les Européens ont deux semaines pour se persuader qu'en golf c'est là une notion bien relative.

Benoît Hopquin



Les malheurs de Severiano Ballesteros

En tête à l'issue de la première journée, Severiano Ballesteros s'est ensuite perdu corps et biens dans les profondeurs du classement : dix-huitième après le deuxième tour, trente-quatrième après le troisième et quarante-troisième après un dernier chemin de croix. La vedette qui a marqué les années 80 et le début de cette décennie, notamment par ses rétablissements miraculeux, n'a plus remporté un tournoi depuis deux ans.

trainant tristement l'ombre de son jeu d'un parcours à l'autre. Jeudi, un coup extraordinaire exécuté à genou au milieu des bois avait remis en selle le champion. Le lendemain, un essai malheureux entraîna une catastrophe en chaîne, contraignant le joueur à tenter l'impossible au milieu des tables et des chaises du club house puis à revenir au point de départ : en un tour, Ballesteros avait perdu le moral et le Trophée Lancôme.

Les malheurs de l'ancien pilote Emerson Fittipaldi

RIO DE JANEIRO

de notre correspondant

Sumomné « le Rat » pour son art du dépassement acrobatique sur les circuits automobiles, Emerson Fittipaldi est en train de consolider, avec une époustouflante célérité, sa nouvelle réputation de trompe-la-mort. En l'espace de quatorze mois, l'ancien pilote brésilien, double champion du monde de formule 1 (en 1972 et 1974) et double vainqueur des 500 miles d'Indianapolis (en 1989 et 1993), a, en effet, en deux occasions, approché le pire dans des accidents. A chaque fois, il a subi avec succès, au Jackson Memorial Hospital de Miami, en Floride, une délicate intervention chirurgicale à la colonne vertébrale.

D'une durée de six heures, la dernière opération, réalisée jeudi 11 septembre, concernait la deuxième vertèbre lombaire, fracturée dans un accident d'ULM survenu le dimanche précédent, au Brésil. Les chirurgiens ont réussi à reconstituer l'os éclaté – qui ressemblait, au dire du porte-parole de l'hôpital, « à des flancs d'ivoire » – à l'aide de fragments d'un tibia prélevé sur un cadavre. Fittipaldi a retrouvé le plein usage de sa jambe gauche semi-paraly-

sée depuis son accident. En juillet 1996, la même équipe médicale avait déjà remis en état, grâce à un renfort fait de bouts d'os os illaque et d'un système de broche, sa sixième vertèbre cervicale sévèrement malmenée à la suite d'un choc à près de 300 kilomètres-heure contre le mur de protection du circuit du Michigan, au cours d'un grand prix de l'ex-formule Cart américain.

Contraint alors d'abandonner la compétition après avoir failli être condamné au fauteuil roulant, Fittipaldi, aujourd'hui âgé de cinquante ans, semble cependant abonné aux poussées extrêmes d'adrénaline. En témoigne sa dernière aventure en ULM. Partir en compagnie de Luca, son fils de six ans, pour une balade dominicale aérienne au-dessus de son orangerie de 1700 hectares située à Araraquara, dans l'Etat de São Paulo, il a soudain perdu, pour une raison encore inconnue, le contrôle de l'appareil, qui s'est écrasé au sol au terme d'une chute d'une centaine de mètres.

Le garçonnet s'en est tiré avec quelques égratignures, mais son père, touché à la colonne vertébrale et incapable de se tenir debout, était réduit à l'impuissance. La situation des deux resca-

pés était d'autant plus préoccupante que Fittipaldi savait que son ULM s'était échoué dans une réserve forestière marécageuse, infestée de caïmans et d'anacardas.

Le cauchemar atteint son paroxysme quand des urubus, charognards apparentés aux vautours, se sont posés sur les ailes de l'épave. « J'étais sur le point de m'évanouir, et j'ai demandé à mon fils de ramasser une branche d'arbre et de taper sur les urubus s'ils se montraient trop agressifs », a raconté par la suite le champion, après son transfert en hélicoptère sur l'hôpital Albert-Einstein de São Paulo. Jusqu'à l'arrivée des sauveteurs, lancés à leur recherche, l'infamale attente des naufragés a duré plus de neuf heures.

José Fittipaldi, la mère du pilote, n'a pu s'empêcher, entre deux crises de larmes, de lui adresser aussitôt quelques remontrances : « Mon fils, tu as failli te tuer sur terre et dans les airs. Veux-tu maintenant tenter ta chance sur l'eau ? » Son intrépide rejeton est aussi fier, il est vrai, de virées plein gaz à bord de son cablot-cruiser.

Jean-Jacques Sévilla

Le Monde

DOSSIERS DOCUMENTS

La politique économique en question

La plupart des pays industrialisés d'Europe ont mis en œuvre une même politique libérale : pour respecter les critères de Maastricht en vue de la création de la monnaie unique et faire face à la concurrence commerciale des pays émergents. Cette politique a eu pour effet d'étrangler la croissance et d'aggraver le chômage. Une autre politique économique est-elle possible ? Et laquelle ?

UNE PUBLICATION DU MONDE
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Brive s'impose de justesse en Coupe d'Europe de rugby

LES CHAMPIONS d'Europe du CA Brive ont peiné, dimanche 14 septembre sur leur pelouse, pour venir à bout des Gallois de Pontypridd à l'occasion de la deuxième journée de la Coupe d'Europe. Menant 16-6 à la mi-temps, les Brivistes ont connu quelques frayeurs par la suite. Alors que l'on entraînait dans les arrêts de jeu, les Corréziens, qui menaient de trois points, se sont fait surprendre par un essai signé Morgan. Mais sur le renvoi, une poussée du pack briviste permit au deuxième ligne Yvan Manhes d'inscrire l'essai de la victoire (32-31). A signaler l'expulsion du troisième ligne Lionel Maillet qui écope de 30 jours de suspension. Deux autres clubs français engagés en Coupe d'Europe l'ont emporté (Toulouse à Milan 19-14, Pau face aux Gallois de Llanelli) alors que Bourgoin a été broyé (45-7) par les Harlequins.

DÉPÊCHES

■ FOOTBALL : Lorient reste en tête du championnat de deuxième division à l'issue de la neuvième journée. Les joueurs de Christian Gourcuff ont arraché le match nul au Mans (2-2) et comptent un point d'avance sur Troyes (1-1 à Lorient). Lille, vainqueur de Mulhouse (1-0), s'empare de la troisième place, à deux points du leader. En bas de tableau, l'AS Saint-Etienne, battu sur sa pelouse par Gueugnon (1-0) occupe la dernière place. Les autres résultats : Niort-Laval 1-2, Toulon-Caen 2-1, Nice-Wasquehal 1-0, Beauvais-Nancy 0-0, Nîmes-Valence 1-2, Sochaux-Red Star 1-1, Martigues-Amiens 3-2. ■ L'Iran a battu la Chine (4-2), dimanche 14 septembre, pour le compte du groupe A du groupe A8 des qualifications au Mondial 98, tandis que l'Arabie saoudite venait à bout du Koweït (2-1). Les deux vainqueurs occupent les deux premières places du classement général avec trois points.

■ ATHLÉTISME : Sergueï Bubka a établi la meilleure performance de l'année au saut à la perche en franchissant 6,05 lors de la finale du Grand Prix à Fukuoka (Japon). L'Ukrainien, quintuple champion du monde n'avait pas franchi cette hauteur depuis trois ans. Les lauréats du Grand Prix 1997 sont le Danois Wilson Kipketer (800 m) et l'Allemande Astrid Kumbernuss (lancer du poids).

■ CYCLISME : Alex Zülle a endossé le maillot amarillo du Tour d'Espagne, dimanche 14 septembre, à l'issue du contre-la-montre de Cordoue. Le Suisse des Once qui a terminé quatrième de l'étape a devancé son compatriote Laurent Dufaux (Restina).

■ MOTOCYCLISME : Michael Doohan (Honda) a gagné le Grand Prix de Catalogne en 500 cc, dimanche 14 septembre. L'Australien, déjà sacré champion du monde pour la quatrième année consécutive, a signé sa première victoire en Catalogne devant les Espagnols Carlos Checa et Alex Criville également tous deux sur Honda.

■ VOLLEY-BALL : Les Pays-Bas sont devenus champions d'Europe, dimanche 14 septembre, à Eindhoven, en battant la Yougoslavie (Serbie-Monténégro). Troisième en 1989 et 1991 et vice-champion d'Europe en 1993 et 1995, les Néerlandais l'ont emporté en quatre sets (15-11, 10-15, 15-10, 15-9). L'équipe d'Italie, double tenante du titre, a battu la France (15-2, 15-6, 10-15, 15-8) pour la troisième place.

■ LOTO : résultats des tirages n°74 du samedi 13 septembre. Premier tirage : 1, 7, 13, 20, 21, 31, numéro complémentaire : 24. Rapport pour 6 bons numéros : 3 777 740 F. Rapports pour 5 bons numéros plus le complémentaire : 48 615 F ; pour 5 bons numéros : 74 F ; pour 3 bons numéros : 10 F. Second tirage : 6, 17, 20, 22, 48, 49, numéro complémentaire : 10. Rapport pour 6 bons numéros : 7 793 125 F. Rapport pour 5 bons numéros plus le complémentaire : 72 795 F ; pour 5 bons numéros : 7 335 F ; pour 4 bons numéros : 154 F ; pour 3 bons numéros : 15 F.

Le Monde

Les voitures allemandes triomphent au salon de Francfort

Outre-Rhin, la créativité des constructeurs nationaux, qui exposent jusqu'au 21 septembre, relègue au second plan les nouveautés étrangères

FRANCFORT
de notre envoyé spécial
Tous les deux ans, le salon de Francfort célèbre l'automobile allemande avec majesté. Les principales firmes nationales s'y déploient, chacune présentant son meilleur profil.

Cette année, le hall réservé à Mercedes est une coiffure d'architecture presque parfaite. BMW cultive sa vocation high-tech sous un énorme chapiteau blanc et une lumière crue. Volkswagen, numéro un européen, prend ses aises dans une sorte de temple mettant en scène la nouvelle Golf, sur laquelle sont braqués des projecteurs multicolores. Éparpillées dans ce gigantesque parc des expositions, qui occupe 200 000 mètres carrés de surface couverte, les autres marques ont depuis longtemps renoncé à s'enrichir.

Pourtant, on en viendrait presque à considérer que la puissance invitante à le triompher, c'est tant ce salon, qui se tient jusqu'au 21 septembre, accueille de nouveautés et d'innovations signées par les constructeurs d'outre-Rhin. La voiture allemande d'est plus seulement fiable et moderne. Elle est aussi devenue très créative.

Véritable mètre-étalon de l'automobile européenne, la Volkswagen Golf est au centre de cette manifestation. Commercialisée dans quelques semaines, cette quatrième génération grandit de treize centimètres en longueur mais conserve, pour l'essentiel, les lignes familières d'un modèle fabriqué à 17,6 millions d'exemplaires depuis 1974.

La Golf, dont les composants ont été presque entièrement renouvelés, sera proposée à partir d'un peu moins de 90 000 francs. Il ne s'agit définitivement plus d'une petite voiture mais l'espace supplémentaire profite davantage au coffre qu'aux passagers arrière (qui disposent toutefois d'un peu plus de largeur). Quant à l'équipement de série, il est particulièrement généreux : double Air Bag, ABS, quatre freins à disque, vitres électriques, verrouillage centralisé des portes.

Pas de doute, le règne de la Golf, voiture aux innombrables facettes, va perdurer d'autant plus que son

comportement routier a été amélioré. Phénomène encore plus vigoureux en France que dans le reste de l'Europe, la « golfmania » reste une alchimie un peu mystérieuse, car cette voiture ne plaît pas seulement pour ses qualités objectives. Fausse modestie, la Golf sait comme nulle autre exprimer discrètement un rapport un peu décalé à l'automobile, avec un zeste de snobisme à rebours.

Moins en vue, mais presque aussi bien équipée, l'Opel Astra grandit elle aussi (dix centimètres) et adopte des lignes plus tendues. La commercialisation de cette berline moyenne débutera au printemps 1998.

SÉDUIRE LES FEMMES

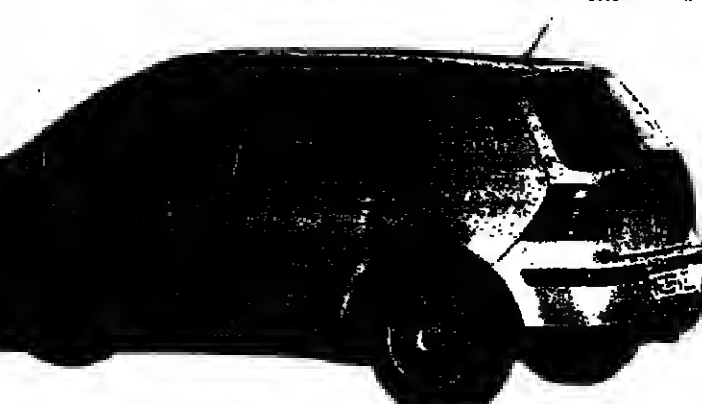
Mercedes, conscient que le haut de gamme traditionnel ne va plus autant dans le sens de l'histoire, tente pour sa part de changer la donne du marché des voitures moyennes en lançant sa classe A. Plutôt chère mais originale avec sa structure toute en hauteur (Le Monde du 1^{er} juillet), la petite Mercedes, disponible fin octobre à partir de 110 000 francs, cherche à séduire deux nouvelles clientèles : les femmes et les familles jeunes. L'autre innovation de la marque à l'étoile est la classe M, un très distingué tout-terrain destiné pour l'essentiel aux États-Unis, où il est fabriqué.

Chez BMW, on trouve une version-coupé du roadster Z3 et une variante musclée (170 chevaux) de la 323i compact. Désormais anglo-allemande, la marque Rover - passée sous la coupe du constructeur bavarois - lève le voile sur la future Mini, au style à la fois moderne et nostalgique, qui sera disponible en l'an 2000. Elle lance aussi le Freelander, un 4x4 de loisirs bien dans l'air du temps. Outre-Rhin, on fête aussi la nouvelle génération de la Porsche 911, héritière d'un modèle lancé il y a trente-quatre ans. Enfin, la tradition motoriste allemande n'a rien perdu de son dynamisme. Désormais, l'heure est aux moteurs Diesel en V (V6 chez Audi, V8 chez BMW et chez Mercedes), puissants, peu gourmands et « propres ».

Dominantes sur tous les segments du marché actuel, les marques allemandes préparent activement l'avenir, quitte à parler



La nouvelle Golf conserve sa silhouette mais la quasi-totalité de ses composants a été renouvelée.



La future Mini sera commercialisée à partir de l'an 2000.



La petite Smart (2,50 mètres) se présente comme un véhicule urbain mais aussi ludique.

sur des produits dont le succès n'est pas assuré. La Smart, petite deux-places urbaine (2,50 mètres) réalisée sous l'égide de Mercedes et de l'horloger suisse Swatch, sera vendue dès le printemps prochain, est une aventure périlleuse. Son prix (à partir de 55 000 francs) est sans doute trop élevé et le concept, hors normes, très en avance sur son temps. Mais on se gardera bien de considérer que le pari est perdu d'avance.

SANS CASQUE

De son côté, BMW estime que le transport urbain du futur peut se contenter de deux roues. Son projet baptisé « CI », est une sorte d'auto-scooter, dont le conducteur, retenu par une ceinture de sécurité, est protégé par un pare-brise qui se prolonge et fait office d'arcade de sécurité. Ce drôle d'engin de 125 cc, qui a passé avec succès l'épreuve du crash-test, sera mis en vente autour de 30 000 francs au printemps de l'an 2000. Compte tenu de ces caractéristiques, BMW a entamé des démarches pour que la conduite du CI ne nécessite pas le port obli-

gatoire du casque, ce qui lui conférerait un statut commercial essentiel.

Ce tourbillon a relégué les nouveautés étrangères (Citroën Xsara, Renault Grand Espace et Kangoo, Alfa-Romé 156, Hyundai Atos, notamment) au second plan. « La domination des marques allemandes n'est plus aussi écrasante dans le domaine de la qualité de fabrication, note un expert présent à Francfort. Aujourd'hui, le plus impressionnant, c'est sans doute leur capacité à tracer leur sillon : lorsqu'elles tiennent un modèle à succès, elles savent sans cesse l'améliorer en se remettant en cause. » Renault, Peugeot et Citroën, qui ont vu en cinq ans les modèles germaniques passer de 15 % à 20 % du marché français, ont du pain sur la planche. Heureusement, les succès à l'exportation de la Peugeot 406 et, surtout, de la Renault Scénic - deux voitures très différentes mais dotées d'une réelle personnalité - suggèrent que rigueur et créativité ne sont pas forcément des valeurs germaniques.

Jean-Michel Normand



PHOTOS DR

Les mutations de BMW

FRANCFORT

de notre envoyé spécial
Les nouveautés présentées dans la vitrine BMW corroborent parfaitement l'idée que l'oo se fait généralement en France de la marque. Le coupé M (dérivé du roadster Z3) et la 323i compact, avec son moteur six cylindres de 170 chevaux, confirment les valeurs d'une marque à la vocation sportive affirmée, voire agressive. Or, ces apparences musclées sont un peu trompeuses. Si la firme de Munich reste synonyme de brillantes performances routières et d'un certain élitisme, ses voitures comme sa clientèle évoluent.

« Auparavant, nos clients étaient pour l'essentiel des cadres supérieurs BCBG, qui ne dédaignaient pas montrer leur réussite sociale. Aujourd'hui, ils ne représentent plus que la moitié des acheteurs », explique Didier Maitret, président de BMW-France. « Nous assistons à l'émergence d'une nouvelle cible, poursuit-il : des ménages aisés, la quarantaine, assez sensibles aux questions relatives à l'environnement et en quête d'une voiture capable de donner du plaisir de conduire, mais de façon raisonnable. »

CLIENTS PLUS SAGES

Bref, l'amateur de BMW s'assagit et les responsables de BMW-France constatent quelques signes révélateurs. Les modèles équipés d'une boîte de vitesses automatique représentent une proportion grandissante des ventes, le moteur 2,3 litres obtient davantage de succès que la version 2,8 litres, plus puissante, et les ateliers des concessionnaires de la marque trouvent sensiblement moins de tôle frois-

sée à redresser qu'il y a quelques années. Ce glissement progressif, BMW s'efforce de l'accompagner. Mais discrètement, sans rupture, afin de ne pas remettre en question son image de constructeur performant, quitte à entretenir quelques contradictions dans le discours. BMW communique beaucoup plus ouvertement sur la sécurité, mais son catalogue propose toujours autant de versions très sportives, voire franchement agressives (la M3, les versions sportmotorisées du roadster Z3 et, à un degré moindre, la 323i).

Toutefois, le reste de la gamme fait tout pour arrondir les angles. La BMW série 5, référence sur le marché des voitures haut de gamme où la concurrence est vive (Mercedes classe E, Saab 95, Audi A 6, Opel Calibra, Renault Safrane, en attendant la future « petite » Jaguar), en est un bon exemple. Malgré ses brillantes performances potentielles, ce modèle ultra-confortable dunt la ligne adoucie évite les angles trop vifs d'origine pas à écraser l'accélérateur. La nuit, deux mini-spots dissimulés dans le plafond diffusent à l'avant de l'habitacle un apaisant halo de lumière couleur pêche.

Cet instinct tutélaire, BMW a bien l'intention de le décliner largement. La preuve : à Francfort, le constructeur a présenté la 540i Protection, « un véhicule blindé particulièrement léger, équipé des éléments adéquats au départ usine », dont la carrosserie et le vitrage peuvent résister à des projectiles d'un calibre Magnum 0,44.

J.-M. N.



AVIS

Centre Occasions
5, rue Bixio - PARIS 7e

- TIGRA 1.4i
10 500 km, gris argent métal,
04/97
- GOLF S 75 5 portes,
11 700 km, vert dragon,
04/97
- SAFRANE 2.2 dt Allizé
13 800 km, gris métal,
03/97

P. BONNET : 01.44.18.10.65

Vente de véhicules récents
Faibles kilométrages
Millésime 97

Garantie 1 an ou 12 000 km
Possibilité d'essai ou
financement intéressant

AVIS CENTRE OCCASIONS
5, rue Bixio - 75007 PARIS

01.44.18.10.65
Port. 06.07.84.10.33

Pascal Bonnet

Particulier vend
AUDI 80 1.8 E

Modèle 89, Sable, B.E.G.
C.T. OK! - Prix : 20 000 F
Tél. bur : 01.47.21.49.91
Dom. 01.39.74.43.33 ap. 20h

ROBRIQUE "AUTOMOBILES"
renseignements au :

01.42.47.39.42



50 VÉHICULES EXPOSÉS.
FAIBLES KM DISPONIBLES.
GARANTIE EUROPÉENNE DE 1 AN
(pièces et main d'œuvre).

LAGUNA RN 1.8 96	88 000 F
LAGUNA RT 2.0 95	91 000 F
AUSTIN MINI 93	25 000 F
805 SV Turbo 85	93 000 F
405 SILLAGE 95	52 000 F
306 GREEN 97	89 000 F
SAKO SX 1.1 97	59 000 F
XANTIA 1.9 Diesel 97	84 000 F
ZX 1.9 Diesel TONIC 95	51 000 F
FORD ESCORT 1.9 TD 96	89 000 F
CLIO RL 1.2 SP 97	55 000 F
CLIO RT 1.4 SP 95	48 500 F
CLIO "S" 96	50 000 F
TWINGO PACK 96	43 000 F
MEGANE Coupé 1.9 97	85 000 F
MEGANE RN 1.4e 96	58 000 F
SCENIC RTE 1.9 dt 97	115 000 F
SAFRANE A20 2.0 95	69 000 F
SAFRANE 2.1 dt 96	97 000 F
ESPACE V6 BVA 95	109 000 F
ZX 1.4 3P 93	30 000 F
ROVER 800 Coupé 94	115 000 F
BMW 730i A 95	220 000 F
HONDA CIVIC VII 94	58 000 F

Tél. : 01.46.71.64.03

Le Carnet du Monde

POUR VOS
HEUREUX ÉVÉNEMENTS
**NAISSANCES,
MARIAGES**

70 F la ligne hors taxes
☎ 01.42.17.39.80
01.42.17.38.42

■ **CITROËN** : la nouvelle Xsara, remplaçante de la ZX, est commercialisée depuis le 11 septembre dans le réseau Citroën avec trois motorisations (1,4 litre et 1,8 litre essence, 1,9 litre diesel). Les prix se situent entre 86 900 francs (Xsara 1.4 litre X), 96 400 francs (1,8 litre SX) et 125 000 francs (Xsara 1.9 TD Exclusive).

■ **LOISIRS** : le Salon des véhicules de loisirs (caravanes, camping-cars, résidences mobiles) aura lieu du 27 septembre au 5 octobre au Bourget. Prix d'entrée : 40 francs.

■ **MOTO** : Rétro-moto, manifestation grand public organisée autour de la moto ancienne, aura lieu les 10, 11 et 12 octobre au Bourget. Cette manifestation est notamment l'occasion de se procurer des pièces détachées, de la documentation ou des modèles miniatures. Deux cents exposants sont attendus. Prix d'entrée : 50 francs (gratuit pour les moins de dix ans).

NEUBAUER Les inmanquables !!!

Neubauer vous propose les
derniers modèles 97
encore disponibles jusqu'à - 25 % !!!

106 S 16 toit ouvrant rouge Lucifer	406 SR 1.6 bleu de Chine	406 SV 2.0 bleu de Chine
106 Cashmere 1.6 vert Mayerling	406 SR 1.8 bleu de Chine	406 ST 1.8 réfrigération blanche
306 Profil Pack rouge Lucifer	406 STDV vert Sherwood	406 ST 1.8 Réfrigération vert Sherwood
406 ST 1.8 9 cv gris Châtain	406 ST 2.0 BVA vert Sherwood	406 SRDT 1.9 gris Quartz
406 SLDV 75 cv LVE/ADC gris Quartz	406 SVDT gris Quartz	

Demander M. SAINT-CYR ☎ : 01.47.66.02.44
Offre valable en fonction des stocks disponibles sur présentation de cette annonce.

هكذا من الاصل

CULTURE

LE MONDE / MARDI 16 SEPTEMBRE 1997

THÉÂTRE Le metteur en scène Alain Françon, qui a succédé à Jorge Lavelli le 1^{er} novembre 1996 à la direction du Théâtre national de la Colline à Paris, signe sa première sai-

son. Il entend poursuivre la mission de ce théâtre consacré à la création contemporaine en affirmant l'exigence de ses choix. ■ EDWARD BOND, Peter Handke, Bertolt Brecht,

Henrik Ibsen, Heiner Müller, figurent à l'affiche de la saison. Mais il y a aussi, à côté de ces « classiques contemporains », le Hongrois György Schwajda et le Français Eugène

Durif, dont Alain Françon crée *Les Petites Heures*, à partir du 18 septembre. ■ FORMÉ À L'ÉCOLE de Jean Dasté, cofondateur du Théâtre éclaté d'Annecy, Alain Françon s'est

imposé comme un metteur en scène important avec la création des pièces d'Edward Bond, dont *Dans la compagnie des hommes*, qu'il remet en chantier (à partir 3 octobre).

Alain Françon révèle ses projets pour le Théâtre de la Colline

Dans un entretien au « Monde », le successeur de Jorge Lavelli à la direction du théâtre national réaffirme la vocation de cet établissement à se consacrer à la création contemporaine et celle du théâtre à « donner un peu de sens au chaos du monde »

« Quelles sont les raisons qui vous ont décidé d'accepter la direction du Théâtre de la Colline ?

— Ce qui m'a persuadé d'aller à la Colline, c'est d'abord l'équipement, et la situation géographique du théâtre. C'est un théâtre national, mais il n'est pas central, comme l'Odéon. Il est situé dans un arrondissement parisien un peu périphérique et passionnant, le 20^e. De plus, il est doté d'une mission — l'écriture contemporaine — qui me correspond. Mis à part quelques spectacles particuliers — *La Dame de chez Maxim*, *Hedda Gabler*, *La Césaire*, ou *Edouard II* —, j'ai surtout mis en scène des auteurs contemporains, d'Edward Bond à Marie Redonnet.

■ Quand je dirigeais le Centre dramatique national de Savoie, j'étais dans une situation rêvée pour un metteur en scène. Je pouvais m'enfermer six mois à Annecy pour répéter *Les Pièces de guerre*, d'Edward Bond — comme je l'ai fait — et présenter le spectacle quand je le jugeais prêt. Mais, au bout d'un moment, cette situation m'a pesé. J'ai eu envie d'inviter d'autres metteurs en scène, d'instaurer une relation avec des équipes, mais je n'avais ni l'argent ni les conditions franches. Je ne disposais pas non plus de l'équipement comme je l'entendais et, parfois, je me sentais un peu coupé du public. Le Centre dramatique de Savoie est associé à deux scènes nationales — Annecy et Chambéry — qui ont leur propre programmation. C'est un drôle d'attelage, un ménage à trois. J'ai eu envie d'une situation plus claire.

■ Comment envisagez-vous de poursuivre cette mission particulière de la Colline, que Jorge Lavelli a menée ?

— Il faut mettre au crédit de Jorge Lavelli d'avoir maintenu cette mission pendant les neuf ans où il a dirigé ce théâtre, même si on peut ne pas être d'accord sur ses choix. Pour ma part, je pense que l'idéal serait que, chaque année, il y ait à la Colline huit créations d'auteurs contemporains — des créations totales, avec des textes qui n'ont ja-



Pour un théâtre essentiel

Alain Françon prend la direction du Théâtre de la Colline alors qu'il est en pleine maturité artistique. Ce Stéphane de cinquante et un ans a tracé sa route lentement, d'abord sous la houlette de Jean Dasté, à la Comédie de Saint-Etienne, puis dans l'aventure collective de la création du Théâtre éclaté, à Annecy. C'est là qu'il a vraiment fait ses débuts dans la mise en scène, au milieu des années 70.

Les années 80 ont été pour lui l'occasion d'affiner ses choix — tournés principalement vers les auteurs contemporains — et de se rodier à l'exercice de la direction d'Institution. Après le Théâtre du 8^e, à Lyon, où il reste trois ans (1989-1992) et fait une incursion

dans le répertoire (avec Racine et Feydeau), il revient en Savoie où il prend la tête du Centre dramatique national de Chambéry et Annecy.

Là, il affirme son style — fondé sur une lecture exigeante des textes — avec Edward Bond, dont il monte *La Compagnie des hommes*, en 1992, et les *Pièces de guerre* — l'événement au Festival d'Avignon 1994. Entouré d'un groupe de comédiens qui partagent son désir d'un théâtre essentiel, Alain Françon monte ensuite une *Mouette héréditaire*, et *Edouard II*, de Marlowe — sa première mise en scène dans la Cour d'honneur d'Avignon, en 1996. A la Colline, ses amis-auteurs l'accompagneront.

mais été joués — plutôt que de reprendre des classiques du siècle. Pour cela, il faudrait pouvoir instaurer un compagnonnage avec des auteurs, qui pourraient travailler en relation directe avec le théâtre. C'est très difficile à envisager, pour des raisons financières. La subvention de la Colline ne le permet pas.

■ Tout le monde sait que la création contemporaine est aléatoire. Je l'ai expérimenté quand je dirigeais le Théâtre du 8^e, à Lyon. Quand je montais à l'Opéra *La Vie parisienne*, d'Offenbach, en coproduction avec le 8^e, pour les fêtes de Noël, la salle était bondée, et on donnait vingt-cinq représentations. Quand je montais *Hedda Gabler*, d'Ibsen, il n'y avait plus que cinq cents personnes dans la salle, et on faisait dix représentations. Si j'avais monté un auteur comme Vinaver, il y aurait eu trois cents personnes et cinq représentations. La création contemporaine impose qu'on prenne sa vraie mesure. Tant mieux si ça arrive, mais on n'est pas censé remplir la salle tous les jours avec une pièce d'aujourd'hui.

■ De quels moyens disposez-vous ?

— C'est terrible. Le budget est de 37,5 millions de francs. Quand on enlève les frais de fonctionnement, masse salariale comprise, il reste 4,5 millions de francs pour faire du théâtre. La Colline a été mal dotée dès son ouverture, ne serait-ce qu'en personnel. Il y a quatre-vingt-cinq permanents, mais une habileuse et un régisseur-son pour les deux salles, ce qui est intenable. Chaque année, il faut engager beaucoup de personnel — et, quand je dis saisonniers, je ne parle pas de vacataires qui viendraient trois semaines, mais de gens qui travaillent onze mois sur douze. Il faudrait 6 ou 7 millions de plus pour que le théâtre fonctionne à peu près normalement. Comment faire ? La tutele doit s'engager. Je ne peux pas répondre seul à cette situation. J'ai par exemple fait une étude pour voir si on pouvait baisser le prix des places, le ramener à 50 francs : cela représenterait 2 millions de francs de moins pour la création.

Pensez-vous que le théâtre est trop cher ?

— Il l'est, en tout cas, pour certaines catégories, comme les étudiants. Du coup, ils viennent voir un spectacle dans l'année au lieu de quatre. Il faut qu'ils puissent avoir

accès au théâtre, pour que le public se renouvelle, pour qu'il soit le plus large possible. Les subventions de la Colline ne sont pas attribuées pour que Monsieur Lavelli ou Monsieur Françon fassent des mises en scène. Elles sont distribuées pour que le prix des places soit le moins cher possible, et que le plus grand nombre vienne voir des créations.

■ Quels auteurs voulez-vous inscrire au programme de la Colline ?

— Il y a évidemment les grands poètes qui peuvent nous guider à travers les ruines — je pense à Edward Bond, Bertolt Brecht, Peter Handke, Heiner Müller. Mais, à côté de ces auteurs qui sont des classiques, il y a des écrivains à qui on doit redonner une vraie place, comme Michel Vinaver. Quand on relit ses pièces, on mesure à quel point il est un des très rares à parler vraiment de la France. En arrière fond d'*Phigénie-hôtel*, il y a De Gaulle et Massu ; dans *Les Huisiers*, la valse des cabinets peodant la guerre d'Algérie. Je pense aussi qu'il est important de programmer des auteurs dont les expériences ont toujours été marginalisées — comme Eugène Durif —, des auteurs qui sont aussi metteurs en scène — Gildas Milin, Xavier Durringer. Et de nouveaux auteurs, pour lesquels nous avons mis en place un comité de lecture.

■ Vous êtes nommé pour cinq ans. Quelle est votre ambition ?

— An risque de paraître archaïque, je crois que le théâtre est susceptible de donner un peu de sens au chaos du monde. C'est cette utopie qui dicte mes choix. J'aimerais que la Colline soit un théâtre où la pensée est en mouvement. L'autre jour, j'ai vu à la télévision une jeune fille à qui on demandait ce que représentait pour elle l'an 2000. Elle avait vingt ans, elle a répondu : « C'est la fin du siècle qui a fait Auschwitz et Hiroshima. » Je l'ai trouvée très juste : nous avons la responsabilité de ce siècle, et du siècle à venir. Même si cela semble grandiloquent, c'est dans cette réflexion que je me sens engagé. J'aimerais que la Colline montre que cette idée du théâtre n'est pas forcément obsolète, surannée, vieillie, mais qu'elle continue à résister, et peut apporter beaucoup à chacun. »

Propos recueillis par Brigitte Salino

La Colline, neuf ans au service des textes contemporains

LE 7 JANVIER 1988, le théâtre national de la Colline ouvre ses portes au public, avec, justement, *Le Public*, de Federico Garcia Lorca, mis en scène par Jorge Lavelli. Pour la première fois, un grand théâtre public parisien — bâti sur l'emplacement de l'ancien TNP, à deux pas de la place Gambetta, dans le 20^e arrondissement — décide qu'il consacrerait sa programmation à la création contemporaine.

Ainsi l'a voulu son directeur, Jorge Lavelli. A la fois par goût personnel — à son arrivée en France, venant d'Argentine, dans les années 60, il a signé des mises

en scène marquantes de Gombrowicz, Antrab ou Copi — et aussi pour marquer la différence. « L'expansion du service public, dans les années 80, explique Jorge Lavelli dans le livre que lui a consacré Alain Satgé (*Jorge Lavelli*, PUF, 1996), a coïncidé avec un retour aux textes classiques, avec un esprit de plus en plus filieux de conservation du répertoire, avec un respect de plus en plus archaïque des « valeurs » culturelles. Il y avait là, à mes yeux, une contradiction choquante... Retrouver le risque de la création, et construire un répertoire pour notre temps, avec les moyens dont dispose un théâtre na-

tional, m'est alors apparu comme une nécessité. »

Plus de soixante spectacles ont été présentés à la Colline, de son ouverture à juin 1996. Mis à part *La Nuit des chasseurs*, inspirée du Wozzeck de Büchner, et les *Comédies barbares* de Valle Inclán (reprises après leur création à Avignon), tous étaient effectivement des créations contemporaines.

LARGE ÉVENTAIL

Les deux auteurs qui sont revenus le plus souvent à l'affiche sont deux Britanniques, Edward Bond et Steven Berkoff, avec trois pièces chacun. Sinon, l'éventail

est large, de Yasmina Reza à Thomas Bernhard, Lars Noren, Samuel Beckett ou Witold Gombrowicz, sans oublier Copi, dont la mise en scène cinquantaine d'*Une visite inopportune* par Jorge Lavelli représente ce qui fut fait de mieux à la Colline. Au fil des saisons, une esthétique s'est dégagée, plus que des choix : une volonté de plaire.

Succédant à Jorge Lavelli, Alain Françon entend marquer des choix. Le premier tient à un détail significatif. Contrairement à l'usage voulant que le directeur d'un théâtre ouvre la plaquette de la saison en signant un éditorial, Alain Françon s'efface derrière sa programmation. Il n'y a pas un mot de lui, mais des textes des auteurs invités à la Colline.

« Certains m'ont reproché de n'avoir rien écrit, disant que c'était lâche ou prétentieux », constate Alain Françon, sans trop d'états d'âme. Question de caractère : cet homme peu prolifique n'aime pas les commentaires. Il préfère laisser parler les auteurs qu'il a programmés à la Colline : Edward Bond — « son » auteur, avec lequel il prend le pari d'ouvrir la saison de la grande salle, en présentant une nouvelle mise en scène de *Dans la compagnie des hommes*, pièce qu'il a créée en 1992 —, Bertolt Brecht, Charles Reznikoff, Heiner Müller, Peter Handke, Henrik Ibsen, György Schwajda, et Eugène Durif, à qui revient d'ouvrir la saison, avec *Les Petites Heures*, données dans la petite salle à partir du 18 septembre.

B. Sa.

Les invités de la saison

- *Les Petites Heures*, d'Eugène Durif. Mise en scène : Alain Françon. Avec Clovis Cornillac, Valérie de Dietrich, Aline Lebeze, Antoine Matthieu. Petite salle, du 18 septembre au 26 octobre.
- *Dans la compagnie des hommes*, d'Edward Bond. Mise en scène : Alain Françon. Avec Jean-Luc Bideau, Jacques Bonnaffé, Carlo Brandt, Gilles David, Jean-Yves Dubois, Jean-Paul Roussillon. Grande salle, du 3 octobre au 16 novembre.
- *Check-up*, d'Edward Bond. Conçu et interprété par Carlo Brandt, avec des photographies de Jean Mohr et de D. J. Fred Mayor. Petite salle, 27 novembre au 21 décembre.
- *Dans la jungle des villes*, de Bertolt Brecht. Mise en scène : Stéphane Braunschweig. Avec Philippe Clévenot, Olivier Cuvelier, Gilles David, Georges

- Gagné, Yedward Ingey, Evelyne Istria, Guillaume Léveque, Catherine Vinatier. Grande salle, 8 janvier au 22 février 1998.
- *Holocauste*, de Charles Reznikoff. Mise en scène : Claude Régy. Avec Christophe Lichtenauer. Petite salle, 15 janvier au 1^{er} mars.
- *Germania 3*, de Heiner Müller. Mise en scène : Jean-Louis Martinelli. Avec Gérard Barreaux, Vincent Berger, Jean-Claude Bolle-Reddat, Jean-Marc Bory, Laurent Dorey, Alain Fromager, Pierre Hissler, Sylvie Milhaud. Grande salle, 11 mars au 11 avril 1998.
- *Les gens déraisonnables* ont en vue de disparition, de Peter Handke. Mise en scène : Christophe Perton. Avec Gauthier Baillot, Gilbert Breugnot, Carlo Brandt, Marie-Armelle Deguy. Petite salle, 19 mars au 26 avril.

- *Un ennemi du peuple*, d'Henrik Ibsen. Mise en scène : Claude Stratz. Avec Jean-Louis Hourdin, Caroline Gasser, Tania Temler, Michel Kullmann, Marcel Robert. Grande salle, 6 mai au 6 juin.
- *Le Miracle*, de György Schwajda. Mise en scène : Michel Dikyn. Avec Pierre Baillot, Philippe Fretun, Chantal Joblon, Jean-Claude Leguay. Petite salle, 14 mai au 29 juin.
- Théâtre national de la Colline, 15, rue Malte-Brun, 20. M^e Gambetta. Tél. : 01-44-62-52-52. Le prix des places varie de 160 F à 55 F. Le théâtre propose plusieurs formules d'abonnements. Par ailleurs, il innove cette année en créant « Les mardis de la Colline » : l'horaire des représentations est avancé (à 19 h pour la petite salle et 19 h 30 pour la grande) et le tarif, unique, s'élève à 110 F.

THEATRE MARIGNY

MICHEL LEEB

DOUZE HOMMES EN COLERE

de Reginald ROSE

AUDUBERT MAURICE BARRIER NORMAN BARRIER
DYREK JACQUES ECHANTILLON MICHEL FORTIN
FREDY FREDY GAMARD JACQUES LEBLANC
LE PAULMIER PIERRE MEUNIER ANDRE THORENT

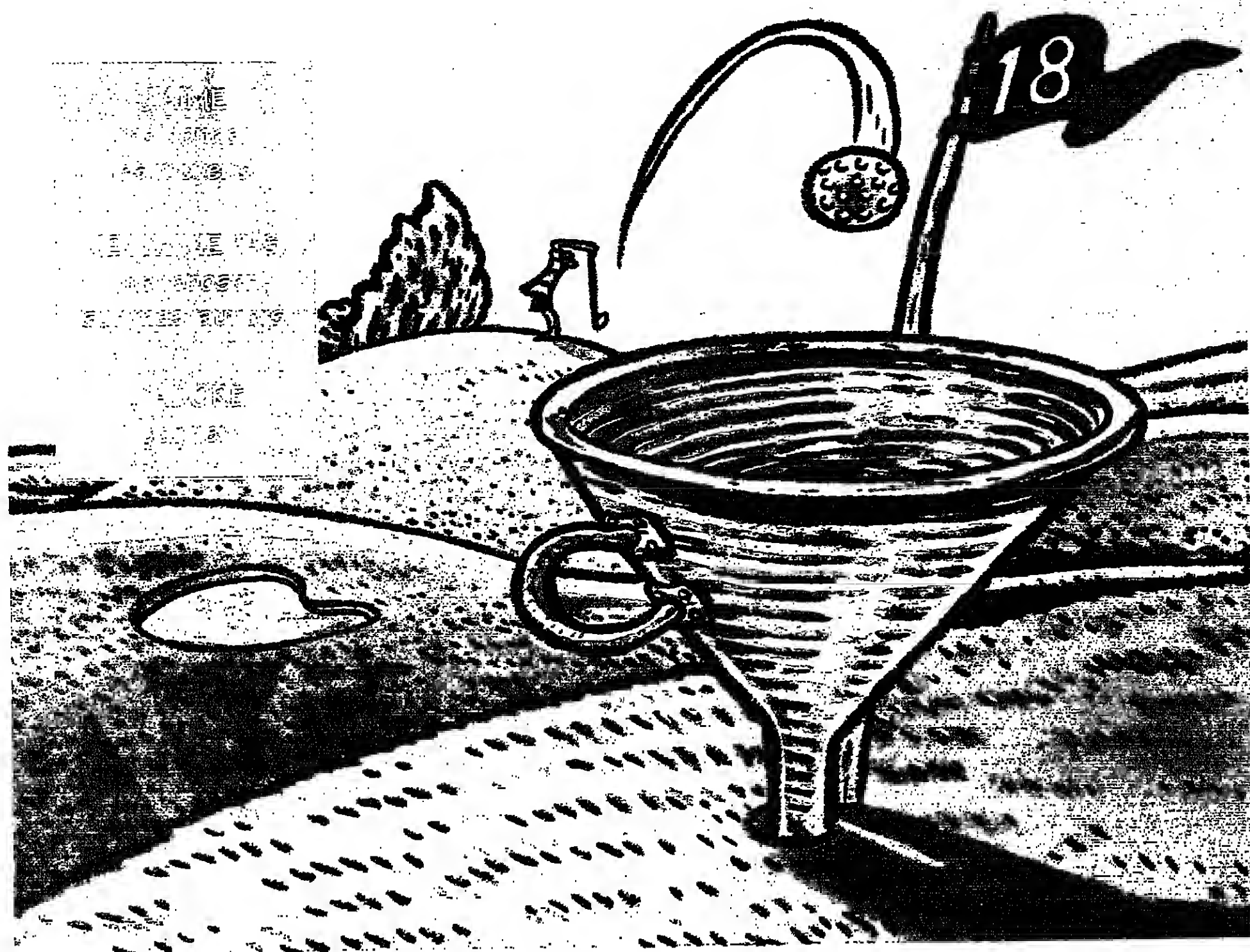
Mise en scène : Stéphane MELDEGG
Auteurs : ALFRED QUÉQUÉ et Stéphane MELDEGG
Décor et costumes : CHARLIE MANGEL
Lumière : ROBERTO VENTURI

A PARTIR DU 19 SEPTEMBRE

LOC : 01 42 56 04 41

France Inter

(Location Théâtre, 10 rue de Valenciennes, 75013 Paris)
Magasins Fnac, 3815 Boulevard
01 49 07 58 50



PEA Société Générale :
La meilleure approche pour améliorer
vos performances.

Choisir le PEA Société Générale c'est se doter des moyens les plus performants pour dynamiser votre capital. Sur plusieurs années, les actions (titres en direct, Sicav ou FCP) obtiennent le rendement le plus élevé parmi les placements. L'exonération d'impôts **PEA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE** sur les revenus et plus-values (hors CSG et CRDS) vous permet de profiter pleinement de ce dynamisme. La Société Générale a créé une large gamme d'OPCVM pour répondre à vos objectifs de gestion : diversification, sécurité du capital placé, gestion par des spécialistes... Alors n'hésitez pas à contacter nos conseillers en agence.



CONJUGUONS NOS TALENTS.

هَذَا مِنَ الْأَصْلِ

UN ENFANT
C'EST COMME UNE RÉVOLUTION.

KOLYA

*"De l'émotion,
du rire,
des larmes,
vous y repenserez
longtemps"*

STUDIO MAGAZINE



GOLDEN GLOBE® 1997
DU MEILLEUR
FILM ÉTRANGER



OSCAR® 1997
DU MEILLEUR
FILM ÉTRANGER

MIRAMAX FILMS PRÉSENTE EN ASSOCIATION AVEC PORTOBELLO PICTURES
RÉALISÉ PAR JAN SVERAK PANDORA CINEMA
UN CO-PRODUCTION AVEC ZDF TELEVISION "KOLYA"
AVEC ZDENEK SVERAK ANDREJ CHALIMON
ET LIBUSE SADRANKOVA
DÉVELOPÉ PAR ZDENEK SVERAK D'APRÈS UN SCÉNARIO DE PAVEL TAIESSIG
PRODUCTION DE VLADIMIR SMUTNY RÉVISÉ PAR ANDREJ SOUKLIP
MONTAGE ALOIS FISAREK ALER - CHIFFREMENT MILOS J. KOHOUT
DISTRIBUTEUR EN FRANCE ZDENEK MIROLIK
CO-PRODUCTEUR ERNST GOLDSCHMIDT
FINANCÉ PAR ERIC ABRAHAM ET JAN SVERAK
MONTÉ PAR JAN SVERAK

<http://www.gamont.fr>

PRÉSENTÉ PAR PANDORA, A PolyGram company

BOY IN WHITE
DANS TOUS LES CINÉMAS



**A PARTIR DU
17 SEPTEMBRE**

Europe 2

10 ANS DU MEILLEUR DE LA MUSIQUE

COMMUNICATION

LE MONDE / MARDI 16 SEPTEMBRE 1997

TELEVISION L'audience des chaînes hertziennes généralistes américaines ABC, CBS, NBC et Fox continue à décliner. Elles n'attirent plus que 49 % des téléspectateurs aux

heures de grande écoute. ● LES PUBLICITAIRES leur ont tout de même consacré 6 milliards de dollars d'investissements la saison dernière, contre seulement un tiers de cette somme

vers les chaînes du câble. ● LA RENTREE s'annonce morose pour les grands réseaux après un été où les réseaux câblés ont encore renforcé leur audience grâce à de nouvelles

émissions alors qu'ils se contentaient de proposer des rediffusions. ● LES EMMYS 97, Oscars de la télévision attribués dimanche 14 septembre à Pasadena, ont confirmé le dynamisme

de la télévision payante par câble et par satellite en matière de création: HBO a obtenu neuf récompenses, soit autant que NBC, contre seulement cinq à ABC et deux à CBS.

L'exode des téléspectateurs américains vers le câble s'accroît

La rentrée s'annonce morose pour les grands réseaux de la télévision hertzienne (ABC, CBS, NBC et Fox). Même s'ils attirent encore les deux tiers de la publicité, ils ne retiennent plus que 49 % de l'audience aux heures de grande écoute

LOS ANGELES

correspondance
Les problèmes des chaînes hertziennes généralistes ABC, CBS et NBC ne font qu'empirer au moment de la rentrée, car, pour elles, l'été est synonyme d'hémorragie en termes d'audience. En ne drainant plus que 49 % des téléspectateurs aux heures de grande écoute (le prime time, de 20 heures à 23 heures), contre 75 % il y a dix ans, ceux qu'on appelle encore les « trois grands réseaux » — même s'ils ont été rejoints par un quatrième, le réseau Fox (Le Monde du 26 avril) — ont chuté à leur niveau historique le plus bas, et aucun signe de redressement n'est en vue. Le comportement des téléspectateurs américains a changé de façon irréversible. « Aucune acrobatie de programmation, aucun contrat de retransmission sportive ne semblent capables de contenir l'exode constant des téléspectateurs des réseaux vers le câble », lit-on dans le bulletin du bureau d'études Paul Kagan.

« Ainsi va le monde, avoue, apparemment résigné, Leslie Moonves, le président de CBS Television, nous allons devoir nous habituer à vivre dans un univers à 100 chaînes, puis dans un univers à

500 chaînes. » Il y a vingt ans, les Américains recevaient cinq chaînes, dont ABC, CBS et NBC, qui commandaient alors une part de marché de 90 %. Aujourd'hui, leurs téléspectateurs ont accès à une cinquantaine de chaînes, voire soixante-dix pour 12 % de la population. Et l'on recense aujourd'hui pas moins de 150 chaînes câblées.

BUDGETS JUTEUX

Rendant l'été, le câble choisit de programmer des émissions nouvelles (USA Network vient, par exemple, de lancer avec succès l'adaptation télévisée du film La Femme Nikita), tandis que traditionnellement les chaînes hertziennes se contentent de rediffuser les séries de la saison précédente. D'où l'érosion d'audience, que la rentrée ne parvient pas à enrayer. A chaque automne, le déficit s'accroît.

Pour se consoler, les réseaux soulignent que les annonceurs sont plus fidèles que les téléspectateurs. Les publicitaires de Madison Avenue ont déversé pour 6 milliards de dollars de contrats dans les caisses des quatre principales chaînes hertziennes la saison dernière, contre seulement un tiers de cette somme vers l'indus-

trie du câble. C'est NBC (propriété de General Electric), le numéro un en termes d'audience, qui profite principalement de ces juteux budgets.

« Nous avons la programmation la plus jeune », déclare Warren Littlefield, président de NBC. Entièrement, pour expliquer comment sa chaîne a drainé plus de 2 milliards de dollars de recettes publicitaires la saison dernière. Le coût d'une minute d'écran publicitaire accompagnant de gros succès comme ER (Urgences) ou Seinfeld atteint un million de dollars.

Mais pour NBC, la rançon de la gloire veut que les vedettes de ces shows-là négocient désormais des cachets exorbitants. C'est le cas pour Seinfeld, une série dont les droits télévisés s'élèvent à 4 millions de dollars par épisode. ER ne vaut encore que 1,5 million de dollars mais, à cause du succès de la série médicale, ce tarif devrait doubler lors du renouvellement du contrat, à la rentrée prochaine, si NBC ne vent pas risquer de perdre une des valeurs sûres de sa grille.

CBS, le numéro deux (qui ap-

partient à Westinghouse), a toujours le profil démographique le plus âgé, et espère précisément que ce handicap va lui valoir à moyen terme les faveurs de Madison Avenue. « Avec ses baby-boomers, la population américaine vieillit », explique David Poltrack, vice-président de la recherche pour CBS, qui table donc sur une augmentation prochaine de son audience. Or les gens de plus de trente-cinq ans contrôlent près de 80 % du pouvoir d'achat. Nos études indiquent que plus les gens vieillissent, plus ils regardent la télévision, et plus ils regardent les journaux et magazines d'information. » Une double tendance qui représente une aubaine en termes de rentabilité, puisque le coût de production d'une heure d'informations oscille entre 500 000 et 750 000 dollars, alors qu'une série dramatique ou un sitcom dépasse toujours le million. Cette année, les trois réseaux vont offrir le volume record de dix heures de magazine d'infos en prime time.

Emmys 97 : baisse de prestige pour les networks

Les grands réseaux sont aussi concurrencés en matière de prestige. Lors de la 49^e cérémonie de remise des Emmys (les Oscars de la télévision), dimanche 14 septembre à Pasadena (Californie), la chaîne câblée payante HBO a décroché neuf des précieuses statuettes, ex aequo avec NBC, tandis que ABC en récoltait cinq et CBS, seulement deux. La politique de téléfilms de qualité de HBO lui a valu trois récompenses pour Miss Evers' Boys.

Le choix de hommes séries ou sitcoms sur les networks est devenu si limité que les récompenses, cette année encore, sont allées aux mêmes: NYPD Blue (ABC) a obtenu quatre Emmys (meilleure interprétation pour Kim Delaney, meilleure réalisation et scénario, et Dennis Franz comme meilleur acteur pour la deuxième année consécutive). Seinfeld (NBC) a vu la victoire de Michael Richards. Le réseau Fox s'est contenté d'un seul trophée: Gillian Anderson, de X-Files, a reçu l'Emmy de la meilleure actrice pour son interprétation de l'agent Dana Scully.

DISNEY, LANTERNE ROUGE
Et CBS, comme ses concurrents, place ses espoirs dans le marché international, dont les retombées de recettes sont plus que jamais

nécessaires à l'amortissement des coûts de production. Brooklyn South, la dernière série policière de Steven Bochco, le producteur réputé de NYPD Blue, est déjà « la plus grosse vente internationale pour une série qui débute », précise Poltrack.

Enfin, c'est une rentrée semée d'embûches pour ABC, la chaîne rachetée par le groupe Disney en 1995, qui traîne à la dernière place, avec des problèmes de management ressemblant à un mauvais soap-opera. Croyant endiguer la chute libre de leur audience, les patrons de Disney avaient débouché à grands frais (un salaire annuel de 2 millions de dollars) Jamie Tarses, une productrice de trente-trois ans, responsable du succès de Friends sur NBC, et censée détenir les formules magiques des shows susceptibles de plaire aux jennes et aux annonceurs. Mais d'après le magazine du New York Times, qui, en juillet, a consacré aux déboires d'ABC un article particulièrement critique, Michael Eisner, numéro un du groupe, est déjà mécontent de la grille de rentrée de sa chaîne, avant même son apparition à l'antenne.

Claudine Mulard

Le « New York Times » se met à la couleur

NEW YORK

de notre correspondant

Après avoir soigneusement testé ses lecteurs en introduisant progressivement la couleur dans ses cahiers arts, loisirs, livres et voyages, publiés dans le numéro du dimanche, le New York Times fait le grand saut: en publiant tous les jours, depuis lundi 15 septembre, de la couleur dans le quotidien.

La couleur va d'abord apparaître dans les pages sports et culture, puis gagnera peu à peu les autres pages; son apparition à la « une » de « la dame grise » est prévue pour la mi-octobre. Ce n'est pas le seul changement proposé aux lecteurs, auxquels la direction du New York Times promet « un journal mis en valeur »: le cahier sports, jusqu'ici publié le lundi, sera dorénavant quotidien, et un cahier culture sera publié cinq jours par semaine; les deux cahiers hebdomadaires sur les modes de vie et la maison sont remaniés.

Enfin, les nouvelles devraient être plus fraîches, puisqu'un effort est fait pour laisser deux heures de plus soit aux journalistes pour intégrer dans leurs articles des informations survenues tard dans la journée. Le journal a ainsi plus de chances d'apporter aux lecteurs du matin les derniers événements de la nuit — notamment les résultats sportifs de la Côte ouest.

Ces derniers aménagements, souligne Bill Keller, qui devient le 1^{er} octobre directeur de la rédaction (managing editor) du quotidien, s'inscrivent dans un effort entrepris depuis dix ans pour améliorer le New York Times: l'idée de reculer l'heure du bonclage, par exemple, « a été conçue il y a quelques années ». Au printemps dernier, le quotidien a abandonné son lin-

primerie de la 43^e Rue ouest, au sous-sol des locaux de la rédaction, en plein cœur de Manhattan, pour deux imprimeries ultra-modernes, une dans le quartier de Queens à New York, l'autre dans le New Jersey voisin.

« PLUS FACILE À LIRE »

Constatant que son lectorat à New York stagnait alors que les ventes dans le reste du pays augmentaient, le New York Times s'est adapté aux impératifs qui régissent la publicité dans la presse écrite aux Etats-Unis: ceux de la couleur, auxquels se sont déjà pliés de grands journaux comme le Los Angeles Times ou le Chicago Tribune. Il s'agit, explique dans les colonnes de son quotidien le PDG (publisher) du New York Times, Arthur Sulzberger Jr, de « mettre du point une nouvelle formule pour une nouvelle génération de lecteurs et d'annonceurs ».

Le directeur général (executive editor), Joseph Lelyveld, évoque pour sa part le souci de rendre le journal « plus accessible, mieux organisé, plus facile à lire ».

Pour enlever la balise du lectorat qui frappe les quotidiens en général et le New York Times en particulier, ce dernier n'a pas ménagé sa peine: le coût de l'effort de modernisation entrepris depuis dix ans est chiffré à 800 millions de dollars par le journal lui-même. Le New York Times, dont le tirage est de 1,1 million d'exemplaires en semaine et de 1,7 million le dimanche, emploie quelque 3 000 personnes, dont un millier de journalistes. Son prix de vente, 60 cents (3,60 F) en semaine et 2,50 dollars le dimanche (15 F), reste pour l'instant inchangé.

Sylvie Kauffmann

« La Nouvelle République du Centre-Ouest » reprend sa régie publicitaire à Havas

LE QUOTIDIEN régional de Tours, La Nouvelle République du Centre-Ouest (NR), va reprendre le contrôle total de sa régie publicitaire, actuellement confiée à Havas Régies, activité de régie de presse du groupe publicitaire qui concerne trente-quatre quotidiens régionaux et une centaine de titres de la presse hebdomadaire régionale. La modification des liens entre La NR et Havas Régies coïncide avec la fin du contrat entre les deux parties, qui expire le 31 décembre.

La nouvelle régie de La NR devrait être une filiale à 100 % du quotidien, mais le groupe Havas devrait conserver une part dans cette filiale, « à un niveau qui n'a pas encore été précisé », indique Jacques Saint-Cricq, président du directoire, pour qui « il ne s'agit pas d'une rupture mais d'une évolution, Havas voulant revoir les conditions de sa régie, notamment en identifiant davantage les éléments de charges et de ressources ».

Avec une diffusion de 258 000 exemplaires en 1996 — stable au pre-

mier semestre de cette année, — le quotidien et ses filiales ont réalisé un chiffre d'affaires de 730 millions de francs, dont 210 millions de recettes publicitaires.

LIENS HISTORIQUES

Ce chiffre, à l'instar de celui de nombreux titres de la presse quotidienne régionale, s'élève graduellement: la décision de reprendre le contrôle de sa régie traduit donc la volonté du groupe de presse tourangeau de gagner en efficacité et en productivité sur le plan publicitaire. Le mouvement est double, puisque le journal compte parallèlement attirer davantage de lecteurs en lançant un cahier sportif et en prévoyant la parution en 1998 d'un supplément de programmes de télévision. La NR n'a pas encore choisi entre le groupe Hersant et le groupe Hachette, devenus tous les deux les fournisseurs de la presse quotidienne régionale dans ce domaine.

Les deux autres titres régionaux du groupe pourraient aussi être concernés, à terme, par cet aggr-

namento entre eux et leur régie: mais le journal de Poitiers, Centre-Press, filiale à 100 % de La NR depuis qu'il a été racheté au groupe Hersant, doit d'abord assurer son redressement, tandis que La République du Centre (Orléans) — dont le groupe NR possède le tiers du capital — devrait aussi réexaminer les liens qui l'unissent à Havas Régies. Mais aucune date n'a été fixée, le contrat avec la régie courant encore.

Qu'elle soit liée à l'expiration des contrats ou à des situations particulières, la modification des liens, souvent historiques, entre les grands quotidiens régionaux et Havas Régies — Havas pouvant être de surcroît actionnaire, comme c'est le cas à Midi Libre — constitue un tournant. Elle témoigne aussi, dans le cadre de la réorganisation d'Havas, d'une clarification de son activité de régisseur, sous l'impulsion de son actionnaire de référence, la Générale des eaux.

Yves-Marie Labé

● Dominique Wolton, Petit écran, grande ambition ● Entretien avec Jean-Luc Godard, Ces cinéastes qu'on abat ● Rencontre entre Dominique Wolton et Jérôme Clément, Y'en a qu'une, c'est La Cinquième-Arte ● Marc Ferro, Le savoir en images ● Bernard Stiegler, La nouvelle alliance ● Laure Adler, Sentinelle du réel ● Interview de Claude Santelli, L'épopée des investisseurs ● Isabelle Veyrat-Masson, Intuitions et procès d'intention ● Aline Paillet et Claude Michel, L'enlèvement d'Europe ● Anne Brunswic, L'enseignement catholique ● Eva Segal, Les éternelles fiançailles ● Serge Tisseron, Le poids du moi, le choc des images ● Francis James et Hervé Brusini, Statistiquement correct ● Jean-Jacques Bozanne, Interlude pour la CNN à



VOUS AVEZ UN MOIS POUR RÉFLÉCHIR

Et aussi : ● Entretien avec Jacques Delors, Le devoir d'utopie ● Michel Serres, Lire, voir ● Jean-Michel Gaillard, Rentrée 1997, la grogne ● Hervé Hamon, Lettre ouverte à ceux qui n'aiment pas la télévision ● Art et essai, le cinéma rebelle, par Macha Séry ● Les femmes s'entêtent : le féminisme en débat, avec Maya Surduts et Dominique Deshayes...

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Les publicitaires prévoient pour 1997 une croissance du marché de 5 %

L'ANNÉE 1997 devrait enregistrer une progression du marché publicitaire « d'au moins 5 % » et d'environ 4 % de la marge brute des agences, prévoit l'Association des agences conseils en communication (AACC), qui révisé à la hausse ses prévisions initiales. Le syndicat professionnel note « le bon niveau des investissements à la télévision », la rentrée « en forte progression » de l'affichage et l'évolution positive des investissements en presse, notamment magazine, avec une situation « très variable » d'un titre à l'autre dans la presse quotidienne. « Il est trop tôt aujourd'hui pour mesurer s'il s'agit d'une simple reprise technique après une longue période d'attente (...), ou si l'on est en présence d'une phase nouvelle de progression (...) continue et durable », indique Jacques Bille, vice-président délégué général de l'AACC.

● **TELEVISION** : Thierry Ardisson, le producteur de télévision, ainsi que le journaliste Pierre Boix, ont été condamnés, vendredi 12 septembre, par le tribunal correctionnel de Paris, pour avoir publié en août 1995, dans le magazine Entrevue, une fausse interview relative au tourisme sexuel au Brésil. Ils devront respectivement payer 100 000 et 30 000 francs d'amende. ● **CABLE** : Jean-Christophe Bouttier a été nommé directeur général de Lyonnaise Câble, premier câblo-opérateur français, filiale de la Lyonnaise des eaux. Il remplace Patrick Lefort, qui devait rejoindre l'équipe chargée de la stratégie du pôle communication au sein de Suez-Lyonnaise des eaux.

● **PRESSE** : un nouveau mensuel de bandes dessinées, Bo Do!, a paru, samedi 13 septembre (130 pages, 35 francs). Il préfigure des planches des nouveaux albums ainsi que des entretiens et des informations sur les festivals, les nouvelles parutions, la vidéo, etc. Publié par une société indépendante éditant notamment une revue de jeux de rôle (Backstab), Bo Do! a été tiré à 40 000 exemplaires; le budget devrait être équilibré avec une vente de 10 000.

PLANIFIEZ VOS ACTIVITES PROFESSIONNELLES OU PERSONNELLES A L'AVANCE ? MAINTENANT C'EST FACILE!

Tous les événements qui vont avoir lieu dans les jours et les mois à venir sont sur:

3617 AGENDAPRESSE

+ de 20 rubriques:

Foires et Salons - Sports - Anniversaires Culture - Cinéma - Musique - Concerts Festivals - Expositions - Ventes aux enchères Vie juridique - Vie économique - Etc...

Service remis à jour en permanence, offrant des prévisions jusqu'à un an à l'avance.

S&A - 5,57F/mmn

par Pierre Georges

De tout cela, l'Assemblée va débattre. Front contre front. Convictions contre convictions. Faux emplois contre vrais emplois. La création de ces emplois-journeurs n'obéit certes pas à la pure logique économique et peut si l'expérience tourne mal aboutir à l'effet inverse de celui recherché. Mais il semble que l'opinion, elle, ait fait son choix : essayer, essayer encore, essayer ceci, puisque tout le reste a échoué. C'est aussi simple que cela. Comme un ersatz d'espoir !

Maignon souhaite une décision pour le 17 septembre

A 47 ans, Marc Rochet est déjà un vieux « briscard » du transport aérien. Son père travaillait dans ce secteur, comme technicien à Air France. M. Rochet a cumulé les expériences chez Air Inter, Air Guadeloupe et Aéromartime. En 1991, il est nommé PDG d'AOM, devenue une filiale du Consortium de réalisation, chargé de vendre les actifs du Crédit lyonnais. Le 31 mai 1996, il est limogé pour avoir refusé le rapprochement AOM-Air Liberté que veut lui imposer le ministre des transports, Bernard Pons.

Virginie Malingre

L'ORGANISATION écologiste Greenpeace a annoncé, dimanche 14 septembre, avoir déclassé deux filtres de « déchets nucléaires » à 250 mètres de la plage des Moutiers, d'où part la canalisation de l'usine de retraitement de la Hague de la Cogema. Les plongeurs de Greenpeace ont trouvé également un « système de filtration et environ 20 mètres de canalisation », qui repose par 7 mètres de fond. Les mesures effectuées sous l'eau par l'association indiquent que les filtres « émettent de dangereuses radiations ». « Au lieu de procéder à l'évacuation des portées contaminées des fonds marins, la Cogema a décidé de laisser tout simplement ces déchets au fond de la mer », a déclaré Penélope Komitès, directrice de Greenpeace France.

Dominique Vovnet, ministre de l'Environnement, a immédiatement réagi. « Nous avons demandé [à la Cogema] de faire l'impossible pour récupérer ces terreurs avant que les matières radioactives ne soient évacuées », assure-t-il. Il a déclaré sur France-Info. Si ce n'est pas le cas, se demandera-t-il à la Cogema des explications d'une façon très ferme, car je doute que la Direction de la sûreté des installations nucléaires (DSIN) ait autorisé pareil tricolage. La ministre a demandé à la DSIN de « faire toute la lumière sur le contenu de ces fils ». La direction de l'usine a répondu aux déclarations de l'écologiste en affirmant que les fils étaient composés de déchets de la conduite et du démarrage de la production et qu'ils doivent « être enlevés dans le cadre du nettoyage chimique ».

Dans l'entourage de M. Gayssot, lundi, on évoquait l'agacement du ministre vis-à-vis des déclarations de Dominique Vovnet.

Sylvia Zappi

VALEURS LES PLUS ACTIVES

SÉANCE, 12h30	1509 Titres échangés	Capitalisation en F
Elf Aquitaine	23.012	17.804.384
Carrefour	45387	1456.27937
Société Générale	148424	1.217.647.45
Total	169.339	11.795.429
Alcatel Alsthom	128308	100.696.42
Peugeot	700381	751.474.83
LYNH Moët Hen.	26012	77497.229
Michelin	225.623	7.093.430.50
Danone	857168	7.2947.807
Axa	169244	6.2845.771,30

BOURSE **TOUTE LA BOURSE EN DIRECT** 36 15 | L'ÉCONOMIE

BOURSE TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 30/10/92 LE MONDE

Cours relevés le lundi 15 septembre, à 12 h 30 (Paris)

[illegible]

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

REVENUES	cents	Rd 1209	% 11/00	Advt
Altaviva (100 dm)	336,500	100%	—	325
Boat	6,590	—	—	—
Estu-Unus (1 ud)	5,947	—	—	5,700
Belgiques (100 F)	16,285	—	—	15,700
Pay-Bas (100 f)	296,540	—	—	—
Italy (1000 lir)	3,440	—	—	3,200
Denmark (100 kr)	88,320	—	—	82
Greece (1 pes)	9,045	—	—	6,600
Gde-Bretagne (1 l)	9,625	—	—	9,180
Greece (100 drach)	21,190	—	—	1,920
Spain (100 pes)	73,760	—	—	71,500
France (100 F)	436	—	—	393
Norwege (100 kr)	81,740	—	—	46,500
America (100 act)	47,760	—	—	45,300
Spain (100 pes)	9,890	—	—	3,600
Portugal (100 esc)	3,310	—	—	2,950
Canada 1 dollar ca	4,300	—	—	4,020
Japan (100 yen)	4,915	—	—	4,760

Tirage du Monde daté dimanche 14-lundi 15 septembre : 572 160 exemplaires. 1.

PARITES DU DOLLAR 1509

BRANCFORT : USD/DM		BRANCFORT : USD/Yens	
LES TAUX DE RÉFÉRENCES			
	Taux	Taux	
TAUX 120S	jour le jour	10 ans	
France	3,14	4,10	
Allemagne	3	3,90	
Grande-Bretagne	5,94	5,90	
Italie	6,61	6,60	
Japon	0,45	0,45	
Etats-Unis	5,56	5,50	
MATIF			
Échéances 120S	volume	dernier	
		prix	
NOTIONNEL 10 %			
Sept. 97	98472	100,00	
Déc. 97	111549	100,00	
Mars 98	129	100,00	

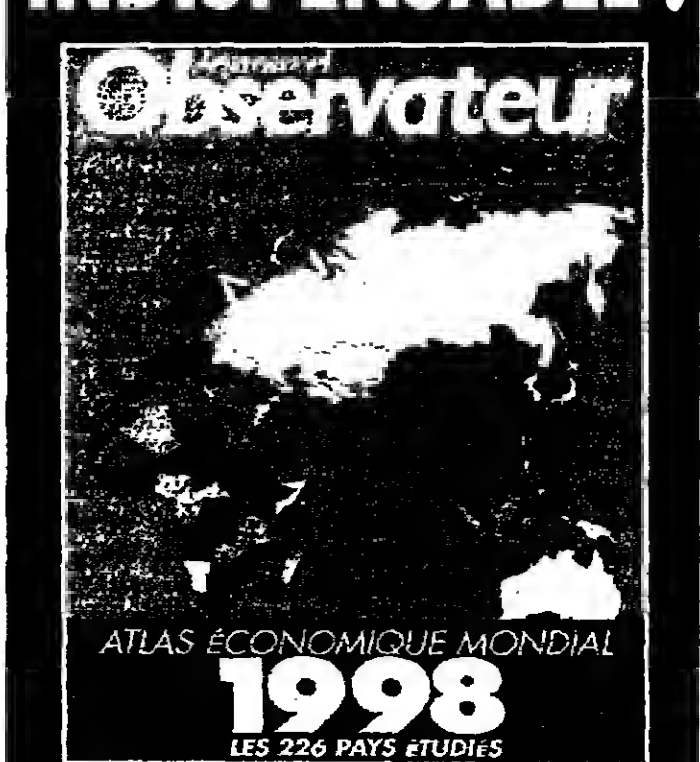
MATIF

Échéances 12/09	volumé	demie prix
NOTIONNEL 10 %		
Sept. 97	98472	232,10
Déc. 97	111549	232,10
Mars 98	129	232,10

DÉPÊCHES

MEURTRE : Enquête sur le meurtre de Sophie Toscani du Plantier, le 23 décembre 1996, est terminée. L'information a été confirmée au Monde, lundi 15 septembre, par Michaël Henley, porte-parole des policiers de Bandon (Irlande). Le dossier va être soumis au procureur général de la République.

INDISPENSABILE



NOUVELLE ÉDITION 1998

SVM Mac

Spécial Mac OS 8

Toutes les ficelles
du nouveau
système d'Apple
et les meilleurs
sharewares
pour l'exploiter.

Et aussi

- **Dossier :**
Les Mac de la rentrée
passés au crible.
- **Apple Expo :**
Tous les produits
à ne pas manquer.

SVM MAC,
LE MAGAZINE PRÉFÉRÉ DES MAC

NP
 to Court: T
 to Epargne
 to Ep. Cap
 to Ep. Croi
 to Ep. Patr
 to Epargne
 to Epargne
 to Euro Val
 to Euro Ob
 to Euro Op
 to Inter —
 to Opport.
 to Revenue
 to Securité

terne
derm

4 Qua

هكذا من الاصل

CONJONCTURE
Avis de grand beau
sur le Vieux Continent
page IV

ENJEUX
Le nez sur la conjoncture,
la France discerne
mal l'avenir
page V

Le Monde

ECONOMIE

ENJEUX ET STRATÉGIES

MARDI 16 SEPTEMBRE

ENQUÊTE
Au Ghana,
le développement
vient de l'Etat
page VI

ANNONCES



IMMOBILIÈRES
pages VII
et VIII

Internet, le grand supermarché

DOSSIER

Outil de communication mondial, mine d'informations sans fond, Internet s'approprie à son tour le commerce électronique. Le nouveau média dispose d'un tel potentiel, en termes de rapidité, de confort et de séduction, qu'il promet de bouleverser les circuits classiques de distribution. S'agit-il, pour autant, de se préparer à la disparition des grandes surfaces et autres hypermarchés au profit des galeries marchandes virtuelles ? Rares sont ceux qui osent un tel pronostic.

Les Américains affectent même la déception. Le supplément d'automne *Convergence* du quotidien *The Wall Street Journal* titre ainsi sur le caractère impalpable (*elusive*) du commerce électronique en posant clairement la question : « Où est l'argent ? ». L'article apporte lui-même une réponse avec les prévisions du cabinet d'études de marché anglais Datamonitor. Ce dernier estime que les consommateurs européens dépenseront 3,2 milliards de dollars (2,6 milliards de francs) sur Internet en 2001, contre 96 millions de dollars (800 millions de francs) en 1997. Soit une multiplication par 30 en quatre ans des dépenses des particuliers européens sur la Toile (le Web). De son côté, le cabinet américain Bonester Research s'est penché sur l'évolution des échanges entre les entreprises sur Internet aux États-Unis. Une étude publiée en juillet fait état d'un passage de 8 milliards de dollars (48 milliards de francs) en 1997 à 327 milliards de dollars (1 960 milliards de francs) du marché en 2002, soit un facteur de 40 en cinq ans. Ces analyses, pourtant de chiffres encore très faibles aujourd'hui, annoncent donc le début d'une véritable explosion au cours des toutes prochaines années. Même si, en 2002, les 327 milliards de dollars de chiffre d'affaires cités par Bonester

▼ Monde
Après l'an 2000
les échanges
commerciaux
sur le Web
seraient 30 à 40 fois
plus importants
qu'aujourd'hui

ne représenteront encore que 2,3 % de la totalité des échanges aux États-Unis.

Si les Américains font la fine bouche, c'est sans doute parce que le fulgurant développement d'Internet outre-Atlantique a pu leur laisser croire que tout est immédiatement possible sur le réseau mondial. Les derniers chiffres publiés par l'Union internationale des télécommunications (UIT), organisme des Nations unies installé à Genève, estiment la population mondiale des internautes à 20 millions, et 55 millions au début de 1997. Elle pourrait atteindre les 300 millions en l'an 2000. De quoi faire rêver à un monde où tout se fait sur le Web.

On peut aussi vendre et tout acheter sur Internet. Des livres aux automobiles, en passant par les disques compact, les cassettes vidéo, les journaux, les pizzas, les saucisses sèches et les bouteilles de vin. Sans parler des billets d'avion, de train, de cinéma ou de théâtre, des réservations de chambres d'hôtel, des assurances, des séjours de vacances.

- L'informatique à l'école n'est pas la panacée
- Entretien avec Philippe Lempère (groupe Galeries Lafayette)
- Questions-réponses

Le processus commercial n'a rien de très complexe. Le vendeur crée un site Internet sur lequel il présente ses produits ou ses services. Pour se faire connaître, il peut insérer de la publicité sur les lieux les plus visités par les internautes, c'est-à-dire essentiellement ceux des moteurs de recherche (Alta Vista, Lycos, Yahoo...) et de la presse. Le client, lui, choisit un objet en fonction de sa description, de sa photo et éventuellement de courts extraits de son ou de vidéo. Il remplit un bon de commande, fournit son numéro de carte bancaire et reçoit, par la poste ou par un service de livraison rapide, son achat quelques jours plus tard. Par rapport au système de distribution classique, un intermédiaire disparaît : le bon vieux magasin réel avec ses kilomètres de linéaires et ses interminables files d'attente aux caisses.

A la place de l'échoppe séculaire, le cyberspace offre deux alternatives : le site individuel et la galerie marchande. Rien de plus, en somme, que la transposition de l'enseigne isolée et des centres commerciaux. Toute la différence tient dans la virtualisation du lieu de vente. Elle permet de se passer d'un intermédiaire qui, s'il apporte un service indéniable par l'exposition des objets réels et leur mise à disposition immédiate, possède également d'importantes lacunes. Il contraint d'abord le client à se déplacer. Avec les problèmes de transport, etc. Ensuite, il n'offre qu'un stock limité de produits. Enfin, cette méthode de distribution coûte cher au consommateur et elle se prête mal aux comparaisons de rapport qualité/prix entre les produits.

Michel Alberganti

Lire la suite page II

CHRONIQUE

par Serge Marti

Les déceptions de l'« asiatisme »

Quand le FMI et la Banque mondiale avaient choisi Hong Kong comme siège de leur assemblée annuelle 1997, prévue du 15 au 25 septembre, les deux institutions financières internationales avaient certainement compté sur les retombées médiatiques que ne manqueraient pas d'avoir sur cette manifestation à caractère économique les chroniqueurs du continent hautement politique qui, le 1^{er} juillet, ont marqué l'accession à la Chine communiste de ce « paradis capitaliste ». Mais les responsables de ces organisations multinationales n'avaient naturellement pas anticipé la tempête monétaire - double d'un mini-crash boursier - qui, depuis le mois de mai, secoue les « dragons » et les « tigres » asiatiques, sans épargner totalement Hong Kong, la dernière place financière de la région (derrière Tokyo), confrontée à leurs travaux une singulière actualité.

Beaucoup a été dit - et écrit - sur les raisons de la crise, qu'il s'agisse du contrecoup de l'envolée du dollar, sur lequel sont ancrées les monnaies asiatiques, ou de la santé réelle des économies locales, fragilisées par la spéculation immobilière et financière ainsi que par un niveau d'endettement et de déficits courants qui, sous d'autres cieux que ceux du « miracle asiatique », aurait bien plus tôt incité la communauté financière internationale à tirer le signal d'alarme. Avant que les spéculateurs viennent tirer le tapis sous le pied des monnaies asiatiques, à l'heure des comptes et, surtout, des mécomptes, il faut aussi désigner des responsables à cette myopie collective qui a affecté économistes, gourous de salles de marchés et... journalistes.

En bonne place parmi les présumés coupables figurent les responsables du FMI, suspectés de n'avoir pas été assez fermes, préventivement, avec les faiseurs de troubles, notamment avec la Thaïlande, contrainte de dévaluer le baht début juillet et d'où est venu un mal qui s'est rapidement propagé à l'ensemble de la région.

Qu'en est-il, pour ces « gendarmes » washingtoniens rétorquent que, depuis plus d'un an, ils avaient mis en garde les autorités locales au vu des diagnostics alarmés sur leur tableau de bord économique. Sans effet. Et de rejeter alors la faute sur le pouvoir en place, lequel, comme nombre de ses voisins, n'aurait pas compris la nécessité de faire fléchir courage à la croissance avec volonté de transparence et avouée décentralisation. A cet égard, l'instabilité politique qui sévit à Bangkok, épicentre de la tourmente monétaire, ajoute aux difficultés qu'éprouve le pays à sortir de la crise. Mais la Thaïlande n'est pas seule à voir son « modèle » remis en question. L'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour et la Birmanie sont aussi sur la sellette.

« Miracle » devenu « mirage », marchés émergents d'où il faut s'empêcher d'émigrer, tropisme financier puis sauve-qui-peut général, premier de la classe peu après l'effondrement d'un bonnet d'âne, voilà qui rappelle une histoire récente tendant à prouver que le cas asiatique n'est pas unique même s'il revêt certaines spécificités. Avant que ne survienne le système financier mondial provoqué par la dévaluation catastrophique du peso, durant l'hiver 1994-1995, et que ne se propage un « effet tequila » que les États-Unis et le FMI se sont empressés de circonscrire, à coups de dizaines de milliards de dollars, le même aveuglement avait frappé la communauté financière internationale. Donné en exemple aux autres pays latino et à l'ensemble des nations émergentes par des *Washington boys* parfois enclins à faire le bonheur des peuples malgré eux, le Mexique avait reçu le diplôme décerné par l'école enseignant les vertus du libre marché lorsqu'il avait été admis dans la classe prestigieuse de l'OCDE, réservée aux économies patriciennes. Peu après, c'était la débâcle d'où, il est vrai, le Mexique est actuellement en passe de sortir.

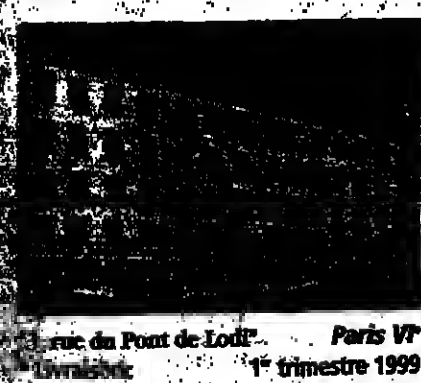
La même admiration sans bornes et le même sort critique devaient être réservés, deux ans plus tard, à la Corée du Sud, lorsque ce pays, longtemps vanté pour son dynamisme économique et qui, lui aussi, avait fait son entrée dans la cour des grands (l'OCDE) se voyait brusquement mis à l'index, début 1997, à l'issue d'une brusque flambée sociale qui remettait en cause l'un des principaux moteurs de la croissance (l'abandon salarial et syndical des salariés) et un système politique par trop autocratique et soumis à une corruption endémique.

Peu ou prou, tous les pays de la région sont affectés par ce qui pourrait être un peu plus qu'une simple crise d'adolescence des économies d'Asie de l'Est. La crise est loin d'être terminée, et ses conséquences sont multiples. La croissance échouée que connaît cette zone depuis plus d'une génération s'annonce sérieusement ralentie, ce qui pèsera sur le niveau de vie et créera de vives tensions sur le marché du travail. Si Singapour, une ville-Etat de 3 millions d'habitants, a pu accepter de renouer son pain noir, au milieu des années 80, avant de repartir de plus belle, rien ne dit que les économies voisines, d'une tout autre dimension, pourront s'effrayer la même purge sans dommage majeur. D'autant que, à l'instar de ce qui s'était passé au lendemain de la crise mexicaine, les investissements étrangers vont être beaucoup plus circonspects. Avant de s'engouffrer à nouveau et avec un bel ensemble dans d'autres zones à risques. En attendant, bien sûr, le prochain sursaut, que les autorités financières internationales n'auront pas davantage vu venir.



Investissements nets dans les pays émergents

La Qualité Meunier à Paris.



"Le Clos du Pont de Lodi" Paris VI
* Livraison : 1^{er} trimestre 1999



"Le Clos d'Alleray" Paris XV
* Livraison : 1^{er} trimestre 1998

Meunier propose dans ses quatre résidences parisiennes, un large choix d'appartements, du studio au 5 pièces, duplex, avec terrasses, jardins ou balcons pour certains, aux prestations de grande qualité.

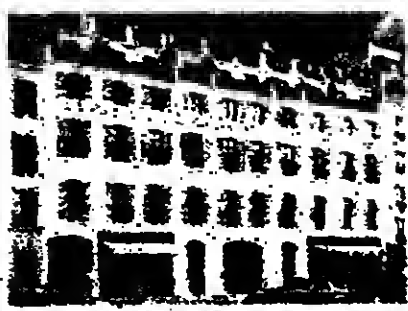
Commercialisation GPM Patrice Musy

Tél. : 01 49 10 39 00

Commercialisation Groupe SOHAM

Tél. : 01 42 25 09 92

MEUNIER
GROUPE BNP



"Le Clos Saint-Placide" Paris VI
* Livraison : 1^{er} trimestre 1999



"Les Terrasses du Chemin Vert" Paris XV
** Livraison : 2^e trimestre 1998

2ème CYCLE

ADMINISTRATION ET MANAGEMENT EUROPÉEN DES ENTREPRISES

TITRE HOMOLOGUÉ PAR L'ÉTAT NIVEAU II (MAÎTRISE)

RECRUTEMENT À BAC + 2

- Formation polyvalente de haut niveau à la maîtrise des techniques de gestion, finances, marketing, ressources humaines
- Étude de deux langues commerciales obligatoires
- Mission de 6 mois en entreprise, en France ou à l'étranger
- Séjour d'études à l'étranger proposé
- Préparation du diplôme de l'EMA (European Management Academy)

ESAM - ÉCOLE SUPÉRIEURE D'ADMINISTRATION ET DE MANAGEMENT
12, rue Alexandre Parodi
75010 Paris

Tél. 01 40 03 15 19 - 01 40 03 15 20

POSSIBILITÉ D'INTÉGRATION JUSQU'À FIN SEPTEMBRE

GROUPE IGS

DEMANDE DE DOCUMENTATION Adresser ce coupon à ESAM, 12, rue Alexandre Parodi 75010 Paris

NOM

Prénom

Niveau d'études

Adresse

Code Postal

Ville

Tel.

سكنا من الازهر

Le nez sur la conjoncture, la France discerne mal l'avenir

par Albert Merlin

Utiliser la modélisation, c'est bien pratique. Depuis que l'on teste et que l'on simule, on a moins besoin de penser. Sur-tout en période chaude: concilier l'inconciliable, gagner deux décimales pour satisfaire à Maastricht et en même temps contenter l'opinion, voilà de la pitance pour l'ordinateur. Cela occupe intensément le ministre, les experts, les journalistes, les foules, et cela permet de ne pas trop se poser de questions sur le vrai problème. C'est-à-dire l'aptitude - ou l'inaptitude - de la France à entrer dans le XXI^e siècle. Problème qui a peu à voir avec le taux d'intérêt, la pression fiscale ou le taux de remboursement de la Sécurité sociale, car il touche au plus profond: technologie et psychologie.

Mais sonhaite-t-on vraiment en débattre? Prenons la question de la productivité, dont beaucoup estiment qu'elle est la source de tous nos maux. Quelconque regarde à l'extérieur ne nous annonce que plaies et bosses, car dans nombre de secteurs (automobile, télécoms, banques, distribution) nos performances sont nettement inférieures à celles des champions, américains ou japonais. La compression des effectifs, chez nous, ne va donc pas s'arrêter de sitôt si l'on veut rester compétitif.

On nous dit: n'en parlez pas trop (continons plutôt à jouer avec l'ordinateur sur l'indice du mois prochain). Pourquoi? Parce que l'on ne peut parler sérieusement de baisses d'effectifs lorsqu'on se trouve dans l'incapacité d'imaginer comment celles-ci pourraient être compensées par la création d'activités nouvelles. Parce que les Européens, et tout spécialement les Français, semblent-t-il, ne comprennent pas le mécanisme fondamental du transfert d'activités, dont le dernier avatar - l'émergence spectaculaire de l'immobilier - les déboussole totalement.

Ils y parviendraient sans doute s'ils consentaient à analyser de près l'exemple américain. Le voyage en vaut la peine, à condition de surmonter le tabou anti-américain, solidement implanté chez nous. Là-bas, la contraction des effectifs industriels a en lieu tout comme en France, et elle n'est sûrement pas terminée. Mais, entre-temps, on y a fait la révolution: non pas seulement celle des puces et des mégabits,

mais celle des esprits. Nous sommes encore sous l'Ancien Régime.

Comment cela? Depuis la nuit des temps, l'expansion se heurtait à la loi implacable des rendements décroissants. Avec les technologies modernes de l'information, surtout depuis le développement des réseaux, dont on comprend aisément le mécanisme multiplicateur, on entre dans un monde de rendements croissants.

Joël de Rosnay a expliqué cent fois le résultat de cette multiplication du nombre des branches, qui crée de proche en proche de nouvelles niches amenées à se renforcer par catalyse croisée. Il propose même des chiffres: pour un capital informationnel donné, une croissance de 2% en nombre peut signifier 10% en trafic, car chacun augmente le nombre de liens, et donc le flux d'informations.

Les Français devraient comprendre et se réjouir d'une évolution où le gigantisme industriel et la puissance financière jouent moins, et où l'imagination et l'organisation font prime

Et ce qui est dit ici de l'informationnel est plus ou moins extrapolable à la notion plus large d'immédiat, tout ce qui est désormais affranchi des contraintes physiques et ne fait que croître et embellir dans l'économie moderne. L'envoi de l'économie américaine depuis six ans a quelque chose à voir, c'est sûr, avec la bonne gestion de la Fed; mais le fait majeur, la tendance lourde, c'est bel et bien cette révolution techno-économique, génératrice du boom d'investissement. Pendant ce temps, de ce côté-ci de l'Atlantique, nous continuons à concocter les dosages supposés nous permettre de passer le cap

du prochain semestre: une pincée de sel par-ci, une dose de poivre par-là, et le tour est joué. Pour six mois.

L'écart avec les Etats-Unis, à ce compte, ne peut que se creuser. La dernière livraison du *McKinsey Global Quarterly* (1997/1) détaille le développement des activités d'interaction. Ce qui veut dire, dans une économie où l'information devient facilement accessible et bon marché, multiplication des échanges interentreprises, permettant d'optimiser les organisations: c'est la version moderne de la loi des avantages comparatifs.

On voit poindre l'objection: comment une économie où l'on optimise les coûts peut-elle générer des emplois? Réponse classique: par la demande supplémentaire qu'entraîne la baisse du pouvoir d'achat, ce qui est du forisme à l'état pur. McKinsey confirme: «Rappelez-vous comment la baisse des prix des transports routiers et aériens a accéléré le développement des voyages d'affaires, les visites chez les amis et le tourisme.» Par ailleurs, l'introduction de l'électronique dans les Bourses de valeurs a supprimé les intermédiaires traditionnels mais suscité l'éclosion de nouveaux métiers, insoupçonnés hier.

Rendements croissants ne signifie donc pas baisse des emplois, mais tout au contraire possibilités accrues de créations d'activités nouvelles. Les Français devraient le comprendre, et se réjouir d'une évolution où le gigantisme industriel et la puissance financière jouent moins et où l'imagination et l'organisation font prime.

Encore faudrait-il, à supposer qu'on ait enfin compris, susciter des efforts massifs de formation. L'économiste américain Mancur Olson, connu pour ses remarques malicieuses, aime à rappeler que la ressource naturelle de la Silicon Valley - son avantage comparatif - ne tient pas aux dépôts de silicium dans cette région, mais à ses dépôts de matière grise.

Dans l'Hexagone, nous préférons parler de maintien des acquis, de prévention, de protection, de sécurité, du souci de conserver notre modèle social. Et chaque retourne vite au jeu habituel des devinettes sur la conjoncture des prochains mois. Le nez dans le guidon.

Albert Merlin est directeur de la revue «Société».

LIVRE

Le capitalisme à l'aveuglette

par Sophie Gherardi

EUROPE DE L'EST, LA TRANSITION ÉCONOMIQUE

de Jérôme Sgard

Flammarion, 128 p., 39 F.

Dans toutes les files d'attente de tous les pays de l'Est, les gens utilisent la même formule, en ce lointain début des années 90, pour exprimer leur espoir: devenir enfin «un pays normal». Ils ne se doutaient pas encore qu'entre eux et cette «normalité» qu'ils imaginaient européenne, démocratique et capitaliste, s'étendait une terre inconnue pleine de dangers. Les huit ans qui ont passé depuis ont semblé longs aux peuples, qui avaient le sentiment de marcher à l'aveuglette.

Jérôme Sgard, économiste au Cepii, ne peut cacher son enthousiasme d'avoir pour objet d'étude «la réforme la plus radicale jamais entreprise par des moyens démocratiques et législatifs. L'ensemble des appareils économiques a été démantelé et remanié, mais aussi l'essentiel des institutions et, de fait, une très grande partie des rapports sociaux: la propriété, le salariat, la monnaie, l'autorité de l'Etat, etc. A la limite, la transition à l'Est, c'est l'histoire sociale la plus large concentrée dans une opération d'ingénierie économique». Dans la première partie de son livre, «Comment ça s'est passé», il observe que les premières mesures des pionniers de la transition - les Polonais - tenaient en fait sur une feuille de papier: réduction brutale des dépenses publiques, hausse des taux d'intérêt et encadrement quantitatif du crédit, libération des prix et réduction des subventions à la consommation, libéralisation du commerce extérieur, dévaluation verticale du taux de change suivie de son blocage nominal, associée à la libre convertibilité. Ces dernières dispositions «ont détruit instantanément le régime d'économie administrée». Mais «l'énorme bruit micro-économique créé par la libération des prix, en l'absence de structures de marché solides et de mécanismes de circulation de l'information, a été en soi un facteur durable de désorganisation, et donc de chute de la production».

Comment faire émerger le capitalisme sans capitalistes ni capital? Les différents pays ont buté sur les faiblesses de l'appareil financier et ont découvert que le bon fonctionnement du système bancaire conditionnait pour une large part l'économie réelle. Jérôme Sgard se passionne pour la transition comme «événement théorique». Les échecs sont porteurs de leçons les plus précieuses. Par exemple, sur le comportement rationnel des acteurs dans des économies indisciplinées: dans les conditions ukrainiennes, une entreprise tchèque se comporterait exactement comme une entreprise ukrainienne. Ce qui n'empêche pas la différenciation. Deux modèles de transition sont très vite apparus: l'un «libéral-étatiste» et «constructiviste», en Europe centrale; l'autre appelé «transition désinstitutionnelle» dans l'ex-URSS et les Balkans. Dans le premier groupe de pays, les droits de propriété ont été rapidement et largement redistribués et les tendances à la socialisation des pertes maîtrisées; dans le second groupe, la propriété d'Etat a été captée par l'ancienne nomenclatura, qui «s'est empressée de transformer son ancien capital bureaucratique en un nouveau capital économique ou, plus précisément, en cash». Malicieusement, Jérôme Sgard donne ici la parole au meilleur théoricien de cette sauvage accumulation primitive: Karl Marx.

L'écotaxe, une fausse bonne idée

par Rémy Prud'homme

L'écotaxe sur le carbone est de nouveau à l'ordre du jour. Il s'agit d'un impôt assis sur la consommation d'énergie, ou plus exactement sur le contenu en carbone de l'énergie consommée. La commission de l'Union européenne en préconise l'adoption par les pays membres, à un niveau assez élevé entraînant un doublement de la fiscalité pétrolière en quelques années. La raison d'être de cette taxe part de la volonté de réduire les émissions de CO₂. Brûler des combustibles fossiles (du fioul, de l'essence, du charbon), c'est rejeter du CO₂. Le rejet de ce gaz de serre qui s'accumule occasionne sans doute une augmentation de la température de la planète, entraînant toutes sortes de conséquences fâcheuses. A la conférence de Rio, les pays développés se sont engagés, un peu imprudemment peut-être, à réduire leurs rejets de CO₂.

Ce type de taxe apparaît comme une excellente façon d'atteindre cet objectif. Ainsi imposés, les combustibles fossiles seront plus chers, leur consommation diminuera, et avec elle les rejets de CO₂. Ces ajustements se feront à un coût, certes, mais ce coût sera minime: toute autre façon d'atteindre l'objectif de réduction visé coûterait plus cher encore. Bien entendu, l'impôt rapportera de l'argent, beaucoup d'argent, aux trésors publics, qui en ont bien besoin. L'écotaxe apparaît même comme l'impôt idéal. Alors que tous les autres prélèvements modifient le comportement des ménages et des entreprises dans un sens économiquement non désiré en les amenant à produire moins, cet impôt modifiera les comportements de ces mêmes agents économiques dans un sens désiré, en les amenant à polluer moins. Trop beau pour être vrai? Hélas, oui.

Notons tout d'abord qu'une taxe sur le carbone aurait pour effet de favoriser, non de défavoriser, l'électricité nucléaire et le diesel, les deux bêtes noires des écologistes militants. L'électricité nucléaire, qui est produite sans rejets de CO₂, ne serait pas taxée. Elle deviendrait moins chère que les autres formes d'énergie, et il faudrait sans doute construire de nouvelles centrales. Le lobby électronucléaire (ou le pen qui en reste) est un chaud partisan de l'écotaxe sur le carbone. La production de voitures diesel aussi bénéficierait d'un coup d'accélérateur. Elles consomment moins de carburant aux 100 kilomètres, rejettent moins de gaz, et seraient donc moins touchées que les voitures à essence. Il est comique de voir que c'est suite à une levée de bonchiers contre le diesel que l'idée de taxe sur le carbone refait surface en France.

Plus sérieusement, on peut penser qu'une taxe sur le carbone n'aurait d'effet ni sur le prix des combustibles fossiles ni sur les quantités consommées. Son principal effet serait de réduire la rente des producteurs. Cet apparent paradoxe est un résultat clas-

sique de la théorie économique des ressources naturelles. Les propriétaires des gisements de pétrole ont le choix d'en extraire aujourd'hui ou de le faire demain. Ce choix est fait en fonction du rapport entre le prix aujourd'hui et le prix demain (et aussi en fonction du taux d'intérêt). Une taxe sur le carbone qui serait permanente ou perçue comme telle ne modifierait pas ce rapport et donc ne changerait pas la quantité extraite et mise sur le marché.

Du fait de la taxe, la courbe de demande de pétrole se déplacerait, le prix d'achat aux producteurs diminuerait (du montant de la taxe), et le prix de vente aux utilisateurs resterait le même. La réalité est toujours plus complexe que les modèles. Mais celui-ci ne rend pas trop mal compte de ce qui s'est passé depuis vingt ans. On peut donc penser qu'une écotaxe aurait surtout pour effet de détourner une partie de la rente dont bénéficient les producteurs au profit des finances publiques de l'Allemagne et de la France. Certains s'en réjouissent, d'autres s'en désolent. Mais ceux qui veulent réduire les rejets de CO₂ et prévenir l'effet de serre resteront Gros-Jean comme devant.

Ce scénario, d'ailleurs, n'est pas le pire. Si la théorie économique se trompait, et si la taxe augmentait le prix des combustibles, comme le veulent et le croient ses partisans, cette hausse pourrait conduire à une augmentation, pas à une diminution, des rejets de CO₂. Pourquoi? Parce que les pays en développement ne suivraient pas le même chemin. L'augmentation du prix des combustibles aurait donc pour effet d'augmenter le prix des biens qui consomment beaucoup d'énergie, l'acier par exemple, chez nous, mais pas en Inde ou en Chine. La production de ces biens énergivores se déplacerait donc vers les pays en développement consommant beaucoup plus d'énergie que nous par unité produite (par tonne d'acier par exemple). Les délocalisations induites par la taxe se traduiraient donc par une augmentation de l'énergie consommée, et donc du CO₂ rejeté. Un peu plus de chômage chez nous, un peu plus d'activité chez eux, et un peu plus d'effet de serre pour tous.

Pour éviter cet inconvénient, il faudrait concevoir une écotaxe qui frapperait les combustibles fossiles incorporés dans les produits consommés plutôt que dans les produits fabriqués, et qui donc s'appliquerait aux produits importés et pas seulement à la production. La taxe sur le carbone apparaît donc à la réflexion comme une fausse bonne idée. Comme dit le poète: «Ces choses-là sont rudes. Il faut pour les comprendre avoir fait des études.» Comment expliquer que les bons sentiments ne fient pas toujours les bonnes politiques?

Rémy Prud'homme est professeur à l'université Paris-XII.

EN MATIÈRE D'ÉCONOMIE, TOUTES LES HEURES COMPTENT, LES MINUTES AUSSI.

DU LUNDI AU VENDREDI

6H50 ET 13H15: JOURNAL DE L'ÉCONOMIE. JEAN-MICHEL SALVATOR
7H55: EDITORIAL ÉCONOMIQUE. JEAN-LOUIS GOMBEAUD

10H / 12H25 / 15H / 16H / 17H.
LES RENDEZ-VOUS DE LA BOURSE. AXEL DE TARLÉ
22H55: TOP À WALL STREET. AXEL DE TARLÉ

SAMEDI ET DIMANCHE

7H25 ET 8H55: VOTRE ARGENT. GABRIEL MILESI
7H55: MÉDIATEUR. ERIC DE RIEDMATTEN

EUROPE 1

IMMOBILIER

NEUF ET RÉSIDENTIEL

FICHE PRATIQUE du 16.09.1997

Cette fiche hebdomadaire est rédigée par les spécialistes du mensuel immobilier.

Premiers pas en copropriété

Acheter un appartement neuf, c'est aussi devenir copropriétaire. Mais concrètement, à partir de quel moment serez-vous soumis au statut de la copropriété ? Comment le syndic sera-t-il nommé ? Quelles sommes d'argent peut-on vous demander ?

Dès lors qu'un immeuble bâti est divisé en lots appartenant à plusieurs propriétaires, il est soumis au statut de la copropriété, lequel est régi par la loi du 10 juillet 1965. En pratique, cela signifie que chaque copropriétaire aura la jouissance exclusive d'une partie privative, et qu'il partagera la propriété des parties communes (escalier, ascenseur, toiture...) avec les autres copropriétaires.

La mise en copropriété
Le régime de la copropriété s'applique dès que l'immeuble est achevé. Rappelons qu'un immeuble est considéré comme terminé lorsque les ouvrages sont exécutés et que les éléments indispensables à son utilisation sont installés. En d'autres termes, il est réputé achevé lorsqu'il devient habitable, même s'il subsiste ici et là quelques imperfections. Dès lors, chaque acheteur va devenir membre du syndicat des copropriétaires et le règlement de copropriété va entrer en application.

Le règlement de copropriété
Le règlement de copropriété détermine les parties communes et les parties privatives, leurs conditions de jouissance, ainsi que les charges communes et leur répartition entre les copropriétaires. En

matière de vente en l'état futur d'achèvement (vélu en vente sur plans), c'est à la signature de l'acte de vente devant notaire que le règlement de copropriété est remis en main propre à l'acheteur. Mais en pratique, dans la mesure où ce document est établi par le promoteur, ce dernier doit le communiquer à l'acquéreur préalablement à la signature de l'acte définitif.

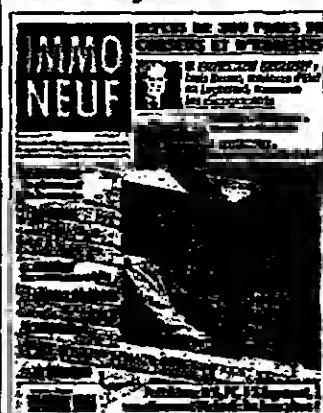
La nomination du syndic
Lorsque l'immeuble vient d'être placé sous le régime de la copropriété, un syndic dit « provisoire » est généralement désigné dans le règlement de copropriété, et ce, sur l'initiative du promoteur. Ce qui permet de faire fonctionner la copropriété dès sa mise en place. Cette nomination doit être entérinée au plus tard un an après la création de la copropriété par l'assemblée générale. Cependant, lors de cette dernière, rien n'oblige à ratifier cette décision. Les copropriétaires sont en effet libres de choisir le syndic de leur choix.

Les premières sommes à payer
Lors de l'acquisition du logement et si le règlement de copropriété le

prévoit, le syndic va réclamer une avance de trésorerie. Cette somme constitue une réserve au profit du syndicat des copropriétaires. Chacun d'entre eux va contribuer à cette avance en proportion des tantièmes de copropriété qu'il détient. Enfin, le syndic peut exiger, en début d'exercice, le versement d'une provision. Celle-ci va permettre de financer immédiatement l'administration de l'immeuble et de payer, par exemple, les premières factures d'électricité, de combustible, de police d'assurance, etc.

R.T.

Pour d'autres conseils, consultez **IMMO NEUF**, le mensuel de l'immobilier en vente 20 F chez votre marchand de journaux.



Plus de 300 pages de conseils et d'adresses

29, boulevard de Montmorency
75016 Paris
Réalisation et commercialisation : **KAUFMAN & BROAD**
44, rue de Washington
75408 PARIS cedex 08
Tél. 01 45 61 70 71

L'Orée du Parc
68, rue Compans, rue Rodier
75019 Paris
A toute proximité des Bains-Champanne à découvrir absolument !
Réalisation : **FRANCE CONSTRUCTION**
Tél. 01 46 03 22 00
Rue : 7 janset, de 9 h à 19 h

La cour des Noces
Rue de la Cour des Noces
75009 Paris
NOUVEAU
Le PROMOTEUR CERTIFIÉ QUALITÉ ISO 9001
Réalisation : **FRANCE CONSTRUCTION**
Tél. 01 46 03 22 00
7 janset, de 9 h à 19 h

Villa Victor Hugo
92 Bois-Colombes
Réalisation et commercialisation : **STIM BATH**
Rue de la Cour des Noces
75009 Paris
92513 Bois-Colombes cedex
01 47 12 54 44

La Chancellerie
4345, rue d'Agousson
92 Bois-Colombes
Réalisation : **SOFRACIM**
Tél. 01 34 65 89 89

La Clos des Arts
Rue de Sully, rue du Colonel
92 Bois-Colombes
NOUVEAU
Le PROMOTEUR CERTIFIÉ QUALITÉ ISO 9001
Réalisation : **FRANCE CONSTRUCTION**
Tél. 01 46 03 22 00
7 janset, de 9 h à 19 h

29, rue Davout
92 Levallois-Perret
Réalisation : **SOFRACIM**
Tél. 01 34 65 89 89
Commercialisation : **Z Immobilier**

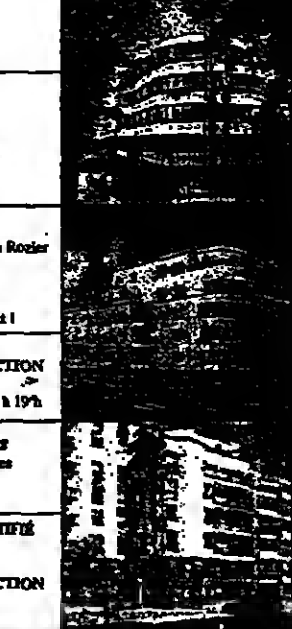
19, rue Rigny
92 Levallois-Perret
Réalisation : **SOFRACIM**
Tél. 01 34 65 89 89
Commercialisation : **Z Immobilier**

Le Montagne
40, rue Jean Béraud
92 Neuilly
Réalisation : **SOFRACIM**
Tél. 01 34 65 89 89
Commercialisation : **Z Immobilier**

L'Atlante
6 à 10, rue Edmond Michelet
94 Kremlin-Bicêtre
Réalisation : **SOFRACIM**
Tél. 01 34 65 89 89

L'Ascot
Au cœur de la ville
Boulevard Voltaire
75 Montparnasse les Batignolles
Réalisation : **SOFRACIM**
Tél. 01 34 65 89 89

Le Paillo
Quartier de la Lan
75 Montparnasse les Batignolles
A deux pas du RER (ligne C) et du centre ville commercial.
Réalisation : **SOFRACIM**
Tél. 01 34 65 89 89



RÉGION PARISIENNE

92 Hauts de Seine

IDEAL INVESTISSEURS
AMÉNAGEMENT PERSONNEL
APARTEMENTS DU 2 AU 5 PIÈCES.
A proximité du centre ville et de la gare SNCF, vous vous proposez la « Villa Victor Hugo », une résidence de 3 petites unités offrant sur de grands jardins, dans un cadre très résidentiel. Livraison fin 97.
Visitez sur rendez-vous.
Renseignements et ventes : 01 47 12 54 44

La Clos des Arts
Rue de Sully, rue du Colonel
92 Bois-Colombes
NOUVEAU
Le PROMOTEUR CERTIFIÉ QUALITÉ ISO 9001
Réalisation : **FRANCE CONSTRUCTION**
Tél. 01 46 03 22 00
7 janset, de 9 h à 19 h

29, rue Davout
92 Levallois-Perret
Réalisation : **SOFRACIM**
Tél. 01 34 65 89 89
Commercialisation : **Z Immobilier**

19, rue Rigny
92 Levallois-Perret
Réalisation : **SOFRACIM**
Tél. 01 34 65 89 89
Commercialisation : **Z Immobilier**

Le Montagne
40, rue Jean Béraud
92 Neuilly
Réalisation : **SOFRACIM**
Tél. 01 34 65 89 89
Commercialisation : **Z Immobilier**

L'Atlante
6 à 10, rue Edmond Michelet
94 Kremlin-Bicêtre
Réalisation : **SOFRACIM**
Tél. 01 34 65 89 89

L'Ascot
Au cœur de la ville
Boulevard Voltaire
75 Montparnasse les Batignolles
Réalisation : **SOFRACIM**
Tél. 01 34 65 89 89

Le Paillo
Quartier de la Lan
75 Montparnasse les Batignolles
A deux pas du RER (ligne C) et du centre ville commercial.
Réalisation : **SOFRACIM**
Tél. 01 34 65 89 89

Des studios en 6 pièces duplex.
Dans le quartier 16ème, au cœur d'un vaste jardin intérieur un bel immeuble de seulement 22 appartements, aux lignes épurées, lumineux, balcons et jardins. Ces appartements bénéficient de très belles prestations (cuisine, salle de bains, parquet, etc.).
Renseignements et ventes : tél. 01 45 61 70 71

Premier programme certifié QUALITÉ ISO 9001
Prix à partir de 18 800 F le m² hors parking et dans la limite du stock disponible.
Le cadre d'une petite résidence de caractère à 100 m du Parc des Bains-Champanne et du métro. Très belles prestations : nombreux balcons et vue sur un beau jardin intérieur. Plus que 10 appartements disponibles du studio au 4 pièces avec parking en sous-sol.
Achèvement fin 1997, 16600 diffusions Parisiennes.
Bureau de vente : 3, rue de Clément Brumet, ouvert lundi, jeudi et vendredi de 14 h à 19 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10h30 à 12h30 et de 14 h à 19 h.

Prix de lancement : à partir de 17 500 F le m² hors parking et dans la limite du stock disponible.
A 200 m de la place Gambetta et de la station de Métro, découvrez une nouvelle petite résidence composée de 2 bâtiments, dans une zone calme, au cœur d'un quartier résidentiel, vivant et animé. Tous les appartements, studios et appartements à 2 ou 3 pièces, sont équipés de prestations de qualité : un sol en parquet, une cuisine équipée et aménagée, une salle de bains avec baignoire, une chambre avec placard, une terrasse ou balcon, une loggia ou terrasse. (Parkings en sous-sol).
Bureau de vente : 11, place Gambetta, ouvert lundi, jeudi et vendredi de 14 h à 19 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10h30 à 12h30 et de 14 h à 19 h.

IDEAL INVESTISSEURS
AMÉNAGEMENT PERSONNEL
APARTEMENTS DU 2 AU 5 PIÈCES.
A proximité du centre ville et de la gare SNCF, vous vous proposez la « Villa Victor Hugo », une résidence de 3 petites unités offrant sur de grands jardins, dans un cadre très résidentiel. Livraison fin 97.
Visitez sur rendez-vous.
Renseignements et ventes : 01 47 12 54 44

La Chancellerie
4345, rue d'Agousson
92 Bois-Colombes
Réalisation : **SOFRACIM**
Tél. 01 34 65 89 89

La Clos des Arts
Rue de Sully, rue du Colonel
92 Bois-Colombes
NOUVEAU
Le PROMOTEUR CERTIFIÉ QUALITÉ ISO 9001
Réalisation : **FRANCE CONSTRUCTION**
Tél. 01 46 03 22 00
7 janset, de 9 h à 19 h

29, rue Davout
92 Levallois-Perret
Réalisation : **SOFRACIM**
Tél. 01 34 65 89 89
Commercialisation : **Z Immobilier**

19, rue Rigny
92 Levallois-Perret
Réalisation : **SOFRACIM**
Tél. 01 34 65 89 89
Commercialisation : **Z Immobilier**

Le Montagne
40, rue Jean Béraud
92 Neuilly
Réalisation : **SOFRACIM**
Tél. 01 34 65 89 89
Commercialisation : **Z Immobilier**

L'Atlante
6 à 10, rue Edmond Michelet
94 Kremlin-Bicêtre
Réalisation : **SOFRACIM**
Tél. 01 34 65 89 89

L'Ascot
Au cœur de la ville
Boulevard Voltaire
75 Montparnasse les Batignolles
Réalisation : **SOFRACIM**
Tél. 01 34 65 89 89

Le Paillo
Quartier de la Lan
75 Montparnasse les Batignolles
A deux pas du RER (ligne C) et du centre ville commercial.
Réalisation : **SOFRACIM**
Tél. 01 34 65 89 89

Des studios en 6 pièces duplex.
A partir de 15 000 F le m² hors parking compris.
Livraison immédiate. Crédit : libre.

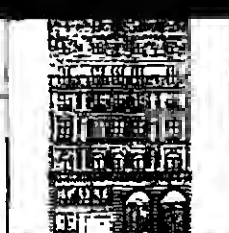
A 700 m de Paris 13ème, à 100 m du métro. Prestations de qualité, façade en pierre, cuisine équipée, videoparc...
Appartement décoré, visites sur rendez-vous.
Tél. 01 30 48 91 92

Des studios en 6 pièces duplex. Livraison 2ème trimestre 99.
Exemples de prix : 22, rue, 47 m² : 665 000 F parking compris. 73, rue, 44 m² : 647 000 F parking compris.

2 bâtiments à l'architecture et aux prestations de qualité. Nombreux balcons et terrasses, parkings en sous-sol.
Bureau de vente en centre ville : (angle avenue du Centre et rue O. Hérold) ouvert lundi, jeudi, vendredi et dimanche de 14 h à 19 h, samedi de 10h30 à 12h30.
Tél. 01 30 48 91 92

PARIS

Les Pavillons Richelieu
Rue de Richelieu 75002 Paris
NOUVEAU
Réalisation et commercialisation : **SEFINA**
L'immobilier depuis 1960
4042, avenue Raymond
Poncaire - 75116 Paris
Tél. 01 55 73 00 10 du lundi au vendredi de 9 h à 19 h



44 appartements de studio en 5 pièces. Prix moyen : 23 000 F le m².
Entre Bourse et Opéra, à quelques pas de Dauphine, du Palais Royal et de la Madeleine, en quartier très calme, se situe actuellement l'objet de convoitise d'acheteurs avertis. Découvrez l'un des plus beaux immeubles de la rue de Richelieu. Les Pavillons Richelieu, livrés de suite, offrent de beaux appartements de 2 à 5 pièces, avec balcon, cuisine équipée, salle de bains, parquet, etc. Les studios de 20 m² sont livrés de suite. Du studio au 5 pièces, un grand choix de prestations pour tous les goûts. Pour un pied à terre ou pour investir, contactez-nous.

SEFINA

3, rue du Pont de Lady
75006 Paris
Réalisation : **MEUNIER PROMOTION**
Commercialisation : **CPM PATRICE MUSY**
249, av. de la Jolie Laine
92100 Boulogne
Tél. 01 49 10 39 00



De studio en 6 pièces, dans un cadre...
Au cœur de Paris, à Saint-Germain-des-Près, au riche quartier historique, Meunier Promotion propose une réalisation de prestige, ouverte sur une cour pavée à l'ancienne et un hôtel particulier d'époque.
Bureau de Vente : 16, rue Dauphine 75006 Paris. Ouvert tous les jours, sauf le dimanche de 11 h à 19 h et de 14 h à 19 h. Le lundi de 14h30 à 19h. Tél. 01 43 25 37 20

MEUNIER PROMOTION

Le Clos Saint-Placide
77, rue de Valenciennes
75006 Paris
Réalisation : **MEUNIER PROMOTION**
Commercialisation : **CPM PATRICE MUSY**
249, av. de la Jolie Laine
92100 Boulogne
Tél. 01 49 10 39 00



De studio en 4 pièces, Duplex.
Dans la partie du 6^{ème} arrondissement de la rue de Valenciennes, proche de la Gare d'Orléans, deux petits immeubles comprenant 36 appartements et deux pour partie sur un jardin intérieur.

MEUNIER PROMOTION

Le 72
rue Saint-Dominique
Angle rue Jean Nicot
75007 Paris
Commercialisation : **SODEMI**
Pour vos renseignements :
Tél. 01 41 92 22 21



Mise en vente en SEPTEMBRE 1997 de quelques appartements prestigieux au cœur du 7ème.
Entre Invalides et Champ de Mars, 28 appartements livrés immédiatement, du studio en 6 pièces duplex, ouverts ou rénovés. Quelques appartements avec terrasse et balcon.
A partir de 34 000 F le m².
Visitez uniquement sur rendez-vous.

MEUNIER PROMOTION

Les Terrasses de Chénier Vert
87, rue de Chénier Vert
43-45, rue Pétion - 75001 Paris
Réalisation : **MEUNIER PROMOTION**
Commercialisation : **GROUPES SOFIM**
9, av. Malesherbes - 75008 Paris
Tél. 01 42 25 09 92



Places beaux, gages plus : studio Personnel à partir de 450 000 F (travaux personnalisés). Du studio en 5 pièces + parking. A partir de 19 000 F/m². Parking : 120 000 F.
Une nouvelle réalisation Meunier Promotion, avec chef d'œuvre de nombreux balcons et terrasses. Immeuble de standing, prestations de qualité, confort, sécurité (portail en bois, deux entrées sécurisées). Labels Qualité, Prestations Certifiées Plan...
Bureau de Vente sur place : 87, rue de Chénier Vert. Ouvert lundi, jeudi, vendredi, dimanche de 14 h à 19 h, samedi de 10 h à 12 h et de 14 h à 19 h. Tél. 01 40 38 89 12

MEUNIER PROMOTION

Le Clos d'Alfred
Place d'Alfred
75001 Paris
Réalisation : **MEUNIER PROMOTION**
Commercialisation : **CPM PATRICE MUSY**
100, av. J.B. Clément
92100 Boulogne
Tél. 01 49 10 39 00



88 appartements de studio en 5 pièces.
Ex. (gratuit parking compris) : Studio 23 000 F, 2 P : 1 400 000 F, 3 P : 1 600 000 F, 4 P : 2 400 000 F. Livraison début 98.
Au cœur du 19^{ème}, des appartements de standing avec balcons, terrasses sur un jardin de 1 000 m².
Bureau de Vente sur place : Ouvert lundi, jeudi, vendredi de 14 h à 19 h, samedi et dimanche de 10h30 à 12h et de 14 h à 19 h. Tél. 01 49 25 37 21

MEUNIER PROMOTION

Le Mirabeau
Angle rue St-Sébastien Marais et Saint-Christophe - 75013 Paris
NOUVEAU
Le PROMOTEUR CERTIFIÉ QUALITÉ ISO 9001
Réalisation : **FRANCE CONSTRUCTION**
Tél. 01 46 03 22 00
7 janset, de 9 h à 19 h



Prix de lancement : 21 appartements disponibles du studio en 5 pièces avec parking et cave en sous-sol.
France Construction vous propose une nouvelle résidence dans une zone calme, à proximité des transports (autre ligne 10, RER ligne C, bus, voir sur boulogne, bd philippe) et des commerces et les prestations ont été étudiées dans les moindres détails pour vous assurer confort et sécurité en toutes circonstances, terrasses, loggia, avec double ou triple exposition, grandes baies vitrées pour la luminosité...
Pour connaître l'opportunité de votre rêve, avec l'aide de nos architectes et la qualité France Construction et bénéficier du meilleur choix, appelez dès maintenant le 01 46 03 22 00.

FRANCE CONSTRUCTION

62, rue Saint-Denis
75001 Paris
Réalisation et commercialisation : **SEFINA**
L'immobilier depuis 1960
4042, avenue Raymond
Poncaire - 75116 Paris
Tél. 01 55 73 00 10 du lundi au vendredi